OCT 13 1924

31e Année. N° 19. 1er Octobre 1924.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
Louis Barthou. . . .	*Victor Hugo, élève de Biscarrat*.	481
B. Maklakoff	*La Russie de 1900 à 1917*	508
Gabriele d'Annunzio.	*Phædre* (fin).	535
Dr J.-L. Faure . . .	*La Lutte contre le Cancer*.	556
Commt L. Koeltz. . .	*La Bataille de la Meuse (1914)*.	572
J. Lucas-Dubreton. .	*La Princesse captive : la Duchesse de Berry*. — I.	622
René Jouglet	*Le nouveau Corsaire*. — II	657
Gabriel Bernier. . .	Questions extérieures : *La Situation en Espagne*.	684
Albert Flament . . .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*.	700
André Chaumeix . .	La Politique : *L'Avenir de la Paix*	713

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La **Revue de Paris** *commencera dans son numéro du 15 Octobre*

Le Miracle des Loups

ROMAN

par H. DUPUY-MAZUEL

C'est de ce roman que la « Société française d'Éditions de romans historiques filmés » a décidé de tirer l'œuvre, par où elle inaugure ses travaux, et qui sera représentée officiellement au Théâtre national de l'Opéra au début de novembre.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Après le massacre de la famille impériale russe à Ekaterinenbourg en juillet 1918, on découvrit, dans un coffret de bois noir, entre autres papiers, quatre cents lettres de la tsarine au tsar. Elles furent aussitôt publiées par le gouvernement soviétique, et elles viennent d'être éditées en français, par les soins de M. **Bienstock**, sous ce titre : **Lettres de l'Impératrice Alexandra Feodorovna à l'Empereur Nicolas II**. A part deux billets d'avril et de juin 1914, elles ont été écrites pendant la guerre, alors que l'Empereur était aux armées, jusqu'au moment de l'abdication en mars 1917. Ces lettres offrent un intérêt exceptionnel, historiquement d'abord; elles sont la peinture exacte de la Cour de Russie pendant ces années tragiques; elles précisent notamment le degré d'influence politique de Raspoutine, de madame Vyroubov et de l'Impératrice elle-même; elles montrent l'hostilité sourde du couple impérial contre le généralissime Nicolas Nicolaïevitch, « Nicolacha » comme disent les lettres, contre les octobristes et leur chef Goutchkov, contre la Douma, l'Union des Zemstvos et des villes, contre le libéralisme et tous les ennemis de l'autocratie. Mais aussi elles lavent complètement l'Impératrice des accusations de trahison portées contre elle. Elles révèlent que cette petite princesse de Hesse était devenue, par son mariage, vraiment russe et orthodoxe, entièrement vouée à ce qu'elle croyait la grandeur de la Russie. Bien plus, et c'est ce qui fait l'étrange beauté de ce livre, elles découvrent avec une sincérité totale le plus profond de l'âme d'Alexandra Féodorovna : une mystique d'abord, habituée à regarder au delà des apparences sensibles, et à rechercher la signification surnaturelle des événements et des hommes; une amante : toute cette longue correspondance n'est qu'un cri d'amour presque surhumain pour son mari, qu'après vingt ans elle aime aussi passionnément qu'au premier jour; une mère tendre et inquiète : rien de plus touchant que les passages relatifs au petit tsarévitch, à la santé toujours chancelante. En somme, de cette publication l'Impératrice de Russie sort grandie : évidemment, autocrate et absolutiste, elle n'a pas su dominer les événements : ses ennemis les Cadets l'ont-ils su davantage? mais il restera d'elle une haute et lumineuse image singulièrement attirante.

M. **René Le Conte** a tenté de résumer et de mettre au point les travaux antérieurement parus sur les questions si controversées de **Louis XVII et des faux Dauphins**. Il a vu de nombreux fonds d'archives, notamment ceux de Vienne, qui contiennent le dossier jusqu'alors inédit de Louis-Charles Bourlon. Il étudie successivement le véritable Louis XVII, qui aurait été au Temple le 19 janvier 1794, les *petits faux Dauphins* dont il dresse une liste critique (ils seraient au moins trente-six), et les *quatre grands faux Dauphins* : Hervagault, Charles de Navarre dit Mathurin Bruneau, les frères Perrin dits Richemont, Karl-Benjamin Werg dit Naundorff. Selon lui, tous les partis politiques français de 1793 à 1850 — conventionnels, bonapartistes, légitimistes et orléanistes — ont été compromis dans ces louches histoires et sont solidaires dans le crime et dans le faux. Quand au faux Dauphin Naundorff, il aurait été fabriqué par le service d'espionnage prussien, qui s'est servi de lui et de ses descendants jusqu'à la guerre générale : et ici la thèse de M. Le Conte rejoint celle de M. Léon Daudet. On lira avec agrément cet exposé d'ensemble d'un des problèmes historiques qui suscitent encore maintenant le plus de curiosité.

La tragique histoire du jeune comte de La Bédoyère, le premier colonel qui, au retour de l'île l'Elbe, se rangea sous les drapeaux de l'Empereur, et qui, au retour des Bourbons, fut fusillé pour trahison, vient d'être écrite par son descendant le comte de La Bédoyère, et par le baron André de Maricourt sous ce titre : **Georgine de Chastellux et Charles de la Bédoyère**. L'enfance et la jeunesse des deux futurs époux, leur mariage, suivi de si près par le drame, l'arrestation, le procès et l'exécution sont racontés avec talent et d'une façon neuve : comme le fait remarquer justement l'un des auteurs, les archives officielles, pour cette période notamment, sont bien pauvres sur les événements de cette sorte, et ceux des documents capitaux qui existent encore se trouvent dans les archives privées. Les historiens sauront gré à MM. de la Bédoyère et de Chastellux d'avoir consenti à produire au jour leurs papiers de famille, qui donnent à ce morceau d'histoire vraie la fraîcheur et le mouvement d'un roman.

M. **Hippolyte Roy** a réussi, en dépouillant patiemment les mémoires des fournisseurs et artisans de la Cour de Lorraine et en en tirant quelque 17 000 fiches, à faire réapparaître à nos yeux, en un tableau pittoresque et d'une minutieuse précision, **la Vie, la Mode et le Costume au XVIIe siècle (époque Louis XIII)**. Il nous conduit à travers les appartements du palais ducal, en inventorie le mobilier, énumère les différents tissus qui servent au vêtement; il nous dit d'où ils viennent, nous fait assister aux transactions et aux attractions de la foire de Saint-Nicolas-de-Port. Au point de vue de l'histoire de la langue, comme de l'histoire du commerce et de l'industrie, cet ouvrage est précieux. Mais, utile aux érudits, il sait plaire à tous les lecteurs amateurs de vieilles choses. Les gravures qui l'ornent et sa belle présentation ajoutent à son agrément.

J. POIRIER

VICTOR HUGO

ÉLÈVE DE BISCARRAT

A mon ami Lucien Gougy.

Si le *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie* renferme des erreurs nombreuses, dont quelques-unes sont dues à un arrangement tendancieux et ingénieux, il n'en reste pas moins, sous sa forme colorée et entraînante, le livre le plus substantiel qui ait été consacré, sur la foi de documents originaux et authentiques, aux quarante premières années de l'existence si remplie du grand poète. Certaines de ses parties, revisées par le patient et partial Edmond Biré, sont définitives, mais combien de noms, de faits et d'anecdotes, cités avec négligence, ouvrent encore des perspectives aux plus intéressantes découvertes!

Je n'aurais jamais soupçonné, pour ma part, sans l'heureux hasard d'une curieuse trouvaille, l'influence que Jean-Baptiste Biscarrat avait exercée sur les deux plus jeunes fils du général Hugo. Né en Bretagne le 29 mars 1795, il avait cinq ans de plus qu'Eugène et sept ans de plus que Victor. Il fut, de septembre 1815 jusqu'aux premiers mois de 1817, leur maître d'étude, ou, comme il le disait plus tard, avec une ostentation plaisante, leur « professeur de rhétorique » à la pension Cordier, située dans la rue Sainte-Marguerite, entre le passage du Dragon et la prison de l'Abbaye. Si jeunes, ils avaient déjà, Victor surtout, écrit des cahiers de vers.

Ce goût irrésistible les rapprocha de Biscarrat, « intelligent et ouvert à tout.

» Sa figure, très marquée de petite vérole, était riante et loyale, et il avait le caractère de sa figure. » La muse de Biscarrat était paresseuse, tandis que déjà le génie de Victor Hugo étonnait par la variété de sa prodigieuse abondance. Le maître admirait son élève, mais il corrigeait ses essais avec une franche sévérité dont sa surprise croissante devant des progrès et des succès incessants n'aliéna jamais l'indépendance. Dans un poème de cinq cents vers sur *le Déluge*, il en discerna dix *mauvais*, deux *faibles*, cinq *passables*, trente-deux *bons*, quinze *très bons*; mais que pouvaient bien être les quatre cent trente-six autres vers? Le *Victor Hugo raconté* n'en compte, à tort, que quatre cents, qui n'étaient ni mauvais, ni bons, ni très bons, ni passables, ni faibles.

A l'usage, la critique de Biscarrat, à laquelle les occasions de s'exercer ne manquaient pas, devint plus précise. La précocité de Victor l'émerveillait et, s'il n'employa pas le mot, il discerna en lui *un enfant sublime*, dont il aida les premiers pas avec une bienveillance qui disait la générosité de sa nature. En avril 1815, l'Académie choisit comme sujet pour le prix de poésie, qui devait être décerné en août 1817 : *Le Bonheur que procure l'étude dans toutes les situations de la vie*. Entre le 18 mars et le 7 avril 1817, Victor Hugo, sans se laisser détourner des travaux plus austères que lui imposait la fréquentation des cours du Lycée Louis-le-Grand, composa un poème de trois cent trente-quatre vers [1]. Mais comment le remettre au Secrétariat de l'Institut? Le jeune élève fit de Biscarrat un confident, qui devint un complice. Il n'y avait plus de temps à perdre, le premier jeudi voyant expirer le délai que l'Académie avait accordé aux concurrents. La chance favorisa le poète. Ce jour-là Biscarrat conduisait la pension en promenade. Il la dirigea du côté de l'Institut, et pendant que les autres élèves admiraient les lions de la façade, il se précipita avec Victor jusqu'au Secrétariat, où le bonhomme Cardot, « gardien majestueux et redoutable des archives sacrées », délivra le numéro 15 au poème, qui avait pour épigraphe un vers d'Ovide :

1. *Odes et Ballades*, édition de l'Imprimerie nationale, p. 399.

At mihi jam puero cælestia sacra placebant.

Cette allusion faite par l'épigraphe au jeune âge du concurrent se précisait dans les vers eux-mêmes :

Moi qui, toujours fuyant les cités et les cours,
De trois lustres à peine ai vu finir le cours.

Les prix furent décernés le 25 août, sur un rapport du secrétaire perpétuel Raynouard, alors célèbre par sa tragédie des *Templiers*, qui disait de l'auteur du manuscrit déposé sous le n° 15 : « Si véritablement il n'a que cet âge, l'Académie a dû un encouragement au jeune poète. »

Cet « encouragement » mit le jeune poète en relations avec plusieurs académiciens, en particulier avec Campenon, dont il prononça plus tard l'éloge comme directeur, et avec le doyen de l'Académie, François de Neufchâteau, qui lui envoya des vers charmants et l'invita même à déjeuner.

Mais Biscarrat — pends-toi, brave Crillon, tu n'étais pas à Arques! — ne put jouir que fort loin de la gloire de son élève. Il avait quitté Paris pour Nantes, où il exerçait dans une entreprise de denrées coloniales la modeste et peu lucrative fonction de commis. Ce sont les deux frères qui lui avaient annoncé l'heureux événement et, nonchalant par nature, absorbé par les soucis d'une occupation nouvelle pour laquelle il n'avait pas de goût, il avait mis à leur répondre un retard d'une quinzaine de jours, dont il s'excusait, par une lettre du 21 septembre, avec les protestations d'une amitié d'autant plus véhémente qu'elle avait honte d'être prise en défaut. Le ton en est différent, selon qu'il parle au « gros » Eugène, susceptible, méfiant et déjà fantasque, ou à Victor, dont le génie naissant lui impose cette sorte de déférence qu'un maître ressent rarement pour un élève. Il s'enorgueillit de l'avoir pour ami et il prône autour de lui sa gloire précoce, consacrée par le suffrage de l'Académie, « juste cette fois, au moins à demi », et que n'ont influencée « ni les cabales de ses membres, ni les coteries des femmes ». Il le félicite chaudement de promettre à la France un vrai poète de plus, mais en même temps il le met en garde contre tous les « poétillons » dont ce début, qui cueille les lauriers

auxquels ils aspiraient, éveillera les jalousies et suscitera les hostilités. Quoiqu'il ne connaisse pas les poèmes que l'Académie lui a préférés, il n'hésite pas à proclamer qu'il n'a obtenu qu' « une partie de la récompense » qu'il méritait; il l'eût voulue « pleine et entière », et il la lui promet pour le prochain concours. Aucune jalousie n'aigrit, on le voit, le jugement de Biscarrat, qu'inspire plutôt la partialité la plus bienveillante. Et tandis qu'il envoie à la Havane, conjointement avec un autre commis, une douzaine de cents francs de rubans et de registres, sans trop compter sur un sérieux bénéfice, on l'aime pour l'admiration qu'il témoigne à son cadet, lauréat de l'Académie et occupé à une tragédie, qu'il souhaite voir « couronnée d'un succès brillant ». Quant au poème sur le *Bonheur que procure l'Étude*, il se désole, par sympathie de cœur et par indépendance d'esprit, de ne rien trouver à y reprendre. Avec un sens critique très avisé, il loue dans l'ensemble la « manière dont les tableaux sont liés » et cet art de ménager les transitions qui, même au temps de ses écarts les plus audacieux, restera chez Victor Hugo un don classique. La verve, le mouvement, la force, l'élégance, la justesse de tous ces morceaux si habilement juxtaposés l'enthousiasment et il en est qu'il place parmi les meilleurs de la langue. « Croyez que, s'il me fût tombé quelques mauvais vers sous la patte, je ne vous aurais pas fait de quartier. » Sa rigueur ne trouve que deux critiques à faire. Il regrette, pour le fond, que le poète n'ait parlé du Roi qu'au moyen d'une réticence, au lieu des quinze ou vingt bons vers que ce sujet aurait pu lui inspirer, et il découvre un « péché contre la langue » dans ce vers, rocailleux et incorrect :

Enfin, en quel état, en quel lieu qu'il soit né...

Sa sévérité, dont il s'excuse, ménage moins les juges que le lauréat. « Je crois que l'Académie a été injuste à votre égard : je ne puis m'imaginer que ce sujet ait été mieux traité. C'est une chose sans exemple qu'un jeune homme de votre âge réunisse tous les talents dont sont bien loin les cinq sixièmes des membres de l'Institut. Vous y siégerez sous peu et vous les renverserez tous... »

Biscarrat, « pauvre commis » et commis pauvre, exilé de ce Paris qu'il proclamait la « patrie des arts, des talents et du génie », était anxieux d'en savoir les nouvelles et, en particulier, il voulait connaître les poèmes que l'Académie avait couronnés. Eugène et Victor s'empressèrent de déférer à ce désir. Le mariage projeté de M. Decotte fut la principale nouvelle qu'ils annonçaient à leur correspondant nantais. M. Decotte était l'associé de M. Cordier, dont il exagérait brutalement la sévérité, peut-être parce que sa muse était jalouse de celle de Victor. Il lui avait cherché querelle pour avoir sacrifié à l'Académie la promenade réglementaire et il avait même crocheté son tiroir, où le jeune élève renfermait ses essais poétiques et le journal qui était le confident de ses impressions quotidiennes. Cette effraction fut l'occasion d'une scène violente au cours de laquelle Victor, menacé tout d'abord d'exclusion, montra une énergie telle qu'il rentra en possession de ses papiers dérobés et sauva même son droit de faire des vers, à la condition de ne pas négliger les mathématiques où il fut un élève distingué. La gloire et la réclame que la mention décernée par l'Académie valurent à la pension Cordier apaisèrent la querelle, mais le mariage de M. Decotte inspira à Eugène, qui était à la fois mélancolique et facétieux, une lettre dont Biscarrat s'amusa avec fracas. « M. Decotte se marie. Vous avouerez qu'il a un front à ça. Quelle bonne pâte d'homme!... Que je voudrais être la femme d'un tel homme!... Quelle femme spirituelle il va avoir! Ah! Ah! Ah! Prendre un époux sur sa réputation de dévotion! J'en pouffe encore de rire... »

Le prix de l'Académie — il n'y avait pas eu moins de quarante-six pièces présentées — avait été partagé entre MM. P. Lebrun et Saintine. Victor avait envoyé les deux poèmes à Biscarrat, en même temps que celui de Charles Loyson, qui avait obtenu un *accessit*. La réponse de Biscarrat (14 octobre 1817) analyse les trois poésies, dont il goûte les qualités et dont il critique les défauts avec une pénétration où l'on trouve l'homme du métier. Les trois lauréats lui apparaissent comme de vrais poètes. Il rend

pleine justice à Loyson, celui auquel on avait appliqué cette injuste épigramme :

Même quand Loyson vole, on sent qu'il a des pattes,

et qui, devant mourir à l'âge de vingt-neuf ans, avait consacré à la mort du poète des « vers remplis de force et de belles pensées ». Mais, s'il ne dédaigne pas les mérites de M. Saintine, qu'il appelle M. Boniface, peut-être son pseudonyme au concours, c'est la pièce de Lebrun que Biscarrat préfère. « Elle est un fort beau morceau. Quelques taches ne défigurent point une jolie femme, et ne font que relever quelquefois la beauté des traits les plus réguliers. » Entre elle et celle de Victor, il ne sait à laquelle donner la préférence, et il pense que l'Académie aurait dû décerner le prix à l'une et à l'autre, quoique le poème de son jeune ami montre « moins de vers faibles ou, pour mieux dire, n'en a point (*sic*), et a beaucoup plus d'énergie et de vigueur ». Tous ceux qui l'ont lu sont du même avis, et « entre autres deux jolies demoiselles », appelées à jouer dans cette correspondance un rôle imprévu.

Eugène avait été sans succès l'un des quarante-six concurrents du concours académique, mais il négligeait, malgré sa promesse, d'envoyer à Biscarrat sa pièce manquée, qu'il remplaçait par une épigramme de quatre vers. Ainsi s'affirmait déjà la bizarrerie de son caractère, destiné à de si tragiques incidents. Biscarrat lui écrivait sur le ton d'une prudence compatissante et flatteuse qui ménageait son irascible susceptibilité et peut-être déjà sa jalousie maladivement ombrageuse. Il prenait auprès de lui le ton d'un humble « confrère », indigne du « Dieu qui préside au génie », et il rappelait avec une modestie spirituelle les conditions de sa profession si peu poétique :

Je cultive mon écriture;
Cet art est de nécessité,
Et c'est d'une belle facture
Que j'attends l'immortalité.

A leur ordinaire, les deux frères répondirent à Biscarrat une lettre collective, où Eugène s'abandonnait à des facéties inquiétantes, tandis que Victor jugeait « sotte, fatigante,

insignifiante et inutile » la partie qu'il avait écrite. Ai-je besoin de dire que Biscarrat la trouvait d'autant plus « gaie, amusante, significative et utile », qu'elle s'accompagnait de « vers excellents, pouvant servir de leçon à quiconque se mêle d'être du métier »? Il les avait montrés aux « deux adulatrices », dont il avait fait les confidentes d'une liaison qui lui donnait tant de fierté. Naturellement, elles avaient « été aux anges » et leurs yeux disaient la conquête qu'avait faite de ces deux « petites provinciales » le jeune poète, sans doute plus occupé à « savourer l'encens des duchesses et des baronnes de la Cour ».

Eugène et Victor avaient envoyé à Biscarrat un poème que l'Académie, tout en le distinguant pour son mérite, n'avait pas couronné, parce que, posant une question au lieu de développer une vérité acquise, il avait tendu à démontrer que l'*Étude ne fait pas le bonheur dans toutes les situations de la vie*. L'auteur en était Casimir Delavigne. Biscarrat ne se trompe pas sur la valeur de cette pièce, écrite en vers faciles, sur le ton des *Épitres* de Voltaire, et dont deux au moins, qu'il citait avec plaisir, étaient frappés comme des proverbes :

Les sots depuis Adam sont en majorité...
L'étude, après l'amour, est le meilleur des maux.

Eugène s'était décidé à soumettre à son ancien professeur son propre poème, que l'Académie n'avait pas retenu. Biscarrat l'avait loué avec une complaisance visible, mais cette seule phrase : « Ce poème écrit à votre âge avec autant de facilité vous promet par la suite un avenir distingué », montrait que son goût n'accordait pas à l'aîné des deux frères l'admiration que « son sac à éloges » prodiguait au cadet. A celui-ci, à Victor, il adressait — « ode, cantate ou hymne » — une pièce dont quelques vers « écumés par ci, par là » venaient au secours de son imagination plus paresseuse que vive.

Toi dont la muse de quinze ans,
Captivant tous les cœurs, gagna tous les suffrages,
Et pour prix a reçu l'encens
Des grands, des belles et des sages,
Daigne avec indulgence écouter les accents
Que l'amitié fidèle ajoute à tant d'hommages.

Sur toi Paris entier qui fixa ses regards,
Frappé du brillant météore,
Qui luit sur l'horizon des arts,
De son bonheur semble douter encore.

L'astre heureux que la terre adore,
Ménageant ses feux bienfaisants,
A peine au lever de l'aurore
Épanche la clarté de ses rayons naissants;
Ce n'est qu'au haut de sa carrière
Qu'étincelant et radieux,
Du torrent de sa lumière,
Il remplit les pôles des cieux.

Tu parais, et déjà franchissant la barrière,
On te voit dans la lice effacer tes rivaux :
Un Dieu sourit à tes travaux;
De tes quinze printemps il soutient le délire;
De son plus jeune nourrisson
Sa main environne le front
Des lauriers qu'il réserve aux maîtres de la lyre.

Quelles riches couleurs naissent sous tes pinceaux!
Partout je vois dans tes tableaux
La force à l'élégance unie.
De tes vers inspirés la pompe et l'harmonie;
L'éloquence du cœur qui parle dans tes chants;
Voilà les fruits de ton génie
Et l'ouvrage de tes quinze ans.

Biscarrat laissait à ses jeunes élèves le soin de reconnaître les vers qu'il avait « écumés ». La découverte pourrait amuser encore ceux qui liraient, de notre temps, Jean-Baptiste Rousseau ou Delille, Lebrun ou Lamotte. Mais où sont ces gloires d'antan?

Eugène et Victor avaient traduit en alexandrins l'épisode d'Achéménide de *l'Énéide* et ils avaient fait de Biscarrat l'arbitre de leur tournoi poétique. Il commença son examen par la pièce de Victor [1], dont il numérota les vers pour les analyser avec plus de clarté. Il ne marchanda pas son admiration au poète et même il n'hésitait pas à préférer certains passages de la traduction à l'original. Son enthousiasme s'exprimait par les épithètes les plus laudatives, mais il puisait aussi dans son « sac à vérités » pour critiquer des parties

1. *Éd. cit.*, p. 413.

moins bien venues, des liaisons douteuses ou des négligences. Quoique de tempérament très classique, Biscarrat ne décourageait pas chez son élève des images hardies ou des mots audacieux. Il aimait ce vers :

S'enivre de carnage et regorge de sang;

ou cet autre :

Et sa gorge engloutit la chair des malheureux.

« Il faut être Victor, disait-il, pour oser employer le mot gorge et l'ennoblir ainsi »; ou ce troisième :

Faire crier leurs os sous ses dents dévorantes.

« Il y a là une vigueur de pinceau que je ne trouve dans aucun poète. Vous égalez votre modèle si vous ne le surpassez pas. »

Les deux derniers vers étendaient l'idée de Virgile :

Ainsi, de tant d'écueils, dont elle était la proie,
Un compagnon d'Ulysse, un Grec, a sauvé Troie;

mais, loin de blâmer le traducteur, Biscarrat l'en louait : « Je crois que c'est ainsi qu'il faut traduire, rendre l'idée de l'auteur sans s'attacher servilement à rendre les mots qui l'expriment », et il concluait que, s'il suivait son conseil de s'attaquer à *l'Énéide*, il ferait oublier ses prédécesseurs.

Quoiqu'il traitât la version d'Eugène avec des égards calculés et qu'il y découvrît des vers « fort beaux et très bien coupés », de la vivacité, de la fidélité, de la vigueur, de l'élégance et même de la noblesse, le juge n'en dissimulait pas les défauts et la faiblesse, l'obscurité et les chevilles. S'il donnait à un passage la préférence sur la traduction de Victor, il concluait, pour l'ensemble et pour les détails, à la supériorité de celle-ci. « Victor me semble l'emporter. En conséquence l'arbitre que vous avez choisi lui donne gain de cause, et Eugène est renvoyé condamné aux dépens. » Biscarrat ajoutait que son jugement n'était pas sans appel et que chacun pourrait « pulvériser le pauvre critique ». Il faisait une allusion discrète aux difficultés qui avaient définitivement brisé le ménage du général Hugo, d'ailleurs séparé de ses enfants. « L'événement malheureux que vous m'apprenez m'a consterné, mais vous m'avez défendu de vous en entre-

tenir. Quel malheur, grand Dieu! Il faut avouer que vous m'annoncez des choses bien extraordinaires depuis quelque temps. Cette aventure me fait craindre pour votre liberté. On craint toujours pour ceux qu'on aime... » et il ajoutait : « Puisque, selon Eugène, les poètes obtiennent si facilement des pensions, pourquoi Victor n'en a-t-il pas? Redoublez d'ardeur, jetez-vous à corps perdu dans la bonne cause, soutenez l'honneur des royalistes, s'il est vrai qu'ils manquent de muses pour les soutenir! » La lettre s'achevait par une allusion significative au « gros » et « malicieux » Eugène, dont le « rire sardonique » aiguisait quelque épigramme contre son frère. Le pauvre garçon, dont le cœur était bon, mais la tête faible, n'était-il pas déjà en proie à l'une des formes de cette jalousie qui devait s'achever dans un drame atroce?

L'année 1818 commença par des vœux réciproques : l'espérance coûte peu aux jeunes cœurs! Biscarrat formait l'espoir, s'étant instruit dans le commerce, de trouver à Paris un emploi qui le rapprocherait de ses amis, et même de parcourir bientôt avec eux la patrie de Virgile et d'Horace pour « méditer sur leurs tombeaux ». En attendant, le brave garçon s'occupait à décharger à Paimbœuf un navire qu'il fallait libérer des glaces. Victor lui avait envoyé pour ses étrennes des stances sur *le Sommeil* [1], qu'il trouvait dignes de lui et dont Glycère avait ressenti le charme. La cinquième strophe l'avait diverti :

> Par deux portes, l'on peut m'en croire,
> Les songes viennent à Paris;
> Aux amants par celle d'ivoire,
> Par celle de corne aux maris.

A ce même moment, Victor, que tous les genres tentaient, et qui essayait dans tous son génie naissant, composait un opéra-comique : *A quelque chose hasard est bon*, dont le titre et le plan plaisaient à Biscarrat, qui l'encourageait. « Vous avez obtenu un succès complet à l'Académie quoi qu'elle en ait dit : le théâtre va vous offrir de nouveaux lauriers. »

Eugène les attendait, pour lui, ces lauriers, d'une tragédie, dont le plan, mal conçu ou mal expliqué, coupé de plaisan-

1. *Éd. cit.*, p. 419.

teries imprévues, déconcertait le bon Biscarrat, qui « suait à grosses gouttes » sans réussir à le comprendre. L'élève, « vindicatif comme un poète », n'avait pas très bien pris les critiques que l'arbitre avait formulées contre son Achéménide. Pourtant il lui avait envoyé une ode nouvelle. Biscarrat la corrigea avec l'indépendance, mêlée de flatteuses complaisances, dont il s'était fait une loi envers un caractère qu'il connaissait trop bien pour ne pas le ménager par des adoucissements nécessaires. D'ailleurs Eugène ne lui faisait-il pas part des nouvelles du jour, des mots, des chansons, des épigrammes qui le distrayaient de sa vie monotone et terne dans ce « trou de ville », où le cours des cotons, des sucres, des cafés, de la résine, du goudron, du suif, du blé et des haricots absorbait ses réflexions et ses conversations? Certes ses amis avaient leurs ennuis dans une pension où la sévérité des maîtres s'aggravait des mauvais procédés d'une tante à laquelle leur père avait confié leur surveillance, et ils aspiraient à une libération prochaine. Le pauvre commis plaignait leurs désagréments, qu'ils lui confiaient, mais s'ils avaient connu les siens, les imbéciles dont il subissait les caprices tyranniques et le dédain sévère, des « sots ignorants et grondants dont la caisse faisait tout le mérite! Figurez-vous — Biscarrat parlait de l'aîné — un homme de trente ans, maigre, sec, étriqué et décharné; haut comme une perche, borné comme un oison; pétri d'orgueil et de sottise comme un dindon. Ajoutez à cela l'habitude de parler seul, de se faire à soi-même des réponses aussi bêtes que ses demandes, de déclamer avec emphase les lettres qu'il écrit à ses correspondants, presque tous aussi fins que lui. Il a toujours une badine à la main, un cure-dents au bec, et il parle comme s'il avait tous les cailloux de Démosthène à la bouche... »

Biscarrat se consolait de sa situation pénible par l'espérance de retrouver ses amis. Il envisageait pour Victor un brillant avenir. Il le voyait dans Paris « chéri, fêté, aimé... homme à place et à pensions... dans un ministère et ministre peut-être... », mais restant toujours lui-même et, au milieu de tant de lauriers et d'honneurs, n'oubliant pas son ancien maître, qui prenait avec une modestie charmante devant ce cadet célèbre l'allure et le ton d'un disciple. Victor venait

d'achever une satire, qui n'a jamais été publiée. Elle avait pour titre : *La colère du poète ou la manie de la politique.* Biscarrat ne ménagea pas ses eloges à ces vers « bien frappés et exprimés avec finesse », à son début comique, à son dialogue « plein d'esprit et de naturel », aux portraits de *Simplex* et de *Pyrrhon*, de la dévote *Bélise* et de l'humaine *Clara.* Il jugeait que ce vers :

Le défaut mène au vice et le vice au forfait,

le meilleur de la pièce, renfermait « tout un cours de morale » et que, prise dans son ensemble et sous la réserve de certaines critiques de détail, qu'il formulait, la poésie était une des plus jolies que Victor lui eût encore soumises. La satire n'avait pas nui à l'opéra-comique, dont les railleries d'Eugène n'empêchaient pas Biscarrat d'apprécier la dédicace, pleine de grâce et de facilité, et surtout l'envoi final, où le jeune vaudevilliste rendait à « celle qui lui tenait lieu de tout » un pieux hommage de gratitude.

C'est donc à toi, mère sensible et sage,
Que j'adresse aujourd'hui ma prose et ses couplets;
Je brave les rigueurs d'une muse volage,
Je brave tout si je te plais.

« J'ai été touché de la tendresse avec laquelle vous parlez de madame votre mère; je vois que vous êtes aussi jaloux de vous distinguer par les qualités de l'esprit que par celles du cœur. Recevez-en mes sincères félicitations. »

Biscarrat s'était essayé à une chanson sur *la Rose* qui n'avait pas trouvé grâce devant l'impitoyable sévérité d'Eugène, « censeur pointilleux et détestable épilogueur ». A vrai dire, elle ne valait pas grand'chose et l'auteur, trop sûr de ne « rien tirer de la stérilité de son propre fond », avouait l'embarras où le mettaient les « deux aimables muses de Nantes », qui, ayant de fort jolies voix, lui demandaient de jolies chansons, que d'autres n'auraient pas. Il passait la commande à ses amis, dont il s'était porté caution. Mais auraient-ils le temps de réaliser ce désir et presque cette promesse? Ils étaient occupés, avec des camarades de la pension Cordier, à la fondation d'une revue, *les Lettres bretonnes*, qui ne visait à rien de moins qu'à traiter chaque

semaine de la « Politique, des Sciences, de la Littérature, des Mœurs, des Spectacles et Nouvelles théâtrales, de la Poésie, des Variétés, Chroniques et Nouvelles du Jour [1] ». Biscarrat s'intéressait doublement à cette feuille, comme étant « sa compatriote et la fille chérie de ses amis », qui avaient accepté de prendre à leur compte le cinquième de la collaboration. Le projet n'aboutit pas, faute d'imprimeur.

Mais la muse poétique des deux frères ne chômait pas. Eugène avait fait une *Ode sur le Duc d'Enghien*, que Biscarrat soumit à un « examen sévère et impartial ». Était-il si sévère? Il trouvait détestable ce qui était détestable, bon ce qui était bon et... sublime ce qui était sublime. « Cela est magnifique, ne me demandez pas pourquoi je le trouve tel; c'est sublime, parce que c'est sublime. » Ni le commencement, ni la fin ne lui avaient plu et il exprimait ainsi son jugement d'ensemble : « En résumé, c'est une fort bonne pièce, qui serait excellente si elle n'avait ni queue ni tête ». L'Académie des Jeux floraux fut moins rigoureuse. Elle décerna à la pièce un *souci réservé*, que le texte attribue bien à Eugène, tandis que la table en fait honneur à Marie-Victor, dont la célébrité avait précédé et dépassé celle de son frère aîné.

Entre le 29 janvier et le 2 février 1818, Victor avait, de son côté, composé une ode sur *la Mort de Louis XVII* [2], dont les six premières strophes avaient jailli d'une inspiration subite. « Ce délire, cette extase poétique, lui écrivait Biscarrat, m'ont confirmé dans l'idée que j'ai toujours conçue de vous, que vous serez mis un jour au rang de nos meilleurs poètes. J'en augurais déjà une pièce d'une force supérieure; la lecture a surpassé mon attente. Pouvez-vous bien exiger que moi, chétif mortel, vil insecte, je m'asseye devant votre ouvrage comme dispensateur du blâme et de l'éloge? A quel titre vais-je me constituer juge en un pareil sujet? Enfin, vous l'exigez : il faut vous satisfaire. Je vais consommer le crime; vous seul l'avez voulu, et vous seul aussi aurez à répondre de ma folle témérité... » Ces précautions prises, l'enthousiasme de Biscarrat se donne libre carrière. Il est saisi, et très justement, il faut en convenir, par le « ton impo-

1. *Éd. cit.*, p. 528.
2. *Id.*, p. 421.

sant » de la première strophe, dont celles qui suivent ne sont pas indignes, et il a raison de dire que le lyrisme de ce poète de seize ans éclipse tous ses devanciers. « Quel effet d'harmonie, s'écrie-t-il à propos de la sixième. Ces vers, imités de l'Écriture, sont de la plus grande beauté :

L'Éternel va parler : le monde est dans l'attente.
Le vent retient son aile, et la foudre éclatante
Roule et meurt en grondant.

» Je crois entendre Racine dans ses chœurs... Lisez l'*Écriture*, mon ami : Racine lui doit ses plus beaux vers... C'est le grand mérite de l'ode, c'est le vôtre, d'avoir fait naître l'ordre du désordre même... Quelles ressources offre notre langue, quand elle est maniée par une main habile!... Je n'ai jamais lu une ode sur un fait historique plus belle que la vôtre. » La sincérité de ces éloges, que l'épithète de « magnifique » exprime à plusieurs reprises, est attestée par les critiques auxquelles s'enhardit la « folle témérité » de Biscarrat. Tel détail lui déplaît comme une minutie inutile, et il est même une strophe entière que son sens critique désavoue, non sans raison d'ailleurs; elle est mauvaise. Eugène dut être de l'avis de Biscarrat sur ce dernier point, mais la lettre porte à penser qu'il ne prodiguait pas à son cadet les éloges dont leur commun maître d'étude l'accablait avec tant de généreuse franchise : « Eugène sait bien quoi penser dans le fond de son cœur, mais il se donnera bien garde de vous le dire : le vrai n'en est pas moins le vrai. » Et il est vrai que cette première ode sur *Louis XVII* renferme des beautés que l'on admirerait même si Victor Hugo ne l'avait pas écrite à l'âge de seize ans. Seule celle qu'il composa quatre ans après sur le même sujet, plus ramassée, plus concise, plus forte, lui est supérieure. Quelle merveilleuse adolescence!

Biscarrat avait bien discerné chez son élève les dons de variété et d'originalité qui faisaient de lui, dès ses débuts, un poète exceptionnel. Une ode nouvelle sur le *Désir de la Gloire*, écrite dans la nuit du 2 au 3 février et qu'aucun recueil n'a encore publiée, lui fut une occasion de le constater. « Elle est de la même force que les précédentes, mais elle n'a un caractère de ressemblance avec aucune ode connue; tandis

que tant d'autres poètes routiniers ne font que nous donner de faibles imitations des modèles des grands maîtres, vous gravissez à grands pas les chemins non frayés, et sur la hauteur, votre Muse chante, s'élève, bouillonne, comme vous le dites si heureusement. Comment dans un sujet si rebattu avez-vous pu trouver des choses si neuves, donner à chaque strophe une physionomie particulière et joindre aux charmes de la délicatesse la solidité des pensées? Non, je ne croirai jamais que ce morceau soit l'ouvrage d'une nuit; s'il en était ainsi, je croirais tout, jusqu'aux miracles... J'ai beau examiner, éplucher chaque mot; je ne trouve point à satisfaire ma secrète envie de critiquer; tout est réuni, richesse d'expressions, élégance et exactitude des rimes, pureté de langage; je vous entends d'ici vous récrier contre mes éloges, dire que je suis un flatteur, que je ne sais pas critiquer; mais est-ce ma faute si vous m'envoyez des vers où je n'ai qu'à admirer? Donnez-moi d'autres yeux ou envoyez-moi d'autres vers, alors je trouverai à reprendre... » Et, à propos d'une strophe dont il loue l'harmonie continue, il porte un défi à la partialité d'Eugène.

Tes amours ont créé la gloire :
Que n'ai-je chanté tes amours!

« Cela est d'une délicatesse exquise. Qu'on dise tout ce qu'on voudra, je n'en avouerai pas moins qu'à mon avis, si Virgile eût concouru aux Jeux floraux, il eût fait cette dernière strophe et surtout cette charmante suspension... Heureux enfant! Quel poète vous serez un jour! Il n'est aucun genre que vous n'essayiez et aucun dans lequel vous ne montriez un talent supérieur. Mais ce qui m'étonne en vous presque autant que votre mérite, c'est votre constance dans l'amitié. Les qualités de votre cœur égalent celles de votre esprit; au milieu de vos triomphes, vous n'oubliez pas un pauvre diable d'ami. »

Ce « pauvre diable » avait des richesses et des délicatesses de cœur auxquelles il faut rendre la place que le *Victor Hugo raconté* ne leur a pas donnée. Il mesurait toute la distance qui séparait le talent simplement distingué d'Eugène du génie précoce de Victor, mais s'il préférait la discipline de

celui-ci, toute nourrie du divin Virgile, aux *fictions*, aux *fantômes* et aux *tonnerres* qui exprimaient l'agitation de celui-là, il faisait un généreux effort pour confondre dans son admiration les deux frères qu'il unissait dans son amitié : « J'espère voir vos deux noms célèbres un jour; j'entendrai dire alors avec un plaisir infini et citer de bons vers de Hugo; je verrai les éditeurs se demander duquel : est-ce de Victor, est-ce d'Eugène? Les connaissez-vous, m'écrierai-je? — Oui, de réputation, par leurs ouvrages. — Eh bien, moi, je les connais eux-mêmes; je connais leur cœur, ils sont aussi fidèles à l'amitié qu'aux beaux-arts. »

Il se réjouissait que leur mère eût enfin obtenu que, libérés de la pension Cordier, ils fussent rendus à ses soins. C'était se réjouir trop tôt; il devait encore s'écouler cinq mois, jusqu'en août 1818, avant que cette libération, si souvent promise et toujours ajournée, devînt définitive. Madame Hugo n'en avait pas moins fait prononcer, le 3 février, un jugement de séparation de corps avec son mari. Cet événement avait été annoncé à Biscarrat qui, à l'exemple des deux frères, en avait devancé avec une hâte trop joyeuse les heureuses conséquences. « Votre bonheur est le mien. Chacun de vous va se livrer aux occupations auxquelles son goût et ses talents l'appellent et lui présagent un plein succès... Vous avez gagné vos procès. Vous n'auriez jamais dû craindre de les perdre si la bonne cause prévalait toujours. Pour moi, je ne pouvais douter du succès. J'avais trop entendu rendre justice à madame votre mère : votre respect et votre tendresse pour elle sont des arguments plus forts que toutes les preuves de la bonté de sa cause... Veuillez lui dire combien j'ai été sensible à la nouvelle de cet heureux événement. Pourrais-je ne pas être touché de son bonheur, moi qui ai pour elle autant de respect que j'ai d'amitié pour ses fils; que d'obligations ne lui ai-je pas, puisqu'elle est votre mère? »

Eugène, ce « gros espiègle », se débattait avec une violence facétieuse et déréglée contre les critiques que Biscarrat lui avait soumises sur son ode et « il creusait sa cervelle machiavélique pour déterrer quelque ambiguïté dans les termes, les éloges et jusque dans le silence... Ce petit maître à la blonde chevelure cache sous son apparence sauvage et sous son sourcil

froncé toute la coquetterie d'une jolie femme ». Victor, moins confiant dans son mérite, doutait de voir son opéra-comique reçu au théâtre Feydeau, malgré les assurances que lui prodiguait son « compositeur », dont les lettres de Biscarrat ne nous donnent pas le nom. Mais Biscarrat l'encourageait. Il s'étonnait de son indifférence et il blâmait sa modestie nonchalante, qui ne savait pas ou ne voulait pas remplir, ses amis aidant, les formalités indispensables pour faire admettre aux Jeux Floraux l'ode sur la mort du Dauphin, « une pièce que n'égale peut-être aucune de celles présentées depuis longtemps ». Victor doutait de lui. Il craignait que Biscarrat ne lui eût pas donné avec une entière franchise son sentiment sur les défauts de cette poésie et il voulait être rassuré sur les « criailleries » de son frère, qui excellait à en découvrir, tandis qu'il trouvait, lui, des beautés dans cette « tête » et cette « queue » de l'Ode sur le Duc d'Enghien que Biscarrat avait « proscrites sans pitié ».

Sa « prodigieuse facilité » faisait l'étonnement des deux jolies demoiselles de Nantes, qui admiraient son esprit, son goût et son amabilité. Biscarrat partageait leur enthousiasme, mais il n'abdiquait pas la liberté de son sens critique. Un dithyrambe de *la France au Duc d'Angoulême, grand amiral, en tournée dans les ports de France*, ne lui avait pas fait la même impression, malgré des « vers bien frappés », que les autres poésies. Comme il ne pouvait pas y signaler des « fautes graves contre le goût », il accusait le genre lui-même et « cette espèce de dégoût qu'on éprouve généralement à lire ces pièces de vers en l'honneur des princes... qui semblent toutes calquées les unes sur les autres ». Victor n'avait mis que quatre heures à écrire cette pièce de circonstance. Tant pis, lui disait Biscarrat : « *Le temps ne fait rien à l'affaire.* Il fallait en mettre huit. Je suis sincère, puisque je suis votre ami. Je sais louer et blâmer; je suis trop content d'avoir trouvé une fois à critiquer. » Biscarrat se plaisait à exagérer cette satisfaction pour mieux prouver son indépendance; mais pouvait-il blâmer longtemps? Une nouvelle satire de Victor rendit à son admiration l'occasion d'applaudir l'imagination et la fécondité d'esprit de son ami. Cette satire étant restée inédite, je ne saurais rien dire des portraits variés dont Biscarrat louait

la verve comique. Malgré les « conseils salutaires » que sa vigilance inquiète donnait à Victor, celui-ci persistait dans sa « manie détestable de rimer des nuits entières ». Il n'est pas jusqu'aux « jolies demoiselles » qui n'eussent peur et pitié d'un tel excès de travail. « Je vous engage donc en leur nom, et plus encore comme ami, à vous ménager, à consacrer à votre repos le temps nécessaire. Ayons un peu moins d'esprit et vivons plus longtemps. *Mieux vaut goujat debout qu'empereur enterré.* »

Victor suivait mal ces conseils. Il ne cessait pas de lire, d'écrire et de rimer. Mais il eut avec Biscarrat une autre querelle. Il ne lui suffisait pas d'envoyer des vers à son ami nantais; il voulait en recevoir. Il croyait sincèrement que son ancien maître d'étude, qui taquinait déjà la muse à la pension Cordier, avait des dons poétiques et il l'encourageait à les développer. Biscarrat, par modestie et par paresse, résistait à ces invitations pressantes. Il ne se sentait à côté de Victor qu'un rimailleur médiocre, indigne de l'échange auquel il était sollicité, et il se dérobait. Mais son élève avait la volonté tenace. Pour décider Biscarrat à lui envoyer des poésies, il se refusait à lui communiquer les siennes; il n'acceptait d'être loué qu'à la condition de pouvoir louer à son tour. Donnant, donnant. Biscarrat ne vit, tout d'abord, qu'une plaisanterie dans cette menace, mais il lui fallut se rendre à l'évidence : il avait, de toute façon, affaire à plus fort que lui. Certes, Victor lui écrivait, mais il gardait ses vers pour lui, et il ne recommença à lui soumettre ses poésies que lorsque lui-même, *volens nolens*, lui eut envoyé une chanson. Biscarrat reçut une fable, *les Cariatides*, non publiée, et un conte : *l'Avarice et l'Envie*[1]. Il préféra le conte à la fable. La fable lui parut bien écrite, mais, peut-être parce qu'il n'aimait pas les fables, où il faut « plus de simplicité, une marche plus rapide et moins d'ornements », il pencha pour le conte, où il trouva « beaucoup plus d'imagination, beaucoup plus de finesse et beaucoup plus de poésie ». Et il est vrai que ce conte précoce a toutes ces qualités. Elles se retrouvent dans la chanson *les Places*[2], qui avait été faite sur la commande des deux « jolies

1. *Éd. cit.*, p. 417.
2. *Id.*, p. 426.

demoiselles ». — Biscarrat en aima tous les traits, et aussi les jeunes personnes, mais, quoique ravies, elles ne pouvaient se décider à chanter le dernier couplet dont « leur pudeur était alarmée ». La pudeur, à Nantes, en 1818, s'alarmait pour peu de chose et il n'y avait pas une bien grande audace dans le désir... poétique et lointain du jeune auteur de seize ans!

Pour moi, dont l'esprit peu jaloux
N'aspire qu'à votre suffrage,
Belles, que je sois près de vous,
Et je ne veux rien davantage;
Si ces vers pour vous enfantés,
Belles, devant vous trouvent grâce,
Ma bouche, quand vous les chantez,
Ne demanderait que leur place (*bis*)....

L'opéra-comique auquel Victor travaillait, pendant que de son côté — *Arcades ambo* — Eugène composait une tragédie, intéressait vivement la curiosité de Biscarrat. Était-il déjà présenté à Feydeau? « Avez-vous, enfin, lu votre ouvrage devant l'Assemblée des acteurs et des actrices? Ah! comme ces dernières ont dû jouir de l'air embarrassé du jeune auteur, car je m'imagine que vous aviez l'air bien timide et bien tremblant, et que vous avez dû paraître bien novice à toutes ces rusées femelles... » Victor Hugo ne courut ce risque que de nombreuses années après : son opéra-comique ne fut jamais représenté.

Biscarrat regrettait d'avoir « jugé si lestement » le dithyrambe en l'honneur du duc d'Angoulême. Mais Victor n'était-il pas responsable de cette sévérité? « Le morceau, s'il eût été de tout autre que lui, méritait des éloges. Pourquoi aussi m'a-t-il formé le goût? » Le goût de Biscarrat s'était mieux formé au point de vue critique qu'au point de vue poétique, s'il faut en juger par la nouvelle et « misérable » chanson dont il proposait la correction à son élève, devenu son maître. Du moins ne se faisait-il pas de grandes illusions sur ses mérites et il n'accepta pas sans protestation l'éloge qu'en fit Victor, auquel il avait demandé un avis « franc et loyal ». Il avait reçu les premières scènes de l'opéra : il en détaillait les qualités, le ton, le mouvement, le sens comique, avec un vif plaisir, mais sans dissimuler les défauts dont il était

frappé. Il attendait la suite avec impatience. Mais quand la représentation aurait-elle lieu? « Vous me dites que les acteurs ont paru satisfaits de l'ouvrage, et que l'opinion contraire des actrices sera sans doute un obstacle : il faudra bien que ces demoiselles s'en contentent, car ce n'est pas le cas de faire la petite bouche... » D'ailleurs, la lecture n'avait été faite à des acteurs qu'à titre individuel, et non devant un Comité où les « demoiselles des coulisses » auraient eu leur place et déjà dit leur mot.

Toujours en verve, Victor envoyait à Biscarrat une nouvelle chanson, mais sans en faire part à Eugène, dont ils redoutaient tous les deux la « noire malice », qui s'amusait à leur jouer des tours et à leur tendre des pièges. Victor fut-il, dans ces premiers jours d'avril, mordu par un chien? J'incline à croire que la nouvelle, transmise par Eugène, n'était qu'une invention facétieuse de son cerveau malade. Le pauvre garçon adorait Victor, mais une phrase de Biscarrat en dit long, sous sa forme plaisante, sur les sentiments dans lesquels il jugeait ses essais poétiques. « Je ne vous dissimule pas que l'éloge que vous avez fait de ma chanson m'a fait plaisir plus que celui de Victor, parce que je sais que vous êtes franc à mon égard et que *vous n'êtes injuste qu'envers votre frère...* »

Biscarrat, lui, subissait les injustices de la vie. Il jouait « pendant douze ou treize mortelles heures le rôle d'une vraie machine à écrire », au traitement de trois cents francs pour trois cent soixante-cinq jours de travail, dimanches et fêtes compris, « moins que la plus petite ouvrière avec son aiguille ». Il escomptait les bénéfices des douze cent francs qu'il avait engagés dans « deux pacotilles » pour trouver à Paris une place qui s'accorderait mieux avec ses goûts et qui le rapprocherait de ses chers amis. Le succès de l'ode d'Eugène aux jeux Floraux l'avait vivement réjoui, et il ne cessait de demander des nouvelles de l'opéra de Victor, qui lui avait annoncé une chanson dont le refrain : *Le temps ne fait rien à l'affaire* [1], lui avait paru plaisant. Dans une lettre du 28 mai 1818 il commentait les nouvelles scènes qu'il avait reçues et une satire, traduite d'Horace,

1. *Éd. cit.*, p. 428.

Priape, dont les hardiesses n'avaient pas embarrassé l'étonnante précocité du jeune versificateur. Biscarrat accorda à cette traduction difficile un éloge enthousiaste, mais qu'en avait pensé le frère aîné? « Il ne peut manquer d'être dans un sens tout contraire au mien; je suis surtout curieux de connaître les raisons qui lui auront sans doute fait proscrire depuis longtemps la majorité des vers de cette pièce : un sentiment différent me surprendrait fort de sa part. » Tout aussitôt, il est vrai, et comme pour émousser cette pointe, Biscarrat louait l'esprit et la facilité qu'il avait trouvés dans une lettre d'Eugène, dont l'humeur passait, sans explication, du silence le plus morose aux plaisanteries les plus hardies, qui « égayaient son vieil ami, obligé de respirer l'air mortel du comptoir où il s'abrutissait de jour en jour ». L'amitié des deux frères était pour Biscarrat une fierté et une distraction. Il en parlait avec émotion : son cœur, un cœur de brave homme, s'était donné tout entier, et le moindre retard dans les lettres impatiemment attendues le faisait tressaillir d'inquiétude. Il voulait tout savoir : la mode, la politique, la littérature, et, « pauvre provincial », il s'étonnait d'expressions nouvelles, comme le *casse-tête* ou le *vélocipède*, qui lui révélaient des inventions inconnues. Il demandait ce qu'étaient ces « bêtes-là ». Le kaléidoscope lui était apparu comme une découverte magnifique.

Mais il préférait à tout une poésie de Victor, qui, ayant écrit des milliers de vers sur tous les sujets et sur tous les tons, ne l'en sevrait pas. Il en avait reçu un conte, qui s'appelait simplement *un conte* sans autre indication. Le manuscrit portait cette note : « Mettra un titre qui voudra. Je suis encore à chercher quel sujet j'ai voulu traiter [1]. » Biscarrat s'inquiétait moins du sujet que de l'exécution. Selon son habitude, il prenait les vers un à un, louait ceux qui étaient jolis, blâmait ceux qui lui paraissaient détestables et faisait aux chevilles une chasse impitoyable. « Peut-être courez-vous un peu trop à l'esprit, mais comme vous *l'attrapez* presque toujours, je vous pardonne ce défaut, qui semble tout à fait passé de mode. » Il y avait un « Comme un Turc est un chien » dont Biscarrat ne pouvait prendre son parti

1. *Éd. cit.*, p. 430.

et il accablait Victor sous son rire énorme. Il notait aussi une « faute contre la langue » et des « traits jetés à l'improviste, dont l'auteur de la *Pucelle* était si prodigue ». En train de critiquer, il se montrait plus sévère que de coutume. « La description des chamois est bien écrite; elle est vive et d'un style presque aussi léger que les jolis animaux qu'elle nous trace; les vers sont bien coupés et harmonieux; enfin ce morceau serait parfait, s'il ne lui manquait pas une chose fort essentielle, le sens commun. Je vous le demande à vous-même : comment concevoir un antre si spacieux que six chamois puissent y grimper, sauter et surtout *brouter* :

Grimpant, sautant et broutant à la fois?

» Avez-vous oublié que la scène se passe en hiver et sous le pôle glacial?... »

Cet autre passage :

Six petits ours, dormant comme des morts,
Mais dans la fange et non dans la poussière,

ne plaisait pas davantage à Biscarrat : « L'opposition n'est pas heureuse, il n'est guère plus propre d'être couché dans la poussière que dans la fange. » Il concluait : « En vérité le reste, malgré ses défauts, est joli et digne de son auteur par les beautés qui effacent les fautes, d'ailleurs faciles à enlever. C'est ici le cas de répéter avec cet académicien chargé de critiquer *le Cid* : Je voudrais l'avoir fait. Cet aveu sincère, dans lequel il entre peut-être un peu de présomption, quelques-uns de vos critiques ne vous le feront pas, mais ils se le feront à eux-mêmes. Ceci entre nous... »

Ainsi l'admiration de Biscarrat pour Victor Hugo, si elle était celle d'un connaisseur avisé, ne prenait jamais le caractère d'une adulation complaisante et moins encore d'une flatterie intéressée. Il disait ce qu'il pensait. Victor lui savait gré, avec la modestie qui faisait le charme de sa jeune célébrité, de l'indépendance de ses jugements, mais il est difficile de savoir quel compte il tenait de cette critique enthousiaste, affectueuse et vigilante. Il n'a publié lui-même aucune des poésies qu'il avait soumises à Biscarrat, les considérant moins comme des productions définitives que comme des essais intimes; ou, pour employer son expression amusante, comme

les « bêtises qu'il faisait avant sa naissance ». Mais Biscarrat a contribué à cette naissance poétique et je suis bien sûr que, si l'on possédait les réponses de Victor Hugo, on verrait que ses conseils ne furent pas perdus.

Sa sollicitude ne négligeait pas la santé de son ami, dont il eut à plusieurs reprises le souci et presque l'angoisse. « Je vois avec une peine infinie que votre santé s'altère, j'en attribue comme vous la cause à vos veilles. Au nom de ce qu'il y a de plus sacré, au nom de l'amitié qui nous unit, ménagez-vous... Vous avouerai-je que les vers que vous m'adressez ne m'ont pas fait le même plaisir que les précédents : je songeais trop à la peine qu'ils vous ont coûtée. Rien n'est plus nécessaire que le sommeil à votre âge et l'envie de troubler celui de vos rivaux ne doit pas vous faire sacrifier le vôtre. S'il vous est impossible d'abandonner tout à fait la poésie pour quelque temps, cultivez-la au moins avec plus de modération. Au lieu de vous obstiner à rimer un ouvrage entier en une nuit, que ne vous contentez-vous de faire une vingtaine de vers avant de vous endormir?... Réfléchissez sérieusement aux conseils que vous donne votre meilleur ami. »

Hélas! il y avait dans la famille un autre malade, un vrai malade : c'était Eugène. Dans combien de lettres Biscarrat n'avait-il pas raillé, sur un ton de douceur compatissante, ses bizarreries, ses fantaisies, ses facéties et ses caprices! J'ai parfois noté au passage ces façons de langage qui ressemblaient aux précautions d'un traitement. Eugène et Victor écrivaient toujours ensemble à leur ancien maître, chacun selon son tempérament. Un jour il n'y eut pas de lettre d'Eugène. Biscarrat prit en plaisantant ce « crime de lèse-amitié », dont il ne savait s'il devait accuser la négligence de l'aîné ou l'étourderie du cadet, qui aurait oublié de mettre sous l'enveloppe la lettre fraternelle. Mais une seconde lettre de Victor arriva seule (juin 1818) sans qu'elle expliquât, même par une allusion, le silence d'Eugène. Biscarrat s'émut et connut la vérité. « Dites-moi, mon ami, écrivait-il à Victor, avec franchise, dans quel état mental il se trouve actuellement. Sa pauvre tête... Hein! entre nous, ne revient pas vite. Son timbre, je crois, se brouille chaque jour davantage. Ce vertigo

soudain, qui lui fait garder un silence si absolu, n'annonce rien de bon. Sa position vraiment critique m'afflige beaucoup pour lui, pour sa famille, pour vous surtout. Observez-le; faites bien en sorte qu'il ne lise pas cette triste peinture de sa maladie. L'irritation qu'elle lui causerait pourrait bien le faire retomber dans ses lubies, hélas trop fréquentes. Ce que c'est que de nous, mon ami, ce que c'est que de nous! Il est vrai que le pauvre diable n'a jamais eu la tête entièrement à lui : j'étais loin de présumer cependant qu'il tomberait si promptement en démence » (14 juillet 1818). Cet aveu terrible complète et précise l'indication discrète que donne le *Victor Hugo raconté* sur les attitudes d'Eugène, « capricieux et bizarre par instants »; il explique aussi des événements dont la soudaineté serait, sans cette explication, étrange et invraisemblable.

Victor avait suivi les conseils de Biscarrat : il travaillait moins le soir, mais il travaillait encore trop au gré de son ami, qui était gêné, en même temps que flatté, d'en recevoir des vers, une poésie (encore inédite) sur les *Occupations du poète dans une Ile Déserte* dont les stances étaient « piquantes par leur originalité, faciles, souvent gracieuses et toujours pleines d'esprit ».

Après l'échec des *Lettres Bretonnes*, dont l'idée, avortée à Paris, fut reprise à Nantes, les trois frères Hugo, — car l'aîné, Abel, était de la partie — fondèrent avec leurs amis un *Banquet Littéraire* à deux francs par tête, vin compris, qui « compensait l'insuffisance du menu par une poésie variée ». Biscarrat apprit avec plaisir cette création et les « déférences » qu'on avait, dès la première séance, témoignées à Victor. « Vous avez omis de me donner quelques fragments sur le *Songe*, sous le prétexte que vous y étiez loué. Je n'admets pas une aussi mauvaise excuse : c'est me priver de deux plaisirs, celui de lire votre éloge et celui de lire de bons vers. » La lettre plaisantait Eugène, rendu provisoirement à la raison. « Adieu, salut et gaieté. »

Biscarrat avait enfin pris son parti de quitter Nantes et de tenter la chance à Paris. Son projet l'exaltait jusqu'à l'imprécation lyrique. « Adieu, espérance d'une brillante fortune! Adieu, navire volant sur les eaux! Adieu, comptoir,

factures, comptes de ventes! Adieu, charmants négociants! Adieu, vous tous dont le gros bon sens est mille fois plus lourd que vos insipides paperasses! Adieu, vous tous que je ne verrai de ma vie! Adieu, vous tous dont je veux perdre même la mémoire, ou que je ne me rappellerai que pour vous haïr, vous maudire et vous détester! Adieu! Adieu! Puissent vos navires s'engloutir dans l'abîme ou, s'ils arrivent, puissiez-vous les voir s'engloutir à l'entrée du port! Puisse mon départ vous être d'un présage funeste, vous apporter les tempêtes, les orages et la peste!

Puissé-je sur vos fronts voir éclater la foudre,
Voir vos comptoirs en cendre et vos vaisseaux en poudre,
Voir tous les commerçants à leur dernier soupir,
Moi seul en être cause et mourir de plaisir! »

(4 août 1818).

Pourtant, la spéculation de Biscarrat n'avait pas donné les résultats qu'il s'en était promis : ses « pacotilles » lui avaient rapporté cent vingt francs en dix-huit mois. Mais son cœur était riche d'espérances, et comme ses amis devaient cette fois quitter définitivement la pension Cordier, il était sûr et heureux de les retouver. « Avant deux mois, à la grâce de Dieu, nous n'aurons plus besoin de recourir à un aussi sot interprète que du papier. Ah! c'est alors que notre conversation ne tarira pas! Ciel, que de choses à nous dire! Nous avons été séparés dix-huit mois... » Il comptait avec une joie touchante et vibrante les jours qui le séparaient de la réunion tant désirée. Eugène lui écrivait des « gasconnades », ou des vers qu'on ne pouvait « critiquer sans crime ou louer avec trop d'emphase ». Victor le tenait au courant de ses occupations, de ses projets et de ses espérances. « Que vos lettres me plaisent! Qu'elles me sont nécessaires! »; il lui demandait des vers pour le faire agréer au nombre des correspondants étrangers du *Banquet littéraire*, mais ceux qu'il lui envoyait décourageaient la verve de Biscarrat au lieu de l'exciter : ils lui inspiraient la « honte et le dépit » de ne pouvoir pas s'égaler, même de loin, aux productions, qu'il admirait, de Victor et de ses confrères. Et, de fait, il n'était pas poète. Il avait commencé une romance sur un prisonnier de guerre qui déplorait son infortune :

Le jour s'éteint : de ses voiles funèbres
La nuit déjà couvre ces lieux déserts;
Pâle et tremblant, le flambeau des ténèbres
Redouble encor la sombre horreur des mers.

Si les autres strophes ne valaient pas mieux que ce début, on comprend que Biscarrat les ait « déchirées de rage ». Il avait même refusé de faire partie d'une Société littéraire fondée à Nantes à l'instar du *Banquet* qui tenait ses assises au restaurant Edon, et où Victor avait connu ses premiers succès de lecture.

Quand Biscarrat arriva à Paris, les deux frères Hugo étaient sortis de la « baraque ». J'imagine quelle dut être la joie des trois amis enfin réunis, mais le dossier que j'ai dépouillé s'arrête au mois d'août 1818 et je ne sais plus de Biscarrat que sa part au mariage de Victor et à l'accident tragique dont il fut assombri. Ce mariage eut lieu le 12 octobre 1822. Alfred de Vigny et Biscarrat — et non Soumet et Ancelot, comme le dit le *Victor Hugo raconté* — furent les témoins du poète. Ainsi leur fréquentation avait continué pendant les quatre ans qui s'écoulèrent depuis le retour de Biscarrat à Paris et c'est pour Victor Hugo un trait honorable d'avoir, étant déjà célèbre, choisi pour témoin son ancien pion, inconnu. Hélas! Biscarrat fut le témoin d'un autre événement, dont j'emprunte le sobre récit au *Victor Hugo raconté*.

... Il y eut le lendemain quelque chose de plus triste que la mort. Biscarrat, le brave maître d'étude de la pension Cordier, était naturellement de la noce; au dîner, il avait été frappé de quelques paroles incohérentes d'Eugène, dont la bizarrerie redoublait depuis quelque temps. Il en avait averti Abel, et tous les deux, au sortir de la table, l'avaient emmené sans en parler à personne. Au milieu de la nuit, la folie s'était déclarée. Le matin, Biscarrat accourut bouleversé; Victor le suivit bien vite et trouva le pauvre compagnon de toute son enfance en pleine divagation...

Que devint depuis Biscarrat? Je l'ignore. Le cahier de poésies d'écolier de Victor Hugo, daté 1817-1818, renferme des poésies de lui que Victor avait copiées et qu'il avait fait suivre d'une réponse dont les trois derniers vers disent des espérances que la muse de Biscarrat n'a pas réalisées :

Apollon t'ornera des lauriers de la gloire,
Et quand mon nom obscur languira sans mémoire,
Tes vers l'en feront souvenir [1].

Ce ne sont ni les vers ni la gloire de Biscarrat qui font l'immortalité de Victor Hugo, mais Biscarrat ne méritait-il pas, par la fidélité de son cœur généreux et par la sagesse de son sens critique, qui furent secourables aux débuts du grand poète, d'avoir une niche modeste dans l'immense cathédrale à laquelle Alexandre Dumas fils comparait le génie de celui-ci? Il recueillait « précieusement » dans un portefeuille les lettres des deux frères, et tout ce qui lui venait d'eux. Qu'est devenu ce portefeuille? Le contenu en a-t-il été dispersé? Est-il détruit? Est-il perdu? Si quelqu'un le retrouvait, il pourrait se flatter d'avoir découvert un des plus rares trésors du romantisme naissant et il apporterait à la biographie de Victor Hugo encore adolescent la contribution la plus imprévue et la plus riche. Tout ne sera pas dit sur Victor Hugo tant qu'on ne saura pas ce que Victor Hugo a écrit à Biscarrat.

LOUIS BARTHOU,
de l'Académie française.

1. G. Simon, *l'Enfance de Victor Hugo*, p. 170.

VERS LA RÉVOLUTION

LA RUSSIE DE 1900 A 1917

LE DÉNOUEMENT

Les pages qui vont suivre ont besoin d'êtres expliquées, même justifiées. La génération à laquelle j'appartiens se trouve dans une situation particulière. Elle a vécu des années inoubliables, toutes proches de nous, et cependant séparées de notre temps par un abîme si profond qu'elles sont déjà l' « histoire ». Nous avons ainsi le privilège de pouvoir raconter nos souvenirs et en parler sans passion comme d'un « passé historique »; nous sommes à même de voir nos fautes et de les avouer; nous n'avons plus à attendre le jugement de l'histoire; il est déjà prononcé.

Nous ne conserverons cependant ce privilège que si nous nous arrêtons au seuil de la Révolution. Car depuis tout change. La Révolution n'est pas encore l'histoire et le jugement sur elle n'est pas prononcé. Nous ne pourrions pas même prétendre le prévoir; nous ne saurions être les juges, puisque nous sommes les victimes; cette situation ne garantit pas la justice et n'inspire pas la confiance.

Notre époque n'est que celle qui a précédé la Révolution; celle-ci est l'œuvre de nous tous, de tous les partis; tous à leur façon y ont contribué et en sont responsables.

A l'heure actuelle on pourrait croire que le spectre de la Révolution inévitable avait dû dominer toute cette période. On pourrait supposer que tout le monde la prévoyait et comptait avec elle. Ce serait une erreur. On l'avait prédite tant de fois, qu'on avait fini par ne plus y croire. Elle frappa à nos portes, on ne la reconnut point. La veille, ceux qui devaient être les plus renseignés affirmaient que ce « n'était pas encore pour cette fois ». On fut pris au dépourvu; comme toujours on « n'était pas préparé ». Aucun de ceux dont les noms inspiraient alors le plus de confiance n'a su prendre la révolution en mains; elle les a tous balayés; les uns se retirèrent spontanément; les autres restèrent, crurent même dominer le mouvement et furent renversés à leur grand étonnement.

Avant tout ont disparu les partisans du régime existant; on serait tenté de penser, à présent, que ce régime n'était défendu par *personne*, qu'il n'était qu'un *mirage*. Le gouvernement impérial avait pu cependant faire la guerre, supporter le contre-coup de désastres militaires, laisser trois millions de morts sur les champs de bataille, entrer en conflit avec la Douma et malgré cela être pendant trois ans obéi. La veille de la Révolution il paraissait si solidement établi, que ses partisans étaient prêts à prendre l'offensive; ils montèrent un complot contre la Constitution, contre la Douma, conseillèrent à l'Empereur de faire acte d'autorité, de rétablir l'autocratie illimitée. L'Empereur s'apprêtait à adopter ce plan, il en avait même commencé l'exécution. Sur quoi comptaient ceux qui s'engageaient dans cette voie? Ils prétendaient naturellement avoir *tout* le pays derrière eux; c'était une affirmation gratuite. Mais il existait des éléments sur lesquels le régime avait des raisons particulières de compter : d'abord l'administration; après la Constitution de 1905 elle continuait à être recrutée parmi les « purs », dévoués à l'ancien ordre des choses, ennemis du régime constitutionnel; le pouvoir était en *leurs* mains; il était dans *leur* intérêt de le défendre. Il y avait l'armée, élevée dans le culte de l'Empereur, et qu'à cette époque le Tsar commandait en personne. Quant à la principale force du pays, la masse paysanne, elle demeurait énigmatique et obscure; les paysans avaient la réputation d'être traditionnellement fidèles au monarque, et non seulement paraissaient dévoués à la monar-

chie, mais incapables de comprendre la possibilité de sa suppression. Enfin, il y avait des militants de la droite, arrogants et tapageurs, fiers de la faveur de l'Empereur, qui les avait maintes fois appelés ses soutiens les plus sûrs; ces organisations politiques, surgies après 1905, étaient groupées sous la dénomination « Union du Peuple russe »; on aurait pu les appeler « fascistes » si le mot avait existé.

Ces forces dans leur ensemble n'étaient pas une quantité négligeable; dans tous les cas elles auraient pu se défendre; et cependant il a suffi d'une mutinerie militaire à Pétrograd pour que ces éléments abandonnassent le combat sans résistance. C'est un fait qui a frappé les observateurs. Je ne veux pas attacher d'importance aux cas individuels.

Le premier jour certains partisans de l'ancien régime avaient été mis dans l'impossibilité d'agir, avaient été surveillés, arrêtés, maltraités, etc.; ceux-là avaient fait leur devoir ou plutôt avaient été empêchés de le faire. Mais d'autres — combien nombreux — n'avaient pas même eu la pudeur de se tenir à l'écart. Ils se pressaient dans les couloirs de la Douma affublés de cocardes rouges et offraient leurs services. Beaucoup de ceux qui, maintenant, se posent de nouveau en champions des principes monarchiques, seraient embarrassés si on leur rappelait leur conduite de ces jours. Leur défaillance avait quelque chose d'écœurant. J'ai assisté par hasard à l'apparition à la Douma du fameux général Komissaroff, un des personnages les plus abjects de la police politique, organisateur avéré des pogroms. Il vint offrir ses services. Cela dépassait toute mesure; il fut arrêté. Les bolcheviks plus tard n'eurent pas de ces scrupules. Komissaroff occupe chez eux à présent un poste analogue. Dans ces défections il y avait parfois encore plus d'inconscience que de lâcheté. J'ai rencontré des gens qui de toute évidence ne se rendaient pas compte des sentiments que leurs noms inspiraient. Un d'eux me demanda de le présenter au Comité qui s'occupait de cas analogues. J'eus pitié de cette *sancta simplicitas*. « Vous êtes fou, lui dis-je. Vous avez une chance; on ne vous a pas encore reconnu, disparaissez. » Il ne me crut pas; il se mit à discuter, s'adressa à d'autres. Quelques minutes plus tard je le vis arrêter.

Pareils exemples ne devraient être qu'un avertissement à tous ceux qui confondent la loyauté avec la servilité. Les subordonnés qui paraissent les plus dévoués sont souvent les premiers à trahir. C'est un fait malheureusement fréquent. Ce qui est plus intéressant et plus instructif, c'est d'étudier l'attitude de toute cette classe, dans son ensemble, sa conduite générale.

Voici là-dessus quelques impressions personnelles.

La Révolution battait son plein, l'Empereur n'avait pas encore abdiqué, quand le Comité de la Douma me nomma, avec mon collègue et ami Adjemoff, au poste de Commissaire au ministère de la Justice. Je m'y rendis. L'hôtel était fermé; le travail suspendu. Notre devoir était de remettre la machine en mouvement, autant que cela était possible. Je fis mander les chefs de services et tout le personnel du ministère; ils arrivèrent en grand nombre. Le premier — (ô vicissitude du destin) — était l'ancien président du tribunal de Moscou, qui en cette qualité, moins de deux ans auparavant, m'avait personnellement condamné à deux mois de prison pour un article de journal sur ce fameux procès Beylis où j'avais été défenseur. M'adressant à ces fonctionnaires, je parlais en représentant d'une révolte qui n'avait pas encore triomphé. J'avais assez souvent plaidé des procès politiques devant quelques-uns de ceux qui m'écoutaient, pour savoir que, si la révolte était écrasée, ces fonctionnaires paieraient cher pour m'avoir écouté. Je ne voulais pas les associer à un mouvement auquel ils étaient étrangers. Je me gardais d'avoir l'air de leur donner des ordres et des directives; c'étaient eux qui demeuraient le pouvoir légal; je n'étais venu que pour les aider à l'exercer réellement.

Je m'attendais à une résistance passive de leur part; il n'en fut rien; non seulement ils ne firent pas d'objections pour entrer en pourparlers avec moi, pour prendre les sauf-conduits que je leur délivrais; non seulement ils se mirent à mon entière disposition, mais ils allèrent plus loin que moi; ils me proposèrent ce que je n'aurais pas voulu leur demander. Un des plus vieux et des plus hauts fonctionnaires offrit d'envoyer l'ordre télégraphique d'élargir immédiatement les députés de la Douma qui avaient été récemment con-

damnés et déportés en Sibérie. Ce n'était nullement urgent, mais, par contre, cela aurait irrévocablement compromis ce fonctionnaire. C'est moi-même qui lui conseillai de patienter, d'attendre l'amnistie, de ne pas sortir de la légalite : à entendre notre dialogue on aurait cru que nous avions changé de rôles.

C'étaient pourtant de braves gens, d'honnêtes fonctionnaires, nullement suspects de vouloir *trahir* le régime qu'ils servaient. Ils n'étaient pas semblables aux aventuriers qui à ce moment assiégeaient les couloirs de la Douma. C'était leur conscience qui leur avait dicté cette capitulation.

Il y avait un fait plus frappant encore, l'attitude du Sénat.

Cette institution, créée par Pierre le Grand, avait, d'après notre Constitution, une position sans égale. Le Sénat était le gardien suprême de la légalité. Si l'on cherche un pendant dans les institutions françaises, on peut dire que ses fonctions correspondaient en même temps à celles de la Cour de Cassation et du Conseil d'État. Le Sénat avait le droit d'annuler tous les décrets qu'il trouvait contraires aux lois. Tout acte gouvernemental pour entrer en vigueur devait être publié par lui; il avait le droit de refuser la publication des lois votées par les deux Chambres et déjà sanctionnées par l'Empereur, si dans leur fond ou dans leur forme elles sortaient de la légalité. Certes la réalité était inférieure à ces droits théoriques. Le gouvernement impérial n'était pas disposé à tolérer une organisation indépendante, qui ne relèverait que de la loi. Il avait des moyens d'exercer sur elle une pression efficace. Le Sénat malheureusement s'y prêtait; il sacrifiait souvent le droit à la politique, devenait son instrument. Mais même alors il observait certaines apparences; il *interprétait* les lois, *interprétait* notre Constitution, restait sur le terrain des lois existantes. Ainsi, quel aurait dû être son devoir quand la Constitution fut renversée? Le Gouvernement Provisoire ne fit rien pour ménager ses susceptibilités légitimes. Il ne se donna même pas la peine de dissimuler son origine révolutionnaire, de chercher une base quasi légale pour son existence. Il se proclamait ouvertement gouvernement de révolte. Dans ces conditions

l'estampille du Sénat sur ses actes devenait aussi inutile qu'humiliante. Néanmoins le gouvernement s'adressa au Sénat pour promulguer ses décrets. Le Sénat, s'il voulait remplir son devoir, n'avait pas le droit d'obéir. Il était gardien des lois, non organe de la Révolution. La Révolution, qui relevait de la victoire de l'émeute, n'avait pas besoin de lui pour gouverner. Le refus du Sénat de promulguer les décrets révolutionnaires aurait été le dernier *hommage à la légalité*. Il ne risquait rien en accomplissant ce devoir. Cette attitude aurait imposé le respect. Cependant il ne l'eut pas. Il se soumit. Il publia sans protester les décrets qui n'avaient aucune base légale. Il n'eut de souci ni de la légalité, ni de sa propre dignité.

Et l'armée? La révolte de la garnison de Pétrograd aurait pu être facilement écrasée. Les vainqueurs l'ont maintes fois eux-mêmes reconnu : il aurait suffi d'une petite force militaire pour que les mutins capitulassent. Mais bien que l'Empereur fût à la tête de l'armée, cette force ne se trouva pas. Les soldats, qui furent dirigés sur la capitale dans ce but, se débandèrent au premier contact avec les mutins. Plus tard, après l'abdication, l'Empereur fut arrêté à son Quartier Général, au milieu de ses troupes, sans qu'aucune résistance se produisît. Tels sont les faits. L'armée ne leva pas le doigt pour défendre son Empereur.

La conduite des paysans ne causa pas une moindre surprise.

J'ai à ce sujet une impression personnelle. Quelques semaines après la Révolution, j'allai dans ma propriété de campagne. Les paysans qui me connaissaient depuis mon enfance vinrent comme d'habitude me voir. Je m'attendais à des reproches de leur part; je croyais que le prestige de la Monarchie était encore grand; que le régime sans nom installé à la place de l'Empereur, ces onze personnes avec un pouvoir illimité, leur déplairait, réveillerait leurs inquiétudes. D'avance j'étais embarrassé pour répondre aux questions qu'ils pouvaient me poser. Il n'en fut rien. Les paysans étaient satisfaits; ils étaient venus non pour me blâmer, mais pour me féliciter du joyeux événement. Nulle inquiétude pour l'avenir : au contraire, ils en atten-

daient des merveilles. Lorsque je leur parlai des difficultés à prévoir, leur conseillant de ne pas se faire trop d'illusions, ils parurent mécontents. « Tu ne nous as pas rassurés, disaient-ils; et nous qui croyions qu'après la Révolution tout irait mieux. »

Sans doute cette conversation n'est qu'un cas individuel; mais ce n'était pas *un* paysan qui parlait, c'était un village, donc un *milieu*. Cette attitude n'avait pas l'air d'être une exception. Fut-il question à cette époque d'une seule émeute paysanne pour défendre le monarque détrôné? Je ne sais pas ce qui se passe dans l'âme du paysan actuellement, depuis la tyrannie bolchévique, depuis que ses yeux se sont ouverts, mais alors, en février 1917, contrairement à beaucoup d'espérances ou de craintes, le paysan ne bougea pas en apprenant la chute de l'Empereur.

Reste le dernier élément, les « révolutionnaires de la droite », les militants organisés. Ces milieux ont joué dans notre histoire un rôle important, mais dans un seul sens : ils étaient parvenus à donner le change à l'Empereur; ils avaient creusé le gouffre sous ses pieds. Ces organisations étaient formées en majeure partie d'éléments malhonnêtes et malpropres, de profiteurs politiques, attirés par les avantages que leur nouvelle position leur offrait, par les faveurs, l'impunité qu'elle leur assurait. Ces organisations, que l'Empereur prenait pour la Russie, devant lesquelles les ministres devaient s'incliner, compromettaient les idées qu'elles prétendaient servir, exaspéraient le pays, et en même temps trompaient ceux qui comptaient sur leur influence et leur force. Au moment de la crise elles ont disparu.

Je n'ai gardé aucun souvenir des députés de la droite, le 27 février 1917, jour où la Douma tint sa dernière assemblée; rien ne m'est resté dans la mémoire de l'attitude qu'ils avaient prise. Je puis me tromper; mais je pense qu'ils n'avaient pas pris part à la séance; d'ailleurs pour eux cela n'aurait été que logique. Ils avaient dû trouver que l'assemblée était illégale, une fois la Douma dissoute par ordre de l'Empereur, que leur place n'était plus avec nous. Dans tous les cas je suis sûr qu'ils n'avaient rien proposé, ni défendu leurs idées. Mais plus tard il m'est arrivé de causer avec eux.

C'était à la fin de mars [1]; le parti Cadet tenait son congrès; je m'y rendis; en route je croisai le fameux député Zamyslovsky. C'était un champion des plus en vue de la droite. Esprit clair, précis, bon orateur rompu aux discussions publiques comme ancien procureur, il aurait pu être à la tribune un adversaire redoutable si ses opinions extrémistes ne l'avaient mis en conflit avec la presque totalité de la Douma. Il n'y avait pas d'influence et ne la recherchait pas; son véritable champ d'action c'étaient les milieux gouvernementaux et ceux qui jouissaient de la faveur personnelle de l'Empereur. Ce serait peu de dire qu'il combattait les Cadets; il les *haïssait*; sur ce point il était intraitable. Je l'avais perdu de vue depuis la Révolution. Il marchait devant moi, sans me voir. Je lui mis la main sur l'épaule : « Je vous arrête. » Il tressaillit, puis me reconnut. Nous marchâmes côte à côte. « Que faites-vous? lui demandai-je. Et que font vos partisans? Tant de millions dévoués à l'autocratie — dont vous vous êtes si souvent vanté à la Douma? Où étaient-ils au moment de la crise? » Il se répandit en imprécations contre l'Empereur. « C'est de sa faute. Pourquoi a-t-il abdiqué? Il ne nous a pas soutenus et finalement nous a tous lâchés! » J'objectai que c'était plutôt eux qui l'avaient abandonné après l'avoir poussé vers sa perte. Ils nous parlaient de millions de partisans organisés. A lui, ils devaient en dire encore davantage. L'Empereur avait confiance en eux, les appelait ses « soutiens ». Et qu'avaient-ils fait avant l'abdication, quand l'Empereur se sentait abandonné par tout le monde? Zamyslovsky ne nia pas que ces forces n'eurent été grandement exagérées et ajouta : « Nous nous sommes trompés sur leur compte. Nos partisans sont passés en masse dans l'autre camp. » Mes questions n'étaient pas sincères; je savais la vérité avant lui. Nous continuâmes à marcher. Il me parlait des devoirs qui, selon lui, incombaient maintenant à mon parti. Nous étions, à son avis, les seuls qui pussions encore sauver la Russie de

1. 11 mars 1917. Je dois prévenir que toutes les dates seront au style *ancien*, et retardent donc de treize jours sur celle du calendrier grégorien; j'aurais dû faire moi-même la correction nécessaire; je ne le fais pas parce que beaucoup de ces dates sont devenues des « noms propres ». Les dates du 17 octobre ou du 3 juin pour nous autres, Russes, sont ce que le 14 juillet ou le 16 mai seraient pour un Français. Pourrait-on jamais les désigner autrement?

l'effondrement qui la menaçait. Nous nous séparâmes à la porte du Congrès. Et là il me surprit par une question tout à fait imprévue : « Dites-moi franchement, que répondrait votre parti, si je lui demandais de m'accepter dans ses rangs? »

J'ai raconté cet épisode non pour accabler un homme déjà mort. Je ne lui en fais d'ailleurs aucun grief. Il ne s'est pas orné d'une cocarde rouge; il n'est pas devenu un cadet. Seulement il ne voulait pas rester inactif. Et sa demande démontrait que son parti *ne comptait plus* sur l'échiquier politique. Pour agir il ne lui restait pas d'autre moyen que de se camoufler. Le parti cadet se trouvant alors à l'aile droite des partis avouables, il aspirait à y entrer. C'était la capitulation avouée.

Tel est le fait brutal; le régime existant s'effondra en 1917 devant une émeute, sans se défendre, abandonné par tous ceux qui auraient dû lui être attachés. Cela paraît une énigme. Dans son journal, l'Empereur, ordinairement si indifférent et si calme, laissa échapper ces mots de désespoir : « Partout trahison et lâcheté! » Pareille explication ne serait ni juste, ni complète. La situation était plus compliquée. D'abord il faut tenir compte des conditions dans lesquelles la résistance contre l'émeute aurait dû se produire. Celui qui symbolisait l'ordre existant, autour de qui les défenseurs de l'ordre auraient dû se grouper, l'Empereur — capitula le premier sans avoir livré de combat; avant que le pays connût le développement inattendu de la révolte, il apprit les trois abdications successives, celles de l'Empereur, du grand-duc héritier et du grand-duc Michel; le grand-duc Michel en abdiquant à son tour demandait au pays d'*obéir* au gouvernement de la Révolution. Le principe monarchique semblait abandonné par la dynastie elle-même; elle ne combattait pas la Révolution. Telle était la première impression qui se dégageait des événements et désorientait les éléments capables d'une résistance. On n'est pas plus royaliste que le roi. Ce n'est pas tout. On apprenait en même temps la formation d'un nouveau pouvoir. Quel qu'il fût, il était un rempart contre l'anarchie; « un mauvais gouvernement est préférable à son absence », a dit Taine. Il ne restait qu'à se grouper autour de lui. Enfin, il ne faudrait pas oublier qu'on était en pleine guerre, et que ceux qui devaient

défendre le régime comprenaient le danger que leur résistance pouvait amener au point de vue militaire. C'était la raison pour laquelle les chefs de l'armée n'avaient pas bronché à l'annonce de la chute de l'Empereur; c'était la raison pour laquelle le grand-duc Nicolas, la loyauté en personne, avait obéi au Gouvernement révolutionnaire qui l'avait destitué du commandement dont il avait été investi par l'Empereur. Mais la cause principale était ailleurs; elle résidait dans l'atmosphère générale, dans laquelle la politique des derniers mois avait plongé tout le pays sans excepter les partisans les plus fervents de l'ordre existant. Malgré la fermentation révolutionnaire qui depuis longtemps existait en Russie, *pareille* révolution peu de temps auparavant aurait échouée. Mais les récents événements avaient préparé le terrain. Presque tout le monde avait acquis la conviction que le maintien du régime existant était désormais impossible. Il semblait que le tsarisme ne pourrait plus être sauvé; et ses partisans l'abandonnèrent à son sort, comme les troupes prises de panique abandonnent les positions qu'elles auraient *pu* défendre. Les vainqueurs y sont entrés, surpris eux-mêmes de la facilité de leur victoire.

Mais quels furent les vainqueurs? Si l'on se tenait aux apparences, la réponse ne serait pas difficile. Le vainqueur de février 1917 ce fut la Douma. Elle avait été le prétexte du mouvement et son centre. *Sa* dissolution avait déclenché l'insurrection militaire; *son* Palais en était devenu le quartier général. C'était *là* qu'on avait formé le Gouvernement provisoire et c'était le Président de la Douma qui avait signé le premier la proclamation qui l'avait annoncé à tout le monde. Aux yeux du pays, la Révolution c'était la Douma. Grâce à cela, la popularité de cette assemblée devint prodigieuse. Des légendes s'étaient formées sur son compte; dissoute, elle aurait refusé de se séparer, se serait mise à la tête du mouvement et finalement aurait renversé le tsarisme. C'était à elle de tenir le gouvernail. Cependant rien n'est aussi éloigné de la vérité prosaïque que cette belle légende. La Douma ne méritait pas cet honneur; si elle avait réellement joué le rôle qu'on lui attribuait, la marche de la Révolution aurait pu être tout autre. La Douma, tout comme l'ancien régime, n'avait rien prévu ni

rien dirigé; elle avait à contre-cœur *subi* le mouvement, qui s'était déclenché sans elle et se tourna finalement contre elle.

Je me souviens bien de ce matin du lundi 27 février, quand parut le décret impérial de prorogation des séances de la Douma et que nous fûmes tous invités à nous rendre au Palais de Tauride. On apprit en même temps la mutinerie d'un régiment; les soldats avaient assassiné leurs officiers, incendié le Palais de Justice et marchaient dans notre direction. La Douma avait lutté pour un changement de régime, mais elle ne le voulait pas *sous cette forme*; il lui répugnait de s'appuyer sur une révolte militaire qui commençait dans le sang. Cela blessait la mentalité des partis qui formaient sa majorité. Si cette dernière avait été libre, elle aurait pris parti contre ce mouvement. Mais elle se trouvait entre deux feux. D'un côté les mutins qui s'étaient soulevés pour la Douma, qui venaient à son aide, et de l'autre le gouvernement hostile à la Douma, ne comprenant rien de ce qui se passait, ayant déjà conduit la Russie à deux pas de l'abîme et s'obstinant encore dans cette voie. Se ranger du côté d'un tel gouvernement pour écraser avec lui l'émeute militaire était moralement impossible. La Douma faisait des efforts pour échapper à ce dilemme redoutable, pour obtenir un autre gouvernement qu'on pût défendre sans trahir la cause nationale. Le Président envoyait ses dernières dépêches à l'Empereur; il téléphonait aux ministres pour les adjurer de démissionner. Pour les convaincre il se rendit lui-même au Conseil de l'Empire où ils s'étaient installés; il faillit y être arrêté; il y rencontra une intransigeance absolue et aveugle. Les membres du Cabinet se flattaient d'écraser la révolte et avec elle la Douma séditieuse. Il fallait choisir entre les deux. La Douma finalement se rangea du côté du mouvement; mais avec quelle hésitation et quel retard! Elle se réunit pour délibérer. Elle poussa la loyauté si loin que — dissoute — elle ne voulut pas siéger dans la salle des séances, et se réunit dans une salle voisine. Quelqu'un proposa de refuser d'obtempérer au décret de l'Empereur, de se déclarer en permanence. La proposition ne fut même pas mise aux voix. On prononçait des discours, mais sans conclure. Cependant la tempête approchait. Les mutins étaient à nos portes. Ils arrivaient armés, drapeaux rouges déployés et

demandaient à être admis dans la salle des délibérations. Mais la grille du Palais était fermée, on ne leur répondait pas. La situation devenait équivoque. Alors Kerensky et quelques députés de la gauche s'élancèrent dans la cour : ils haranguèrent les soldats et leur ordonnèrent de faire la garde autour du Palais. La situation fut sauvée, pas pour longtemps. Il fallait prendre une décision et on n'en avait pas de prête. Il fut proposé de confier à la Présidence le soin de créer un Comité des Représentants de toutes les fractions de la Douma, pour qu'il décidât lui-même ce qu'on pouvait faire pour assurer l'ordre dans la ville. Cette proposition fut adoptée avec soulagement. Au moins on pouvait s'en aller. Ainsi naquit ce Comité temporaire de la Douma, qui allait désormais parler, négocier et agir en son nom. Après cela la Douma se sépara pour ne plus se réunir. Elle avait vécu.

La Douma hésitait à participer au mouvement révolutionnaire, mais ce mouvement s'emparait d'elle. Le passé de la Douma, la lutte qu'elle avait soutenue contre le gouvernement impérial, la dissolution dont on venait de la frapper en faisaient le centre naturel de l'insurrection qui s'organisait *autour d'elle*. Elle n'avait presque pas à agir; elle n'avait qu'à laisser faire les autres; les événements eux-mêmes la mettaient en avant.

Les officiers de la garnison s'adressèrent à elle les premiers; ils voyaient que les soldats leur échappaient. Ils étaient dans le doute; le soir du 27 février, de leur propre initiative, ils s'adressèrent au Président de la Douma et lui proposèrent de se mettre à sa disposition. La Douma ne pouvait plus rester neutre; elle avait à choisir. La proposition des officiers décida le Comité temporaire. Il donna aux officiers une réponse favorable. Le lendemain, le 28, tous les régiments défilèrent devant le Palais, non plus comme des soldats mutinés, mais drapeaux déployés, avec la musique militaire, leurs chefs en tête. C'était l'acte décisif. L'insurrection dès ce moment avait un drapeau (la Douma) et une armée (la garnison de Pétrograd). Le drapeau inspirait confiance au pays. La Douma mettait au service de l'insurrection son passé, sa position officielle, la popularité qu'elle avait acquise depuis des années. La Révolution,

commencée dans le sang, changeait d'aspect depuis que la Douma était avec elle. Si la Douma au début lui avait retiré son appui, l'insurrection n'aurait pas vécu vingt-quatre heures, et le gouvernement, pas pour longtemps, mais une fois encore, aurait triomphé. Le seul mérite de la Douma auprès de la Révolution était de n'avoir pas empêché le mouvement, d'avoir permis à *d'autres* de se servir de son pavillon.

D'autres s'en servirent en effet. Le Palais de la Douma devenu enfin le centre présumé du mouvement, ses portes ouvertes à tout le monde, une organisation nouvelle s'y installa; ce fut le fameux Soviet, l'organe des milieux révolutionnaires, qui eux aussi n'avaient pas prévu le mouvement, mais qui à présent cherchaient à regagner le temps perdu. Le Soviet[1] s'empara de la moitié du Palais, y établit son siège social. Formé des représentants des usines et des unités militaires, élus à la hâte, il prit le nom de « Soviet des députés d'ouvriers et de soldats ». Il travaillait activement à organiser et à étendre l'insurrection. Il établit un contact étroit avec ses chefs et ses troupes. Il sut gagner les soldats comme il tenait déjà les ouvriers. Son siège social établi à la Douma, le titre de députés qu'avaient pris ses membres, tout cela non seulement lui donnait du prestige, mais contribuait à la confusion. Les masses prenaient ses directives pour celles de la Douma. La Douma laissait faire. Et son pavillon couvrait ce qui se tramait tout à fait en dehors d'elle et souvent malgré elle. Mais c'est précisément grâce à cela que son prestige avait grandi. On lui attribuait le triomphe de l'émeute. Elle aurait pu encore en profiter pour essayer de s'emparer du mouvement. Mais, dans la journée du 3 mars, elle capitula à son tour.

Quels milieux représentait la Douma qui s'était ainsi trouvée à la tête du mouvement? Depuis le 27 février la Douma n'avait plus réapparu sur la scène politique; c'était son « Comité » qui agissait en son nom. Il était composé de partis qui pendant la guerre s'étaient unis en « Bloc progressiste [2] », avec cette dif-

1. Soviet signifie en russe conseil.

2. Le Bloc Progressiste fut formé le 24 août 1915 par les partis suivants : nationalistes de gauche, parti du centre, octobristes de gauche, octobristes, progressistes et cadets; en dehors de lui sont restés : la droite, les nationalistes, les travaillistes et les socialistes démocrates.

férence capitale, qu'à ce moment ces partis s'étaient adjoint les représentants de la gauche, naguère encore hostiles au Bloc progressiste. Dans sa majorité le « Comité » correspondait à la majorité de la Douma; l'extrême droite *seule* était absente. Mais cette majorité n'était naturellement pas homogène. Sans parler des représentants de la gauche, le Bloc lui-même n'était qu'un compromis *provisoire*, constitué pour le temps de la guerre, avec un programme *pour la guerre*. Il comprenait aussi bien les partis qui n'envisageaient pas la nécessité de réformes radicales, que ceux qui au contraire voyaient en *elles* le seul moyen de salut, qui croyaient « qu'il n'y a qu'un moyen d'éviter la Révolution, c'est de la faire ». Ce qui rapprochait ces partis de conceptions politiques si différentes, c'était leur commune conviction que le gouvernement *existant* avec ses méthodes ne pouvait plus rester au pouvoir; que pour continuer la guerre il devait changer de façon à inspirer confiance *au pays*. C'était le premier article du programme du Bloc progressiste, qui le séparait de la droite; celle-ci, fidèle à la doctrine autocratique, ne demandait aux ministres que d'avoir la confiance de l'Empereur [1]. Mais ce qui était aussi caractéristique pour le Bloc progressiste et ce qui le séparait de la gauche, c'était son attitude vis-à-vis d'une révolution; les partis qui le formaient n'en voulaient pas; ils tenaient aux voies pacifiques et légales, préféraient les lenteurs d'une évolution aux risques d'un bouleversement général; la Révolution pour eux pouvait être une fatalité, qu'on était obligé de subir, jamais un événement désirable. En somme ils se comportèrent vis-à-vis d'elle comme ils s'étaient comportés vis-à-vis de la guerre. Ils eussent considéré comme un crime de la souhaiter. Mais quand elle eut éclaté, ils en prirent leur parti.

Les idées de cette majorité de la Douma correspondaient au milieu social qu'elle représentait; la Douma n'était pas tout le pays; la loi électorale, produit du coup d'État du 3 juin 1907, n'instituait pas le suffrage universel : les représentants de la classe paysanne et ouvrière ne formaient qu'un groupe

1. Buchanan raconte dans ses souvenirs, que deux mois avant la Révolution dans une audience mémorable il indiqua à l'Empereur la nécessité de recouvrer la confiance du pays. A quoi l'Empereur lui répondit : « C'est au pays de mériter la mienne. » C'était la traditionnelle conception autocratique.

insignifiant de la Douma. La majorité représentait les classes possédantes, et par cela même modérées; elles aussi étaient *exaspérées* par la politique gouvernementale, par le régime personnel, pouvaient souhaiter *des réformes très importantes*, mais elles les voulaient sur la base du régime existant. Ce furent précisément ces éléments sociaux qui se trouvèrent à la tête d'une *Révolution*. Ce fut *leur* comité qui eut pour mission de la dominer.

Il était clair que le Comité de la Douma n'était ni préparé, ni disposé à *cette* tâche; la Révolution n'était pas son affaire; la direction passa naturellement à ses éléments avancés, plus familiers avec les méthodes révolutionnaires; les représentants des gauches qui, dans ce Comité, n'étaient qu'une minorité, commencèrent à y jouer le rôle dominant.

Le Bloc avait pour le temps de la guerre un programme élaboré en commun; c'était à propos de ce programme que le Gouvernement était entré en conflit avec lui et que la Douma avait été dissoute.

Mais après que l'insurrection eut gagné la partie, ce programme ne fut plus suffisant. L'Empereur s'était trop engagé dans la lutte contre la Douma. Celle-ci n'aurait pas cru à un revirement sincère de sa politique et cette méfiance aurait peut-être été justifiée. Après la tentative avortée de dissolution, l'abdication de l'Empereur paraissait nécessaire pour calmer les esprits. Mais cet acte n'était pas une Révolution; il ne bouleversait pas le régime, ne violait pas les lois. Par l'abdication, on ne sortait pas du régime établi; on ne touchait pas à la constitution. Le prince-héritier avec un Régent, un gouvernement s'appuyant sur la Douma, de fait sinon de droit responsable devant elle — c'était *tout* ce que ces milieux pouvaient souhaiter; la lutte de l'Empereur avec la Douma, lutte qui empoisonnait la période précédente, aurait été liquidée; la guerre aurait pu alors être menée à bonne fin. C'était l'essentiel. La guerre terminée, le bloc se serait désagrégé, chaque parti aurait repris sa liberté. Voilà le programme que le Comité de la Douma, s'il était resté fidèle à ses conceptions, aurait eu à défendre. Pour le faire il n'était pas nécessaire d'avoir un dévouement mystique à la dynastie; il suffisait de com-

prendre le danger que présentait l'écroulement de tout un édifice politique.

Cette solution ne convenait pas à ceux qui souhaitaient une révolution. Se résigner à ce compromis signifiait pour eux renoncer à tout ce qu'ils se croyaient déjà près de gagner. Avec cette solution, la Révolution à leurs yeux était manquée. Ces éléments étaient donc logiques en s'élevant *contre* un pareil résultat; mais, pour les milieux modérés, cela devait être une raison de plus pour le défendre.

Cependant ce fut le contraire qui arriva. La fatalité, qui accable les régimes condamnés, avait voulu que l'Empereur lui-même commençât à violer les lois. Il avait le droit d'abdiquer; quoique cela ne fût pas prévu par notre code, c'était de droit naturel. Mais l'Empereur abdiquant, on n'avait qu'à appliquer les lois; la loi sur la succession du trône existait, et conférait le trône à son fils. L'Empereur, contrairement à cette loi, abdiqua également au nom de son fils et transmit illégalement le trône à son frère. Il mit en avant ses sentiments paternels. Les deux députés, monarchistes l'un et l'autre, Goutchkoff et Choulguine, envoyés pour recueillir l'abdication, ne formulèrent pas d'objections. Ils furent désarmés par les angoisses du père détrôné, ils ne s'aperçurent pas des conséquences politiques de cette première violation du droit. C'était une grande faute, que la situation rendait encore plus sérieuse. La nouvelle de l'abdication, de l'avènement au trône du grand-duc Michel, acclamée par les uns, fut immédiatement combattue avec acharnement par les autres, par les milieux ouvriers, le Soviet, les partis extrémistes. Goutchkoff et Choulguine, qui apportaient l'acte d'abdication, faillirent être arrêtés et fouillés par une foule d'ouvriers à la descente du train. L'abdication ne suffisait plus. On réclamait la République.

Il aurait été naïf de penser qu'il pouvait en être autrement. Les deux conceptions, l'une représentée par la Douma et l'autre par le Soviet, se heurtaient. Une d'elles devait l'emporter. Et la cause de l'ordre, quoique compromise, était cependant loin d'être perdue. L'opinion générale n'était pas pour le régime renversé, mais elle était franchement pour la Douma. La Douma aurait pu en profiter, mettre son poids

dans la balance. Dans tous les cas, si elle ne pouvait éteindre l'incendie, elle n'avait pas à verser de l'huile sur le feu. Le grand-duc Michel, apprenant qu'il était désigné pour le trône, convoqua les membres du Comité de la Douma et du nouveau Gouvernement, déjà nommé, pour prendre une décision. Le moment était solennel et tragique. Le sort de la Révolution et de la Russie se jouait à cette réunion. Si un monarque restait, il subsistait en même temps une constitution, des lois, des institutions, un terrain *légal* pour agir; il n'y avait pas de Révolution. Si par contre il n'y avait plus de monarque, étaient supprimés du même coup les deux corps législatifs, la Douma comprise, qui n'avaient pas d'existence légale en dehors du monarque; il n'y avait donc plus de constitution. Il ne restait qu'une situation de fait, sans base légale. Que les partis révolutionnaires l'aient voulu — cela s'explique aisément; c'était leur programme et leur intérêt. Mais que les représentants des partis modérés de la Douma, que son Président aient à ce moment donné au Grand-Duc le même conseil d'abdiquer, qu'il ne se soit trouvé que deux hommes, Milioukoff et Goutchkoff, pour s'y opposer, que la Révolution ait été déclenchée et sanctionnée par les milieux modérés — cela n'est pas moins symbolique que la capitulation sans résistance de l'ancien régime. Cette capitulation des modérés faisait pressentir la marche funeste de notre Révolution.

On reste stupéfait quand on examine ce qui avait été décidé à cette réunion, où le grand-duc Michel se concertait avec les hommes les plus en vue du moment. Il n'y avait qu'un motif légitime qui aurait dû décider le grand-duc Michel à décliner le trône; c'étaient les droits du Prince héritier, du grand-duc Alexis. L'empereur abdiquant, Alexis *était déjà* le monarque. Mais c'est précisément l'argument que, du moins en public, personne ne fit valoir. On pensait à autre chose : aux chances qu'avait la monarchie de se maintenir, au danger que paraissait courir le grand-duc. Sans aucun doute, le danger était très réel. S'il n'était pas insurmontable, il existait. Le grand-duc Michel avait le droit de ne pas vouloir l'affronter; il était libre de renoncer au trône à son tour. Mais alors? On connaît l'adage monarchique : le

roi est mort, vive le roi! Un *autre* de ce fait devenait titulaire de la couronne. Renoncer au trône était tout ce que Michel avait le droit de faire, d'après nos lois. C'est tout ce que les hommes modérés, qui ne voulaient pas de Révolution, avaient le droit de lui conseiller. Au lieu de cela, cédant à l'avis presque unanime, le grand-duc Michel signa un document fantastique[1] que les hommes modérés de la Douma, aidés de juristes éminents, avaient composé. Le grand-duc Michel, y était-il expliqué, *n'abdiquait* pas; il ne parlait pas encore en monarque; il préférait ne pas *accepter* le trône. Mais en y renonçant, il ne le transmettait pas à qui de droit, ne s'inclinait pas devant le nouvel empereur. Il ajournait sa décision, déclarait le trône vacant et inoccupé, jusqu'à ce qu'une Constituante, qu'on devait élire, se prononçât. En attendant, il annonçait que c'était le Gouvernement Provisoire, nommé par la Douma, qui était investi de la plénitude de la souveraineté nationale.

Le grand-duc Michel était libre de disposer de sa personne, mais pas davantage; en renonçant au trône il devenait un simple grand-duc, qui n'avait ni ordres à donner, ni lois à changer. Il devait rester lui-même soumis aux lois. Il n'avait ni à convoquer de Constituante, ni à définir la compétence d'un gouvernement. En faisant ce qu'il fit le 3 mars, le malheureux grand-duc s'associa lui-même à la Révolution, porta de sa propre main le coup de grâce aux lois existantes.

Dès ce moment une simple émeute devint révolution; et elle était décrétée, proclamée par un grand-duc sur l'avis des membres de la Douma. Les partis modérés que la Douma repré-

1. « Un lourd fardeau m'a été imposé par la volonté de mon frère, lequel m'a transmis la succession au trône impérial de toutes les Russies en une année de guerre et de troubles populaires.

» Animé avec le peuple tout entier de l'unique pensée que le salut de notre patrie doit être placé au-dessus de tout, j'ai pris la ferme résolution de n'accepter le pouvoir suprême qu'au cas où telle serait la volonté de notre peuple, auquel il appartiendra de déterminer le régime et les nouvelles lois fondamentales de l'État, au moyen d'une consultation nationale exprimée par les représentants du peuple tout entier à l'Assemblée Constituante.

» En conséquence et en invoquant la bénédiction de Dieu, je prie tous les citoyens de Russie de se soumettre au Gouvernement Provisoire qui s'est constitué sur l'initiative de la Douma et qui est investi de la plénitude du pouvoir, jusqu'au moment où l'Assemblée Constituante convoquée dans le plus bref délai, sur la base du suffrage universel, égal et secret, aura exprimé la volonté du peuple au sujet du régime de l'état. »

sentait assassinaient notre Constitution et se suicidaient avec elle. En prenant cette décision, ils n'avaient plus qu'à se soumettre à ses conséquences; leur rôle était terminé; leur programme était abandonné par eux-mêmes. Ils entraient en révolution. On passait sous l'empire du « fait » et de la « force matérielle »; selon la parole de Lasalle la Constitution n'était plus qu'un « simple équilibre de forces ». Les partis révolutionnaires pouvaient dès ce moment triompher; ils avaient gagné la partie; ils devenaient les maîtres; les modérés s'effaçaient volontairement devant eux.

Cependant les modérés ne le comprirent pas ainsi. Au lieu de transmettre le pouvoir aux vainqueurs, responsables de la nouvelle situation, ils s'en saisirent. Ils formèrent la presque totalité du premier cabinet; ils ne s'adjoignirent que Kerensky, socialiste-révolutionnaire, représentant des Soviets. Ce faisant, ils crurent rester encore les maîtres. Mais dès le premier jour de pouvoir ce fut pour eux l'agonie. Après avoir cédé sans combat, il ne leur restait qu'à subir la volonté du vainqueur; c'était la conséquence inévitable de la position qu'ils avaient adoptée.

Trait caractéristique du moment : en réclamant et proclamant l'*abdication* de l'Empereur, le Gouvernement provisoire rendait hommage à la légalité. Il aurait pu décréter la déchéance. Il ne l'avait pas voulue, et avec raison; pareil décret aurait pu être dangereux. Il aurait pu provoquer une résistance. Mais l'Empereur non seulement avait abdiqué; mais même il avait pris soin de faciliter la formation du nouveau pouvoir, de le *légaliser*. Ayant appris que le Prince Lvov était désigné comme Président du Conseil, il signa de sa propre initiative un décret par lequel il le nommait à ce poste; il l'avait même antidaté. Le nouveau gouvernement pouvait donc se présenter comme continuateur du pouvoir légal du pays. Pour ceux qui ne voulaient pas la Révolution, ou du moins voulaient l'enrayer, c'était déjà un grand avantage. Cependant le gouvernement ne le comprenait plus ainsi. Le décret bienfaisant de l'Empereur ne fut pas publié; on ne voulait pas avoir obtenu le pouvoir légalement, on préférait ne relever que de la révolution. Au meeting tenu ce même jour au palais de Tauride, Milioukoff, en réponse à une

question qui lui avait été adressée par la foule : « Qui a nommé le gouvernement? » répondit : « Nous avons été nommés par la Révolution. » C'était joli comme effet oratoire, mais dangereux comme conception juridique; et cependant Milioukoff avait raison; le gouvernement provisoire n'avait plus d'autre titre; il avait lui-même renoncé à celui qu'il pouvait avoir. Cette rhétorique de meeting ne pouvait cependant pas suffire pour un acte officiel. On inventa autre chose. Le gouvernement annonça sa nomination, sous le patronage du Président de la Douma, qui en cette qualité signa le premier. Il déclarait que le Comité temporaire de la Douma avait nommé tels ministres; cela revenait à dire en termes plus couverts, qu'ils avaient été nommés par la révolution, puisque le Comité par lui-même n'avait pas légalement ce droit. Plus tard on devint encore moins difficile; quand le 15 juillet on forma un nouveau cabinet sous la présidence de Kerensky, cette nouvelle fut annoncée en termes laconiques. Le public aurait ignoré à qui il était redevable de ce nouveau ministère, si un autre acte du 22 juillet, signé par Kerensky tout seul, n'avait donné la clé de l'énigme. Il annonçait qu' « une réunion de représentants des partis socialistes, démocratiques et libéraux » avait chargé Kerensky du soin de réformer le gouvernement et qu'il était en train de s'en occuper. C'est dans une réunion anonyme de politiciens professionnels que résidait désormais la plénitude de la volonté nationale!

Cette critique peut paraître déplacée; on ne recherche pas la légalité en révolution. Aussi ce n'est pas aux révolutionnaires que s'adressent mes observations. Ils avaient été conséquents; ils avaient basé leur pouvoir sur la force du moment; c'est la force qui faisait la loi. C'est ainsi qu'on fait les révolutions. Mais cette conception, pour les éléments modérés, équivalait à un suicide. La légalité était pour eux un principe nécessaire; mais en *ce* moment la légalité devenait un *symbole*. Quiconque ne voulait pas que la mutinerie se transformât en révolution, que l'abdication de l'Empereur fût suivie de la chute du régime, devait se tenir à la *légalité*. Les modérés ne le comprirent pas; ils cédèrent à l'assaut des masses ouvrières. Les conséquences de cette attitude ne furent pas moins néfastes que celles de l'abdication de

l'Empereur. Les *chefs* désarmèrent leurs propres *partisans*, ils leur donnèrent le *signal de la retraite*.

Je ne voudrais pas qu'on se méprît sur le sens de ma pensée. Je ne fais de reproches à personne. Ce serait trop facile aujourd'hui. Et puis tout ce qui se passa en ces jours décisifs résultait non pas tant des erreurs individuelles que des défauts de l'opinion générale. Les hommes qui portent la responsabilité devant l'histoire de ce qu'ils ont fait ne furent pas, à ce moment au moins, désavoués par leurs milieux respectifs. Ils en avaient fidèlement traduit la manière de voir. Personnellement j'étais très sceptique sur l'avenir de la Révolution. Mais mon scepticisme n'était pas partagé par la plupart de mes amis. A la fin de mars on m'écrivit de Moscou qu'on n'y comprenait pas mon attitude; on exigeait que je vinsse m'expliquer. Je suivis ce conseil. Je ne voulais pas causer d'embarras à mes amis au pouvoir; je ne les avais pas critiqués. Mais à la réunion publique où j'avais pris la parole, je n'avais pas montré d'enthousiasme pour la Révolution; j'avais parlé des dangers du moment. Cela avait suffi. Je n'étais plus à la page; l'ordre du jour était l'optimisme et la confiance. Ainsi, c'était aux milieux modérés qu'on aurait dû adresser des reproches, si pareils reproches n'avaient pas été déplacés. « Quand tout le monde a tort, tout le monde a raison », a dit Mirabeau.

On vivait en pleine illusion, attendant des miracles; mais cette illusion ne pouvait durer. L'évidence commençait à percer. Peu de temps après, un soir, je fus invité chez le Président de la Douma; à cette époque on ne distinguait pas les jours des nuits; le Conseil des Ministres lui-même s'assemblait quelquefois à deux heures du matin. C'est donc la nuit que je vins à ce rendez-vous. J'y trouvai quelques députés. Le Président souleva la question d'expulser du local de la Douma les éléments étrangers qui s'y étaient introduits, et qui continuaient à y siéger et y agir (le fameux prikaz n° 1 du Soviet, qui fut le commencement de l'effondrement de l'armée, sortit ainsi de l'enceinte de la Douma). Le Président était indigné que le nouveau Gouvernement tolérât cet abus; il déclara qu'il allait officiellement convoquer la Douma. Cette décision avait ses avantages, mais à quel titre pouvait-on le faire après l'abdication de Michel? La monarchie n'existant plus,

les lois fondamentales abolies, quelle base avait la Douma, quelles pouvaient être ses attributions? L'honorable président de la Douma ne comprenait pas qu'en donnant au grand-duc Michel le conseil d'abdiquer, il sauvait la vie du grand-duc, mais sacrifiait celle de la Douma. Néanmoins, on discuta. On proposa plusieurs solutions permettant de justifier la convocation de la Douma. Le Gouvernement ayant été nommé par le Comité temporaire de la Douma, qu'il avait lui-même indiqué comme source de son pouvoir, n'était-il pas logique que ce Comité, émanant de la Douma, lui rendît compte de ses actes? Certes la Douma apparaîtrait alors non pas comme une institution constitutionnelle, mais plutôt comme organe de la Révolution; mais elle apparaîtrait quand même. En outre, ce nouveau rôle paraissait défendable. Le pouvoir existant renversé, le pays redevenait maître de lui-même. Où pouvait résider la souveraineté nationale, sinon dans la seule représentation nationale? N'était-ce pas du droit naturel? Et tant que la Constituante n'était pas convoquée, la Douma pouvait provisoirement remplir ses fonctions.

Cette théorie était très discutable, au point de vue politique. Sans doute la Douma, grâce à son opposition au pouvoir et à son rôle présumé au moment de la crise, était encore populaire; mais on n'avait oublié ni le mode de suffrage trop restreint suivant lequel elle avait été élue, ni sa tare d'origine, c'est-à-dire le coup d'État du 3 juin. Il devait lui être difficile de défendre contre les Soviets sa prétention de représenter souverainement la nation.

Les représentants de la Douma au pouvoir n'étaient pas disposés à sa rentrée sur la scène politique. Le lendemain je reçus un coup de téléphone de Kerensky : « Vous complotez contre le gouvernement? » Je lui expliquai ce qu'on voulait. « Une telle démarche de la Douma, me dit-il, serait considérée comme un acte d'hostilité vis-à-vis du gouvernement. Elle provoquera une réaction de la part du Soviet, qui demandera sa dissolution immédiate. Ne compliquez pas notre situation, elle est déjà difficile. » Cette attitude était logique de la part de Kerensky; il était lui-même représentant du Soviet; il n'avait pas besoin de la Douma; il s'appuyait sur d'autres forces.

Mais les adversaires les plus résolus de ce plan se trouvèrent, à mon étonnement, parmi ses collègues au pouvoir. Ils étaient catégoriques. « Si la Douma osait cette démarche — elle serait dissoute. Tant que la souveraineté nationale réside dans le Gouvernement provisoire, celui-ci n'a ni comptes à rendre à personne, ni contrôle à accepter. Le Gouvernement attendra la Constituante souveraine. »

J'essayai quand même d'insister. J'indiquai que c'était précisément eux qui pouvaient avoir besoin de la Douma; que tôt ou tard ils entreraient en conflit avec le Soviet; que la présence de la Douma contre-balancerait l'influence de celui-ci. Le Soviet étant l'organe de la démocratie révolutionnaire d'un côté, la Douma représentant des milieux modérés, le Gouvernement deviendrait forcément arbitre entre les deux, et obtiendrait ainsi une place indépendante. Sinon — il était désarmé devant le Soviet et deviendrait son prisonnier.

Au cours de ces démarches infructueuses j'avais pu me rendre compte que le gouvernement était beaucoup plus optimiste que moi. Il prenait la popularité de ses membres pour une force effective; il croyait à la sagesse des masses plus qu'il n'en avait le droit. Enfin il prenait trop au sérieux ses propres succès oratoires, les louanges de la presse, les applaudissements des réunions et les éclats de la foule. Fatale illusion de tous les gouvernements, à la veille de leur chute.

L'idée de convoquer la Douma avait dû être abandonnée. Utile au pays si elle avait agi d'accord avec le gouvernement, la Douma, en lutte avec lui, devenait impuissante et nuisible. Le gouvernement « issu de la Douma » la répudiait et se livrait désarmé à ses adversaires.

En se rémémorant ce passé on conserve l'impression qu'il y eut un moment où les milieux modérés du pays auraient pu jouer un grand rôle. La Douma, qui était leur organe, venait de sortir victorieuse du conflit; ses adversaires s'éclipsaient devant elle. L'armée et ses chefs, l'appareil administratif de l'État, tous les milieux raisonnables du pays, même les masses paysannes la croyaient appelée à recueillir la succession de l'Empereur. On serait tenté maintenant de croire qu'elle n'aurait eu qu'à oser et qu'elle aurait tout obtenu. Cependant ses

représentants les plus qualifiés capitulèrent sans résistance devant une minorité prétentieuse, comme l'ancien régime avait abdiqué sans combat. Le fait que cette capitulation du Comité de la Douma ne souleva pas l'indignation des partis modérés, que le Gouvernement provisoire ne perdit pas pour cela la confiance dont il était investi, que le parti Cadet à son congrès se borna à modifier son programme et à se proclamer républicain, démontre qu'il faut expliquer cette attitude par l'état d'esprit des classes modérées.

Il est évident que le milieu qui dans l'ordre historique semblait devoir être appelé à présider à la transformation de la Russie semi-autocratique et féodale en *démocratie* moderne, la « bourgeoisie démocratique », n'était bon ni à faire les révolutions, ni à leur résister. Si on l'a cru un instant, c'est qu'on était trompé par les apparences; depuis 1905 les porte-voix de ce milieu, les intellectuels, représentants des professions libérales, occupaient l'avant-scène politique; c'était l'apogée de leur gloire et de leur influence; au nouveau rôle que depuis 1905 ils étaient appelés à jouer, ils étaient depuis longtemps préparés; ils étaient créés pour faire une « opposition parlementaire ». Ils avaient en politique des idées larges et justes; ils voyaient très loin, et cela d'autant plus qu'ils prêtaient peu d'attention au sol sur lequel ils marchaient; ils avaient des principes, en lesquels ils avaient d'autant plus foi qu'ils n'avaient jamais eu l'occasion de les mettre en pratique; l'ignorance des réalités du pouvoir et de la vie donnait à leurs critiques une force singulière; aucune expérience et aucune responsabilité réelle n'arrêtaient leur élan. Le public instruit lisait avec intérêt et approbation leurs discours et mettait en *eux* sa confiance; ils savaient être éloquents et passaient, grâce à cette éloquence, pour de futurs *hommes d'État*; ils auraient pu avec le temps le devenir. Mais leur activité supposait l'existence d'un état de chose normal, dans lequel la presse, la parole et le vote sont les seules armes de combat. Ils n'en avaient et n'en voulaient pas d'autres. Quand sous les efforts combinés de *tous* ses ennemis l'ancien régime s'effondra, ils perdirent le seul terrain sur lequel ils savaient manœuvrer. Aussitôt qu'ils virent devant eux les foules déchaînées, ils se trouvèrent désarmés; contre ces foules il fallait des moyens

qui n'étaient ni à leur disposition ni de leur goût; il n'y avait pas de force matérielle derrière eux, et l'effusion de sang leur répugnait; ils ne savaient pas encore faire des sacrifices de principes.

Pour essayer d'arrêter la Révolution à cette limite il y avait un moyen, mais un seul, le dernier : il fallait opposer à la Révolution un front unique, faire appel aux partisans de l'*ordre renversé*, à l'armée. L'union de l'ancienne *force* de l'*État* et des *chefs* populaires de l'*opinion* pouvait encore avoir raison du désordre. Mais pareille combinaison était en fait impossible, et *là* se trouve la cause principale de notre catastrophe. Notre passé historique avait depuis longtemps rapproché les partis avancés et les partis révolutionnaires; cela ne doit pas étonner; avant 1905 il n'y avait pas de moyens légaux de lutte politique; le gouvernement autocratique ne l'admettait pas; il fallait se soumettre ou recourir aux procédés illégaux; et ceux qui, par opinion ou par tempérament, n'étaient point disposés à s'écarter des voies légales, tous les mécontents muselés, regardaient les révolutionnaires avec sympathie; ceux-ci portaient en effet au Gouvernement des coups dont tout le monde espérait profiter. La popularité des révolutionnaires, de l'action révolutionnaire, les sympathies et parfois l'aide venant de la société que les révolutionnaires cherchaient à détruire, voilà un des traits les plus saillants de l'époque. Cela aurait dû changer quand la Constitution fut octroyée et que les moyens légaux de lutte politique furent ouverts. Et en effet cette entente s'affaiblit; une partie des milieux avancés se détourna des révolutionnaires; mais les autres ne les imitèrent pas; l'entente ne fut pas rompue; elle subsistait dans la mesure où le nouvel ordre de choses semblait précaire, bref tant que le Gouvernement n'inspira pas confiance et tant que la force révolutionnaire parut pouvoir encore être utilisée. La question de l'attitude des partis avancés vis-à-vis des révolutionnaires fut maintes fois posée à la Douma, et les partis avancés, sous divers prétextes, refusèrent de rompre moralement avec eux. Certes cette tolérance ne pouvait pas être durable; elle était due aux sentiments que le gouvernement existant inspirait aux milieux avancés. Lui disparu, la souveraineté nationale rétablie, il fallait prévoir une rupture définitive. Il

ne subsisterait rien de commun entre les révolutionnaires et les partis avancés. Mais la victoire vint *trop rapidement*; elle ne laissa pas aux partis le temps d'occuper leurs positions respectives, de se rendre compte des divergences qui les séparaient. Un seul individu peut brusquement voir clair et changer de tactique; des groupes doivent être préparés par une lente évolution. Le temps fit défaut; on ne pouvait pas changer en une nuit; on conservait l'ancienne manière de voir. Les représentants du régime renversé paraissaient encore dangereux; on se méfiait d'eux; on connaissait leurs sentiments vis-à-vis de la Constitution, de la Douma, des milieux avancés. Une alliance avec eux aurait paru une trahison. Quant aux milieux révolutionnaires ils n'inspiraient pas les mêmes craintes; on ne distinguait pas encore les bolchéviks parmi eux; on ne les avait pas vus au *pouvoir*. On comprenait bien que les révolutionnaires allaient trop loin, qu'ils étaient dangereux pour l'État; mais on espérait vaguement qu'ils s'assagiraient. N'avaient-ils pas d'ailleurs maintes fois affirmé dans leur presse que la Révolution en Russie serait une révolution bourgeoise, qu'ils accepteraient un régime démocratique? N'était-ce pas déjà un commencement de sagesse? Cet optimisme peut maintenant paraître étonnant. Mais le succès foudroyant des premiers jours de la Révolution prédisposait à un optimisme illimité. Dans cet état d'esprit il eût été impossible de rompre avec les alliés de la veille et de faire appel contre eux aux ennemis. Il a fallu beaucoup de temps et beaucoup de changements pour que plus tard pareil regroupement s'effectuât; il a fallu que les hommes du passé renonçassent aux rêves d'une restauration et que les bolchéviks montrassent ce que serait leur pouvoir. Mais quand tout cela arriva il était déjà trop tard pour arrêter la décomposition du pays. Le destin devait s'accomplir jusqu'au bout. Là est la raison profonde de la capitulation du 2 mars. Il faut s'en prendre non pas aux hommes, mais à l'irrésistible enchaînement des faits. L'ancien régime pendant sa longue domination avait réussi à créer un état d'esprit si malsain, que la Révolution ne paraissait pas pour les gens modérés un danger aussi grave que le retour des maîtres renversés. Fatale mentalité d'un peuple qui n'avait pas encore vu de révolution triomphante et ne

prévoyait pas ce qu'elle devait être. En politique il n'y a pas de vengeance, mais il y a des conséquences — a dit un jour Stolypine à la tribune de la Douma. L'attitude des modérés avait été la première conséquence de notre passé; l'immensité du désastre — la seconde.

Si on ne se laisse pas tromper par les apparences, il faut reconnaître que ce n'était pas réellement la Douma qui avait remporté la victoire; au début elle n'avait pas su se mettre à la tête du mouvement et ensuite elle avait abandonné la cause qu'il était de son devoir de défendre. Elle laissa les autres agir. Cette attitude lui assura sans doute un triomphe éphémère. Mais ce triomphe n'était pas le sien, quoique au début on le lui eût attribué. Le vainqueur de Février n'avait été ni la Douma, ni les milieux modérés qu'elle représentait, ni même les milieux avancés qui avaient recueilli le pouvoir; les vrais vainqueurs appartenaient à un autre parti, à un parti qui devait bientôt recevoir une dénomination officielle. Deux mois plus tard, quand le premier Cabinet s'effondra, la déclaration gouvernementale du 5 mai annonçant le formation d'un nouveau Cabinet, de coalition cette fois, proclamait que le Gouvernement provisoire était renforcé par la participation des représentants de la « démocratie révolutionnaire [1]. » C'était la démocratie révolutionnaire et non la Douma qui avait remporté la victoire.

B. MAKLAKOFF

(A suivre.)

1. Déclaration du Gouvernement du 5 mai : « Le Gouvernement provisoire, remanié et renforcé par la présence de représentants de la « démocratie révolutionnaire », déclare qu'il va consacrer ses efforts à la réalisation des idées de liberté, d'égalité et de fraternité, qui ont créé la Grande Révolution russe, etc. »

PHÆDRE[1]

TROISIÈME ACTE

Apparaît une sauvage anfractuosité sur la plage de Limna, comprise entre la grande digue de l'Hippodrome et le pied de la falaise de Trœzène, au sommet de laquelle Phædre, en œuvre d'amour, construisit le temple consacré à Aphrodite Katascopia, pour regarder de là-haut l'éphèbe s'exercer aux luttes gymniques et hippiques sur le double terrain qu'un talus protège le long du littoral. De l'autre côté de la digue est le bois d'Artémis Saronique, tout entier lentisques, oléastres, térébinthes, ronces, taillis bas, sombres maquis sous le ciel glauque du crépuscule où se dessine l'arc de la nouvelle lune. Au sommet de la digue est l'autel où fut sacrifié à Poseidôn le taureau blanc par le Théséide, à la suite du divin avertissement; et les chairs de la victime ne sont pas encore consumées sur le bûcher; loin de languir, mais haut et sonore, le feu illumine la falaise opposée, la sombre verdure, les écueils hérissés entre la voie des chars et la mer violette.

A proximité de la falaise se trouve l'autel indiqué par le dompteur d'Ârion à l'aède, l'autel « sans nom, très ancien, noirci par le feu des innombrables holocaustes, au milieu des cendres pétrifiées... ». Et, à côté, il y a Eurytos, fils d'Hylakos. Et, à quelques pas de là, se tient Thésée, assis sur un rocher, enveloppé et le visage caché dans son large pharos, avec dans le poing le long sceptre, immobile.

Et le cadavre du fils de l'Amazone est étendu à terre, recouvert par la peau du lion. Et la vénérable Æthra, accroupie, soutient sa tête sur ses genoux. Et les esclaves de la Pitthéide, effarées, sont groupées à l'écart, et regardent. Et, dans le fond, il y a deux chars avec des chevaux attelés, et les auriges se tiennent debout devant le timon, silencieux. Et les cavaliers et les valets de chiens sont là, en foule, silencieux; et ils regardent, et ils pleurent mais ne sanglotent point.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août et des 1er et 15 septembre.

Et surviennent les éphèbes trœzèniens, les compagnons du très-beau, quelques-uns tenant à la main par la bride leurs chevaux. Et ils retiennent le flux de leur douleur devant la lente lamentation de l'aïeule sans larmes. Et quelques-uns s'appuient aux tresses des crinières, d'autres sur leurs doubles lances. Et un d'entre eux, nommé Proklès, est un peu plus en avant, plus près de son ami inanimé; et, penché sur la double lance, il pleure mais ne sanglote point. Et de temps en temps les coursiers tendent le cou vers le cadavre; et l'on entend le frémissement des naseaux, le cliquetis des gourmettes, le choc des sabots.

Et les étincelles du feu de l'autel s'envolent dans le vent; et la rumeur marine remplit la conque rupestre, en passant à travers l'horreur du bois inviolable.

ÆTHRA.

Hippolyte, oh! Hippolyte plus cher
pour moi que si je t'avais engendré
2670 avec de grands cris dans mon déchirement,
j'envie qui te pleure,
car pleurer, je ne sais, sur ta mort,
et gémir, je ne sais, sur ma vie,
et je vois en moi, si désirables,
les jours qui remplissaient de larmes
ces mains ridées par des travaux
plus pénibles que l'effort du socle
dans un sol de pierres stériles!
O Jeunesse, pleurez. Il est mort, Hippolyte.

2680 Te voilà éteint, te voilà éteint, ô Hippolyte,
dans ta première fleur, la tête posée
sur les genoux de celle
qu'un tel poids écrase, qui est
toute chargée d'ans et plus encore de peines
et de mort sans toutefois mourir,
pas encore parvenue au comble de la douleur,
pas encore parvenue au terme des maux,
car l'Hadès a ses confins d'ombre
mais point ne sont confins de deuil
2690 pour la vie brève.
Pleurez, Éphèbes. Il est mort votre prince.

O présage dans le cri des Suppliantes
pour les Héros sans sépulture et le Vengeur!

Elles pleuraient leurs fils
en fleur les femmes d'Argos.
« N'ayez de moi aucune envie », disais-je.
Avec les sept Héros, avec les sept Héros sanglants
tu bois aujourd'hui au fleuve noir, toi qui, moite
de sueur, buvais aux fontaines
2700 et, assis sur le cerf palpitant,
pour la déesse qui t'aimait,
tressais des couronnes.
Pleurez, Éphèbes. Il ne se couronne plus.

Présents lugubres d'Adraste, touchés
par l'Érinys thébaine! O prix inique
du rachat des fils!
Dernier deuil d'Æthra!
Quel autre malheur pourrait donc
désormais m'accabler, dont je souffre? Je suis de fer.
2710 Elle n'est donc que blessures,
la beauté aux vents consumée!
O doux Proklès, toi qui étais son bien-aimé,
tu es heureux de pouvoir pleurer,
incliné sur ses armes.
Pleurez, Éphèbes. Æthra ne pleure plus.

La voix se tait qui semble blanchir dans la solitude des neiges, comme la grande canitie. Et tous les Éphèbes pleurent en silence sur les crinières de leurs chevaux ou sur leurs mains jointes autour des doubles lances. Proklès soulève la belle tête chevelue, et il domine son affliction.

L'ÉPHÈBE.

O vénérable mère de l'Ægide,
ô deux fois plus triste,
sans Hippolyte et sans
larmes, Æthra, permets
2720 que nous lavions la tête sanglante
de notre prince dans le sel de sa Mer
et que nous tressions une litière de rameaux
de lauriers, recouverte de la peau
de son lion, et qu'il soit porté par nous
à l'Acropole, par quatre élus du sort,

suivi et entouré des autres, avec les torches.
Mais, s'il fut témoin de sa fin,
l'homme d'Argos, celui qui sur la nef
apporta le présent lugubre d'Adraste,
2730 qu'il parle et raconte. Permets,
Æthra, permets Thésée
magnanime que nous sachions la dernière
gloire de notre prince, puisque les destins
voulurent que nous fussions loin,
fatigués par la longue poursuite et ignorants
de son dessein, car il était infatigable
toujours et intrépide et hardi,
pareil à un dieu.

Æthra fait un faible geste, qui se soulève et retombe. Thésée reste immobile et voilé sur son rocher. Eurytos, fils d'Hylakos, s'avance, toujours couronné de cyprès, dans sa longue tunique violette. Il a déposé la lyre dédaléenne sur l'autel sans nom.

L'AÈDE.

Je fus témoin de sa grande
audace.

Un soudain frisson parcourt la foule des Éphèbes; et les yeux lancent des éclairs à travers les larmes; et spontanément le pied s'avance. Et quelques-uns des coursiers, sentant la main inquiète, tentent de se cabrer. On entend de temps en temps déferler sur la grève une vague plus forte, et l'aboiement confus qui vient des chenils situés à l'autre extrémité de l'Hippodrome.

LES ÉPHÈBES.

— Le vis-tu
2740 de près, homme étranger?
— Étais-tu
dans l'Hippodrome?
— Le cheval avait-il
mangé l'épeautre?
— Se laissa-t-il
monter? ou défendait-il qu'on l'approchât?
— Ses écuyers le lui tenaient-ils?
— Le montait-il à nu?
ou le sangla-t-il de la peau du lion?

— Est-il vrai que sans cesse
hurlaient ses chiens?

L'AÈDE.

J'étais sur le talus de l'Hippodrome,
2750 là-bas, près de l'autel
du sacrifice, où la victime n'est pas encore
consumée.

LES ÉPHÈBES.

La sangle se brisa,
puisque la peau fut retrouvée.
— Hippolyte
le lança-t-il lui-même hors de la piste,
vers la plage? ou le cheval
près de la sortie lui a-t-il forcé la main?
— Laissez-le dire!
— Raconte.
— Raconte.
— Dans Argos,
il était l'aurige d'un Héros.
— Il mania
toujours les chevaux.
— Raconte, porteur
2760 de cithare.
— Compagnons, écoutez-le.
— Mais pourquoi est-il couronné de cyprès?

L'AÈDE.

Le cheval était tenu par des hommes
au pied de la digue, afin qu'il fût
présent dans le rit. Il était déjà sanglé
et portait le mors si rude. Hippolyte
descendit pour le regarder, et le palpa sur le cou;
puis dans les anneaux des tourets
il s'assura que les boucles des rênes
étaient bien solides, et il serra un peu
2770 la gourmette sous le menton.
Il ne disait mot. Il était taciturne
et dur, comme en courroux. Quand à l'autel
fut traîné le taureau blanc pour l'offrande,

le cheval s'effraya. Le taureau mugissait
et résistait, s'élançant et bondissant, hérissé
de pin, les cornes terribles; et son fanon
lui battait les genoux, démesuré.
Et pour le maintenir les hommes se piétaient
de toute leur force en terre, et ils avaient les veines
2780 des bras sciées par les cordes.
Et le cheval hennit vers ce mugissement;
et il trépigna, agitant comme une onde
sa vaste croupe noir-azur où
déjà reluisaient des taches de sueur :
ardu, avec sa crinière partagée en deux
qui descendait presque à terre, comme une aile
double sans vertu, inapte au vol.
Dans l'ombre d'un nuage en fuite,
s'ébrouant, tête basse, ils s'épièrent
2790 de la rotondité de leurs cruels
yeux saillants. Et point ne voulait mourir
le taureau. Quand Phorbas lui arracha
les poils du front et les jeta dans le feu,
avec l'orge salé, la bête furieuse
bondit, entraînant à chaque bond les hommes
qui l'avaient empoignée par les cornes;
en sorte que Phorbas avec sa hache, du premier
coup ne l'abattit point mais l'entailla seulement
près de la nuque; et il redoublait les coups
2800 dans l'horreur du présage; le sang fumant
jaillissait à l'entour et arrosait les hommes,
tous de pin hérissé couronnés
comme dans les jeux Isthmiques. Hippolyte aussi
fut aspergé. Phorbas cria: « L'Hippios
refuse l'offrande. La brûlerons-nous? »
« Brûle-la toute entière à Phobos, à la Peur! »
cria Hippolyte. « Brûle-la donc à Phobos! »
Et l'on entendait le sombre hurlement des chiens.
Et l'on entendait le cheval répondre d'en bas, avec
2810 un long hennissement, au râle du taureau.

A l'instant du cri héroïque d'Hippolyte, Thésée, sur son rocher, se lève brusquement, avec un grand frisson, se souvenant de son sacri-

fice à la divinité terrifiante, offert avant d'organiser la défense contre les Amazones vengeresses. Et les cavaliers se tournent vers le Héros, pâles, étranglés par l'angoisse. Et l'aède interrompt son récit et demeure palpitant. Et la veuve d'Ægée, elle aussi, se tourne vers son fils. Et, dans la pause, on entend rugir le haut bûcher ardent sur la crête du remblai, et l'on entend le fracas de la mer, et l'aboiement lointain.

ÆTHRA.

Mon fils, tu as bougé? Ta douleur se dénoue?
Dans le mortel silence qui est en moi,
j'ai entendu le soudain
frémissement de tes veines
à travers l'immobilité de ta douleur
et du rocher; car — s'en est-il aperçu
ton cœur? — tu étais assis sur le bloc
d'où tu retiras les sandales et l'épée
de ton père et ton terrible destin,
2820 imberbe alors comme ce doux
enfant que les Dieux firent pareil
à un dieu mais soumis
à la Mort, avec un cœur de Titan.
O mon fils, et sur le frisson
de tes veines, j'ai surpris
le souffle de l'Érinys inexplorable.
Ne soufflait-elle point sur toi? Je te vois mal
avec mes yeux consumés.

THÉSÉE.

Mère, écoutons
des lèvres de l'homme,
2830 jusqu'à la fin, le chant sans cithare,
pareil au chant de l'Érinys. Puis
je m'approcherai de toi,
pour que tu me voies. Parle,
ô annonciateur de ma victoire
qui date d'hier et semble si loin
dans le temps. Poursuis, homme, et raconte.

Il se rassied sur la pierre fatale, la tête découverte. Et les Éphèbes sont suspendus, haletants, aux lèvres de l'aède.

L'AÈDE.

A l'entour, vermeils de sang,

hérissés de couronnes de pin, les hommes
se turent. Et ils s'apprêtaient avec Phorbas
2840 à jeter les chairs sur la flamme,
bien que de chacun le cœur s'assombrît.
Hippolyte, insensible, était tourné
vers la Mer sur laquelle les fouets rapides
de l'Euros chassaient vers la grève
un innombrable galop de crinières
écumantes; et déjà descendait par la pente
opposée du ciel, vers le gouffre hespéride,
le char empourpré du Titan Soleil.
Je ne voyais rien en lui
2850 que l'on pût croire mortel.
Je dis pourtant : « Il est tard. Ne tente point l'épreuve
aujourd'hui, ô Théséide. » Il était plongé dans une ombre
de songe; et il ne bougea point. Harpalos dit :
« Il est tard. Je vais desseller le cheval. »
« Oui, Harpalos », répondit-il en se retournant
avec un rire soudain. Et personne de nous
ne l'avait jamais vu si divin.
Et il ôta sa tunique et ses cothurnes
et les jeta dans le feu où grésillaient,
2860 avec la graisse, les chairs. Nu, à la dernière
lumière, il fut beau comme le plus beau des dieux.
Alors il dévala le talus avec Harpalos
et, rejoignant le cheval, il dit : « Enlève la selle. »
L'homme ôta la sangle, ôta le cuir.
Et la bête puissante, elle aussi fut
nue, et se révéla plus divine, elle aussi.
Rassemblant les deux rênes dans son poing
et saisissant les crins, d'un bond
de lynx il fut sur elle. Bien assis,
2870 solide et léger; pliant le buste en arrière,
il rendit les rênes; et le cheval docile
partit au pas, suivit la piste
sur le côté droit, gagna enfin le portique.
A présent, étonnés, les hommes admiraient
la bête et le dieu, devenus une double force
et une seule beauté; car, à la robe du cheval,

le corps poli paraissait soudé comme
en ces Thessaliens à deux formes dont tu brisas,
2880 roi Thésée, avec ta massue de chêne
les coudes et les jarrets, les épaules et les cuisses.
Mais au delà du portique, du haut des chenils,
les molosses hurlèrent comme
de dessous terre. Le cheval s'épouvanta.
D'un coup rapide du talon,
il le ramena au galop sur la piste.
Il serra de près la borne; parvenu au passage
du portique, d'un élan oblique, comme
dans un vol, il entraîna hors de l'Hippodrome
2890 le cavalier. Et la lutte commença.

Thésée vacille et se penche, qui contient mal son anxiété; arqué sur le sceptre, il regarde fixement l'aède. Et les Éphèbes, palpitants, s'avançent encore d'un pas, se penchent, avec leurs larmes séchées dans leurs yeux ardents comme les yeux des coursiers blancs et bais, avec leurs visages pâles près des têtes de leurs chevaux dont le long toupet est tressé de bandelettes bleues et pourpres. Et l'arc de la lune descend sur le bois sacré; et la zone marine se fait de plus en plus rouge; et des nuages d'étincelles s'envolent du haut bûcher et passent au-dessus du conciliabule funéraire.

LES ÉPHÈBES.

— Poursuis, aède.
— Poursuis!
— Raconte.
— Ne t'arrête pas.
— Et la lutte commença.

L'AÈDE.

C'était sur la grève, près du flot. Soudain,
il sembla qu'un taon piquait l'étalon
et lui enfonçait dans le cœur d'invisibles dards
et l'incendiait d'un feu torturant
à travers tous ses membres, errant comme
celui qui dévora sur la montagne les moelles
d'Héraklès; car l'impitoyable se jeta
2900 contre le flot comme pour s'éteindre,
et de son poitrail fendit la première lame,
et franchit la suivante d'un saut et devant

la troisième qui était énorme se cabra
sur les hanches et resta dressé en l'air,
fumant au sommet de la Mer;
et il ruissela de sueur bleue
et d'écume, comme sa rivale refluée.
Soudain il parut changé par l'Asphalios
en hippocampe aux sabots palmés,
2910 et le cavalier sembla un fils d'Océanide
qui l'enfourchait, blanc de salure,
portant crinière aussi et enflé de muscles
mouvants et la poitrine emplie d'un perpétuel
halètement marin. Et, dans la poussière
salée qui frissonnait d'or occidental,
la bête et le dieu, devenus une double force
et une beauté seule et une crinière
seule et, contre l'Ignoré, une seule fureur,
dressés et suspendus, dominaient l'ombre
2920 longue que leur confusion projetait
sur la Mer. Et nous entendîmes des cris d'aigle
stridents descendre du rocher d'Aphrodite.
Mais le cavalier l'emporta, ou du moins le parut;
car l'hippocampe retomba et, comme
s'il obéissait au frein, galopa
vers le bois d'Artémis Saronia
qui surplombe, du haut du talus, le bûcher
du taureau qui brûle aussi pour notre deuil.
« Déesse! Déesse! » cria l'Éphèbe. Avec un horrible
2930 hennissement, Arion, là, battant
contre la muraille, fracassa le genou d'Hippolyte
(nous entendîmes encore des cris d'aigle descendre
de la cime : c'était Phædre) et, s'écroulant,
le corps nu vint heurter (n'écoute plus,
détourne toi, ne m'écoute plus, roi Thésée!)
là, contre le roc où tu es assis, Thésée.

L'Ægide est aussitôt debout comme touché par l'Érinys, et en tremblant il s'écarte, et regarde si la pierre du glaive et des sandales n'est plus rougie du sang de son fils. Et Æthra, serrant entre ses doigts couleur de cire la tête exsangue sur ses genoux, se tourne vers Thésée avec tant de force que les mèches des blancs cheveux se mêlent sur les

cordes tendues de son col creux et sur la face labourée par les rides, pareille à celle de la Moire fileuse.

Et il poussa de ses naseaux le moribond,
dans l'ombre, le flaira; de bave trempé
il le mordit au ventre, lui déchira
2940 les aines.

Un frisson d'horreur et de pitié interrompt le narrateur, parcourt les compagnons d'Hippolyte, qui cachent leur visage dans leurs mains ou contre le col des coursiers; et ils pleurent et ils éclatent en sanglots. Et les esclaves, et les conducteurs de chars, et les hommes des écuries et des chenils exhalent l'angoisse dont ils sont remplis.

Puis, à travers ces écueils, tout fumant,
il s'éloigna comme un tourbillon sur la Mer.

Thésée a senti, fixé sur lui, l'inflexible regard d'Æthra. Il fait un pas vers elle et lui dit les deux premiers mots d'une voix si soumise et si tremblante qu'elle ne semble plus être celle du rude justicier.

THÉSÉE.

Oui, mère.

Redressant le corps, affermissant la voix, appuyé sur son long sceptre, le Roi parle.

Mère, je t'obéis. Tu es
comme la Terre aveugle qui est voyante,
qui voit tout dans son noir giron,
et qui est juste car elle n'écoute qu'elle seule.
Tu as vu. O Æthra maternelle,
ô compagnons d'Hippolyte,
ô fleur de Trœzène, et toi, aède,
mon hôte qui chantas
2950 le chant sans cythare de l'Érinys,
et vous, hommes esclaves qui savez
pleurer, écoutez. Hippolyte
par moi fut tué, non avec mes mains
qui sont pures, mais avec le vœu :
avec le vœu adressé au Roi cruel de la Mer
pour punir un crime inexpiable.
« Qu'avant le soir il soit descendu chez les Ombres! »
implorai-je dans mon vœu. Et l'Asphalios l'exauça
qui avait promis à Thésée

2960 de l'exaucer. O Mère,
ô compagnons d'Hippolyte, et toi, Proklès,
son bien-aimé entre tous,
sous la pierre où je trouvai le glaive
et les sandales d'Ægée,
je replacerai pour toujours mon glaive
qui a tant frappé, mes sandales
qui ont soulevé tant de poussière,
marqué de leur empreinte tant de routes,
passé par tous les passages de la gloire,
2970 les passages où la mort est une gardienne
plus vigilante que dans l'Érèbe.
Et je resterai solitaire,
plus triste que l'esclave aveugle autour
de la meule. Et moi aussi peut-être
je m'ensevelirai sous la pierre;
parce que j'ai tué celle que personne
des hommes mortels et des Dieux
éternels ne tua jamais :
l'espérance.

Frappés de stupeur et de terreur sacrée, les assistants sont comme suspendus dans l'attente d'un destin imminent qui va se manifester. Et il semble qu'ils ne peuvent plus détacher leur regard du visage d'Æthra pareil à celui de la Moire, où ne se révèle point la souffrance mais une connaissance plus amère que la souffrance.

ÆTHRA.

O toi, Proklès,
2980 approche-toi et soutiens dans tes
mains fidèles la tête
d'Hippolyte innocent. Et vous, esclaves,
soulevez-moi,
que je m'approche de mon fils empoisonné,
qui a bu l'aconit
dont il fut jadis préservé
quand Ægée reconnut
sa garde d'ivoire
dans l'ombre de la coupe
2990 tendue par l'adultère
colchidienne.

Au fond s'agite la foule des serviteurs et des familiers, et les chevaux sous le joug deviennent inquiets; et le groupe des Éphèbes se tourne vers la route marine sur laquelle on entend une rumeur de roues qui se rapprochent en même temps qu'un galop sonore.

LES AURIGES.

— Le char de Phædre!
— Voici le char
de Phædre!
— La Crétoise!
— La Crétoise.

Les esclaves soulèvent Æthra, tandis que Proklès, avec une déchirante douceur, pose à terre l'une et l'autre lance aux côtés du cadavre, et puis s'accroupit à la place de l'aïeule et prend dans ses paumes la tête très aimée. Quand apparaissent sur la route marine les chevaux, blancs de sueur fumante, il se fait un profond silence; on n'entend plus que le halètement des coursiers, et le cliquetis des mors mastiqués, et le bûcher qui rugit et le troisième flot qui se brise. L'arc de la lune est à présent derrière le bois sacré et, dans sa lente descente, on l'entrevoit à travers le taillis touffu des lentisques et des térébinthes.

Phædre descend de son char. Elle s'avance comme les Ombres s'avancent sur la prairie d'asphodèles. Elle est grande et libre. Elle porte un étroit péplos de byssus et un long voile, et elle n'a aucun ornement à part l'exacte couronne du myrte transpercé, autour du casque de cheveux que ne décorent plus les cinq jaspes. Elle serre dans sa main droite la hache de l'Amazone. Æthra, soulevée par les esclaves, est à présent debout, telle une pierre, encore que pleine de souffle.

ÆTHRA.

Fille de Pasiphaè,
Phædre vertigineuse, viens-tu
pour rassasier ton cœur malfaisant
dans le sang pur? Qui veux-tu frapper,
toi qui descends armée de ton char? Thésée,
regarde la blanche Sacrificatrice!

Phædre ne répond pas, ne se retourne pas. Elle s'avance jusqu'au cadavre, de son pas d'Ombre; et sa voix est celle d'un esprit, semblable par instants à une flamme qui pâlit et qui tremble.

PHÆDRE.

Proklès, pourquoi touches-tu le dieu inanimé?
3000 Comment, dans tes mains,
peux-tu tenir la tête d'Hippolyte?

Es-tu si hardi, toi qui l'aimais? Tu oses
le toucher, le regarder, et donner encore un nom
à celui qui déjà se transfigure? Proklès,
écarte-toi. Qu'il soit seul.
Qu'il soit voilé. Sous sa tête qu'il ait
la hache de l'Amazone, l'arme
maternelle, et qu'il soit seul.

Comme en faisant le mouvement de s'écarter, l'éphèbe soulève la tête d'Hippolyte, elle se plie et place sous lui la hache en forme de lune. Puis elle le voile avec son voile. Et le cadavre gisant est recouvert par le byssus léger et par le lourd cuir de lion.

Enlève les deux lances,
Proklès. Cette nuit, tu couperas
3010 ta chevelure. Éphèbes de Trœzène, vous
qui, à l'aurore, le suiviez dans sa chasse,
derrière la bête noir-azur et avez entendu
le cri de son âme victorieuse
dans la sueur de ses forces
haletant vers les Astres,
cette nuit, vous couperez
vos chevelures. Et, si des sœurs douces
sont dans vos maisons,
invitez-les à tondre leurs chevelures
3020 pour les offrir à Hippolyte,
sur cet autel désert qu'il vit
dans son rêve. Et que les vierges lui chantent
un chant, durant cette nuit du Solstice
qui est la plus belle et la plus brève,
et que chaque année les vierges et les éphèbes
viennent à l'autel et chantent le chant
virginal; parce que, ô Thésée,
Hippolyte est plus pur que l'offrande
sacrée et que l'eau lustrale, plus limpide
3030 que la prunelle de l'air, et ton vœu
a châtié l'innocent.

THÉSÉE.

Dieux! Dieux!

L'horreur et la fureur le suffoquent. Il semble qu'à travers son thorax puissant on aperçoit son âme tourner comme une roue lancée.

Tu as menti!
Par seule haine, pour lui faire une cruauté,
tu l'accusas! Et tu as fait serment
sur le mensonge! Et cela ils l'ont su,
ils l'ont vu, les Dieux, sans s'émouvoir.
O monstrueuse femelle
qui du giron souillé par la bête
fus expulsée pour m'infester, que ne t'ai-je
3040 broyée contre le bronze des murs aveugles
du Labyrinthe d'où j'arrachai
ton frère! Quelle vengeance à présent
vais-je tirer de toi? Elle n'est point réservée
au fer, cette vengeance, non; mais à
quelque chose qui puisse le vaincre en supplice
et te puisse égaler en cruauté.

PHÆDRE.

Destructeur d'Antiope
et d'Ariane, tu ne peux me frapper
ni toucher seulement le bord de mon péplos.
3050 S'ils ont su et s'ils ont vu, tes dieux,
ce n'est plus moi mais eux qui sont
la cause, tes dieux. Si tu me parles,
parle-moi comme à une lointaine
visiteuse de la Porte Noire.
Si déjà je n'étais exsangue et si tu pouvais
m'éteindre, la pointe de ton glaive
ne soulèverait pas mes paupières
fermées sur mon mystère.
Mais j'ai les pieds sur le seuil
3060 de l'Ombre; et déjà l'azur de la nuit,
vois-tu? est dans mes bras désarmés.
Et l'horrible taureau qui t'offense
par la fille de Pasiphaè, ô Ægide, le blanc
adultère des pacages crétois,
brûle dans le feu pur
et n'est pas encore consumé,

là, sur la digue, vois-tu?
et fait la lumière où fut la ténèbre.
Et toi, qui tant de fois as tué,
3070 tu ne connais pas l'abîme, qui peut s'ouvrir
dans une divine plaie. Et toi
qui as toujours vécu dans la rumeur continue
des violences et des travaux
comme le lion à jeun, tu ne sais pas
la saveur qu'ont les cendres des songes,
mastiquées avec une bouche
aride, en suffoquant, durant des jours
et des nuits sans oubli.
Et peu m'importe que tu connaisses et que tu saches.
3080 Tu ne peux rien sur moi, toi qui peux tout.
La grande massue ravie à Périphétès
ne dompte point mon mal merveilleux.

ÆTHRA.

Impure, impure, ne souille point
avec ton mal la mort,
toi que ne peuvent accueillir ni la terre, ni l'onde
sacrée, ni la flamme.

PHÆDRE.

O Æthra, de la race
de Tantale sur qui les crimes tourbillonnent
comme les feuilles fauves des automnes
venteux, je retiendrai mes cris contre
3090 toi qui traites la douleur
avec tes mains recourbées
comme le soc usé,
je retiendrai ma rancœur contre toi,
pour le cœur de Niobè
qui naquit de Tantale.
Salut, ô Æthra bienfaisante! O Thésée,
à toi salut! L'un et l'autre irréprochables.
Je me retire.

L'Ægide est abattu sur la pierre de son destin; mais Æthra, cruelle, adossée à la falaise du temple, persiste dans l'outrage. L'aède ne bat

point des paupières, près de l'autel sans nom, immobile devant l'apparition sublime.

ÆTHRA.

La Honte t'accompagne
qui naquit de ta mère elle-même,
3100 avec son visage qui est le tien,
pareil au tison vert quand il siffle
dans l'âtre.

PHÆDRE.

Aède,
qui as déposé la cythare sur l'autel
sans nom, ô messager de l'Inconnu,
sois mon témoin. Toi seul en es digne.
Sois mon témoin, toi qui sais
comment la douleur sèche ses larmes
et devient la joie,
comment la mort se couvre de sang
3110 et devient la vie.
Mais ne chante pas le chant que je te demandai,
ne rompts point le silence sur moi.
Mon nom est ineffable
comme le nom de qui abolit d'anciennes
lois pour imposer sa loi secrète.

ÆTHRA.

Il n'est qu'une loi, celle du fils de Kronos.
Et ton nom est celui
de la fange modelée
à qui, sur l'ordre du Kronide,
3120 Hermès donna l'impudence de la chienne
hurlante, la perfidie, l'impiété,
l'avidité du sang,
le génie des fraudes monstrueuses,
fille de Pasiphaè.

PHÆDRE.

Je ne te parle pas,
vertu pétrifiée de la vieillesse,
Æthra, qui es plus sourde que le rocher
auquel tu t'adosses. Aède,

souviens-toi d'Évadnè! Le triste amour,
devenu démence au visage douteux,
3130 qui tentait d'arracher d'entre les dents
du crime le lambeau du plaisir,
aujourd'hui sur le bûcher invisible est plus grand
que l'amour d'Évadnè.
Et celle qui n'est pas humaine ni divine,
aux Éternels apparentée, aujourd'hui sent en elle
une divinité qui rayonne sur l'Hadès.
Le soleil a tissé de nouveau ses cheveux,
l'Océanide l'a convertie en onde
qui ne parle qu'à l'infini.
3140 « Ah! si je pouvais te donner,
Phædre, une parure éternelle! »
disais-tu quand je te donnai la cythare.
Une œuvre terrible
me vaut une parure immortelle
dans l'immortalité de l'inséparable
mort. O chanteur de la Porte Electre,
je suis libérée de l'esclavage. Seule,
je porterai, sur mes bras d'ombre,
Hippolyte voilé à l'Invisible.

ÆTHRA.

3150 O délirante, ô toi que possède
Astartè, Hippolyte n'est pas
le chasseur phrygien à la joue
fardée. Si tu veux délirer autour
d'une civière, navigue avec le Phénicien,
aborde à Chypre, mêle-toi
aux femmes hurlant dans le carrefour
ou renversées sur des lits de feuillage
pour l'Adônæenne.

PHÆDRE.

Je ne sers point
l'Adônæenne. La déesse ennemie au front
3160 bas sculpté sous l'or pesant,
je la dédaigne, et ses molles mains paresseuses.
Et du pied de la roche,

si elle est présente dans le temple que je lui élevai
et que je lui dénie, maintenant je l'appelle
et lance contre elle mon cri.

Dans l'imprécation elle redresse la tête; et un frisson d'horreur court autour de la sacrilège.

LES ÉPHÈBES.

Phædre! Phædre!

PHÆDRE.

O déesse,
tu n'as plus de pouvoir.
Éteints sont tes feux. C'est un feu blanc
que je porte à l'Hadès. Hippolyte,
je l'ai voilé parce que je l'aime. Il est à moi,
3170 où tu ne règnes point. J'ai vaincu.

LES ÉPHÈBES.

Phædre!

PHÆDRE.

Mais il en est une, Éphèbes de Trœzène,
archers sarroniens, tueurs de cerfs,
couronnés de dictame,
mais il en est une, armée d'un arc
et de dards infaillibles, qu'Hippolyte,
là, sur le confin sacré, invoqua
de sa voix suprême et qu'elle ne secourut
point, il en est une qui l'aima et le laissa
périr, celle-là je l'exècre. Tu m'entends, Artémis!

Elle se tourne vers le bois sacré : à travers ses épaisses ténèbres, l'arc de la lune brille dans le soir. Et elle appelle. Un plus haut cri d'horreur monte des poitrines.

LES ÉPHÈBES.

3180 — Phædre!
— Phædre!
— Impie!
— Tu offenses
la déesse trœzénienne!
— Tu offenses
la déesse du premier temple!
— Æthra!
— Roi Thésée!

— O Crétoise, tu commets ton impiété
à l'orée du bois
qu'à l'origine première planta
sur les bords de la Mer limoneuse,
le Héros fils d'Altipe,
auteur de notre race.
— Æthra, toi qui
es la gardienne des choses saintes,
3190 ordonne le sacrifice expiatoire!
— La déesse se vengera.
— Elle est inexorable.
— Elle a entendu! Elle a entendu!
— Le bois est plein d'horreur.
— La déesse est présente.
— Phædre, que regardes-tu?
— Phædre!
— Phædre!
— Elle t'apparaît?
— Elle est toute blanche, toute blanche, comme
quand apparaît la déesse
nocturne à une mortelle.
— Phædre, tu la vois?
— Silence!
— Silence!

Il se fait un très profond silence. Le bûcher sur la digue ne rugit plus, ne rougeoie plus; on n'entend plus les aboiements lointains; on entend seulement l'immense plainte marine, sous le ciel qui palpite de constellations. Tous se taisent, devant la sublime blancheur de la Titanide qui voit l'arc d'Artémis apparu. Elle parle d'une voix qui n'est plus humaine, tandis que monte et resplendit dans ses veines la pureté de la mort.

PHÆDRE.

Ah! tu m'as entendue, déesse! Je te vois blanche.
3200 Blanche je te sens en moi toute, je te sens
glacée en moi toute, non par terreur;
non par terreur, puisque je te regarde. Je regarde
tes pupilles, cruelles
comme tes flèches. Et je tremble, oui,
mais d'un froid qui m'est infusé par une autre

ombre, qui est plus profonde que ton
ombre. Hippolyte est avec moi.
Je l'ai couvert de mon voile, parce que je l'aime.
Voilé, à l'Invisible
3210 je le porterai sur mes bras bleus,
parce que je l'aime. O Très Pure, de toi
il se crut aimé, et il t'appela.
Mais l'amour d'une déesse peut être lâche.
Vise-moi. Je te vois placer ta flèche
sur ton arc tendu et brillant.
Mon cœur est vide de sang humain,
et ne bat plus. Et tu ne peux atteindre
avec ton dard mon autre vie. J'ai encore vaincu!
Hippolyte, je suis avec toi.

Elle tombe sur les genoux, près du cadavre, laissant échapper un cri léger comme un soupir sur le déchirement de son cœur. Mais avant de s'abandonner, expirante, sur le jeune homme voilé, elle redresse son visage nocturne où le sourire tremble avec sa dernière parole.

Elle vous sourit,
3220 étoiles, sur le seuil de la Nuit,
Phædre inoubliable.

GABRIELE D'ANNUNZIO

(Traduction ANDRÉ DODERET.)

LA LUTTE CONTRE LE CANCER

La question du cancer occupe et préoccupe de plus en plus l'opinion publique. A vrai dire elle la préoccupe trop. Car, à ne l'étudier que superficiellement, on risque de s'en faire une idée fausse, d'exagérer encore les craintes trop légitimes que fait naître cette terrible affection, d'affoler ceux qui s'imaginent en être particulièrement menacés et en même temps de donner à trop d'ignorants l'illusion d'une compétence qui peut parfois les pousser aux pires décisions.

Il n'est donc pas inutile de mettre les choses au point, si tant est qu'on puisse le faire dans un article de quelques pages. Mais, sans entrer dans aucune discussion d'ordre purement scientifique sur l'histoire du cancer, sur sa nature et sur les théories encore incertaines que celle-ci a provoquées, on peut étudier la meilleure façon de l'attaquer et de le vaincre et donner une idée de ce qui a été fait dans ce sens, comme de ce qui reste à faire.

La lutte contre le cancer est à l'ordre du jour. Cette angoissante question a fini par soulever l'émotion de tous. Il n'est aucun de nous qui ne connaisse autour de lui, parmi ses amis ou parmi ses proches, quelque victime du fléau. Nous avons tous le sentiment qu'en prenant part à cette croisade, nous combattons pour nous, pour nos enfants, pour notre pays dépeuplé, pour l'avenir de notre race — et aussi pour l'humanité tout entière, car il n'est aucun pays, si reculé qu'il soit, aucun peuple perdu sur la surface de la terre, qui ne soit exposé aux attaques du monstre!

Le cancer fait mourir la vingtième partie de l'humanité. Rien qu'en France, 40 000 personnes y succombent annuellement. Après la tuberculose, c'est lui qui fait dans la forêt humaine les coupes les plus sombres. Mais c'est en général sans trop de souffrance et d'angoisses que la tuberculose conduit à la mort ses victimes. Le cancer les y traîne au milieu des pires douleurs! Et c'est pourquoi sa part est plus cruelle. Il faut mourir un jour, et dans un siècle, des millions et des millions d'hommes qui s'agitent aujourd'hui sur la terre, pas un ne restera debout. La mort n'est rien sans la souffrance! C'est la maladie qui est tout! Voilà pourquoi la lutte contre le sinistre cancer excite plus d'ardeur encore que la lutte contre la phtisie. Ne pouvant délivrer l'humanité de la mort, nous voulons la délivrer de la souffrance. Et puis nous savons aujourd'hui qu'en luttant contre le cancer nous ne sauvons pas seulement ses victimes de la douleur, nous les sauvons aussi, sinon de la mort, au moins de la mort prochaine. Plus souvent peut-être, plus souvent certainement que dans la tuberculose, nous les guérissons pour toujours. Et c'est une raison de plus, c'est la raison la plus puissante pour unir nos efforts contre ce mal maudit. Car il apparaît maintenant avec évidence que nos victoires deviennent de plus en plus fréquentes dans la lutte contre le fléau, et nous avons aujourd'hui le droit d'espérer qu'un jour viendra, pas très lointain peut-être, où les ravages du cancer ne feront plus trembler personne et où, dans les pays bien organisés pour le combattre, il ne tuera peut-être plus qu'un centième de ceux qui meurent.

Il semble cependant que la crainte du cancer nous fasse commettre des exagérations! On lui attribue tous les défauts qui peuvent le rendre plus redoutable encore. Il est contagieux, disent certains, alors qu'on en est, parmi des millions de cas, à chercher une observation de contagion certaine ou même probable. Il est héréditaire, affirme-t-on d'autre part, alors que son hérédité est tout à fait douteuse. *Pratiquement il faut le considérer comme n'étant ni contagieux, ni héréditaire!* Le cancer devient de jour en jour plus fréquent, a-t-on coutume de dire encore! Défendons-nous donc, défendons-nous avec acharnement, arrêtons les progrès de mal! Est-ce bien sûr? Personnellement je n'en suis pas du tout persuadé. J'ai

la conviction que si l'on voit beaucoup plus de cancers qu'autrefois, ce qui est certain, ce n'est pas parce qu'il y en a davantage, c'est parce qu'on les reconnaît, c'est parce qu'on les dépiste, qu'on les soigne et qu'on les opère. Nous avons aujourd'hui des statistiques bien faites et à peu près exactes. Je dis à peu près, parce qu'il y a bien souvent des doutes sur les causes réelles de la mort. Mais autrefois ces statistiques n'existaient pas. Les hôpitaux se sont multipliés, en même temps que s'est accrue la confiance des malades qui s'y font soigner. Les médecins connaissent mieux les signes de la maladie et partout, au fond des campagnes comme dans les villes, dépistent des cancers qui, autrefois, passaient inaperçus. On ne reconnaissait guère, il y a cinquante ans, que les cancers externes, faciles à constater par les examens les plus simples. Tous les cancers internes, ou presque tous, étaient au contraire méconnus. Bien souvent on ne voyait même pas les malades, et quand on les voyait, pour peu que le cas fût obscur, on restait dans l'incertitude. Aujourd'hui, dans ces mêmes cas obscurs, sans parler des moyens d'exploration perfectionnés que nous possédons, on intervient et cette intervention, qui permet souvent de guérir le cancer, permet en tout cas, de le reconnaître.

Il n'y a, en vérité, aucune raison pour qu'une maladie comme le cancer augmente de fréquence en quelques années autant qu'elle a semblé le faire, si l'on s'en tient aux statistiques, et toutes les raisons que l'on a données, comme l'influence de l'alimentation carnée, par exemple, sont de pures hypothèses. Ce qui n'est pas une hypothèse, je le répète, ce qui est même une certitude, c'est que grâce aux progrès de l'éducation des malades et de celle des médecins, grâce au grand nombre d'interventions chirurgicales qu'on pratique actuellement, il n'y a presque plus de cancers passant inaperçus. Mais il n'y en a pas davantage. Voilà la vérité. Elle est rassurante.

Il y a cependant une vérité plus rassurante encore, et c'est celle-ci : *Le cancer est curable. Il l'est même presque toujours lorsqu'il est opéré à temps!*

Cette vérité, il faudrait l'inscrire partout, l'inscrire en grandes lettres, ainsi d'ailleurs qu'on commence à le faire. Il ne vaudrait pas la peine d'entamer la lutte et de livrer la

bataille contre le cancer, si nous ne pouvions le guérir. Il n'y aurait qu'à s'abandonner à la fatalité, et à laisser mourir les cancéreux en les soulageant de son mieux, comme on le fait encore trop souvent! Et la lutte contre le cancer ne serait pas alors une lutte. Elle ne serait que l'organisation de la défaite, l'institution d'asiles, la création d'hospices comme il en existe déjà, où viendraient cacher leurs misères, en attendant la mort, les malheureux frappés par le fléau. La véritable lutte est celle qui se livre pour le salut et pour la vie. Elle ne peut être fondée que sur l'espoir, que sur la foi dans la guérison possible d'un mal que la foule ignorante juge incurable! Et c'est là la première chose à combattre, avant le cancer même, cette erreur générale, ce préjugé tenace, si tenace et si répandu qu'il fausse même l'esprit d'un grand nombre de médecins. A quoi bon lutter, pensent-ils, contre un mal qu'on ne peut guérir? Alors on abandonne le malade à lui-même, le mal progresse sans arrêt, et on laisse passer pour toujours l'heure possible du salut!

Le cancer est curable! — et il est inimaginable qu'une vérité aussi évidente trouve encore des incrédules parmi les médecins, et même, il faut le dire, parmi les chirurgiens. Il y a de par le monde des milliers et des milliers de cancéreux guéris par des opérations, et guéris depuis des années. Et cet état d'esprit qui a fait dire longtemps à des chirurgiens, qui le fait dire encore à quelques-uns, d'ailleurs de plus en plus rares, que les cancéreux guéris ne sont guéris que parce qu'ils n'avaient pas de cancer, ne peut s'expliquer que par une survivance de l'esprit d'autrefois, de cet esprit contemporain des désastres chirurgicaux qui ont précédé la révolution pastorienne et l'ère merveilleuse de la chirurgie moderne.

Ce qui est vrai c'est que le cancer n'est curable qu'à condition qu'on fasse ce qu'il faut pour le guérir! Et ce qu'il faut — ce qu'il fallait du moins jusqu'ici, — avant l'apparition des traitements nouveaux par le radium et par les rayons X, sur lesquels j'aurai à revenir — ce qu'il faut, ce sont des opérations rationnelles, des opérations parfaitement exécutées, souvent d'ailleurs très difficiles à bien conduire. Or les chirurgiens d'autrefois exécutaient mal ces opérations! Non certes qu'ils n'eussent pas les qualités d'adresse et d'habileté des

chirurgiens d'aujourd'hui! Ils les possédaient souvent mieux que nous, ces qualités premières, les vieux maîtres de la terrible chirurgie d'avant l'anesthésie. Mais ils n'avaient ni l'outillage, ni l'éducation générale, ni la discipline actuelle, et les opérations qu'ils exécutaient, même dans les cas qui, aujourd'hui, nous paraissent relativement simples, étaient de mauvaises opérations, des opérations insuffisantes et qui, lorsque les malades y survivaient, ne suffisaient pas, la plupart du temps, à les mettre à l'abri d'un retour offensif du mal. La guérison était l'exception et la récidive la règle. D'où la désillusion, le découragement, le dégoût même qui s'étaient emparés des chirurgiens qui nous ont précédés et qui survivaient dans l'esprit de la plupart des maîtres que nous avons connus.

Il faut, en effet, bien se rendre compte des conditions que doit nécessairement remplir toute opération destinée à guérir un cancer. Une notion claire de ces conditions permet de comprendre immédiatement toutes les difficultés de la chirurgie du cancer. *Le cancer est à son début une affection locale* et qui peut être guérie par une opération locale. Il commence à se manifester en un point déterminé de l'organisme, où siègent certaines cellules, dites épithéliales, qui recouvrent les muqueuses des voies digestives, génito-urinaires, aériennes, etc., ainsi que la peau, et les canaux, les canalicules et les culs de sac originels des glandes qui s'ouvrent un peu partout sur cette peau et sur ces muqueuses. Le cancer naît donc, par un processus encore incertain — irritation mécanique ou parasitaire, suractivité anarchique des cellules épithéliales — sous la forme d'une tumeur extrêmement petite, qu'il est très rare d'observer à son début. Puis il grossit et acquiert le volume d'une tête d'épingle, d'un petit pois, d'une noisette. Parfois, il naît au contraire au niveau d'une muqueuse, sous la forme d'une ulcération, également très petite, mais qui ne tarde pas à s'étendre en surface, en s'infiltrant dans l'épaisseur des tuniques de la muqueuse. Mais, pendant cette période du début, qu'il se manifeste sous la forme d'une petite tumeur ou d'une ulcération, *le cancer est encore absolument localisé.* Bientôt, malheureusement, il n'en est plus ainsi. Il pousse de tous côtés de petits prolongements, constitués par des boyaux de cellules

aberrantes, cellules cancéreuses qui emportent avec elles leurs propriétés malignes, boyaux qui forment comme autant de racines, ou plutôt de rameaux, qui hérissent irrégulièrement sa surface, qui devient moins nette et de limites difficiles à préciser. La localisation est alors moins parfaite, mais le cancer ne s'étend pas encore bien loin, et une extirpation un peu large et s'étendant par exemple à 1 ou 2 centimètres des limites apparentes de mal, suffit en général à l'extirper complètement et à donner une guérison radicale.

Mais bientôt les choses deviennent plus graves. Les cellules malades qui constituent la tumeur gagnent les espaces conjonctifs qui entourent tous les organes et dans lesquels prennent leur origine tout un système de vaisseaux qu'on nomme les vaisseaux lymphatiques. Ceux-ci sont chargés de conduire dans les ganglions lymphatiques et de là dans la circulation générale un liquide séreux, la lymphe, produit par l'exsudation de toutes les cellules vivantes et qui baigne ces espaces conjonctifs. Les cellules cancéreuses sont entraînées par cette lymphe dans les vaisseaux lymphatiques et de là dans les ganglions où elles s'accumulent comme dans un relai assez difficile à traverser, qui arrête pendant un certain temps la dissémination des cellules, mais qui devient en même temps un nouveau foyer cancéreux. Ces ganglions sont situés à une certaine distance de l'organe d'où le mal est parti. Quelquefois assez près, de 2 à 10 centimètres par exemple, pour les ganglions du col utérin, de 10 à 20 centimètres pour ceux du sein — et jusqu'à 1 mètre environ pour les ganglions du pli de l'aine qui reçoivent les lymphatiques de l'extrémité du pied.

C'est ainsi que se constituent et que prolifèrent, loin du foyer primitif, de nouveaux foyers cancéreux. Un pas de plus et les cellules cancéreuses, traversant les ganglions lymphatiques où elles s'attardent toujours un certain temps, sont transportées au loin par de nouveaux vaisseaux lymphatiques qui, portant des ganglions, vont, en fin de compte, se réunir en un tronc commun, le canal thoracique, qui les verse dans la circulation générale par l'intermédiaire de la veine sous-clavière gauche, où il se jette lui-même au niveau de la base du cou. Les cellules cancéreuses peuvent d'ailleurs pénétrer directement dans les veines, au niveau du foyer malade lui-même,

et entrer ainsi du premier coup dans le torrent circulatoire qui les transporte un peu partout, mais principalement dans le foie, les poumons, la colonne vertébrale et le cerveau lui-même. Que ce soit par la voie lymphatique ou par la voie veineuse, le cancer s'est généralisé.

On comprend donc comment, s'il est relativement facile de guérir un cancer bien localisé, lorsqu'on l'opère tout à fait au début, un peu plus tard, lorsque les ganglions correspondants sont envahis, l'opération devient beaucoup plus compliquée, beaucoup plus difficile et souvent beaucoup plus grave. Tout espoir n'est cependant pas perdu et on peut avoir, après de bonnes extirpations ganglionnaires, des guérisons durables, mais qui commencent à se faire rares. Lorsque le cancer a dépassé les ganglions et s'est généralisé, la bataille est perdue et la chirurgie n'a plus rien à faire.

Ces opérations sont de celles qui demandent une grande expérience chirurgicale, et, il faut bien le dire, ne sont pas à la portée de tous les chirurgiens, qui sont des hommes comme les autres, avec leurs qualités et leurs défauts et diffèrent entre eux par leur habileté, leur expérience et l'ensemble de leur éducation chirurgicale. Tout chirurgien peut amputer un doigt, un bras ou une cuisse. Ceux qui sont capables de bien opérer un cancer, qu'il soit au sein, à l'estomac, à l'utérus ou à la langue, sont au contraire la petite minorité. Ils l'étaient surtout autrefois, et il y a quelques années seulement. Mais l'expérience vient en travaillant; les chirurgiens ont travaillé, et je suis convaincu qu'aujourd'hui, au moins en France, le nombre de chirurgiens capables de bien opérer les cancers est assez grand pour pouvoir suffire à la tâche.

Ces considérations peuvent sembler un peu longues. Elles ne le sont pas trop, en réalité, parce qu'elles permettent de comprendre l'importance capitale qu'il y a à attaquer le cancer à son début, avant le commencement de la phase d'extension ganglionnaire, et par conséquent à le diagnostiquer de bonne heure.

Je n'ai parlé jusqu'ici que de l'arme chirurgicale dans la lutte contre le cancer. Je n'ai parlé que d'elle, et je l'ai mise au premier plan parce que je suis certain de ce que j'avance,

pour avoir vu, de mes yeux vu, de très nombreuses guérisons dont beaucoup datent maintenant de vingt-cinq à trente ans, car il commence à y avoir longtemps que je suis un de ceux qui mènent sans trêve ni repos, sans lassitude ni découragement, la dure bataille contre le fléau. Et c'est ce qui me donne le droit de dire ce que je dis et d'affirmer ce que j'affirme.

Mais aujourd'hui, voilà que tout paraît remis en question! Les rayons X, la radiothérapie profonde, le radium surtout, le miraculeux radium, nous ont fait voir des résultats si extraordinaires qu'un immense espoir a surgi parmi nous. Mais, il faut bien le dire, tout en réservant formellement l'avenir, presque tous ceux qui, il y a une quinzaine d'années, avaient placé dans ces moyens nouveaux, et à certains égards merveilleux, toute leur foi et toute leur espérance, en sont aujourd'hui venus à la période de désillusion. La confusion la plus absolue règne dans cette question, les résultats les plus contradictoires sont publiés de tous côtés, et il faut attendre quelques années pour voir la lumière se faire sur ce problème angoissant.

Beaucoup de cancers superficiels, beaucoup de petits cancers de la peau, cancers relativement bénins, ont été guéris radicalement par les rayons X ou par le radium, comme ils le sont d'ailleurs par les caustiques, l'électro-coagulation ou l'exérèse chirurgicale. Cela est certain. Ici l'épreuve est faite et le temps a parlé. Mais les cancers ordinaires, les cancers viscéraux qui, pour les neuf dixièmes au moins, sont localisés à quelques organes, langue et amygdales, larynx, estomac et intestin, sein et utérus, il n'en est pas de même! Il faudrait, pour discuter cette question, une longue étude qui ne peut trouver sa place ici. Mais pour l'utérus, par exemple, si j'ai vu, pour des cancers traités par le radium, des améliorations vraiment merveilleuses, et des guérisons apparentes variant de quelques mois à deux ou trois ans, ce qui est d'ailleurs un inappréciable bienfait, j'en suis encore à chercher des guérisons durables dont je n'ai vu de mes yeux que deux ou trois cas, dont une de dix ans, alors que j'en connais au moins une centaine consécutives à l'opération. Il est vrai que je n'ai guère traité ou fait traiter par le radium que des cancers inopérables, ne me croyant pas le droit de confier à ce traitement les cancers opérables, qui,

lorsqu'ils ne sont pas trop loin du début, guérissent radicalement dans une proportion peut-être supérieure à 80 p. 100. D'autre part je suis également certain, pour l'avoir vu assez souvent, qu'il est des cas où le radium aggrave le cancer au lieu de l'améliorer. J'en suis donc beaucoup moins enthousiaste que je ne l'étais autrefois, et je ne suis pas le seul chirurgien qui ait vu son enthousiasme se refroidir considérablement.

Ce qui est, en tout cas, indiscutable, c'est qu'il y a, en ce moment, un abus flagrant de ces traitements incertains, mais qui ont, aux yeux des malades, l'inestimable supériorité de leur éviter une opération! Dans les cas désespérés c'est une ressource admirable. Elle soulage, elle prolonge, parfois peut-être elle guérit. Mais dans les cas du début, qu'une opération peut guérir et guérit très souvent, j'ai bien peur que les méthodes non sanglantes ne donnent la plupart du temps que des guérisons apparentes et ne fassent bien des victimes! Attendons avec patience les enseignements de l'avenir — et d'un avenir rapproché — et en attendant, les uns et les autres, faisons ce que notre conscience nous commande de faire!

Mais si les chirurgiens et ceux qui s'occupent des traitements par les radiations peuvent différer sur les indications respectives de l'intervention sanglante ou des applications des agents physiques, il est un point sur lequel tout le monde est d'accord, dont j'ai déjà parlé et qui d'ailleurs est l'évidence même, c'est que le cancer a d'autant plus de chances d'être guéri qu'il est traité plus près de son début. C'est là le point capital! C'est celui qui domine de très haut toute la question du traitement du cancer. Si on veut le guérir et le guérir souvent, je dirais même presque toujours, *lorsqu'il sera bien opéré* — je dirai même si j'en étais aussi certain —, *lorsqu'il sera bien irradié*, il faut le traiter de façon précoce. *Le salut est dans le traitement précoce.* Et le problème actuel de la lutte contre le cancer se réduit avant tout au problème de son diagnostic alors qu'il n'est encore qu'à son début.

Il faut donc apprendre à tous que le cancer n'est pas la maladie fatale contre laquelle nous sommes désarmés, qu'il

est au contraire parfaitement curable quand il est pris à temps, et qu'il faut, par conséquent, le reconnaître assez tôt pour pouvoir le guérir. Or nous nous heurtons ici à la croyance universelle qui représente le cancer comme la maladie la plus cruelle et la plus douloureuse. Pour tout le monde, le mot de cancer éveille invinciblement l'idée de douleur. *Or c'est une erreur absolue!* Pendant les premiers temps de son évolution *le cancer ne fait pas souffrir.* C'est une affection absolument indolente, à tel point que cette absence de douleur est parfois un des éléments les plus certains de son diagnostic. Ce n'est que lorsqu'il s'étend, qu'il envahit les troncs nerveux voisins, qu'il s'ulcère et s'infecte, que le cancer devient douloureux, parfois même d'une façon si cruelle qu'il représente dans l'esprit de tous le type de la maladie douloureuse. Et cette erreur est depuis longtemps si bien enracinée qu'elle est devenue, en réalité, le grand obstacle qu'il faut vaincre.

Beaucoup de médecins partageaient récemment encore cette erreur commune. Mais nous avons le droit d'espérer que leur éducation à cet égard est aujourd'hui complète. C'est le public, ce sont les malades qu'il nous faut maintenant instruire, parce que c'est d'eux-mêmes que dépend leur salut. C'est à eux qu'il faut nous adresser, c'est eux qu'il faut convaincre, pour ainsi dire malgré eux, en mettant à chaque instant sous leurs yeux ces vérités qu'ils méconnaissent encore aujourd'hui, mais qu'ils vont connaître demain.

Une croisade de cette importance ne peut être l'œuvre d'un seul. Il faut l'organisation de volontés agissantes, il faut des dévoûments, il faut des sacrifices, si l'on veut obtenir, parmi l'indifférence générale, des résultats sérieux.

Eh bien, nous pouvons dire, et dire avec joie qu'aujourd'hui la croisade est commencée. Il y a un certain nombre d'années s'était déjà fondée l'*Association Française pour l'Étude du cancer*, présidée par le professeur Pierre Delbet et dont le secrétaire général est le docteur Gustave Roussy, qui s'occupe avec autant de compétence que de passion de tout ce qui touche au problème du cancer. Il y a chaque mois une réunion où l'on travaille efficacement à augmenter nos connaissances sur la nature, l'anatomie pathologique et le traitement de la maladie. C'est un centre de travail des plus importants,

mais dans lequel on s'occupe plutôt de science pure que de cette propagande destinée à répandre partout les notions élémentaires d'où viendra le salut.

Cette propagande a été entreprise, il y a quelques années, par une deuxième organisation qui s'est donné pour tâche de travailler à remplir ce but. La France, l'Angleterre, et l'Amérique s'étaient unies pour la victoire. Au sortir de la guerre, les esprits et les cœurs étaient encore tout remplis des joies sacrées de cette union. Un groupe de gens de bien, à la tête duquel était M. Justin Godart qui, pendant une grande partie de la guerre, avait, en sa qualité de sous-secrétaire d'État du Service de santé, organisé la lutte contre la mort, pensa qu'il serait bon de continuer son œuvre en organisant pendant la paix la lutte contre le cancer. Avec un certain nombre d'amis étrangers également dévoués au bien général, il fonda la *Ligue Franco-Anglo-Américaine contre le cancer*, qui, grâce à l'ardeur et à la conviction de la plupart de ses membres, est aujourd'hui en pleine prospérité et travaille magnifiquement à cette œuvre de salut public. Sans négliger le côté scientifique, auquel elle participe par des subventions aux laboratoires, et dont l'orientation générale est confiée à l'autorité du professeur H. Hartmann, elle a pris à tâche de remplir avant tout un rôle social, qui prend de jour en jour une importance plus considérable. C'est là une question de dévoûment plutôt que de science, et nous savons tous que c'est dans le cœur des femmes qu'il faut aller le chercher. La Ligue s'est donc adjoint un Comité de dames, qui constitue en réalité l'âme agissante et charitable de cette association et dont la duchesse d'Uzès est la présidente bienfaisante et respectée.

Deux sections se partagent le travail : la section d'assistance, avec ses œuvres charitables, ses dames visiteuses, section dirigée par madame H. Hartmann qui sait nous intéresser à son œuvre par d'admirables rapports tout débordants d'émouvante pitié; la section de propagande, à laquelle l'intelligente générosité de la baronne Henri de Rothschild imprime chaque année une impulsion de plus en plus féconde.

Enfin ceux qui savent comment fonctionne cette Association me reprocheraient de ne pas rendre hommage à son secré-

taire général, M. Robert Le Bret, qui, par sa passion pour cette belle œuvre et son incessante activité, est devenu, pour ainsi dire, l'âme vivante de la Ligue.

Si j'insiste aussi longuement sur cette organisation bienfaisante, c'est parce qu'elle le mérite. C'est parce que c'est d'elle, si elle continue et développe son action, que nous viendra le salut. Elle s'étend de plus en plus, non seulement en France, mais à l'étranger. Elle a des filiales dans diverses régions de la France. Elle en a en Algérie, en Belgique, en Pologne, en Grèce. Et surtout elle comprend son rôle ainsi qu'il doit être compris. Sans doute son action d'assistance et de charité est considérable et rend chaque jour d'immenses services. Mais celle-ci ne travaille que pour le présent. C'est par la propagande que la Ligue influera sur l'avenir. C'est en répandant partout la bonne parole, c'est en faisant connaître aux masses ce qu'elles doivent connaître, qu'elle arrivera, sinon à nous délivrer du cancer, du moins à diminuer ses ravages dans des proportions qu'il est difficile d'apprécier parce que, en permettant de le combattre à des périodes de plus en plus rapprochées de son début, elle rendra sa guérison de plus en plus commune.

La Ligue n'a donc, pour y parvenir, qu'à continuer à développer, à multiplier sa propagande actuelle. Il faut que, par l'incessante répétition de vérités extrêmement simples, tout le monde, hommes et femmes, femmes surtout, qui sont les plus nombreuses, les plus pitoyables victimes, finissent par les connaître. Il faut avant tout et surtout déraciner de l'esprit public cette funeste erreur qui met dans la douleur le premier signe du cancer, alors qu'elle en est au contraire le plus tardif et le plus inconstant. C'est par des brochures répandues à des millions d'exemplaires, c'est par des articles de journaux populaires, qui remplaceraient avec avantage les réclames éhontées et parfois criminelles qui s'y étalent au grand jour, c'est par des conférences, et même par ces allocutions transportées instantanément dans la France entière par les merveilles de la téléphonie sans fil, c'est par des affiches surtout qu'on atteindra le but. La Ligue a fait sous ce rapport un grand effort, et qui porte déjà ses fruits, au moins à Paris, où il semble bien que, dans les consultations hospitalières,

nous commençions à observer des cancers qu'on vient nous présenter plus près de leur début.

Ces affiches sont rédigées en termes qui peuvent être lus et compris par tous. Elles sont imprimées en bleu pour mieux attirer l'attention. Elles insistent sur la guérison possible du cancer quand il est traité à son début; sur cette absence de douleur, qu'il faut déplorer, parce que c'est la douleur, plus que tout autre signe, qui attire l'attention des malades et les incite à se soigner. Elles indiquent en quelques mots les signes prémonitoires qui doivent donner l'éveil et insistent sur la nécessité, dès l'apparition du premier de ces signes, d'aller réclamer l'examen d'un médecin.

Le ministère de l'Hygiène, que les déplorables tractations de la politique ont fait disparaître alors qu'il serait, dans notre France dépeuplée, le plus nécessaire de tous, avait également fait répandre des « avertissements au public sur le cancer ». Ce ministère est aujourd'hui adjoint à celui du Travail. Dans ce malheur nous avons l'heureuse fortune de voir à la tête de cette association quelque peu paradoxale, — mais pour combien de temps? — un homme qui connaît admirablement la question, puisqu'il n'est autre que le président même de la Ligue Franco-Anglo-Américaine, et qui travaillera certainement de toutes ses forces à continuer et à développer l'œuvre de son prédécesseur.

Celui-ci, M. Paul Strauss, qui s'est passionné toute sa vie pour les questions d'hygiène et que les vicissitudes de la politique ont injustement écarté d'un poste où il a beaucoup fait pour le bien public, avait déjà, il faut le proclamer à sa louange, je dirais presque à sa gloire, fait plus et mieux que personne avant lui pour faire entrer la lutte contre le cancer du domaine de la théorie dans celui de la réalisation.

Car c'est à lui que nous devons la création de ces centres contre le cancer qui se fondent actuellement un peu partout en France, et où sont réunis tous les moyens d'action que nous pouvons opposer aujourd'hui au triste fléau qui nous décime.

On sait, en effet, que le radium est toujours d'une extrême rareté et qu'il faut beaucoup d'argent — puisque son prix oscille autour de mille francs le milligramme — pour s'en procurer une quantité suffisante — de l'ordre des centigrammes —

pour agir avec quelque efficacité. Beaucoup de médecins en possèdent actuellement. Il y en a aussi dans certains services hospitaliers. J'en ai moi-même dans le mien — que je dois à la généreuse initiative de madame Raphaël-Georges Lévy, dont l'incurable modestie voudra bien m'excuser de lui rendre ici un juste hommage. Mais, en réalité, les services capables de mettre en œuvre ce traitement d'une façon sérieuse n'existaient pas. Il n'y a guère eu, pendant longtemps, que la Fondation Curie, dirigée avec une compétence, une conscience et un dévoûment qui soulèvent chaque jour l'hommage universel, par le professeur C. Regaud. Mais que pouvait-il faire pour les cancéreux innombrables qui accourent de tous côtés vers le radium miraculeux, comme la foule des croyants vers les sources sacrées de la légende et de l'espoir!

Et puis, à côté du radium, de la curiethérapie, pour employer ce mot qui consacre la gloire la plus légitime, il y a les rayons X, la radiothérapie, le rœntgenthérapie. Et cette méthode, surtout depuis qu'elle a été perfectionnée, depuis la radiothérapie profonde, nécessite des appareils de très grande puissance et des installations très coûteuses qu'on ne peut établir partout et qui demandent, comme le radium, à être centralisées quelque part. Les méthodes physiothérapiques peuvent être associées entre elles. Elles peuvent également être associées à la chirurgie. Il faut donc pour qu'un centre anticancéreux soit complet, non seulement qu'il présente les ressources nécessaires en radium et une installation radiothérapique complète, mais qu'il soit accolé à un service chirurgical possédant des chirurgiens capables de procéder à toutes les interventions de la grande chirurgie anti-cancéreuse — de toutes la plus difficile — et disposant des installations opératoires correspondantes.

A Paris, divers services chirurgicaux ont été dotés des installations nécessaires, de radium en quantité suffisante et des appareils radiothérapiques les plus perfectionnés. Ce sont ceux de nos collègues Hartmann, Gosset, Proust, Lapointe. Ceux-ci travaillent de leur mieux, en associant au besoin l'acte chirurgical aux méthodes des radiations, non seulement à guérir leurs malades ou à les soulager, mais ce qui vaut mieux encore à éclairer la question encore terriblement incer-

taine de la meilleure thérapeutique contre le cancer, car il ne s'agit pas seulement ici du salut des quelques malades que nous avons aujourd'hui devant nous, mais du salut des innombrables malheureux qui viendront après nous, pour lesquels nous nous efforçons, dans l'obscurité d'aujourd'hui, de marcher à la conquête de la vérité, et qui, dans l'avenir, quand nous n'y serons plus et quand nos noms auront sans doute disparu dans les ténèbres de l'oubli, guériront peut-être parce qu'aujourd'hui, avant même qu'ils soient au monde, nous travaillons à leur salut.

En province, un certain nombre de centres régionaux ont été créés. Le premier a été fondé à Bordeaux, sous la direction du professeur Bergomé, auquel les atteintes les plus cruelles du mal qui décime les soldats du devoir radiologique n'ont enlevé ni son enthousiasme dans la propagande, ni son courage dans l'action. A Lyon le professeur Léon Bérard, à Montpellier le professeur E. Forgue sont à la tête de centres de même nature où affluent en foule les malades des régions correspondantes.

Ainsi, de toutes parts, la lutte s'organise, et, s'il y avait un doute à émettre ou une crainte à formuler, ce n'est pas que ces centres de traitement fussent insuffisants, c'est plutôt que dans cette accumulation de tous les traitements connus, la chirurgie, qui jusqu'ici, comme je me suis efforcé de le montrer au début de ces quelques pages, s'est affirmée comme le traitement le plus sûr, et qui a subi l'épreuve du temps, ne soit quelque peu sacrifiée. On voit combien cette éventualité serait grave, si, par malheur, les traitements par les radiations ne répondaient pas aux espérances magnifiques qu'elles suscitent aujourd'hui.

Car il faut bien nous rendre compte d'un fait évident, c'est que, si les malades affluent dans ces centres pourvus de tous les perfectionnements de la thérapeutique par les radiations, ce n'est pas pour y rencontrer le chirurgien de valeur qui y est attaché, c'est au contraire parce qu'ils espèrent trouver le salut en dehors de l'opération.

Car nous avons bien le droit de le dire, nous, chirurgiens, qui connaissons mieux que quiconque tout ce qui fait la grandeur de la chirurgie et tout ce qui fait sa faiblesse, c'est

le droit de tout opéré de songer avec anxiété aux risques fatals que comporte toute opération, et surtout ces grandes opérations pour cancers qui sont les plus graves de toutes. Il n'y a pas d'opération qui ne puisse se terminer par une catastrophe. Et pourquoi discuterait-on sur les indications d'une intervention si celle-ci ne faisait courir aucun risque? Les catastrophes sont rares, il est vrai, mais elles existent, et la chirurgie serait trop belle si elle ne sentait à chaque instant se dresser devant elle, comme l'ombre d'Adamastor au détour de Cap des Tempêtes, le spectre glacé de la mort! Nous n'avons donc pas à nous étonner que ceux qui croient voir devant eux luire l'espérance d'une guérison que n'accompagneront pas les angoisses d'une opération se précipitent vers les « centres anti-cancéreux » comme vers la Terre promise! Et dans l'incertitude actuelle sur la valeur relative des divers traitements, comment ne pas comprendre que les médecins eux-mêmes aient une tendance excessive, mais bien naturelle, à céder aux désirs ou aux prières de ceux qui viennent à eux et à confier au radium ou à la radiothérapie des malades qui, peut-être, se trouveraient mieux du traitement chirurgical? Mais ce sont là les inconvénients inévitables d'une grande œuvre! Continuons donc sans relâche cette lutte si bien commencée, cette bataille contre le cancer, que nous finirons bien par gagner. Mais qu'au jour béni du triomphe, que nous, les vivants d'aujourd'hui, ne verrons sans doute pas complet, ceux qui viendront après nous et qui n'auront fait que marcher dans le sillon que nous avons ouvert, gardent une pensée reconnaissante pour tous ceux, médecins et chirurgiens, physiciens et radiologistes, apôtres convaincus ou soldats obscurs de la lutte, qui auront été les premiers ouvriers de la victoire!

J.-L. FAURE

LA BATAILLE DE LA MEUSE

— 26 AOUT-2 SEPTEMBRE 1914 —

Il est admis communément que, en septembre 1914, le général von Kluck est passé à l'est de Paris de sa propre initiative et qu'ayant ainsi forcé la volonté de Moltke, il porte une grande part de responsabilité dans la défaite des armées allemandes sur la Marne.

Nous voudrions montrer aujourd'hui que cette conception est en partie erronée et prouver que si von Kluck, après avoir conversé de lui-même face au sud le 30 août, n'avait pas dirigé son armée, le 1er septembre, vers la région nord de Meaux-Château-Thierry, il en aurait quand même reçu l'ordre du Haut Commandement. Nous voudrions aussi en exposer les causes, dans leur moindre détail, pour autant que nous avons pu les retrouver, et ceci nous amènera d'une part à pénétrer la psychologie d'un grand chef allemand dont les actes ont été laissés intentionnellement dans l'ombre [1], le grand-duc Albert de Wurtemberg, commandant de la

1. Il est tout au moins étonnant de constater que l'écrivain militaire allemand le plus objectif, le plus sincère aussi, le général von Kuhl, ne dise rien ou presque rien, dans son ouvrage *Der Marnefeldzug*, des événements qui se sont passés à la IVe armée. Bien qu'il ait eu certainement en mains toutes les archives, il se contente de dire (p. 90) à propos de la bataille de la Meuse : « La IVe armée se heurta sur la Meuse à une énergique résistance; l'ennemi exécuta des contre-attaques violentes. Du 26 au 29 août, l'armée eut à livrer de durs combats pour franchir la Meuse, mais força le passage entre Sedan et Stenay. » Et un peu plus loin : « La Ve armée eut, elle aussi, à combattre péniblement pour le passage de la Meuse, du 28 août au 1er septembre, avant que l'ennemi ne se repliât lentement. »

IVe armée, et d'autre part à tirer cette conclusion que, comme la bataille de Lorraine, la bataille de la Meuse (26 août-2 septembre) fut, elle aussi, une des prémices de la victoire de la Marne [1]. Nous aurons ainsi contribué modestement à la recherche de la vérité historique et rendu aux combattants des 3e et 4e armées françaises et à leurs chefs la juste part de gloire qui leur revient dans les préliminaires de la victoire de la Marne.

I

LES RADIOGRAMMES DU 30 AOUT

Le 30 août, après-midi, von Bülow, commandant de la IIe armée, après avoir annoncé à son voisin de droite, le général von Kluck, commandant de la Ire armée, qu'il a remporté une grande victoire à Saint-Quentin, lui adresse le radio suivant [2] :

> En vue exploitation complète du succès de la IIe armée, conversion Ire armée face à Laon-La Fère, autour de Chauny comme pivot, instamment désirée.

Von Kluck lui répond vers 16 heures [3] :

> Ire armée a rejeté avec son aile droite l'ennemi au delà de l'Avre; elle marchera demain vers l'Oise qu'elle abordera entre Compiègne et Chauny.

Quelques instants après il en rend compte au G. Q. G. en ces termes [4] :

> Ire armée a conversé en direction de l'Oise et se portera le 21 sur Compiègne-Noyon pour exploiter le succès de la IIe armée.

Le 30 août à 21 h. 45 le poste fixe de T. S. F. de Cologne,

1. Voir *Revue de Paris*, numéros des 15 septembre et 1er octobre 1923.
2. Von Kuhl, *Der Marnefeldzug*, p. 103; von Bülow ne mentionne pas ce message dans son ouvrage *Mein Bericht zur Marne Schlacht*, ce qui serait pourtant naturel!
3. Von Kuhl, *ouv. cit.*, p. 105; von Kluck, *La Marche sur Paris* (p. 89 de la traduction).
4. Von Kuhl, *ouv. cit.*, p. 105.

celui du G. Q. G., transmet à von Kluck et von Bülow la réponse suivante à leurs comptes-rendus [1] :

> IIIe armée a conversé face au sud; elle marche sur l'Aisne et attaque au delà du front Rethel-Semuy. Elle poursuivra en direction du Sud.
>
> Les mouvements amorcés par les Ire et IIe armées sont conformes aux vues de la Direction Suprême. Coopérer avec la IIIe armée; aile gauche de la IIe armée en direction approximative de Reims.

De Moltke approuve donc la décision de von Kluck de converser face au sud; son message permet même d'en entrevoir la raison : il faut coopérer avec la IIIe armée. Mais il est muet sur les motifs qui ont amené la IIIe armée à marcher en direction du sud alors qu'en vertu de sa directive du 27 août, elle avait, comme les autres armées, l'ordre de marcher vers le sud-ouest; muet sur les raisons qui l'ont déterminé, lui, de Moltke, à renoncer au plan de Schlieffen qu'il faisait encore sien le 27 août et qui devait amener l'aile droite allemande à passer à l'ouest de Paris.

Ces causes, il ne les dit pas, parce qu'il n'ose pas les dire, parce que moralement il ne peut pas les dire : il y a crise sur la Meuse, la Ve armée, celle du Kronprinz impérial, est menacée d'une défaite sanglante! Crise! alors que trois jours auparavant le quartier-maître général von Stein a lancé un communiqué annonçant que « de la Meuse aux Vosges » toutes les armées françaises battues sont en pleine retraite et que les armées allemandes sont lancées à leur poursuite! S'il n'avait pas eu peur d'effrayer ses commandants d'armée d'aile droite et de les amener à douter des victoires du duc de Wurtemberg et du Kronprinz, s'il n'avait pas craint que son message ne fût capté et déchiffré par l'ennemi, il est probable que le 30 août au soir il aurait télégraphié à von Kluck et à von Bülow :

> Ve armée ne peut franchir la Meuse. IVe armée contre-attaquée aux passages de la Meuse le 28 a subi de lourdes pertes et ne peut l'aider suffisamment. En conséquence IIIe armée attaque face au sud pour les dégager. Ire et IIe armées coopéreront avec IIIe armée, les mouvements qu'elles ont amorcés sont approuvés. Aile gauche IIe armée Reims.

1. Von Bülow, *ouv. cit.*, p. 43; von Kuhl, *ouv. cit.*, p. 105.

Revenons donc en arrière, les faits en valent la peine! Reprenons les événements à l'issue des batailles des Ardennes et de Woëvre et suivons pas à pas les armées du centre allemand dans leurs opérations pour franchir la Meuse. Nous pourrons vivre ainsi le drame dans son ensemble, partager toutes les angoisses du commandement allemand et comprendre la décision de Moltke.

II

SITUATION DU CENTRE ALLEMAND LE 25 AOUT AU SOIR

Disposée le 21 août face au sud-ouest sur le front Léglise-Neufchâteau-Recogne-Beaurain, large de 60 kilomètres environ, la IVe armée allemande, aux ordres du duc de Wurtemberg, après l'échec de l'offensive de la 4e armée française, s'était lancée à sa poursuite vers le sud. Le 25 août au soir, après de nombreux combats contre nos arrière-gardes, elle avait atteint la Meuse et la Chiers, entre Margut et Donchery, avec son aile gauche (VIe C.) et son centre (XVIIIe C. et XVIIIe C. R.), pendant que son corps d'aile droite (VIIIe C.), primitivement orienté sur Nouzon (nord de Mézières) pour assurer la liaison avec la IIIe armée, s'était rabattu, lui aussi, au cours de la journée du 25, en direction de Vrigne-aux-Bois, pour prêter son appui au VIIIe C. R. fortement engagé aux abords de Sedan [1]. La IVe armée se trouvait donc pelotonnée sur un front de 30 kilomètres à peine.

A l'ouest de la IVe armée, la *IIIe armée* (von Hausen) a atteint le 25 au soir le front Couvin-Mariembourg [2]; elle se trouve donc séparée des forces du duc de Wurtemberg par un vide de 20 kilomètres.

A l'est, en Woëvre, la Ve armée, après le rude coup de butoir que notre armée de Lorraine lui a porté dans le flanc gauche, à l'est d'Étain, et le repli précipité de son aile sud sur la transversale Spincourt-Briey [3], est en train de

1. Wellmann, *Mit der Trierer Infanterie-Brigade* (*16e* D. I. VIIIe C.), *Historique du 9e régiment d'artillerie à pied*, p. 168.
2. Von Hausen, *der Marnefeldzug*, p. 145.
3. *Die Schlacht bei Longwy*, p. 69.

s'enterrer sur tout son front dans la crainte d'une nouvelle attaque française [1].

Sachant que la IIIe armée doit se porter le lendemain franchement vers le sud, le duc de Wurtemberg se trouve, le 25 au soir, libéré de tout souci immédiat pour son flanc droit, et peut consacrer toutes ses forces à l'enlèvement des passages de la Meuse, qu'il ne croit d'ailleurs défendus que par des arrière-gardes dotées d'une forte artillerie lourde [2].

Dans ce but il prescrit à ses corps d'armée de gauche et du centre de franchir le Chiers pendant la journée du 26 et de prendre leurs dispositions pour passer la Meuse le 27, à savoir : le VIe C., à Cesse et Luzy; le XVIIIe C. R., à Mouzon; le XVIIIe C. A., à Villers-Devant-Mouzon et Remilly. Le VIe C. se couvrira face à Montmédy. A l'aile droite, le VIIIe C. R., qui a déjà pris pied dans les faubourgs sud de Sedan, attaquera, dès le 26, les hauteurs de la Marfée-Noyers pour faciliter le débouché ultérieur des autres corps par une action de flanc.

A l'extrême droite le VIIIe C., serrant sur la Meuse, attaquera à Donchery avec la *16e* D. et couvrira le flanc droit face à Mézières avec la *15e* D.; celle-ci sera en outre chargée d'enlever le fort des Ayvelles avec l'appui du régiment de mortiers de l'armée.

A l'aile gauche la journée n'est marquée par aucun incident sérieux : les corps d'armée, qui s'attendaient à livrer bataille pour les passages de la Chiers, trouvent la rive gauche évacuée et viennent se former aux abords mêmes de la Meuse entre Mairey et Martincourt.

Mais à l'aile droite la journée est beaucoup plus dure; si la *16e* D. peut s'emparer par surprise du passage de Donchery, le VIIIe C. R. subit de lourdes pertes en débouchant de Sedan et en cherchant à prendre pied sur les hauteurs au sud de la ville.

Néanmoins on continue à estimer à l'état-major de la IVe armée que l'on n'a affaire qu'à des arrière-gardes, et le succès de Donchery détermine le duc de Wurtemberg à

1. Von Gossler, *Mit dem VI. Res. Korps im Kriege*, p. 20.
2. Compte rendu radio-télégraphique du 25 au soir de la IVe armée au G. Q. G.

ordonner à son aile gauche de passer la Meuse pendant la nuit pour attaquer les hauteurs de la rive gauche au point du jour.

III

LA CRISE DE LA MEUSE A LA IVe ARMÉE

Journée du 27 août.

La journée du 27 août allait lui montrer que la situation était tout autre qu'il ne le croyait.

A son aile sud (VIe C.), la *11e* D. prend pied sur la rive gauche à Luzy et Cesse, mais elle est fortement contre-attaquée et subit de telles pertes qu'après avoir été relevée en fin de journée par la *12e* D. elle retourne se reformer sur la Chiers [1]. Plus au nord le XVIIIe C. R. et le XVIIIe C. ne peuvent lancer leurs ponts pendant la nuit, car l'obscurité et un orage extrêmement violent empêchent les pontonniers de travailler [2]. Mais dans la matinée les avant-gardes du XVIIIe C. surprennent les passages d'Autrecourt et de Villers-Devant-Mouzon en poussant devant elles des colonnes de civils [3] : peu à peu les deux divisions sont obligées de s'engager complètement pour nettoyer les bois d'Autrecourt; à la tombée de la nuit, la division nord (*25e* D.), qui croit ne plus avoir d'ennemis devant elle et se porte tranquillement en colonne de route d'Autrecourt sur Rancourt par la route nationale traversant la forêt, est surprise par le feu de nos avant-postes, est prise de panique [4] et reflue en désordre vers la Meuse.

Au sud et à l'ouest de Sedan, le VIIIe C. R. et la *16e* D., contre-attaqués dans la région de Noyers-Bois de la Marfée, subissent des pertes terribles et refluent en partie sur Sedan.

1. *Historique du 51e R. I.* Ce régiment perdit 250 hommes dans la journée.
2. *Historique du 115e R. I.*
3. Le XVIIIe C. était coutumier de ce procédé barbare. On lit en effet dans l'ordre du *116e* R. I. (*25e* D.) pour le 26 août, ordre visant le passage de la Chiers par ce régiment à Pourru-Brevilly : « Lors de la traversée des ponts qui subsistent encore, il faudra pousser devant soi des habitants. »
4. *Historique du 115e R. I.* (*25e* D., XVIIIe C.) et Carnet du lieutenant-adjoint au Commandant du *116e* R. I. (*25e* D.).

Le 27 au soir, la situation de la IVe armée est donc critique et son débouché sur la rive gauche de la Meuse plus qu'incertain. Le duc de Wurtemberg s'en était déjà rendu compte au cours de la journée et avait demandé plus ou moins franchement l'appui de ses voisins. Ses appels à von Hausen avaient été particulièrement pressants. Dans le courant de l'après-midi il lui avait adressé les deux télégrammes suivants [1] :

A 12 h. 45 :

> Combat au sud de Sedan, intervention instamment désirée.

A 15 h. 45 :

> Aile droite armée a forcé passage Meuse à Donchery, intervention instamment désirée.

Partie le 26 au matin du front Couvin-Fumay, la IIIe armée avait continué à marcher pendant les journées du 26 et du 27 en direction générale sud-sud-ouest et avait atteint le 27 après-midi le front :

Auvillers (*23e* D. R.), l'Échelle (XIIe C.), Lonny (XIXe C.). Au reçu des demandes d'appui du duc de Wurtemberg, le 27 après-midi, von Hausen se déclare prêt à l'appuyer et à diriger le jour même le XIIe C. sur Signy, le XIXe sur Thin-le-Moutier, bien que ce mouvement l'éloigne de la IIe armée. Il en rend compte au G. Q. G., à 16 h. 50, mais celui-ci lui répond vers 18 heures :

> Attendre directive du G. Q. G. pour le 28.

Dans ces conditions von Hausen croit devoir suspendre toute décision en attendant l'arrivée de cette directive et télégraphie au G. Q. G. vers 19 h. 50 :

> La IIIe armée n'exécutera pas le 28 la manœuvre annoncée; elle attend l'arrivée de la directive du G. Q. G. [2].

De plus en plus inquiet sur le sort de son armée et craignant de ne pas recevoir le lendemain de la part de la IIIe armée l'appui qu'il espère, le duc de Wurtemberg envoie dans la soirée un officier de liaison auprès de von Hausen pour obtenir de lui une promesse formelle de secours. Cet officier, arrivé à Rocroi, Q. G. de von Hausen, à 22 h. 30, expose au

1. Baumgarten-Crusius, *Die Marneschlacht, 1914*, p. 45; Hausen, *ouv. cit.*, p. 150.

2. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 45; Hausen, *ouv. cit.*, p. 151.

commandant de la IIIe armée la situation difficile de la IVe armée et en particulier du VIIIe C. R. qui, pris à parti par une nombreuse artillerie, ne réussit pas à déboucher de Sedan [1]. Étant donné son caractère, von Hausen se serait sans doute laissé toucher par cette demande, si, sur ces entrefaites (22 h. 35), n'était arrivé un nouveau message du G. Q. G. résumant la décision contenue dans la directive annoncée et ainsi conçue :

> IIIe armée continuera à marcher en direction du sud-ouest. Ordre suit [2].

Si nous nous rappelons les inquiétudes de von Bülow en cette journée du 27, et ses plaintes au G. Q. G., sur la direction de marche prise par von Hausen, il est manifeste que ce message de Moltke était fait pour donner satisfaction au commandant de la IIe armée. Il montre également que le 27 au soir, de Moltke, ignorant encore les difficultés rencontrées par la IVe armée, maintenait fermement son plan d'opérations initial, impliquant en particulier que le centre allemand devait régler son mouvement sur celui de l'aile droite.

Devant un ordre aussi formel que celui du message du G. Q. G., von Hausen ne peut qu'exprimer à l'officier de liaison du duc de Wurtemberg son regret de ne pouvoir secourir la IVe armée. Et vers 23 heures il prescrit à ses corps de se porter le lendemain en direction du sud-ouest, savoir :

XIIe C. R. (moins *24e* D. R.) sur Rumigny;
XIIe C. sur Liart et Signy-l'Abbaye;
XIXe C. sur Launois.

Le duc de Wurtemberg avait demandé également au commandant de la Ve armée de vouloir bien l'aider, mais il l'avait fait sous une forme beaucoup plus discrète, sans doute parce qu'il s'adressait à une Altesse impériale et peut-être aussi parce qu'il n'osait lui avouer, après avoir crié victoire le 23 [3], qu'il se trouvait dans une situation très

1. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 45; Hausen, *ouv. cit.*, p. 151.
2. Hausen, *ouv. cit.*, p. 151.
3. Radio du 23 août, 16 h. 50 : « Victoire *complète*, milliers de prisonniers, dont des généraux, très nombreux canons. Armée poursuit ennemi battu... ».

délicate. Il lui avait envoyé, en effet, à 8 h. 30 du matin, le radiogramme suivant :

Où et quand l'aile droite de la Ve armée atteindra-t-elle la Meuse?

Mais le Kronprinz ne songeait pas encore à se porter en avant. Fortement éprouvé par l'échec qu'avait subi son aile gauche, le 25 août après-midi, la Ve armée était demeurée, pendant la matinée du 26 août, à l'est de l'Othain sur le front Marville-Spincourt-Landres et avait poursuivi l'organisation défensive des positions qu'elle avait ébauchées pendant la nuit [1].

Bien que les reconnaissances d'aviation et d'infanterie eussent signalé, au cours de la journée, à la surprise de tous, qu'à l'aile droite l'ennemi était en retraite vers la Meuse et qu'à l'aile gauche on ne trouvait plus son contact [2], la Ve armée n'avait néanmoins pas bougé : au lieu de se jeter sur les traces de l'ennemi pour le talonner, le bousculer dans la Meuse, surprendre les passages de la rivière et chercher à le couper de Verdun comme de Moltke l'avait suggéré le 23 août [3], elle n'avait même pas amorcé la poursuite : les corps s'étaient contentés de suspendre leurs travaux défensifs; à l'aile gauche, la 6e D. C., qui avait été rejointe par la 3e D. C. accourue en toute hâte des Ardennes, était demeurée tranquillement dans ses cantonnements de la région ouest de Briey; seul, à l'aile droite, le Ve C. avait esquissé un mouvement sur Vittarville-Écurey, pendant que, dans la soirée, le XIIIe C. et le VIe C. de réserve étaient passés de la coupure de l'Othain à celle de la Loison, accomplissant une modeste étape de 4 à 8 kilomètres. Et le 26 au soir, le Kronprinz avait annoncé à ses troupes [4] qu'elles auraient repos le lendemain.

Pendant toute la journée du 27, les corps de la Ve armée étaient donc encore demeurés au repos sur la Loison, achevant de réorganiser leurs unités et procédant au nettoyage

1. Von Gossler, *ouv. cit.*, p. 19 : « Ordre fut donné au C. A. (VIe C. R.) de se retrancher et de mettre de l'ordre dans ses arrières »; *Historique du 69e d'artillerie*, p. 29; *Historique du 145e R. I.* (XVIe C.), p. 41.

2. *Die Schlacht bei Longwy*, p. 69.

3. Radio du G. Q. G. à la Ve armée. Cf. *Die Schlacht bei Longwy*.

4. Von Gossler, *ouv. cit.*, p. 20; *Historiques des corps wurtembergeois*; *Historique du 145e R. I.*, p. 42.

du champ de bataille. Le IVe corps de cavalerie lui-même (corps von Hollen) était resté avec son gros dans ses cantonnements de la région Fléville (10 km. de Briey) : seule la 6e D. C. (von Schmettow) avait été poussée de quelques kilomètres dans la direction du sud, jusqu'à l'Orne vers Briey, et avait constaté que toute la région au nord de la route Verdun-Mars-la-Tour était vide d'ennemis. Des éléments du IVe C. C. avaient même été employés au nettoyage du champ de bataille, besogne de landwehriens [1].

Aussi quand, dans la matinée du 27, le Kronprinz avait reçu le message de T. S. F. du duc de Wurtemberg que nous avons cité plus haut — message dont il ne pouvait déduire la situation critique de la IVe armée — avait-il estimé qu'il n'y avait aucune urgence à porter son armée vers la Meuse et s'était-il contenté de répondre tranquillement, à 10 h. 30, au duc de Wurtemberg :

> Le XIIIe C., aile droite de la Ve armée, atteindra la Meuse le 29 à Dun. Q. G. de la Ve armée, Esch.

Le Kronprinz avait d'autres raisons pour ne pas se porter en toute hâte vers la Meuse. Tout d'abord il n'avait reçu du G. Q. G. aucune indication sur la situation délicate de la IVe armée; or si quelqu'un devait coordonner les actions des IVe et Ve armées, c'était bien le G. Q. G.; d'autre part le Ve corps, désigné pour renforcer la VIIIe armée en Prusse orientale, avait quitté le front de la Ve armée dans l'après-midi du 27 et s'était mis en marche par Longuyon sur Thionville [2] : il en était résulté un vide prononcé entre la IVe et la Ve armée, vide que le Kronprinz avait estimé devoir combler en décalant son aile droite vers le nord-ouest, et en portant en particulier le IVe C. C. sur Stenay [3] : dans son esprit ce mouvement de roquage devait s'exécuter dans la journée du 28. Pour toutes ces raisons le Kronprinz, encore

1. *Carnet du capitaine Gunther* du 13e chasseurs à cheval (6e D. C.) : « Les 3e et 4e escadrons sous mon commandement vont à Éton chercher des canons français abandonnés pour les ramener en gare de Baroncourt. »

2. *Carnet du major Baron.* Commandant du 2e bataillon du 19e R. I. (Ve C. A.); von Moser, commandant d'une brigade du XIIIe C., *Feldzugs-Aufzeichnungen*, p. 18.

3. Kronprinz Wilhelm, *Meine Erinnerungen aus Deutschlands Heldenkampf*, p. 56.

mal orienté sur la situation de la IVe armée, n'avait pas estimé nécessaire de modifier sa décision de ne faire mouvement vers la Meuse que le 29.

Journée du 28 août.

La IVe armée risquait donc de se trouver encore livrée à ses seules forces pendant la journée du 28, puisque la IIIe armée allait s'éloigner vers le sud-ouest et que la Ve armée voulait rester immobile sur l'Othain. Or sa situation pouvait devenir extrêmement grave, si l'ennemi continuait à contre-attaquer. Aussi, au cours même de la nuit du 27 au 28, le duc de Wurtemberg, n'osant plus compter sur l'intervention de la IIIe armée, s'adresse-t-il à nouveau au Kronprinz impérial, et en termes plus clairs cette fois.

A 23 h. 45 il lui télégraphie :

> Corps de gauche, VIe, progresse sur Beaumont, mais aile droite attaquée par les Français au sud de Sedan, en conséquence demande instamment Ve corps soit dirigé sur Stenay.

A 3 h. 45, ayant sans doute appris que le Ve C. a été porté sur Thionville et qu'il ne peut intervenir immédiatement dans la bataille, il lui demande d'une façon détournée l'appui du XIIIe C. en lui disant :

> La IVe armée a été engagée le 27 dans un dur combat sur la rive gauche de la Meuse, cette rive a été conquise et conservée de Sedan à Stenay; mais pour écraser (!) l'ennemi, la coopération de la Ve armée est nécessaire; désire instamment connaître le point sur lequel sera dirigé l'aile droite du XIIIe C.

Le Kronprinz, induit en erreur par ce télégramme, en somme optimiste, sur la gravité de la situation de son voisin, lui répond encore une fois vers 9 h. 30 :

> L'aile droite du XIIIe C. atteindra la Meuse à Dun le 29.

Pressentant sans doute cette réponse, le duc de Wurtemberg ne l'a pas attendue pour adresser une nouvelle demande de secours à la IIIe armée, bien que son officier de liaison, revenu du Q. G. de von Hausen, et la directive de Moltke du 27 au soir aient dû lui apprendre que la IIIe armée avait reçu l'ordre formel de marcher en direction du sud-ouest. Dès 5 h. 15, il télégraphie à von Hausen :

La IVe armée poursuit son attaque en partant de la ligne Vrigne, Frenois, Noyers, Angecourt, Raucourt, Pouilly; elle contre-bat avec ses mortiers et obusiers l'artillerie lourde ennemie située au sud de Feuchères et de Sapogne ainsi qu'au nord de Cheveuges; l'artillerie des Ayvelles semble partie; l'intervention rapide de la IIIe armée par le sud-ouest de Mézières et en direction de Vendresse-Sapogne est instamment désirée.

Von Hausen se décide alors à aider la IVe armée, mais, n'osant contrevenir aux ordres du G. Q. G. en marchant vers l'est et intervenir franchement dans la bataille de la Meuse, il se contente, vers 9 h. 30, d'ordonner au XIIe C. d'envoyer un détachement mixte (un régiment d'infanterie, un escadron, une batterie) sur Poix-Terron avec mission d'attaquer par derrière l'artillerie française, et il télégraphie à la IVe armée à 12 h. 45 :

Un détachement mixte est en marche de Signy sur Sapogne contre artillerie lourde de Vendresse.

Mais la situation s'aggrave à la IVe armée : à l'aile gauche, au nord-ouest de Stenay, la *12e* D. n'est pas plus heureuse que la *11e* D. ne l'a été la veille et ne peut gagner aucun terrain sur la rive droite de la Meuse; le XVIIIe C. R. et le XVIIIe C., accumulés dans les bois d'Autrecourt et de Mouzon, ne peuvent en déboucher; le VIIIe C. R. et la *16e* D. se maintiennent péniblement sur les plateaux de la Marfée et de Noyers. La deuxième journée de bataille est encore plus dure et plus sanglante que la première : les effectifs diminuent sans cesse, la fatigue des troupes augmente, la crise devient de plus en plus aiguë... Le duc de Wurtemberg renouvelle alors ses appels avec plus d'insistance encore qu'auparavant. Il télégraphie à 11 heures à von Hausen :

La bataille est à nouveau en cours : l'aile gauche a été repliée sur Olizy, il est instamment désirable que le XIXe C. intervienne en direction de Vendresse [1].

Pour plus de sûreté il télégraphie à 11 h. 30 au G. Q. G. :

La 11e division a été rejetée la veille sur Olizy; l'attaque de la IVe armée sera déclenchée en partant de la ligne Frenois, Arau-

1. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 48. Ce message a été reçu par la IIIe armée à 13 h. 30.

court, Sedan, dès que l'artillerie lourde ennemie aura été réduite au silence.

Il ajoute dans une seconde partie de son message :

La conversion de la IIIe armée sur le Chesne-Vendresse et l'appui de la Ve armée sont instamment désirés.

Troublé par ce nouvel appel, von Hausen se demande si la IVe armée n'est pas menacée d'une catastrophe et si elle ne va pas être rejetée dans la Meuse. Il songe alors à envoyer le XIXe C. à son secours.

Mais, comme la veille au soir le commandant de ce corps lui a déclaré que, si ses troupes n'avaient pas de repos, elles ne seraient pas en état de combattre une fois l'heure de la bataille venue, il désigne, à 14 h. 45, le XIIe C., bien que situé plus à l'ouest, pour appuyer la IVe armée en marchant sur Vendresse. Comme cette mesure lui paraît cependant illogique, il se rend à Thin-le-Moutier pour se rendre compte personnellement de l'état de ses troupes. Là le général Laffert, commandant le XIXe C., à l'annonce que la IVe armée est en danger, retire toutes les objections qu'il a faites la veille sur la fatigue de ses unités et demande à marcher au combat. Von Hausen prend alors la décision (18 h. 45) de porter le gros de son armée, le lendemain, en direction de l'est-sud-est, à savoir : XIXe C. sur Singly, XIIe C. sur Bouvellemont et donne ses ordres en conséquence [1].

Cependant ces deux corps ne peuvent au cours de la soirée gagner beaucoup de terrain vers l'est : accroché dès le début de l'après-midi entre Liart et Signy, le XIIe C. atteint péniblement à la tombée de la nuit Signy-l'Abbaye; de son côté le XIXe C., arrêté à Thin-le-Moutier, se trouve en fin de journée au contact immédiat de l'ennemi dans la région de la Fosse-à-l'Eau.

Ainsi donc malgré la tentative d'initiative, bien hésitante il est vrai, de von Hausen, le duc de Wurtemberg n'a reçu au cours de la journée aucune aide de la IIIe armée et il n'est pas assuré, le 28 au soir, d'avoir le lendemain l'appui des Saxons. Cet appui lui aurait paru plus problématique encore, s'il avait connu la décision que von Hausen allait prendre

1. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 49.

au milieu de la nuit : celui-ci, en rentrant à 23 heures à son Q. G. de Rocroi de la tournée qu'il a faite auprès de ses commandants de corps d'armée, trouve des renseignements lui annonçant que le 1er corps français aurait débarqué (?) à Moncornet et qu'un autre corps est en marche vers le nord [1]. Von Hausen en déduit immédiatement que ces forces pourraient l'attaquer le lendemain dans son flanc droit si le gros de son armée conversait vers le sud-est. Timide, hésitant, regrettant peut-être déjà la décision qu'il a prise vers 18 heures de marcher au secours de la IVe armée et d'avoir ainsi désobéi à de Moltke, von Hausen saisit l'occasion qui lui est offerte de revenir sur sa décision et d'annuler ses ordres antérieurs : estimant qu'il ne doit marcher vers l'est qu'une fois que la situation aura été éclaircie dans la direction de l'Aisne et de la Serre, il envoie, malgré l'heure tardive, de nouveaux ordres à ses corps d'armée et leur prescrit de se tenir tout simplement prêts à marcher à partir de 5 heures dans le dispositif suivant :

23e D. R. à Rumigny et Liart,

XIIe C. : une division sur la route Signy-Wagnon, une division au nord-ouest de Vieil-Saint-Rémy,

XIXe C. : une division à Thin-le-Moutier, une division poussée jusqu'à Poix-Terron.

Et von Hausen rend compte de sa décision aux armées voisines (2 h. 5) et au G. Q. G. (2 h. 25) [2].

Ne retrouvons-nous pas, en ces journées des 27 et 28 août, le von Hausen indécis et peu enclin aux responsabilités que nous avons déjà appris à connaître pendant la bataille de Sambre-et-Meuse?

Pas plus que la IIIe armée, la Ve n'avait appuyé le duc de Wurtemberg au cours de la journée du 28. Ainsi que l'avaient annoncé les radios du Kronprinz impérial, elle était demeurée au repos sur la Loison; ses corps s'étaient contentés de roquer légèrement vers le nord-ouest pour boucher la place laissée vide par le Ve C.; le XIIIe C. avait glissé sur Jametz-Marville;

1. Von Hausen, *ouv. cit.*, p. 154 et 155; Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 50.
2. Baumgarten, *ouv. cit.*, p. 50.

le VIe C. R. sur Vittarville; le XVIe sur Mangiennes; le Ve C. R. sur Spincourt [1].

Seul le IVe C. C. avait amorcé son mouvement vers la Meuse. Le Kronprinz lui avait prescrit en effet, le 28 au matin, — en exécution de la directive de Moltke du 27 août donnant Châlons-Vitry-le-François pour objectif de marche à la Ve armée, — « de se porter en direction de l'ouest et de pousser sa découverte au delà de la ligne Vouziers-Monthois-Virginy, en évitant la zone de 10 kilomètres autour des voyages de Verdun ». Il avait ajouté que le gros de l'armée le suivrait le lendemain [2].

En conséquence de cet ordre, le IVe C. C. s'était porté de la région de Fléville vers celle de Damvillers-Peuvillers, devant l'aile droite de la Ve armée [3].

Journée du 29 août

N'ayant plus de réserves, sentant ses troupes épuisées, le duc de Wurtemberg ne peut, le 28 au soir, donner qu'un seul ordre à ses corps : s'accrocher au terrain qu'ils ont enlevé au prix de si lourdes pertes, en attendant que la IIIe ou la Ve armée puisse les dégager [4]. Mais un renseignement important vient alléger ses angoisses; l'aviation signale « que des masses de troupes ennemies ont été vues à 7 heures du soir en marche de Chemery sur Vendresse et Chagny, donc vers l'ouest et le sud-ouest, et que d'autres troupes embarquées

1. Von Moser, *ouv. cit.*; *Historique des corps wurtembergeois* (*120e* R. I., *124e* R. I., *127e* R. I.); von Gossler, *ouv. cit.*; *Historique du 69e d'artillerie* (XVIe C.).

2. Radio de 7 h. 05 de la Ve armée au IVe C. C.

3. Von Gossler, *ouv. cit.*; Carnet du Capitaine Gunther, *13e* chasseurs à cheval (*6e* D. C.).

4. *Ordre de la 21e D. R. pour la journée du 29 août* : Sortie est de Mouzon le 28 au soir :

1. Le XVIIIe C. R. a conservé ses positions contre un ennemi supérieur en nombre.
2. La division demeurera cette nuit et demain matin dans ses positions où elle se retranchera. On déterminera en outre au lever du jour si l'ennemi ne s'est pas replié.

Carnet du lieutenant adjoint au commandant du 1er bataillon du 116e R. I. (*25e* D. I., XVIIIe C. A.) : « Le 29 au matin le régiment s'enterre dans son ancienne position. »

autour de Vendresse sont transportées en direction du Chesne». C'est peut-être là le début de la retraite générale de l'ennemi! Pour le vérifier, le duc de Wurtemberg prescrit à la *15e* D. de passer la Meuse à Nouvion et de marcher sur Vendresse en se couvrant face au fort des Ayvelles; son mouvement sera préparé et appuyé par le bataillon d'obusiers lourds du VIIIe C. et le régiment de mortiers de l'armée [1].

En même temps il cherche à inciter von Hausen à agir en lui transmettant vers 22 heures le renseignement qu'il a reçu. Il lui dit :

> L'ennemi porte des masses importantes sur Vendresse et embarque des troupes dans cette région; il est impérieusement nécessaire de troubler immédiatement ce mouvement.

Mais comme ces corps ont été fortement ébranlés au cours de la journée et qu'il ne possède encore aucun indice indiquant que l'ennemi est en retraite devant son centre et son aile gauche, le duc de Wurtemberg n'ose entreprendre le lendemain une offensive générale pour vérifier si l'armée française est vraiment en retraite, gêner son mouvement et exploiter le résultat de la bataille. Il préfère attendre sur ses positions l'intervention de ses voisins.

Il télégraphie en effet le 29 août à 7 heures à von Hausen, après lui avoir rappelé encore une fois les mouvements ennemis en direction de l'ouest et du sud-ouest :

> La IVe armée attendra dans son ancienne position l'intervention de la IIIe armée par Vendresse.

et à 8 h. 45 à la Ve armée :

> L'ennemi est en retraite sur Vendresse; le XIXe C. marche de Signy sur ce point. Le IVe C. C. obtiendra un grand succès s'il exécute une poursuite débordante par Dun.

Pendant ce temps les corps rhénans et hessois, ignorant le renseignement reçu par leur commandant en chef, attendent anxieux dans leurs tranchées la continuation de l'offensive française. Mais à l'aube du 29, l'artillerie ennemie, qui la veille avait fait rage dès les premières heures du jour, est silencieuse; un calme impressionnant règne sur tout le champ

1. *Historique du IIIe bataillon du 9e régiment d'artillerie à pied*, et carnet de prisonniers de la *15e* D.

de bataille : vers l'ouest seulement, on entend le canon du VIIIe C. qui prépare le passage de la *15e* D. au Nouvion. Peu à peu les comptes rendus arrivent : les différents corps annoncent qu'ils n'ont plus trouvé le contact de l'ennemi, l'aviation signale des colonnes en marche vers le sud-ouest, la *15e* D. a pu franchir la Meuse : l'armée française s'est repliée pendant la nuit ! Alors les corps allemands surpris sortent de leurs tranchées et n'osent se lancer à la poursuite. Ils doutent de la réalité et se demandent si l'ennemi ne leur tend pas un piège. Timidement ils se rassemblent dans le courant de l'après-midi sur la rive gauche de la Meuse et regroupent leurs unités mélangées et désorganisées :

VIe autour de Beaumont;

XVIIIe C. R. dans la région Yoncq-la Besace [1];

XVIIIe C. dans la zone Remilly, Raucourt, Villers-Devant-Mouzon;

VIIIe C. R. et *16e* D. sur les plateaux sud de Sedan, *15e* D. au sud de Nouvion et à Mézières.

Alors, ayant la certitude de la retraite de l'armée française, le duc de Wurtemberg, sentant ses corps incapables de poursuivre, cherche encore une fois à lancer la IIIe armée dans le flanc ouest et sur les derrières de l'ennemi, tout comme le matin il avait cherché à lancer le IVe C. C. dans son flanc est. Il télégraphie en effet à 14 h. 30 à von Hausen :

> Ennemi en retraite de Vendresse et Buzancy sur Attigny-Grand-Pré. En poursuivant sur Attigny-Rethel IIIe armée obtiendra grand succès [2].

Mais il était dit que ni les corps de la IIIe armée, ni ceux de la Ve ne pourraient aider leurs camarades de la IVe armée et encore moins remporter le grand succès qu'entrevoyait le duc de Wurtemberg.

1. *Ordre de la 21e D. R. (XVIIIe C. R.) du 29 août* :
   1. L'ennemi semble évacuer sa position devant le XVIIIe C. R.
   2. Avant de poursuivre, vraisemblablement en direction du sud-ouest, le corps d'armée remettra de l'ordre dans ses unités.
   3. La *25e* D. R. se rassemble sur la ligne 275-Yoncq-255.

Ordre du 116e R. I. (25e D., XVIIIe C.) du 29 août : « La *49e* brigade se rassemblera ce soir à Haraucourt ».

2. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 52; Hausen, *ouv. cit.*, p. 157.

Dès 5 heures du matin von Hausen s'était rendu à Signy-l'Abbaye pour donner des ordres à ses corps dont il avait, au cours de la nuit, suspendu le mouvement vers l'est.

A 5 h. 30, n'ayant reçu aucune confirmation des mouvements ennemis signalés dans la région de Moncornet, il se décide à intervenir en faveur de la IVe armée : cependant ce n'est pas l'intervention massive, brutale et sans arrière-pensée qu'exigerait la situation, mais celle d'un chef partisan des demi-mesures et qui craint de se compromettre; il disperse ses efforts : le XIXe C. se portera sur Vendresse; le XIIe C. refoulera en direction de Rethel les forces qui lui sont opposées, sans toutefois dépasser Novion-Porcien; la *23e* D. R. demeurera dans la région sud de Liart pour couvrir le flanc droit.

Il en résulte que le XIXe C. ne réussit pas à s'ouvrir le chemin vers l'est : il se heurte à la Fosse-à-l'Eau à une forte résistance et ne peut progresser de toute la matinée, malgré l'appui d'une partie du XIIe C. qui de son côté est retardé à Novion-Porcien et à Domery.

Aussi à la nouvelle demande d'intervention que le duc de Wurtemberg lui a adressée à 7 heures du matin, von Hausen ne peut-il que répondre à 9 h. 45 :

> La IIIe armée est engagée à Nouvion-Porcien et au sud-est de Thin; il lui est impossible pour le moment de soutenir la IVe armée [1].

Cependant, vers midi, la résistance ennemie semble devoir cesser; von Hausen se décide enfin à répondre à l'appel du duc de Wurtemberg : il prescrit au XIXe C. de pousser sur Singly; au XIIe C. de porter son gros sur Bouvellemont et de poursuivre avec des éléments seulement sur Rethel; à la *23e* D. R. de se porter sur Wassigny pour continuer à couvrir le flanc droit [2]. Les XIIe et XIXe C. pousseront vers l'est aussi loin que les forces des hommes le permettront et continueront leur mouvement le lendemain dès l'aube. Et von Hausen télégraphie, vers 14 heures, à la IVe armée que « ses deux adversaires sont battus et que son groupement poussera au cours de la journée jusqu'à la ligne Bouvellemont-Singly ».

Mais le sort semble s'acharner contre von Hausen. A peine

1. Von Bülow, *ouv. cit.*, p. 39.
2. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 50; Hausen, *ouv. cit.*, p. 156.

a-t-il donné ces ordres qu'il reçoit à 16 heures un radio de von Bülow lui annonçant que la IIe armée est fortement engagée et demandant l'appui de la IIIe armée en direction de Vervins [1]. Von Hausen maintient cependant sa décision et télégraphie dans ce sens à von Bülow en ajoutant que ses aviateurs ont vu « des colonnes ennemies en retraite de Marle sur Laon ».

D'ailleurs von Hausen apprend peu après, vers 18 heures, que toute action en direction de l'est pour soutenir la IVe armée est devenue inutile. Il reçoit en effet presque simultanément trois radios de la IVe armée [2] à savoir :

Message de 12 h. 45 :

> Mézières est occupé par la IVe armée.

Message de 13 h. 40 :

> L'ennemi se replie par Vendresse-Sauville vers l'ouest, probablement sous la protection des forces opposées à la IIIe armée.

Message de 14 h. 30 :

> Ennemi en retraite de Vendresse-Buzancy sur Attigny-Grand-Pré. En poussant sur Rethel-Attigny, IIIe armée obtiendra grand succès.

Au reçu de ces messages von Hausen arrête immédiatement la marche de ses corps, leur prescrit de passer au repos et remet au lendemain le soin de pousser vers le sud pour devancer l'armée française sur l'Aisne et essayer de lui couper la retraite!

Le 28 au soir le Kronprinz impérial s'était enfin décidé à mettre le lendemain son armée en mouvement vers la Meuse. Envisageant la situation de la IVe armée d'après le radio que le duc de Wurtemberg lui avait envoyé dans la matinée, radio disant que pour « écraser l'ennemi la coopération de la Ve armée était nécessaire », le Kronprinz pensait sans doute qu'il lui serait facile, en se couvrant face à Verdun, de franchir la Meuse entre Dun et Signy et que, en remontant vers le nord-ouest, il pourrait tomber sur les derrières de l'ennemi.

1. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 50; Hausen, *ouv. cit.*, p. 156; Bülow, *ouv. cit.*, p. 39.
2. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 52; Hausen, *ouv. cit.*, p. 157.

Il avait en effet télégraphié, le 28 au soir (19 h. 45), au duc de Wurtemberg :

Le XIIIe C. A. se portera demain par Dun sur Beaufort.

De son côté le général Gossler, commandant le VIe C. R., dit dans ses *Souvenirs* (p. 21) en parlant de l'ordre qu'il reçut dans la nuit du 28 au 29 : « La Ve armée franchira la Meuse à Dun et Vilosnes et tombera dans le dos de l'ennemi que le VIe C. A. a accroché sur la rive gauche au nord de Stenay [1]. »

Le Kronprinz avait prescrit en conséquence :

— Au VIe C., qui vient de lui être rattaché par la directive du 27 août du G. Q. G., de pousser en direction du sud;

— Au IVe C. C. soutenu par des détachements du XIIIe C., de se porter aussi rapidement que possible vers la ligne Dun-Sivry et de s'emparer des passages de la Meuse en ces points [2];

— Au XIIIe C. A. de marcher de Louppy-Jametz sur Sassey et Dun;

— Au VIe C. R. de se porter de Vittarville sur Vilosnes;

— Au XVIe C. de se porter de Mangiennes sur Sivry-sur-Meuse par Damvillers [3];

— Au Ve C. R. et à la *33e* D. R. de couvrir le flanc gauche de l'armée face au front nord de Verdun en se portant sur la ligne générale Consenvoye-Moirey-Romagne.

Le 29 au matin, le IVe C. C. s'était porté en deux colonnes vers la Meuse : au nord, *3e* D. C. de Brandeville sur Murvaux-Dun; au sud, *6e* D. C. de Peuvillers sur Vilosnes. Dans les bois de Murvaux, la *3e* D. C. avait été surprise par la garnison de Montmédy, cherchant à rejoindre les lignes françaises; il en était résulté un combat sanglant où était intervenue l'avant-garde du XIIIe C. A. [4].

1. On lit également dans le carnet du capitaine Gunther (*13e* chasseurs à cheval, *6e* D. C.) : « Notre plan est, avec l'aide des XIIIe et VIe corps actifs ainsi que du VIe C. R., de couper l'ennemi de Verdun et de l'encercler. Prendrons-nous l'armée ennemie? »

2. *Historique du 127e R. I.* (XIIIe C.), p. 13.

3. *Historique du 127e R. I.* (XIIIe C.), p. 13; *Historique du 145e R. I.* (*34e* D. I., XVIe C.).

4. *Historique du 123e R. I.* (XIIIe C.), p. 13; *Carnet du capitaine Gunther* (*6e* D. C.); Moser, *ouv. cit.*, p. 19.

Au débouché des bois, le corps de cavalerie avait été pris à partie par l'artillerie française de la rive gauche de la Meuse : d'autre part des reconnaissances avaient trouvé les ponts entre Dun et Sivry coupés; Dannevoux et Sivry occupés; faute de moyens de feux suffisants pour tenter de forcer le passage de la rivière (il ne disposait que du *5e* bataillon de chasseurs, le *6e* bataillon soutien de la *3e* D. C. étant demeuré à Etalle) il avait alors passé la main aux corps d'armée qui le suivaient : ceux-ci avaient renoncé, eux aussi, à tenter le passage le jour même [1]. Aussi le Kronprinz impérial n'avait-il pu donner, à 15 h. 20, au duc de Wurtemberg qui l'avait invité à poursuivre l'ennemi pour remporter un « grand succès », d'autre réponse que celle-ci que : « sur le front de la Meuse des forces ennemies puissantes étaient retranchées entre Dun et Sivry ». En fin de journée, les différents corps de la Ve armée étaient venus border la Meuse avec leurs avant-gardes.

Ainsi ni la IIIe armée ni la Ve armée n'étaient intervenues dans la bataille de la IVe armée. Aussi pouvons-nous dire que, si le duc de Wurtemberg a été sauvé de la situation critique où il se trouvait, ce fut non pas par l'énergie du haut commandement allemand, mais uniquement par la retraite volontaire de la 4e armée française.

Du fait de cette retraite la bataille de la Meuse était terminée pour la IVe armée, mais elle allait s'allumer à nouveau sur le front de la Ve armée, et une nouvelle crise aussi violente, aussi angoissante que celle des 27 et 28 août, allait s'ouvrir pour le Haut Commandement allemand.

IV

LA CRISE DE LA MEUSE A LA Ve ARMÉE

La journée du 30 août.

Pendant que dans la matinée du 30 août les corps d'armée du duc de Wurtemberg — à part la *15e* D. qui se porte vers le Chesne — continuent à se reconstituer et à se reposer, laissant l'armée française se retirer librement, von Hausen

1. Gossler, *ouv. cit.*, p. 22; *Historique du 127e R. I.* (XIIIe C.), p. 13.

remet ses corps en marche vers le sud pour couper la retraite à l'ennemi et remporter « le grand succès » que lui a fait entrevoir le commandant de la IVe armée. Il a rendu compte au G. Q. G. dans le courant de la nuit par la radio suivant :

> Armée a rencontré, le 29, à Novion-Porcien et Launois : 9e corps, éléments du 1er C. C., 51e D. R. français et les a rejetés derrière l'Aisne et à l'est du canal des Ardennes. Ennemi en retraite devant la IVe armée direction Vendresse, Attigny et au sud, IIIe armée poursuivra le 30 au delà de la ligne Château-Porcien, Attigny, Semuy.

Dès l'aube, le XIXe corps se met en marche sur Attigny, le XIIe sur Rethel, la *23e* D. R. sur Château-Porcien.

Si la *23e* D. R. peut atteindre son objectif et même franchir l'Aisne sans grande difficulté, le XIIe corps est obligé de s'engager à fond pour s'emparer de Rethel (*23e* D.) et pour parvenir jusque dans la région d'Amagne (*32e* D.). Au XIXe corps la lutte est plus sévère encore : ses deux divisions s'engagent dans la région de Tourteron et sont même menacées d'être débordées sur leur gauche. Le commandant du C. A. demande alors à la *15e* D. du VIIIe C., qui vient d'atteindre Chagny-Louvergny, de marcher sur Semuy pour le dégager. Le commandant du VIIIe corps refuse cet appui : comme il ne peut alléguer la fatigue de ses troupes, celles-ci venant d'avoir près de quarante-huit heures de repos, on est en droit de se demander si, en agissant ainsi, il ne s'est pas laissé aller à un sentiment de rancune à l'égard des Saxons auxquels il avait en vain fait appel pendant les journées des 27 et 28 août.

Quoi qu'il en soit, la violence du combat, l'acharnement de l'ennemi, qui a attaqué à plusieurs reprises, montrent à von Hausen qu'il ne peut espérer couper la retraite aux forces françaises opposées à la IVe armée, et que l'ennemi a au contraire des forces importantes derrière l'Aisne.

Dans ces conditions, von Hausen, qui depuis deux jours a marché vers le sud-est, puis vers le sud, et par conséquent ne s'est pas conformé à la directive du G. Q. G. du 27 août lui prescrivant de se porter en direction du sud-ouest, c'est-à-dire sur Reims, se demande avec anxiété s'il doit continuer à agir sur Rethel et Attigny. Il est d'autant plus inquiet qu'au cours de la matinée il a reçu un radio de von Bülow daté de la veille 23 h. 45, radio disant :

> L'aile gauche de la IIe armée est menacée d'encerclement à l'ouest de Vervins, la marche de la IIIe armée sur Vervins est instamment désirée [1],

et qu'il a répondu à von Bülow :

> L'ennemi est en retraite devant la IVe armée en direction sud-ouest, la IIIe armée pousse sur Château-Porcien-Attigny.

Reprendre la direction du sud-ouest, c'est laisser derrière l'Aisne des forces ennemies importantes qui, ou bien barreront la route à la IVe armée, ou bien pourront contre-attaquer soit le flanc droit de la IVe armée soit le flanc gauche de la IIe armée, ou bien encore se glisser entre ces deux armées. Continuer à coopérer avec la IVe armée, c'est peut-être laisser écraser la IIe armée. Or von Hausen ne sait même pas ce que fait la IVe armée pour accrocher l'ennemi en retraite. Se sentant perdu dans l'espace et ne recevant aucune directive du G. Q. G., il télégraphie au duc de Wurtemberg à 10 h. 30 :

> La IIIe armée pousse sur Château-Porcien, Attigny. Que fait la IVe armée? Où se trouve l'aile droite de la Ve armée.

Ce n'est que vers 15 heures que la IVe armée lui répondra :

> La IVe armée a rompu à 14 heures du front Marquigny-Vendresse-Stonne pour se porter sur Semuy-Quatre-Champs. Elle a poussé les détachements fortement en avant. L'aile droite de la Ve armée, VIe C., se trouve à Sommauthe, le XIIIe C. à Dun.

Entre temps von Hausen, qui, soit dit en passant, ne dut pas être très content de constater que son voisin s'était lancé aussi tardivement à la poursuite de l'ennemi, s'était lassé d'attendre une réponse et s'était adressé en désespoir de cause au G. Q. G. auquel il avait envoyé, vers 13 h. 30, le message suivant :

> La IIIe armée s'est encore heurtée au nord de l'Aisne à des forces importantes; à midi son combat progressait en direction Rethel-Semuy; le VIIIe C. est en marche par Vendresse. La IIIe armée pourra-t-elle continuer le 31 en direction du sud, si elle s'empare complètement de la coupure de l'Aisne, entre Rethel et Semuy, ou bien est-il indiqué qu'elle se porte en avant dans la zone de marche qui lui a été assignée? [2].

1. Von Bülow ne cite pas dans son Rapport ce nouvel et pressant appel.
2. Radio de la IIIe armée au G. Q. G. Mentionné non textuellement par Hausen (p. 160) et Baumgarten (p. 54).

A 17 heures il fait savoir discrètement au duc de Wurtemberg qu'il a demandé des ordres en haut lieu pour le lendemain :

> La IIIe armée attend encore aujourd'hui une directive sur la conduite qu'elle devra tenir le 31.

A 18 heures, inquiet sur le sort de la IIe armée et ignorant encore que la 5e armée française s'est repliée devant elle, il télégraphie à von Bülow pour lui demander de ses nouvelles :

> La IIIe armée est engagée sur la ligne Château-Porcien-Attigny, son combat progresse. Quelle est votre situation? [1].

Au cours de la nuit, après avoir réfléchi sur la situation, il estime qu'en raison de la résistance de l'ennemi, il n'y a plus lieu de poursuivre en direction du sud et, vers 1 heure du matin, il fait connaître sa façon de voir au G. Q. G. :

> La IIIe armée, dit-il, a eu le 30 au nord de Rethel-Attigny un combat victorieux contre un ennemi par endroit supérieur en nombre; elle a conquis les passages de Château-Porcien et Rethel après un dur combat; à 18 heures on combattait encore au nord d'Attigny. L'ennemi a encore des forces devant la IVe armée, mais son gros a été vraisemblablement enlevé en majeure partie par voie ferrée.

Il ajoutait « qu'en conséquence, après avoir donné un jour de repos à ses troupes — ce qu'il estimait absolument nécessaire après les marches extraordinaires et incessantes qu'elles avaient faites et les durs combats qu'elles avaient livrés — son intention était de :

> Faire faire mouvement à son armée dans la zone de marche qui lui a été assignée, où elle sera le 4 septembre derrière la ligne Laon-Guignicourt.

Et il fait également connaître cette intention au duc de Wurtemberg en ajoutant toutefois :

> La IIIe armée sera prête à soutenir le 31 la IVe armée au cas où l'ennemi défendrait les passages de l'Aisne.

La directive du G. Q. G., partie à 21 h. 30, arrive enfin dans la deuxième partie de la nuit et va encore changer les intentions de von Hausen. Cette directive est ainsi conçue :

> Intention de la IIIe armée de poursuivre en direction du sud

1. Radio de la IIIe armée à la IIe.

approuvée. IVe armée réglera ses mouvements par entente avec la IIIe armée. Aile gauche de la IIe armée marchera en direction approximative de Reims[1].

A la même heure le G. Q. G. envoyait aux Ire et IIe armées le radio suivant :

IIIe armée converse face au sud, marche vers l'Aisne, attaque au delà du front Rethel-Semuy et poursuivra en direction du sud. Les mouvements amorcés par les Ire et IIe armées sont conformes aux intentions du G. Q. G. Coopérer avec la IIIe armée, aile gauche de la IIe armée en direction approximative de Reims.

Nous reviendrons ultérieurement sur l'importance et sur les conséquences de cette décision du G. Q. G. allemand. Pour le moment contentons-nous de rechercher si elle fut due uniquement à la présence des forces françaises signalée derrière l'Aisne et dont la résistance lui a été signalée par von Hausen. Pour nous en rendre compte il est nécessaire de connaître les événements qui se sont passés pendant la journée du 30 août sur le front de la Ve armée et pendant les dernières heures de cette même journée sur le front de la IVe armée.

Nous avons vu que le 29 août après-midi le 4e C. C. et les corps du centre de la Ve armée avaient signalé au Kronprinz impérial que la rive gaucke de la Meuse était fortement occupée entre Dun et Consenvoye. Dans la soirée des renseignements d'aviation étaient venus s'ajouter à ceux fournis par la cavalerie; ils disaient que des colonnes ennemies, venant du sud, avaient été vues en marche sur la rive droite de la Meuse, en direction de Verdun, mais que d'autre part l'ennemi était en retraite de Bayonville sur Grand-Pré et que la route de Stenay à Nouart était libre.

Du premier de ces renseignements on avait conclu, semble-t-il, à l'état-major du Kronprinz que l'ennemi avait l'intention de contre-attaquer la Ve armée dans son flanc gauche pendant qu'elle chercherait à passer la Meuse [3]. On ne pouvait donc pas songer dans ces conditions et tant que la situa-

1. Von Hausen, *ouv. cit.*, p. 160.
2. Von Bülow, *ouv. cit.*, p. 43; von Kuhl, *ouv. cit.*, p. 105.
3. Carnet du lieutenant Jung du 7e régiment d'infanterie de réserve (Ve C. R.) : « 29 août : on s'attend à une attaque ».

tion ne serait pas éclaircie, à pousser les corps du centre (XVIe C. et VIe C. R.) sur la rive ouest de la rivière, car ils courraient les plus grands dangers si le corps de gauche, Ve C. R., était bousculé pendant leur passage. Seule l'aile droite, XIIIe C., pouvait chercher à prendre pied à l'ouest de Dun avec l'appui du IVe C. C. et du VIe C. Mais l'ennemi étant en retraite devant la IVe armée et de Bayonville sur Grand-Pré, il ne pouvait plus être question de porter le XIIIe C. en direction de Beaufort, comme on voulait le faire la veille. Il ne restait plus qu'à le porter vers le sud-ouest pour prendre en flanc, du nord au sud, avec le VIe C., les forces ennemies établies entre Dun et Sivry et ouvrir le passage de la Meuse aux autres corps de l'armée.

L'ordre de la Ve armée pour la journée du 30 août prescrivait en conséquence : au Ve C. R. de continuer à couvrir le flanc gauche de l'armée face à Verdun; au XVIe C. et au VIe C. R. de contenir l'ennemi de front et d'appuyer éventuellement le Ve C. R.; au XIIIe C. et au IVe C. C. de passer la Meuse, le premier à Dun, le second à Stenay, pendant que le VIe C. marcherait sur Buzancy-Fossé pour prendre en flanc les forces françaises de la région de Sivry-Consenvoye [1]. La division de landwehr Franke, destinée primitivement à l'investissement de Montmédy et devenue disponible par suite de l'évacuation de cette place, devait soutenir le IVe C. C. Mais le VIe C., fatigué par les combats incessants qu'il avait livrés au cours des derniers jours, fit savoir qu'il avait besoin de se reconstituer dans la région de Beaumont, et ne pourrait intervenir que le 31 [2].

Le 30 août le XIIIe C., ancienne aile droite de la Ve armée, est donc seul à tenter le passage de la Meuse.

Tandis qu'un régiment de la *27e* D. I. passe la rivière à Dun pour attirer l'attention de l'ennemi, le gros du XIIIe C. (*26e* D. I. en tête) la franchit plus au nord, dès les premières heures de la journée, sur deux ponts de bateaux jetés près de Sassey : mais à peine a-t-il gagné un kilomètre sur l'autre rive qu'il est pris à partie par une nombreuse artillerie et

1. Kronprinz Wilhelm, *loc. cit.*, p. 58; von Gossler, *loc. cit.*, p. 22; *Historique du 127e R. I.*, p. 13.
2. Kronprinz Wilhelm, *loc. cit.*, p. 58.

violemment contre-attaqué [1]. Il s'accroche péniblement au terrain entre Montigny et Mont. Plus au nord le IVe C. C. peut jeter, grâce à l'appui du *5e* bataillon de chasseurs, les éléments de tête de sa *3e* D. C. à l'ouest de Stenay, mais dans cette région boisée ils ne peuvent déboucher sur Beaufort : la situation du XIIIe C. devient très critique. Pour le secourir le général Hollen (IVe C. C.) fait appel à la division de landwehr Franke et jette une de ses brigades sur Viseppe et Montigny [2]; cette aide est insuffisante : le commandant du XIIIe C. demande à ses voisins et à la Ve armée de l'appuyer. Le commandant du VIe C. R. lui envoie une de ses divisions (*11e* D. R.) et toute son artillerie lourde (1 régiment de mortiers et un bataillon d'obusiers lourds [3]), mais ces troupes ne pourront agir que le lendemain. Quant au VIe C., qui se trouve au repos dans la région de Beaumont, il ne peut lui fournir aucun appui, car il vient lui-même de prendre brusquement les armes pour se porter au-devant de colonnes ennemies qui sont annoncées en marche de Buzancy et Nouart vers le nord [4].

Inquiet et n'osant prélever des forces sur son aile gauche qu'il croit sur le point d'être attaquée d'un moment à l'autre par la garnison de Verdun, le Kronprinz impérial s'adresse à la fois à la IVe armée et au G. Q. G. pour obtenir du secours : à la IVe armée il demande de se porter de bonne heure vers le sud le lendemain matin [5]; au G. Q. G., il demande de lui rendre le Ve C. qui attend dans la région de Thionville son départ pour le front russe. Après avoir demandé à Hindenburg, chef de la VIIIe armée en Prusse orientale, s'il peut se passer du Ve C., attendu que l'armée Sansonow vient d'être détruite à Tannenberg, et en avoir reçu une réponse affirmative [6],

1. Von Moser, *ouv. cit.*, p. 20 à 22; *Historique du 127e R. I.*, p. 14 et 15.
2. *Historique du 126e landwehr* (*division Franke*).
3. Von Gossler, *ouv. cit.*, p. 23.
4. *Historique du 51e R. I.* (*11e* D., VIe C.); Carnet du capitaine Gunther (*6e* D. C.). « 30 août : A 14 h. 15 notre équipage de pont et notre détachement de pionniers sont poussés en avant. A 15 heures nous sommes à Stenay. Malheureusement il nous faut faire aussitôt demi-tour, car la nouvelle vient d'arriver que des colonnes ennemies venant du sud marchent sur nous. »
5. Radio de 17 h. 15 de la Ve armée à la VIe : « Avance de la IVe armée demain très désirée pour passage Meuse Ve armée. »
6. Ludendorff, *Meine Kriegserinnerungen*, p. 45.

de Moltke accède à la demande de son Altesse impériale et le Ve C., subitement alerté, se met en marche, vers 16 heures dans la direction de la Meuse [1]. Mais si la *11e* D. R. ne peut aider le XIIIe C. que le lendemain, le Ve C., lui, ne pourra arriver sur le champ de bataille que dans quarante-huit heures au plus tôt.

Le 30 août au soir l'aile droite de la Ve armée se trouve donc dans une situation bien difficile : ramassée sur la rive gauche de la Meuse dans une tête de pont qui n'a même pas 2 kilomètres de profondeur, elle court le danger d'être rejetée dans la rivière si les forces françaises, signalées en marche sur Buzancy-Nouart, étendent leur offensive vers l'est.

Et pour comble de fatalité la IVe armée ne pourra probablement pas l'appuyer le lendemain! Elle vient d'apprendre en effet qu'elle est sur le point d'être attaquée, elle aussi : partie du front Marquigny-Vendresse-Stonne, pour se joindre au mouvement de poursuite de la IIIe armée [2] — mais à 16 heures seulement après avoir pris trente-six heures de repos pour se remettre de son échec de la Meuse — elle s'était à peine mise en marche vers le front Semuy-Quatre-Champs que son aviation lui avait transmis un renseignement disant que des colonnes ennemies venant de l'Aire se portaient vers le nord! Et devant cet ennemi, qui le matin encore, selon ses dires, était en « retraite désordonnée », ses corps s'étaient aussitôt arrêtés sur la ligne générale :

Louvergny (VIIIe C.), Vendresse (VIIIe C. R.), La Cassine-Sauville (XVIIIe C.), La Besace (XVIIIe C. R.).

1. Carnet du major Baron, commandant le *2e* bataillon du *19e* R. I. (Ve C.); Carnet du Vize-feldwebel Hunkemoeller, *6e* grendaiers (*10e* D., Ve C.); Carnet anonyme du Ve C. : « Le mouvement du Ve C. a été motivé par ce fait que le XIIIe C. n'arrivait pas à forcer le passage de la Meuse ».

2. *Ordre d'opération de la 25e division* (XVIIIe C. A.), pour le 30 août :

Haraucourt, 30 août 1914.

I. L'ennemi, battu hier 29 août par la IIIe armée, est en retraite derrière l'Aisne et sur le canal des Ardennes.

II. La IIIe armée poursuit l'ennemi : son aile gauche marche sur Attigny.

III. La IVe armée entreprendra, elle aussi, la poursuite immédiatement (!) pour atteindre l'ennemi.

Le VIIIe C. R. se portera par Chemery sur Vendresse; le XVIIIe C. par Artaise-le-Vivier, Rannay, le Chesne, Les Alleux-sur-Yoncq.

IV. Le XVIIIe C. se portera aujourd'hui *à partir de 16 h. 30* en deux colonnes dans la direction indiquée.

et leurs avant-postes s'étaient retranchés pour recevoir l'attaque ennemie.

Journée du 31 août.

Devant la situation critique du XIIIe C. le commandant de la Ve armée ne pouvait pas continuer à laisser ses corps du centre assister en spectateurs sur la rive droite de la Meuse au combat de son aile droite. Le 31 au matin, il se décide, bien qu'à regret, à leur donner l'ordre de forcer eux aussi le passage de la rivière [1]. Tandis que le Ve C. R. continue à se retrancher face au front nord de Verdun et passe une partie de son artillerie au XVIe C. pour l'aider à contre-battre les batteries de la rive ouest de la Meuse, celui-ci, se sentant trop près de la place, demande au VIe C. R. de lui céder quelque terrain en roquant vers le nord [2]. Le VIe C. R., qui a déjà envoyé sa *11e* D. R. sur Sassey, pousse sa deuxième division (*12e* D. R.) à l'est de Dun et le XVIe C. peut appuyer à son tour sur Vilosnes.

A l'aile gauche le XIIIe C., qui s'est retranché pendant la nuit, demeure sur la défensive pendant toute la matinée [3]. Dans l'après-midi, vers 16 heures, apprenant que la *11e* D. R. commence à passer la Meuse ainsi d'ailleurs qu'un groupement de bataillons de marche wurtembergeois [4], il donne l'assaut aux hauteurs qui dominent Mont et Montigny, s'en empare, mais ne peut progresser au delà ; les bataillons de marche eux-mêmes sont engagés en vain sur Montigny. A sa gauche la *11e* D. R., qui marche de Sassey sur Doulcon, ne parvient pas non plus à dépasser les crêtes à l'ouest de cette localité. Plus au nord, le IVe C. C. est arrêté devant Beaufort et le VIe C. A., qui s'est mis en route dès l'aube pour appuyer le XIIIe C., est bloqué toute la journée devant Fossé [5].

La situation de la Ve armée demeure donc critique.

1. Kronprinz Wilhelm, *ouv. cit.*, p. 58; *Historique du 145e R. I.* (*34e* D. I., XVIe C.), p. 44.

2. Von Gossler, *ouv. cit.*,

3. Moser, *ouv. cit.*, p. 24; *Historiques des régiments wurtembergeois*, 120, 124, 127.

4. Renforts venant des dépôts de l'intérieur et constitués provisoirement en bataillons pour rejoindre le front.

5. Carnet du capitaine Gunther (*6e* D. C.). « 1er septembre : Nous sommes toujours à Stenay. Dans l'après-midi nous sommes brusquement alertés pour aller aider le VIe C., qui est menacé, mais on s'aperçoit tout à coup que c'est un ordre de la veille. »

La IVe armée n'avait d'ailleurs pas pu apporter au Kronprinz impérial toute l'aide qu'il désirait. Dans la nuit du 30 au 31, le duc de Wurtemberg avait déduit des renseignements qu'il avait reçus que contrairement à ce qu'il croyait antérieurement l'ennemi n'était pas en pleine retraite devant son front et qu'une bataille était probable pour le lendemain. Tenant compte d'autre part de la situation de la Ve armée, il avait décidé de soutenir directement le Kronprinz avec son corps de gauche et avec ses autres corps d'attaquer les forces ennemies signalées devant son front de façon à déborder et à envelopper par l'ouest, de concert avec la IIIe armée, le groupement des 3e et 4e armées françaises. Il avait aussitôt donné des ordres dans ce sens et fait connaître ses intentions à von Hausen [1].

Mais les corps de la IVe armée, encore insuffisamment remis des émotions de la bataille de Sedan, ne font pas preuve d'un grand mordant. Le VIIIe C. déclare qu'il a en face de lui un adversaire solidement retranché et qu'il ne peut attaquer; les autres corps ne peuvent dépasser la transversale le Chesne, les Petites Armoises (VIIIe C. R.), Sy (XVIIIe C.), Osches (XVIIIe C. R.).

La IIIe armée n'avait guère été plus heureuse. Nous avons vu que von Hausen, le 30 au soir, était fort indécis sur la direction de marche qu'il devait prendre. La directive du G. Q. G. lui permettant de marcher en direction du sud, puis l'invitation du duc de Wurtemberg à agir de concert avec la IVe armée, l'avaient finalement déterminé à attaquer en direction du sud et du sud-est. Il en avait rendu compte à 5 heures du matin au G. Q. G. par le radio suivant :

> La IIIe armée se porte à l'attaque en direction sud-est en liaison avec la IVe armée.

Son aile droite (23e D. R.) et son centre (XIIe C.) avaient alors commencé à progresser, pendant les premières heures de la matinée, au sud de la ligne Château-Porcien-Rethel, mais von Hausen les avait arrêtés vers 8 heures à la nouvelle que l'aile droite de la IVe armée (VIIIe C.) n'attaquerait pas

1. Baumgarten-Crusius, *ouv. cit.*, p. 54.

le 31. Cependant, le duc de Wurtemberg ayant dissipé ce malentendu en lui annonçant vers 13 heures que son armée marchait à l'attaque et qu'il comptait fermement sur la coopération de la IIIe armée pour déborder et envelopper les forces françaises situées entre Aisne et Meuse, von Hausen avait prescrit vers 15 heures à ses corps de reprendre l'offensive. Le XIIe C. R. et le XIIe C. purent atteindre la ligne Avançon-Perthes-le-Ménil-Aunel, mais à l'aile gauche le XIXe C., menacé sur son flanc est, ne put franchir l'Aisne dans la région d'Attigny.

Les IIIe et IVe armées allemandes n'avaient donc pas apporté à la Ve armée l'aide qu'elle attendait. Et le Ve corps, accourant de Thionville, avait encore ses têtes de colonnes sur l'Othain, au sud-ouest de Longuyon, et ne pouvait intervenir dans la bataille que le lendemain dans l'après-midi. L'héritier impérial courait encore, le 31 au soir, le danger de subir un échec.

Aussi de Moltke, inquiet pour la renommée de l'auguste commandant de la Ve armée, envoie-t-il, le 31 à 8 h. 35 du soir, à von Hausen et au duc de Wurtemberg le radio suivant :

> Il est de toute nécessité que les IIIe et IVe armées continuent à se porter en avant sans arrêt, car la Ve armée est engagée dans un dur combat pour franchir la Meuse[1].

V

LE DÉNOUEMENT DE LA CRISE

1er septembre.

La journée du 1er septembre va dénouer partiellement la crise que traverse la Ve armée et avec elle le centre allemand; toutefois ce ne sera pas, comme on pourrait le croire *a priori*, grâce à l'activité des IIIe et IVe armées, mais bien, encore une fois, grâce à la retraite volontaire des armées françaises. Quelque pressante que soit, en effet, l'invitation de Moltke, elle n'aura aucune action efficace sur ses subordonnés, ni à

1. Von Hausen, *ouv. cit.*, p. 165; Baumgarten, *ouv. cit.*, p. 56.

la IIIe, ni à la IVe armée. Aussi les angoisses du Kronprinz impérial dureront-elles encore toute la journée[1].

Nous avons vu qu'au cours de la journée du 31 août l'aile droite de la IIIe armée (XIIe C.) avait bien pu franchir l'Aisne dans la région Château-Porcien-Rethel, mais que son aile gauche (XIXe C.) avait été bloquée entre Attigny et Tourteron.

Ne pouvant poursuivre vers le sud, comme le demande le G. Q. G., en laissant son XIXe C. à la traîne, von Hausen envisage deux solutions pour permettre à ce corps de passer sur la rive sud de l'Aisne : ou bien le faire roquer vers l'ouest aux côtés du XIIe C. qui a déjà franchi la rivière, ou bien demander à la IVe armée de l'aider à passer l'Aisne en dirigeant le VIIIe C. de la région du Chesne sur celle de Semuy-Yoncq dans le flanc des forces opposées au XIXe C. C'est à cette solution que s'arrête tout d'abord von Hausen et, pour obtenir l'appui du VIIIe C., il envoie vers minuit un officier de liaison, le major Loof, à Sedan, au Q. G. de la IVe armée.

Cependant, se doutant de la réponse qu'il va recevoir, il laisse entendre dans un radio de 1 h. 50 au G. Q. G. qu'il n'y a guère lieu de compter, le 1er septembre, sur une action énergique de la part de son armée :

> IIIe armée devant ennemi puissant établi dans position organisée sur coupure de l'Aisne sud de Rethel nord de Semuy. 9e D. C. française à Gimont. Attaque probablement possible le 2 septembre[2].

A l'aube le major Loof revient avec la réponse suivante : « Le VIIIe C. A., qui a rencontré une forte résistance le 31, ne continuera ses attaques que quand il aura obtenu la supériorité du feu sur l'artillerie ennemie; pour cela il doit attendre le régiment de mortiers de l'armée qui a été employé contre le fort des Ayvelles et n'a pas encore rejoint. En outre les enseignements récents et sanglants tirés des combats de Sedan

1. Kronprinz Wilhelm, *ouv. cit.*, p. 59. « Naturellement je vécus avec mon état-major dans une grande tension, me demandant ce que la journée historique du 1er septembre réserverait à mes corps du sud engagés à leur tour dans de durs combats pour le passage de la Meuse. »

2. Baumgarten-Crusius et Hausen se gardent bien dans leurs ouvrages de mentionner ce radio, car, comme nous le verrons plus loin, il eut une grande importance dans les décisions du G. Q. G.

et Olizy ont montré que pour effectuer un passage de rivière il faut que l'infanterie agisse avec prudence : donc si le VIIIe C. doit passer l'Aisne, l'aide qu'il apportera au XIXe C. ne sera pas immédiate. En tout cas on ne peut pas encore dire pour le moment si le VIIIe C. marchera vers le sud ou le sud-ouest, car la situation n'est pas éclaircie devant le front de la IVe armée. Par contre, si le général von Hausen se décide à faire roquer le XIXe C. vers l'ouest pour le faire attaquer avec le XIIe C., il serait désirable qu'il laisse une division vers Attigny pour couvrir le flanc droit de la IVe armée. L'état-major de la IVe armée estime d'ailleurs que le radio du G. Q. G. invitant les IIIe et IVe armées à pousser sans arrêt vers le sud pour aider la Ve armée est devenu sans valeur, car la Ve armée a réussi entre temps à franchir la Meuse [1]. »

Pareille réponse était une fin de non recevoir évidente. Aussi sommes-nous en droit de nous demander si l'état-major du duc de Wurtemberg ne gardait pas rancune à von Hausen de la lenteur et des hésitations dont il avait fait preuve pour répondre, en désobéissant au G. Q. G., aux appels répétés que la IVe armée lui avait adressés les 27 et 28 août quand ses corps étaient dans une situation si critique au passage de la Meuse. Nous reviendrons dans un instant sur ce point.

Quoi qu'il en soit, von Hausen, abandonné à ses seules forces, prend vers 7 heures du matin la décision énergique... de laisser ses troupes au repos et de n'attaquer que le lendemain. Et c'est ainsi que l'ordre du G. Q. G. est exécuté! L'un des commandants d'armée décide d'attendre l'arrivée de son artillerie lourde pour aider son camarade, l'autre remet son attaque au lendemain.

Mais à 8 h. 12 von Hausen reçoit du G. Q. G. le télégramme suivant daté de 7 h. 55 [2] :

> Il est de toute nécessité que la IIIe armée attaque immédiatement et sans tenir compte d'aucune considération en direction du sud-est, car le résultat de la journée en dépend!

Ce message, plutôt curieux, dut surprendre von Hausen : la veille au soir de Moltke lui a prescrit de marcher en direc-

1. Baumgarten-Crusius et Hausen.
2. Baumgarten-Crusius, p. 56; Hausen, p. 168; Kuhl, p. 112.

tion *du sud*, et maintenant il lui ordonne de se porter vers le *sud-est*. Le résultat de la journée en dépend? Quel résultat, puisqu'on a déclaré à Sedan au major Loof que la Ve armée avait franchi la Meuse et qu'il n'était plus nécessaire de l'aider? Pourquoi attaquer immédiatement et sans tenir compte d'aucune considération? Von Hausen dut trouver le message du G. Q. G. bien laconique dans sa brutalité; mais en son for intérieur il dut se dire qu'il était la réponse indirecte de la IVe armée aux déclarations que le major Loof avaient faites quelques heures auparavant à Sedan quand il avait annoncé, au nom de son chef, que la IIIe armée ne pourrait pas attaquer le 1er septembre sans l'aide du VIIIe C.

Nous aussi, nous sommes convaincus moralement que le message de 7 h. 55 du G. Q. G. a été provoqué par l'état-major du duc de Wurtemberg. Le rapprochement des heures et la comparaison des textes des messages le prouvent. Il est évident qu'après le départ du major Loof (arrivé à Sedan à 2 h. 45, celui-ci a dû en repartir vers 4 heures au plus tard), le chef d'état-major du duc de Wurtemberg a dû téléphoner au G. Q. G. à Luxembourg, ou envoyer un officier en auto [1] pour se plaindre de la conduite de la IIIe armée. Il a dû montrer von Hausen restant inactif le 1er septembre et ne voulant attaquer que le 2, du côté de Rethel, en laissant le flanc droit de la IVe armée découvert, alors que, s'il attaquait vers Attigny, non seulement il aiderait la IVe armée qui ne peut progresser, mais il pourrait aussi agir sur les derrières de l'ennemi qui a encore contre-attaqué la veille. Comment expliquer autrement l'ordre du G. Q. G. de 7 h. 55 prescrivant à la IIIe armée de marcher en direction du *sud-est*? Quel motif déterminant pourrait-on lui trouver, autre que celui de secourir la IVe armée, puisque, pour aider la Ve armée, l'ordre de Moltke de la veille prescrivait *à la fois aux IIIe et IVe armées* de marcher vers *le sud*? N'était-il pas d'ailleurs dans le tempérament du duc de Wurtemberg de faire remplir sa mission par ses voisins ou tout au moins de se faire aider constamment par eux? N'est-ce pas lui qui, le 29 août au

1. De Sedan (Q. G. de la IVe armée) à Luxembourg, il y a 140 kilomètres environ par la grande route transversale Sedan-Florenville-Etalle-Arlon : cette distance pouvait être facilement franchie en trois heures.

matin, a télégraphié à von Hausen : « La IVe armée attendra dans son ancienne position l'intervention de la IIIe armée », alors qu'il avait sur son front des indices nombreux que l'armée française était en retraite?

Il y a donc eu plainte du duc de Wurtemberg contre von Hausen et ceci nous amène encore une fois à constater que la camaraderie n'était pas très grande entre les commandants d'armée allemands.

Le 16 août von Bülow entre en conflit avec von Hausen et le 17 avec von Kluck; les 21 et 22 août sur la Sambre ses relations sont plutôt tendues avec ses deux voisins; le 27 sur l'Oise il se plaint au G. Q. G. de la conduite de von Hausen qui s'éloigne de lui et marche vers le sud. Le 1er septembre son Altesse royale le duc de Wurtemberg fait preuve d'une mauvaise volonté et d'un manque de correction coupables envers son humble camarade saxon.

En 1914 les armées impériales ont lourdement souffert de ce manque de camaraderie; elles en ont souffert durant toute la guerre et ce fut là certainement une des causes encore obscures de la défaite allemande. N'est-ce pas en partie pour ne pas laisser toute la gloire de la victoire possible au Kronprinz Rupprecht que Ludendorff, au printemps 1918, a attaqué dans la région de Saint-Quentin et placé la XVIIIe armée sous les ordres du Kronprinz impérial? Cette rivalité, nous dirons même cette haine sourde de chef à chef qui se manifeste encore aujourd'hui en Allemagne, a pesé comme un cauchemar sur les opérations allemandes. Si l'on pouvait connaître toutes les pensées de ces commandants d'armée et de leurs chefs d'état-major sur leurs camarades des armées voisines, la vérité historique ferait un grand pas. L'histoire militaire autant que l'histoire politique est marquée du sceau des passions et des faiblesses humaines. Tant que des armées combattant côte à côte seront commandées les unes par des princes de sang impérial ou royal, les autres par des généraux sortis du peuple, leur coopération sans réserve, si nécessaire à la cause commune, sera compromise. Ce manque d'unité morale dans le commandement allemand nous aidera peut-être encore un jour!

Quoi qu'il en soit, il est un fait : c'est que de Moltke, qui le

30 août avait autorisé von Hausen à marcher en direction du sud pour aider indirectement son Altesse le Kronprinz impérial, n'a pas osé le 1er septembre déplaire à son Altesse grand-ducale de Wurtemberg et a ordonné à von Hausen de marcher en direction du *sud-est* en partie pour assurer le succès de la journée de la IVe armée. Nous disons en partie, car, comme nous le verrons un peu plus tard, un sentiment réel d'inquiétude pour le sort de tout son centre, joint peut-être à une vague idée de manœuvre possible contre les 4e et 3e armées françaises, hantait l'esprit de Moltke et de ses collaborateurs du G. Q. G.

Ainsi donc pour la troisième fois depuis quinze jours, de Moltke s'est laissé entraîner à modifier son plan initial sur les instances de ses subordonnés : le 18 août il a permis au prince héritier de Bavière d'attaquer en Lorraine; le 22 août il a autorisé le Kronprinz impérial à prendre l'offensive en Woëvre au lieu de rester sur la défensive en s'appuyant sur le système Metz-Thionville; le 1er septembre il ordonne à von Hausen d'attaquer face au *sud-est* et confirme ainsi de plus en plus nettement son intention de faire exécuter une conversion face au sud et même au sud-est à tout son centre et partant à son aile droite. Ce n'est plus l'aile marchante qui règle le mouvement de conversion du gros des armées allemandes, ainsi qu'il était écrit dans la directive de concentration des armées, mais le centre! Dans quelques heures de Moltke va encore accentuer cette modification à son plan : non content d'avoir dirigé l'aile gauche de la IIe armée sur Reims le 30 août, il l'appellera sur Château-Porcien.

A 9 h. 45, en exécution de l'ordre impératif qu'il vient de recevoir du G. Q. G., von Hausen prescrit à ses corps d'attaquer immédiatement en direction du sud-est, *23e* D. R. et XIIe C. sur leur front actuel, le XIXe C. en serrant à l'ouest sur le XIIe, et il en prévient aussitôt la IVe armée par radio entre 10 heures et 10 h. 15 :

> Le G. Q. G. ordonne que IIIe armée attaque immédiatement; XIIe C. et 23e D. R. commenceront attaque à 13 heures en partant de Ménil.
>
> XIXe C. commence immédiatement son attaque d'artillerie

à côté IVe armée; éléments disponibles seront rameutés vers XIIe C. Coopération IVe armée instamment désirée.

Mais quelque temps après von Hausen apprend par son aviation que l'ennemi est en pleine retraite devant tout son front en direction sud-ouest; il en déduit : 1° qu'il n'est plus nécessaire de faire serrer le XIXe C. vers l'ouest, et qu'il peut passer l'Aisne à Attigny; 2° qu'il n'y a plus lieu de pousser vers le sud-est comme l'a ordonné le G. Q. G., mais droit au sud. Il en décide ainsi et prévient successivement la IVe armée, le G. Q. G. et la IIe armée :

Radio de 12 h. 45 à la IVe armée :

Aviateurs signalent ennemis en pleine retraite devant IVe armée. Nous poursuivons à gauche sur Somme-Py.

Radio de 13 h. 30 au G. Q. G. :

Après attaque déclenchée compte rendu d'aviation signale ennemi en retraite vers sud-ouest, d'où direction de poursuite variantée vers sud.

Radio de 13 h. 40 à la IIe armée :

Ennemi en retraite devant IIIe armée. Nous poursuivons à droite jusqu'à Aussonce.

Mais les arrière-gardes françaises contiennent sérieusement les colonnes d'attaque de von Hausen.

A l'ouest la *23e* D. R., qui s'est portée en deux colonnes de Château-Porcien sur Bergnicourt et Tagnon, est retenue jusqu'à la tombée de la nuit devant le Châtelet (600 hommes de pertes).

Au centre le XIIe C. qui s'est porté également en deux colonnes, *32e* D. sur Perthes-Juniville, *23e* D. d'Ambly-Thugny sur Pouvres-Machault, doit s'engager à fond pour s'ouvrir la route jusqu'à la Neuville-Machault.

A l'est le XIXe C. est plus heureux et pousse d'Attigny jusqu'à Semide.

Ayant reproché à la IIIe armée son inactivité, le duc de Wurtemberg ne pouvait se dispenser, le 1er septembre, de continuer son attaque en direction du sud. Il le fait savoir à 13 heures et 15 h. 30 à la IIIe armée en réponse à la demande que celle-ci lui a adressée à 12 h. 45 :

A 13 heures :

Attaque ordonnée en cours. Aile gauche sur Buzancy. Colonne ennemie en retraite aux Alleux. Arrière-garde vue à ce point. D'après déclarations de prisonniers désorganisation commence parmi troupes françaises.

A 15 h. 30 :

Armée à midi sur ligne La Neuville et Day-Fontenoy (sud de Pierrement). Ennemi en retraite vers le sud devant la IIIe armée. Vraisemblablement aussi devant aile gauche de la IVe. Celle-ci poursuit avec son aile gauche de Buzancy (inclus) à Sommerance (inclus).

Or si nous nous rappelons que la IVe armée était la veille au soir sur le front Montgon-Le Chesne-Osches, nous constatons qu'à midi elle n'a pas fait grand chemin, donc que ses corps n'ont pas dû attaquer bien énergiquement.

Elle n'atteindra d'ailleurs en fin de journée que le front : les Alleux (VIIIe C.)-Quatre-Champs (VIIIe C. R.)-Boult-aux-Bois (XVIIIe C.)-Briquenay (XVIIIe C. R.), toujours ramassée sur un front de moins de 20 kilomètres.

Quant à la Ve armée, la journée n'a été mouvementée pour elle, et pour cause, qu'à son aile sud.

Ayant appris dans la soirée du 31 août qu'à l'ouest de Dun l'ennemi s'est replié vers le sud, mais se retranche à nouveau sur le front Amcreville-les-Grands-Carrés-Bois-du-Hazois, le Kronprinz, qui craint une nouvelle réaction française, décide dans la nuit de ne pas attaquer le lendemain avec son aile droite et de se contenter de l'amener face à la position ennemie, c'est-à-dire face au sud, en la faisant pivoter autour de Dun [1]. Seuls les corps du centre (VIe C. R. et XVIe C.) attaqueront pour forcer à leur tour le passage de la Meuse. Quant au Ve C., arrivé sur l'Othain, le Kronprinz voudrait bien le pousser à la place du IVe C. C. entre les VIe et XIIIe C. Mais un officier du G. Q. G. vient lui signaler de la part de Moltke que les Français pourraient bien renouveler en Woëvre leur attaque du 25 août et qu'il y a lieu de garder sérieusement la ligne de communication de la Ve armée sur Thionville, bref que le Ve C. serait bien employé dans la région Étain-Con-

1. *Historique du 127e R. I.* (XIIIe C.), p. 16; Carnet du capitaine Gunther (IVe C. C.).

flans. Comme le XIIIe C. a réussi à agrandir sa tête de pont sur la rive gauche, le Kronprinz consent à ne plus pousser le Ve C. A. vers l'ouest : il demeurera provisoirement sur l'Othain en réserve d'armée [1].

Dans la matinée du 1er septembre, l'aile gauche de la 3e armée française étant en retraite au sud de Nouart, le mouvement de l'aile droite de la Ve armée s'effectue sans combat : le VIe C. vient occuper le front Fossé-Barricourt, le XIIIe C. se forme à la lisière des bois du Tailly et de la Grande-Rappe [2], le IVe corps de cavalerie se reforme à Stenay.

Au centre le commandant du VIe C. R. fait franchir la Meuse à Dun à sa deuxième division (*12e* D. R.) et la pousse vers son autre division (*11e* D. R.) retranchée dans les bois de Doulcon, ce qui donne lieu à un combat assez vif, car dans cette région l'ennemi ne s'est pas encore complètement replié. Le VIe C. R. se retranche ensuite au cours de l'après-midi sur ses positions à l'ouest et au sud-ouest de Doulcon [3].

Plus au sud le XVIe C. réussit à jeter pendant la nuit des ponts sur la Meuse à Vilosnes et Sivry, et à prendre pied sur la rive gauche dans la région de Dannevoux; mais au cours de la matinée suivante il est violemment contre-attaqué et subit de lourdes pertes [4].

La situation s'était donc améliorée progressivement au cours de la journée pour les trois armées du centre allemand, mais le G. Q. G. ne le sut que tardivement. Aussi l'inquiétude qui l'avait gagné le 31 au soir avait-elle continué à le tenailler pendant une grande partie de la journée. Il semble même que vers midi il ait considéré la situation de son centre comme très critique.

En effet après avoir ordonné à 7 h. 55 du matin à von Hausen « d'attaquer immédiatement et sans tenir compte d'aucune considération en direction du sud-est », il avait envoyé à 11 h. 55 le radio suivant à von Bülow :

1. Kronprinz Wilhelm, *ouv. cit.*, p. 58.
2. Von Moser, *ouv. cit.*, p. 26; *Historique du 127e R. I.*
3. Von Gossler, *ouv. cit.*
4. *Historique du 145e R. I.* (*34e* D., XVIe C.).

Les IIIe, IVe et V^e armées sont engagées dans un dur combat contre des forces supérieures. Aile droite de la IIIe armée près de Château-Porcien sur l'Aisne.

Il est instamment désirable que l'aile gauche de la IIe armée se porte dans cette direction et intervienne si possible en cours journée avec sa cavalerie. Une division de cavalerie ennemie est signalée à l'ouest de Château-Porcien [1].

Ainsi les événements qui se passent sur le front du centre allemand influencent de plus en plus les décisions de Moltke. Après avoir ordonné le 30 août à von Bülow de faire face au sud et de porter son aile gauche sur Reims, il lui prescrit, le 1er septembre, de faire obliquer cette aile vers le sud-est en direction de Château-Porcien.

Quelles sont les raisons qui ont pu l'amener à pareille décision? La première phrase de son message l'indique : c'est la situation difficile des IIIe, IVe et V^e armées. Mais il connaissait déjà la veille au soir cette situation et cependant à ce moment-là il n'avait nullement songé à faire intervenir la IIe armée; il s'était contenté de prescrire aux IIIe et IVe armées de pousser en direction du sud. Des faits nouveaux s'étaient donc passés qu'il n'avait appris que dans la matinée; or ces faits nouveaux ne peuvent être, d'une part, que l'impossibilité pour la IVe armée de continuer à progresser, — impossibilité qui avait déjà motivé l'ordre télégraphique de Moltke de 7 h. 55, — d'autre part, le radio de 1 h. 50 de von Hausen annonçant au G. Q. G. que « son armée a devant elle un ennemi installé dans des positions organisées et qu'il ne pourra l'attaquer que le 2 septembre ». Ce radio avait anéanti l'espoir que de Moltke avait mis en la IIIe armée pour soulager le Kronprinz impérial. Si la IIIe armée ne pouvait avancer que dans vingt-quatre heures, si aucune pression n'était faite dans le flanc ouest de l'ennemi, la Ve armée était condamnée à rester pendant longtemps encore exposée au danger d'être rejetée dans la Meuse. Il fallait donc ouvrir la voie à la IIIe armée et pour cela il n'y avait qu'un moyen : faire appel à la IIe armée.

Nous croyons notre hypothèse sur l'influence exercée par le radio de von Hausen d'autant plus justifiée que la phrase finale du message du G. Q. G. reproduit, à peu de chose

1. Von Kuhl, *ouv. cit.*, p. 111; von Bülow, *ouv. cit.*, p. 46.

près, l'indication donnée par von Hausen sur la présence d'une division de cavalerie française à Gomont (ouest de Château-Porcien).

Quant à l'idée d'une manœuvre contre les forces françaises combattant entre Meuse et Aisne, il n'en est encore nullement question dans les messages de Moltke. Celui-ci semble au contraire inquiet sur le sort de son centre, car entre midi et 14 heures il s'adresse successivement à chacune de ses armées pour avoir de leurs nouvelles [1].

Ce n'est que dans la soirée que de Moltke sera délivré de ses angoisses, quand il saura que l'ennemi est en retraite devant la IIIe armée et probablement aussi devant la IVe. Il répondra alors à 21 h. 40 à une demande de directive du duc de Wurtemberg pour la journée du 2 :

> Exploiter le succès de concert avec la IIIe et la Ve armée.

Et quelques instants après, à 22 h. 10, il indiquera enfin à la IIIe armée une idée de manœuvre, celle d'ailleurs que von Hausen lui a signalée lui-même à 13 h. 30 [2] :

> A l'ouest et à l'est de l'Argonne bivouacs français sur une grande étendue. Colonnes de voitures en marche vers le sud-ouest.
> Tentative de repli de l'ennemi vers le sud-ouest vraisemblable. Une intervention énergique, déclenchée de grand matin de la IVe et surtout de la IIIe armée, en direction générale du sud, peut procurer un grand succès.

Il confirme aussi à nouveau l'intention qu'il a manifestée la veille au soir de faire converser toute sa masse de manœuvre face au sud. Elle est désormais si bien arrêtée dans son esprit qu'il néglige de prévenir la IIe armée qu'elle n'a plus besoin de marcher vers le sud-est pour aider la IIIe armée.

1. *A 12 h. 10 à la* IVe *armée :*
« Prière de faire connaître la ligne atteinte à midi. »
A 13 h. 30 à la IIIe *armée :*
« Où sont actuellement vos différents corps ? Où est votre aile gauche? Quels sont vos objectifs de marche? »
A 13 h. 30 à la Ve *armée :*
« Où est votre aile droite? Quels sont ses objectifs? Sur quelle ligne se trouve l'armée? Quelle ligne cherche-t-elle à atteindre aujourd'hui? »

2. Baumgarten, *ouv. cit.*, p. 64; Hausen, *ouv. cit.*, p. 170 (texte intégral non reproduit).

Vingt-quatre heures plus tard il arrêtera définitivement sa décision par son fameux radio du 2 septembre, 22 h. 30 :

> Intention de la Direction Suprême est de refouler les Français en direction du sud-est en les écartant de Paris. Ire armée suivra IIe en échelon et assurera en outre la couverture du flanc droit des armées [1].

VI

LA DÉCISION DE MOLTKE DU 30 AOUT ET LES RÉSULTATS DE LA BATAILLE DE LA MEUSE

Nous avons maintenant un tableau suffisamment net de la situation du centre allemand pour déterminer les causes qui amenèrent de Moltke, dans la soirée du 30 août, à faire converser son aile droite et son centre en direction du sud, décision traduite par les télégrammes que nous avons déjà cités, à savoir :

A von Hausen (21 h. 30) :

> Intention de la IIIe armée de poursuivre en direction du sud approuvée. IVe armée réglera son mouvement par entente avec la IIIe. Aile gauche de la IIe armée marchera en direction approximative de Reims.

A von Bülow et à von Kluck (à 21 h. 45) :

> La IIIe armée a conversé face au sud, elle marche sur l'Aisne, attaque au delà du front Rethel-Semuy et poursuivra en direction du sud.
>
> Les mouvements amorcés par les Ire et IIe armées sont conformes aux vues du G. Q. G. Coopérer avec la IIIe armée, aile gauche de la IIe armée en direction approximative de Reims.

Si la comparaison de ces deux télégrammes montre déjà à elle seule que l'approbation donnée par de Moltke à la proposition de Bülow — marcher sur la Fère-Laon — et à celle de von Kluck — faire converser la Ire armée vers l'est — ne fut qu'une conséquence de la décision qu'il avait prise de laisser la IIIe armée s'orienter en direction du sud et non plus du sud-ouest, le récit détaillé des événements l'a confirmé amplement. Nous pouvons donc dire que si von Kluck n'avait

1. Von Kuhl, *ouv. cit.*, p. 118; Baumgarten, *ouv. cit.*, p. 66; Bülow, *ouv. cit.*, p. 49.

pas conversé le 30 août de son propre mouvement, il n'en aurait pas moins été obligé, le lendemain ou le surlendemain, de faire passer une notable partie de ses forces à l'est de l'Oise, attendu que Bülow avait reçu l'ordre de porter son aile gauche sur Reims et non plus sur Paris.

Or pourquoi de Moltke a-t-il autorisé, le 30 août au soir, von Hausen à poursuivre son mouvement vers le sud, c'est-à-dire sur Rethel-Attigny, alors que le 27 il lui prescrit formellement, à la suite des plaintes de von Bülow, de marcher sur Laon et Guignicourt? Est-ce parce que von Hausen lui avait signalé des forces ennemies derrière l'Aisne entre Attigny et Vouziers et que l'hypothèse qu'il avait envisagée dans sa directive du 27 août se trouvait réalisée [1]? Non, la demande de von Hausen ne fut que le prétexte et l'occasion de la décision de Moltke. Les causes réelles de cette décision doivent être cherchées dans la situation des IVe et Ve armées allemandes.

Si nous nous rappelons le télégramme du 28 août par lequel le duc de Wurtemberg demandait « instamment au G. Q. G. de faire converser la IIIe armée sur Vendresse et de lui donner l'appui de la Ve armée », il est probable que c'est dès cette date que l'idée d'un changement de direction possible de la IIIe armée a dû germer dans l'esprit de Moltke et de Tappen, son adjoint.

Les événements du 30 août — échec de la Ve armée entre Stenay et Dun — durent ensuite donner plus de force à cette idée en faisant entrevoir au commandement allemand la nécessité d'une manœuvre de dégagement par action sur les derrières de nos 3e et 4e armées et peut-être l'éventualité du « grand succès » signalé par le duc de Wurtemberg.

Les événements du 31 août — situation extrêmement critique à l'aile droite de la Ve armée, présence d'un ennemi sérieusement organisé sur l'Aisne — donnèrent une ampleur et une urgence plus grandes à cette manœuvre de dégagement [2].

1. « Une forte résistance sur l'Aisne et ultérieurement sur la Marne pourra imposer la nécessité de faire exécuter aux armées une conversion du sud-ouest vers le sud. »

2. Baumgarten-Crusius déclare dans son ouvrage : *Die Marneschlacht*, p. 54, que le 31 août à 9 h. 10 la IVe armée fit savoir à la IIIe, en joignant à sa lettre un ordre d'armée français tombé entre ses mains, qu'elle avait l'inten-

Les messages que von Kluck adressa au G. Q. G. dans la nuit du 1er au 2 septembre au soir prouvent d'ailleurs nettement que la conversion qu'il avait exécutée les 30 et 31 août n'était dans son esprit qu'une manœuvre momentanée destinée à exploiter le succès remporté par la IIe armée et qu'il était prêt à reprendre sa marche à l'ouest de l'Oise, en direction de la Basse-Seine. Il télégraphia en effet :

Le 31 août vers 22 heures au G. Q. G. :

> L'armée n'est pas parvenue à atteindre l'aile gauche française. Elle a l'intention de se disposer le 2 sur la ligne Verberie-La Ferté-Milon pour être prête à un emploi ultérieur;

Le 1er septembre à 0 h. 22 au G. Q. G., après nouvelle décision d'exécuter une manœuvre locale tentée les Anglais :

> Trois corps d'armée anglais identifiés au contact immédiat de la Ire armée. Armée attaquera demain au delà du front Creil-La Ferté-Milon afin d'être prête à un emploi ultérieur après avoir rejeté l'ennemi.

Ces deux messages contenaient évidemment une demande de directive pour les opérations ultérieures. Von Kluck et von Kuhl insistent d'ailleurs l'un et l'autre dans leurs ouvrages sur leur intention de faire marquer un temps d'arrêt à la Ire armée en attendant des instructions du G. Q. G.

De Moltke comprit d'ailleurs fort bien la demande de son subordonné, mais il ne lui répondit que dans la soirée, à 22 h. 30, sans doute à cause du retard avec lequel il reçut son message [1], et cette réponse sera la consécration définitive de la conversion du gros des forces allemandes en direction du sud, du retour au plan initial, mais à un plan initial considérablement amoindri :

> Intention de la Direction Suprême est de refouler les Français en direction du sud-est en les écartant de Paris. Ire armée suivra

tion de secourir la Ve armée avec un corps d'armée... Il se peut donc que le Haut Commandement allemand ait eu connaissance des intentions du Commandement français.

1. Nous ignorons malheureusement l'heure d'arrivée exacte de ce radio dans les bureaux du G. Q. G. Mais il ne faut pas oublier que pour correspondre avec le G. Q. G., la Ire armée devait transmettre ses radios au poste de Cologne, qui lui, les transmettait soit par fil télégraphique à Luxembourg, soit par radio à Metz, qui se chargeait ensuite de les transmettre à nouveau par fil à Luxembourg.

IIe en échelon et assurera en outre couverture du flanc droit des armées[1].

On peut donc dire, sans conteste possible, que la bataille de la Meuse, de par le rétrécissement de front considérable et la conversion face au sud qu'elle a imposée aux armées allemandes, a été la cause fondamentale qui amena de Moltke à faire passer son aile droite à l'est de Paris et à nous offrir ultérieurement la possibilité de l'attaquer en flanc.

Il est de toute nécessité, télégraphie de Moltke le 31 au soir, que les IIIe et IVe armées continuent à se porter en avant sans arrêt, car la Ve armée est engagée dans un dur combat pour franchir la Meuse.

Pour dégager la Ve armée, comme pour parer d'ailleurs la contre-offensive des 3e et 4e armées françaises, il n'y avait plus en effet, *au point où en étaient arrivées les opérations de la Meuse*, d'autre « expédient » possible pour le Haut Commandement allemand, le 31 août, que de pousser immédiatement droit au sud ses IIIe et IVe armées et ces armées ne pouvant elles-mêmes progresser le 1er septembre, il n'avait plus à cette date d'autre expédient que d'appeler à leur aide l'armée la plus proche, la IIe.

Nous pouvons donc affirmer que *c'est la bataille de la Meuse, bataille voulue par le commandement français, qui a fait perdre au mouvement débordant allemand une grande partie de son ampleur*, en amenant de Moltke *à rétrécir le front de combat de sa masse principale et à diminuer le rayon d'action de sa manœuvre.*

La première phase de cette bataille (26-28 août) a obligé le commandement allemand à pousser la Ve armée vers la Meuse, la seconde phase (29 août-2 septembre) l'a contraint à secourir cette armée en danger, *en sacrifiant sa manœuvre fondamentale* (débordement de l'aile gauche franco-anglaise par l'ouest de Paris).

Si la 4e armée française n'avait pas résisté sur la Meuse, le Kronprinz impérial n'aurait pas tenté le 30 août d'enlever de vive force les passages de la rivière; si notre 3e armée n'avait pas résisté entre Stenay et Dun, si nos 3e et

1. Ce message est cité dans tous les ouvrages importants précédemment mentionnés.

4e armées n'avaient pas contre-attaqué le 31 août, le duc de Wurtemberg n'aurait pas été obligé de faire face au sud, Hausen n'aurait pas passé l'Aisne à Rethel, Bülow n'aurait pas été obligé de porter son aile gauche sur Reims d'abord, sur Château-Porcien ensuite, Kluck ne serait probablement pas passé *définitivement* à l'est de Paris.

Si on compare les batailles de Sambre-et-Meuse (21-25 août) et la bataille de la Meuse (26 août-2 septembre) on constate que ces deux batailles, vues du côté allemand, se sont développées dans des conditions stratégiques sensiblement semblables.

Dans l'une comme dans l'autre de ces batailles, trois armées allemandes ont été engagées : les deux armées d'aile gauche étaient devant un obstacle tenu par l'ennemi, tandis que l'armée d'aile droite avait devant elle le terrain libre et la possibilité de faire tomber la résistance adverse en la débordant.

Dans les deux cas le Haut Commandement allemand s'est refusé à tirer parti de cette possibilité en dirigeant lui-même les opérations.

Sur le front de Sambre-et-Meuse, bien que la bataille fût certaine et prévue, bien que tout le sort de la campagne et même de la guerre pût en dépendre, de Moltke s'en est remis à von Bülow et à von Hausen, en les priant de s'entendre entre eux pour régler les conditions de la bataille.

Sur la Meuse, *de Moltke a été surpris* : on constate en effet, en lisant sa directive du 27 août, que s'il admet à cette date l'éventualité d'une résistance ennemie sur l'Aisne et sur la Marne, il ne fait aucune allusion à l'éventualité d'une bataille possible sur la Meuse devant le front des IVe et Ve armées. Mais le 28 août au matin le doute n'était plus possible pour lui : non seulement l'armée française résistait sur la Meuse, mais elle exécutait une contre-offensive pour rejeter la IVe armée dans la rivière. Ces circonstances nouvelles exigeaient impérieusement que de Moltke donnât une directive nouvelle à ses IIIe, IVe et Ve armées, de façon à coordonner leur action, en un mot qu'il prît la bataille à son compte et qu'il la dirigeât. Il n'en fit rien. Peut-être, à Coblence, se

sentait-il trop loin. Ce ne fut que le 30 août au soir, une fois arrivé à Luxembourg, que de Moltke intervint, d'ailleurs sur la suggestion de von Hausen, pour prescrire à la IIIe armée de marcher face au sud, et ce ne fut que le 31 août au soir, quand il craignit une catastrophe pour l'armée de l'héritier impérial, qu'il posa pour la première fois le principe de la solidarité des trois armées du centre allemand dans la bataille de la Meuse par son fameux radiotélégramme :

> Il est de toute nécessité que les IIIe et IVe armées continuent à se porter en avant sans arrêt, car la Ve armée est engagée dans un dur combat.

Cette abstention, voulue ou non, de Moltke entraîna, comme cela se conçoit, un manque de coordination absolu dans les opérations des trois armées allemandes : des pertes considérables furent la rançon de cette inertie du G. Q. G.

Les 27 et 28 août, la IVe armée allemande s'épuisa en efforts sanglants, dans une attaque de front brutale, pour enlever de vive force les passages de la Meuse : elle en sortit affaiblie matériellement et moralement : matériellement, car ses pertes furent telles que certains régiments furent réduits à deux faibles bataillons[1], certains bataillons à une compagnie[2]; moralement, car dès lors les troupes commencèrent à douter de la victoire, le nombre des hommes quittant volontairement les rangs ne fit qu'augmenter[3], les paniques dues aux surprises par le feu devinrent plus fréquentes. Le commandement de l'armée lui-même fut obligé d'intervenir[4].

1. Carnet du lieutenant adjoint au commandant du *1er* bataillon du *116e* R. I. (XVIIIe C.) : « Le *116e* R. I. fut reformé le 30 août à 2 bataillons, l'un de 4 compagnies, l'autre de 3 compagnies. »

2. Carnet du sous-officier Schönberg (6e compagnie du *69e* Réserve (VIIIe C.). « Le *2e* bataillon du *69e* réserve ne compte plus le 28 août au matin que 140 hommes dont on fait une compagnie. »

3. Carnet du lieutenant adjoint au commandant du 1er bataillon du *81e* Réserve (XVIIIe C. R.). Ordre du colonel commandant le *81e* Réserve en date du 2 septembre : « J'ai dû faire ouvrir une instruction contre un certain nombre d'hommes d'une compagnie pour cause de lâcheté et d'abandon de leur unité devant l'ennemi, parce que, se trouvant sous le feu de l'artillerie ennemie, ils se sont éloignés pendant des heures et même pendant des journées entières. »

4. Ordre de la IVe armée en date du 10 septembre 1914. — *Q. G., Courtisols.* « *J'ai déjà attiré une fois* l'attention sur les nombreux isolés qui traînent derrière le front : leur nombre n'a pas diminué. Un très grand nombre d'entre eux doi-

Les fantassins surtout sentent que l'armée française n'est pas battue, ils ont constaté que son infanterie sait se battre et ils redoutent son artillerie si habile, si manœuvrière, qui les surprend et les accable dès qu'ils arrivent à sa portée [1]. L'enthousiasme qui les emportaient quand, quelques jours auparavant, ils ont franchi la frontière et foulé le sol de notre France, cet enthousiasme est devenu fragile et fait place, au premier contact avec l'ennemi, à une profonde tension nerveuse : « La canonnade est si intense, écrit un sous-officier du *69e* Res. (VIIIe C. R.) le 26 août, que les landwehriens de ma compagnie pleurent. »

La bataille de la Meuse fut donc pour la IVe armée allemande, après la bataille des Ardennes, une nouvelle bataille d'usure qui amoindrit considérablement sa capacité offensive : or, par une fatalité inouïe, ce sera précisément à cette armée que de Moltke demandera, quelques jours plus tard, de produire l'événement dans la bataille décisive de la Marne : presque à bout de souffle, elle en sera incapable.

La Ve armée allemande s'était usée, elle aussi, après la IVe armée, à forcer le passage de la Meuse : agissant isolément, alors que les corps du duc de Wurtemberg étaient déjà épuisés par quatre jours de lutte incessante, elle avait attendu en vain leur appui et n'avait été sauvée de sa situation critique que par la retraite volontaire de l'armée française.

Quant à la IIIe armée allemande, elle qui aurait pu amener la décision, elle a eu dans la bataille de la Meuse un rôle

vent être considérés comme des gens qui demeurent intentionnellement loin de leur unité. Il faut agir contre eux avec toute la sévérité de la loi...

Signé : VON DER LUTTWITZ. »

1. Certains auteurs ont tellement insisté sur l'insuffisance de notre préparation tactique en 1914 que nous croyons de notre devoir de citer le témoignage d'un chef allemand, le général Gossler, commandant du VIe C. R. : « Nous avions au début de la campagne, écrit-il dans son ouvrage, beaucoup à apprendre des Français au point de vue fortification de campagne; ils savaient dissimuler habilement leurs tranchées, tous leurs travaux visaient à obtenir la surprise par le feu... Notre artillerie de campagne était beaucoup moins habile que l'artillerie française. Celle-ci se taisait pendant des heures, attendant de voir un objectif en valant la peine et le réduisait en miettes en un rien de temps. Notre artillerie, elle, mettait beaucoup de temps à ouvrir le feu... souvent elle ne soutenait pas notre infanterie et tirait même sur elle. La liaison des armes n'existait pas... Les Français utilisaient l'habileté de leurs commandants de batterie. »

aussi peu brillant que dans la bataille entre Sambre-et-Meuse. Timide et hésitant, pour ne pas dire plus, son chef, von Hausen, n'osa se lancer franchement dans la bataille : il en référa au G. Q. G. et quand, après bien des tergiversations, il se décida à agir... il était trop tard.

Nous pouvons donc dire que sur la Meuse, tout comme sur la Sambre, de Moltke n'a pas conduit la bataille, mais que, bien au contraire, *il s'est laissé entraîner par les événements suscités par l'ennemi.* Sur la Meuse comme sur la Sambre, ce fut le commandant d'armée menacé — ici le duc de Wurtemberg, là le général von Bülow — qui chercha à provoquer une action d'ensemble, une manœuvre.

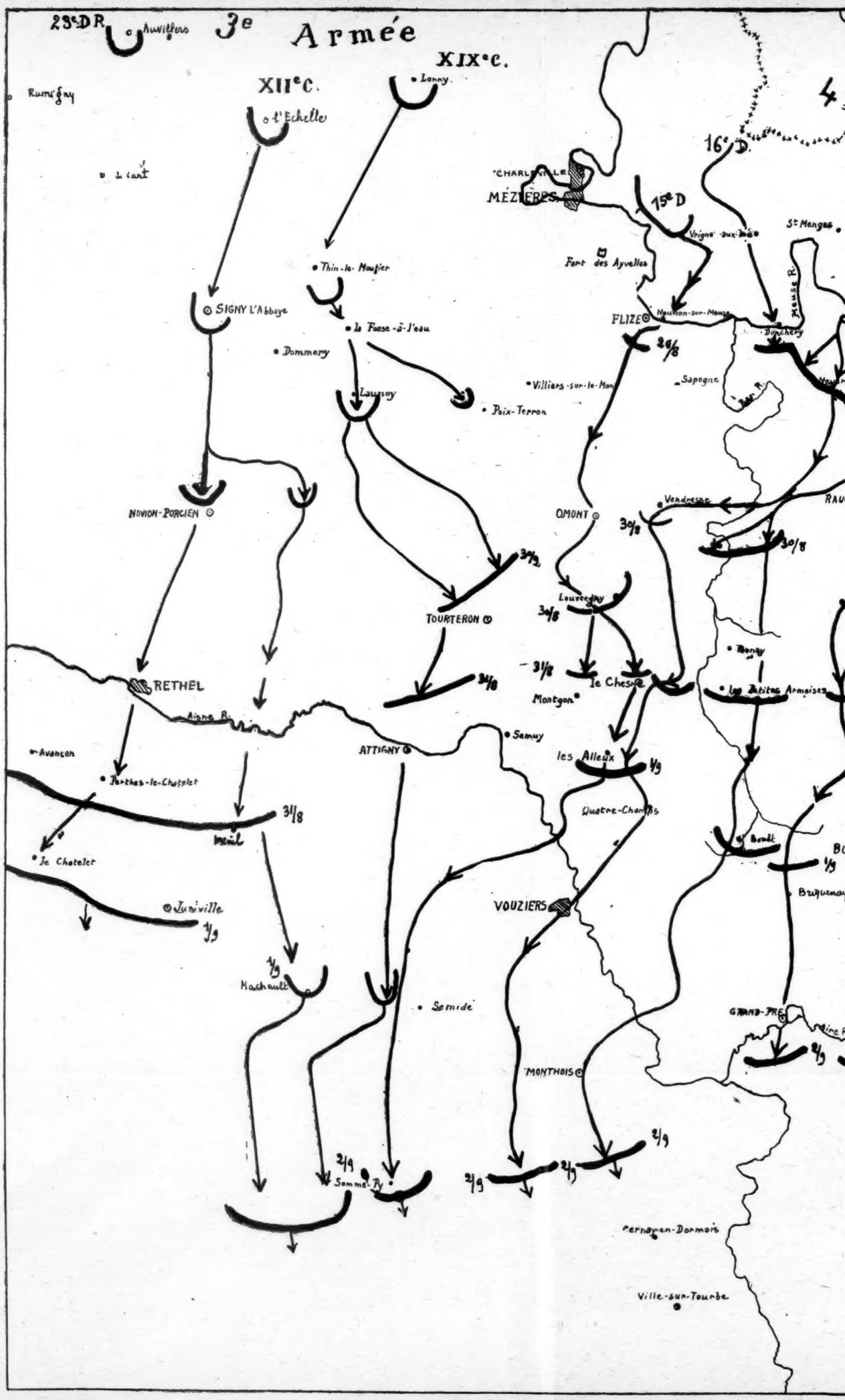
Si de Moltke avait conduit la bataille de la Meuse dès le 27 août, il est probable qu'elle aurait eu un tout autre cours. En admettant qu'il eût approuvé l'idée du duc de Wurtemberg de forcer le passage de la rivière, il aurait pu abréger la résistance française en coordonnant les attaques des IVe et Ve armées et en faisant exécuter par la IIIe armée, dès le 28, peut-être même dès le 27 août, en terrain libre, et non le 30 devant un obstacle, une manœuvre débordante énergique et rapide. Il aurait ainsi permis au centre allemand de reprendre sa marche en direction du sud-ouest au lieu de le laisser se condenser face au sud entre Aisne et Meuse [1].

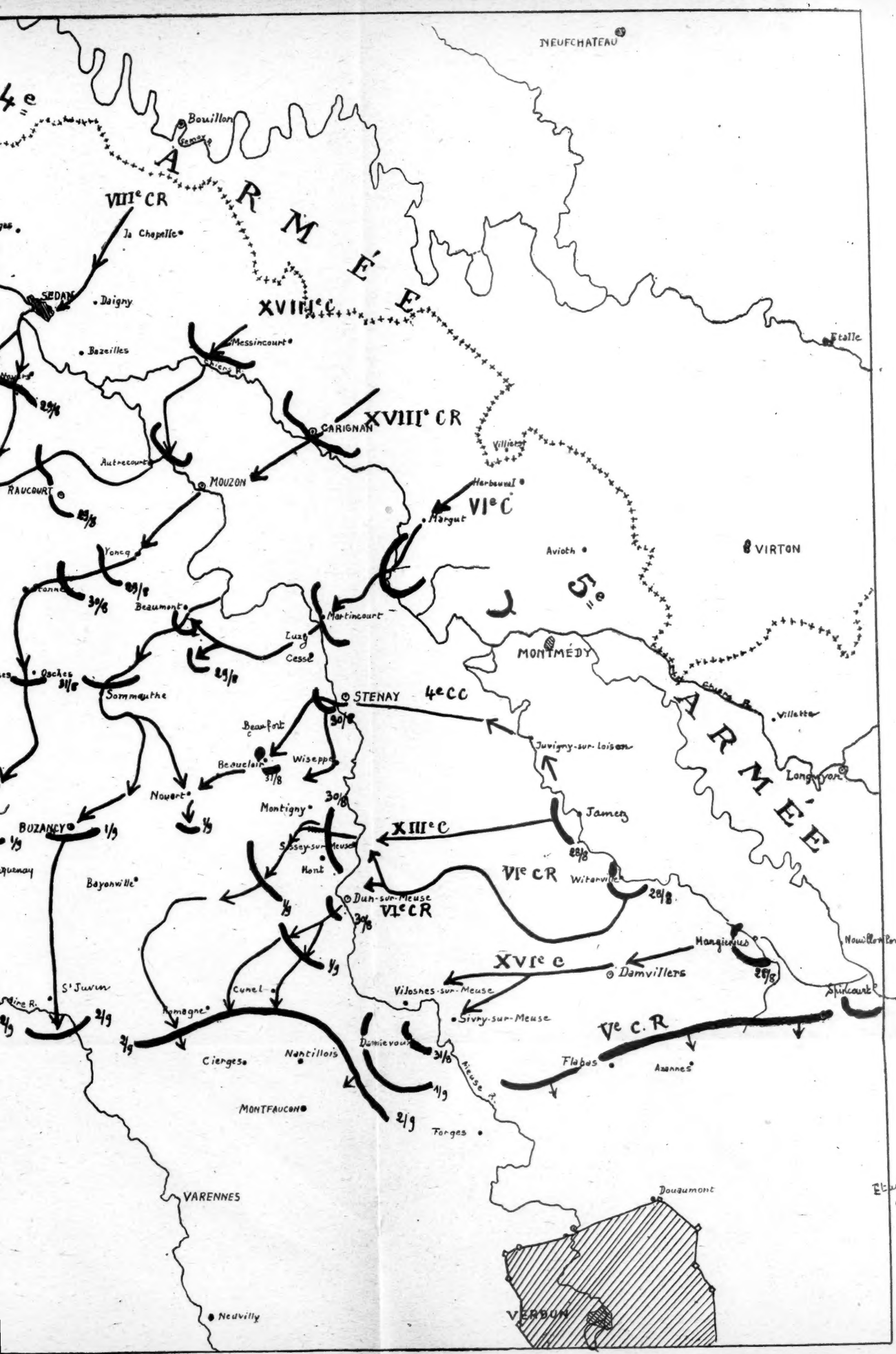
En laissant ses subordonnés agir à leur guise sur la Meuse de Moltke a été amené à renoncer complètement à l'une des idées directives de son plan initial : en effet, alors qu'au début c'était le centre allemand qui devait régler son mouvement sur celui de l'aile droite, nous voyons de Moltke, les 30 août et 1er septembre, ordonner à von Bülow de coopérer avec la IIIe armée, et de diriger son aile gauche sur Reims d'abord, sur Château-Porcien ensuite.

Quoi qu'il en soit, le résultat de la bataille de la Meuse fut, au point de vue stratégique, lourd de conséquences pour le Haut Commandement allemand et tout à l'avantage du Commandement français.

N'oublions pas en effet le but poursuivi par les commandants

1. Le 31 août, la IVe armée allemande (4 corps) est concentrée sur un front de 20 kilomètres à peine entre Montgon et Saint-Pierremont.


3e Armée
XIXe C.
XIIe C.
23e D.R.
Auvillers
Lonny
l'Echelle
Rumigny
Le Cant
CHARLEVILLE
MÉZIÈRES
16e D.
15e D
Vrigne-sur-Meuse
St Menges
Fort des Ayvelles
Thin-le-Moutier
SIGNY L'Abbaye
la Fosse-à-l'eau
FLIZE
Mouzon-sur-Meuse
Bouchery
Meuse R.
Dommery
Villiers-sur-le-Mont
Sapogne
Launoy
Poix-Terron
NOVION-PORCIEN
OMONT
Vendresse
RAV
30/8
30/8
30/8
30/8
TOURTERON
Louvergny
31/8
31/8
31/8
le Chesne
Montgon
Nouvion
les Petites Armoises
RETHEL
Aisne R.
Semuy
ATTIGNY
les Alleux
1/9
Quatre-Champs
Avançon
Perthes-le-Chatelet
31/8
Meil
le Chatelet
Juniville
1/9
Brull
1/9
Bruyères
VOUZIERS
1/9
Machault
Semide
GRAND-PRÉ
2/9
MONTHOIS
2/9
2/9
2/9
2/9
Sommé-Py
Pernoyen-Dormois
Ville-sur-Tourbe


NEUFCHATEAU
Bouillon
4e
ARMÉE
VIIIe CR
la Chapelle
SEDAN
Daigny
XVIIIe C
Bazeilles
Messincourt
Etalle
CARIGNAN
XVIIIe CR
Villers
Autrecourt
RAUCOURT
MOUZON
Harbeuvel
VIe C
Margut
Avioth
VIRTON
Yoncq
Beaumont
Martincourt
Luzy
Cessé
MONTMÉDY
5e
Oches
Sommauthe
STENAY
4e CC
Villette
Beaufort
Juvigny-sur-Loison
Beauclair
Wiseppe
Longwy
Novert
Montigny
Jamey
BUZANCY
XIIIe C
Sassey-sur-Meuse
Mont
VIe CR
Witonville
Bayonville
Dun-sur-Meuse
VIe CR
Mangiennes
Nouillonpont
XVIIe C
Damvillers
Spincourt
S'Juvin
Cunel
Viloshes-sur-Meuse
Sivry-sur-Meuse
Romagne
Damvoux
Ve C.R
Cierges
Nantillois
Flabas
Azannes
Meuse R.
MONTFAUCON
Forges
VARENNES
Douaumont
Etain
Neuvilly
VERDUN

des 3e et 4e armées françaises, en contre-attaquant l'ennemi à son débouché sur la rive gauche de la Meuse. Nous le trouvons nettement indiqué dans l'ordre d'opération de la 4e armée pour la journée du 31 août :

> La 4e armée, soutenue à droite par la 3e, reprend l'offensive vers le nord pour *attirer et battre les forces adverses qui ont franchi la Meuse en aval de Stenay.*

Ce but a été largement atteint. La IVe armée allemande a non seulement été attirée vers le sud, mais, résultat plus considérable encore, elle a entraîné avec elle l'armée de von Hausen, et par contre-coup, celles de von Bülow et de von Kluck.

Tout comme la bataille de Lorraine, la bataille de la Meuse a disloqué le plan allemand; comme elle, elle a été une des prémices glorieuses de la victoire de la Marne.

Les troupes des 3e et 4e armées françaises ne se sont pas battues en vain sur la Meuse!

COMMANDANT L. KOELTZ

LE ROMAN DE LA DUCHESSE DE BERRY

LA PRINCESSE CAPTIVE

I

LA VIE D'AVENTURE

Lorsque, laissant derrière soi les quais de Nantes et leur rumeur de ruche au travail, on monte vers le château de la reine Anne et le cours Louis XVI, on éprouve une impression délicieuse de fraîcheur et d'apaisement. C'est ici une halte de repos, un quartier de solitude d'où la vie semble s'être retirée. Le temps a humanisé ces vieilles tours féodales, l'herbe pousse drue sur les remparts, et, dans la cour ombragée, on verrait volontiers des invalides promenant parmi des canons hors d'usage leur glorieuse oisiveté... Peu à peu le passé s'empare de vous, et sous les voûtes en ogives apparaissent la figure hiératique d'Anne de Bretagne, telle qu'elle se montre dans son livre d'heures enluminé, le masque astucieux de Retz, qui s'échappa de cette tour trapue qui se profile là-bas, l'ombre de Fouquet qui fut emprisonné quelques jours ici; puis, plus précis et plus proche, le visage encadré de cheveux blonds de la duchesse de Berry.

Rien, ni la sirène du paquebot, ni le sifflet de la locomotive qui passe prudemment le long des quais populeux, ni l'écho de ce branle-bas d'humains peinant sous le soleil ou tendant vers des contrées lointaines leurs mains avides de commerce, rien ne peut troubler ce monde désintéressé qui ne parle que de

choses périmées, cette atmosphère qui a la senteur des choses fanées. Le cours Louis XVI, à peine animé par quelques promeneurs, conserve intégralement sa noblesse; les hôtels du XVIIIe siècle qui le bordent semblent toujours saturés d'une antique lumière, et les faces fermées des couvents gardent leur austérité. Horizon borné, soit! Mais combien riche d'émotions dans ses limites étroites!

A côté de l'église-cathédrale dont le portail s'effrite et semble fondre, voyez cette petite rue noire et descendante, aux maisons lézardées. Elle s'appelait en 1832 la rue Haute-du-Château et la maison qui porte le numéro 3 mérite de rester fameuse. Au milieu de la façade une niche abrite deux statuettes : la Vierge enseignant Jésus enfant. Un couloir humide de cinq ou six pas; là était autrefois la porte, là pendait le cordon de sonnette terminé par un pied de biche. L'escalier à la rampe de fer forgé s'ouvre sur une petite cour; au premier et au second étage où habitaient les demoiselles Duguiny, les portes débordant sur les paliers ont l'aspect de portes de sacristie. Tout cela est modeste, un peu délabré, point sordide. Enfin voici le troisième étage; à droite les chambres de domestiques, à gauche la mansarde où la duchesse de Berry fut faite prisonnière. Une fenêtre donnant sur la cour et les toits de la maison voisine l'éclaire; dans un pan coupé, la cheminée; la plaque tourne sur ses gonds et la cache apparaît : un réduit terminé en forme de pyramide et décarrelé par la dévotion des fidèles; la cache où la duchesse resta seize heures avec trois de ses compagnons, d'où elle ne sortit que pour connaître la confusion, la honte, la fin du beau rêve qu'elle avait fait.

Dans cette mansarde démeublée, dans cette chambre de servante, la figure de la duchesse, de cette femme de trente-quatre ans qui voulut reconquérir un trône à son fils, prend une grandeur particulière. Entre ces murs nus, blanchis à la chaux, ses traits s'accusent; son profil enfantin et un peu mou acquiert une vigueur étrange et l'on sent à plein le tragique de sa vie.

Marie-Caroline de Naples avait vingt-deux ans quand, au sortir de l'Opéra, le 13 février 1820, son mari le duc de

Berry fut assassiné par Louvel; après avoir laissé éclater sa douleur comme on sait le faire en Italie, elle montra du courage, presque de l'héroïsme. Au mois de septembre suivant, lors de la naissance de son fils le duc de Bordeaux, elle fut intrépide, répondit d'avance aux calomnies que les partisans de la branche cadette des Bourbons commençaient à répandre. Ces deux événements firent d'elle le personnage le plus populaire de la famille royale. Il y avait peu de sourires à attendre d'un Louis XVIII sceptique et impotent, d'un Charles X enveloppé de sa majesté et de sa petite coterie de conspirateurs, de la duchesse d'Angoulême, la fille de Louis XVI, l'orpheline du Temple, dont la sécheresse désarmait les plus fervents. Marie-Caroline au contraire traînait les cœurs après soi. Elle était la veuve sans faiblesse, la mère de l'« enfant du miracle » sur qui reposaient les espoirs de la légitimité; l'encens montait vers elle; on la comparait, en vers latins, à la Vierge Marie, ce qui assurément était excessif; mais le fait est que l'opinion publique l'entourait d'une auréole.

Les voiles noirs ne couvrirent pas longtemps son jeune visage d'Italienne; mal à l'aise dans le milieu froid et compassé des Tuileries, supportant impatiemment les nécessités de l'étiquette, elle eut une cour à elle, qu'elle choisit jeune et gaie. Il y avait du laisser-aller chez la duchesse de Berry; le corsage de la maîtresse de maison avait souvent besoin d'épingles, ses bas à jour scandalisaient les prudes; elle sautait d'un pied sur l'autre, parlait un peu à tort et à travers, mais trouvait parfois le mot juste, avait l'esprit de trait. Cependant, sous sa frivolité apparente, elle cachait un solide esprit d'intrigue; elle avait débuté dans ce genre par un prétendu complot contre sa vie, entièrement machiné par ses soins et qui tourna à sa confusion; depuis elle poussait aux mesures violentes, se déchaînait contre les ministres qu'elle accusait de libéralisme. Sa confiance dans sa destinée, dans celle de son fils, s'accrut encore lorsqu'elle eut fait, en 1828, dans la Vendée et le Midi un voyage triomphal. Entourée d'acclamations, d'hymnes d'amour, elle s'était sentie l'idole des vieux chouans, de ces vétérans de guerre civile et s'était écriée : « Mes amis, si de nouveaux orages venaient encore troubler l'avenir de notre belle patrie, c'est

au milieu de vous que je voudrais reconquérir le trône de mon fils. » Et elle tint parole.

Le 26 juillet 1830, jour où paraissent au *Moniteur* les ordonnances qui dissolvent la Chambre, modifient la loi électorale et suppriment la liberté de la presse, elle se jette aux genoux de Charles X, lui baise les mains en disant : « Enfin vous régnez ! Mon fils vous devra sa couronne. » L'orage monte et elle ne le voit point. Deux jours après, elle est assise à la table de whist du roi à Saint-Cloud; les fenêtres sont ouvertes sur le grand balcon du château; de là on aperçoit les feux de Paris, on entend le canon, le tocsin. Charles X reste impassible; seulement à chaque explosion il donne une chiquenaude sur le tapis comme pour enlever la poussière, puis revient au jeu. La duchesse joue aussi, mais fébrilement. Un officier entre. « Les troupes ont-elles tiré? dit-elle — Oui, madame. — De bon cœur? — Oui, madame. — Il faut que je vous embrasse pour cette bonne nouvelle![1] » Mais le même jour, tandis qu'avec une lunette d'approche elle regarde vers Paris, elle s'écrie tout à coup : « Ah! mon Dieu! Je vois le drapeau tricolore. » Il flottait sur les Tuileries.

Ce fut un trait de lumière : elle n'avait pas cru à la défaite. Alors elle se ressaisit, son audace naturelle reparaît, et pendant que tous autour d'elle perdent la tête, se désespèrent ou s'endorment dans une quiétude imbécile, elle veut tenter la chance, se montrer dans les rues de Paris à cheval, présenter son fils au peuple. Romantisme! Elle reçoit l'ordre de ne pas bouger. « Quel malheur d'être une femme! » dit-elle d'un air rageur. La cour fuit à Trianon; et, ce soir-là, tandis que Charles X, accablé, enfoncé dans un fauteuil, cause avec M. de Maillé, premier gentilhomme de la chambre, un bizarre petit être se présente : il est coiffé d'un large chapeau, vêtu d'une redingote verte à collet de velours, d'un pantalon flottant et porte à la ceinture deux pistolets minuscules. C'est la duchesse. Cette apparition stupéfie le roi. Quand elle est partie, il dit : « Comment la trouves-tu, Maillé? — Abominable, Sire », bredouille l'autre, oubliant un moment ses devoirs de courtisan. Ainsi jugent les vaincus; mais ce costume masculin redonne confiance à celle qui le porte. Pen-

1 Cf. Boigne, IV, 47-49.

dant que la caravane royale s'achemine vers Cherbourg, vers l'exil, elle tâche d'obtenir du roi qu'on prenne la route de Vendée : « Je suis armée et me montrerai au premier rang. » A Rambouillet elle harangue les troupes, électrise les fidèles par sa passion, par son ardeur forcenée qui tranche violemment sur ce figé de cour; un curé dont la bouche est aussi grande que la face, s'époumonne à crier : « A la Vendée! A la Vendée! » Quand la duchesse paraît, son exaltation ne connaît plus de bornes; il devient fou, on doit l'arracher de là[1]. Et l'exode continue, un voyage lamentable dans des carrosses aux armes effacées, portant à l'arrière des bottes de fourrage empilées, de crainte d'en manquer à l'étape. Malgré sa douleur, la duchesse fait bonne contenance, plaisante sur sa pauvre mine et sur sa pénurie; mais le jour où les gardes du corps remettent leurs étendards blancs au roi, elle pleure de colère. Le bateau fait voile pour l'Angleterre. Louis-Philippe d'Orléans règne sur la France. La duchesse a quitté ses habits d'homme : elle est vaincue.

Elle connaît l'exil; mais ce protocole de façade qui est tout l'héritage des princes détrônés, cette toile pompeuse derrière quoi il ne se passe rien, cette vie austère que l'on mène au chateau d'Holy-Rood lui sont vite insupportables. Elle saisit toutes les occasions de voyager, fait de longs séjours aux bains de Bath, pour sa santé, dit-elle; pour ses affaires les plus intimes et les plus privées, affirment les mauvaises langues; bref, elle promène avec ostentation « ses royales infortunes ». Et bientôt, elle ne désespère plus : ses correspondants de Paris lui ont appris que la situation de son oncle Louis-Philippe est fort chancelante; son trône ne s'appuie ni sur l'appel au peuple, ni sur le droit de la légitimité[2]; pourquoi une nouvelle Restauration serait-elle impossible? Et dans son cerveau simpliste, toute chose s'arrange; son beau-père Charles X abdiquera, la nommera régente en attendant la majorité du duc de Bordeaux qui régnera sous le nom d'Henri V. Négociations pénibles; le vieux roi qui a la garde du jeune duc âgé de douze ans et qui est mené

1. Cf. Montbel, *Souvenirs*, 252; Gontaut, 347; Damas, II, 181; Mazas, 261.
2. Cf Vigny, *Journal d'un poète*, 1867, p. 49; Cournot, *Souvenirs*, 1913, p. 145.

par son conseiller, M. de Blacas, se défie des légèretés de sa bru, accepte, refuse, enfin fait mine de se rendre : Marie-Caroline est nommée régente, mais conditionnellement et sous le contrôle de Blacas, un pouvoir nominal non effectif. Elle ne s'embarrasse point de ces distinctions, s'embarque aussitôt sous un faux nom, mais sans prendre la peine de se cacher, et, au mois de juin 1831, arrive en Italie. La police française, la police autrichienne savaient au jour le jour ce qu'elle faisait.

Alors commencent ses déboires : de principautés en royaumes, dans ce pays où elle compte des parents, des amis, elle est pourchassée par les diplomates; de chancellerie en chancellerie on se la renvoie comme un personnage compromettant. Enfin elle trouve un refuge chez le duc de Modène, un demi-fou absolutiste qui rédigeait des ordonnances contre les tremblements de terre. Les appels des légitimistes de France affluent à Massa où elle réside : l'instant est propice, la nation l'attend; le Midi n'était pas prêt il y a huit jours, il l'est à présent; les régiments qui ont conquis Alger et qui sont cantonnés de Marseille à Montauban se déclareront pour elle; on gagnera à la cause quelques généraux, quelques maréchaux mécontents comme Clausel, et la Vendée prendra les armes. Le mentor Blacas a été écarté après une scène orageuse : que Madame se montre et la France est à elle! — La duchesse écoute, approuve, bavarde et temporise. Les envoyés de France, les chefs du mouvement, comme Bourmont, Kergorlay, se désolent de son indiscrétion et de ses lenteurs. Rien ne peut rester secret avec elle, et le temps passe... Il est certain que cette princesse légère prend les choses moins au sérieux que ses partisans; elle voit dans cette entreprise une belle aventure romanesque dont elle sera l'héroïne, mais elle ne se presse point, contente d'échapper à l'atmosphère confinée d'Holy-Rood, aux brumes d'Edimbourg, et goûtant la joie de la liberté sous un ciel qui lui est familier. Dans cette lumière heureuse elle s'alanguit, drapée dans un châle génois; et l'idée de tenter quelque chose un jour — lequel? elle ne sait trop — donne à sa vie présente je ne sais quel charme d'imagination.

Enfin, dans la nuit du 24 avril 1832, la régente de France quitte le palais de Massa; après avoir suivi la direction de

Florence, elle fait volte-face et se dirige vers la mer; quelques instants de repos dans une baraque de douanier et à trois heures du matin, elle s'embarque pour Marseille sur le *Carlo-Alberto*. Le temps est mauvais; il faut relâcher à Nice pour charbonner; la duchesse garde son entrain et sa gaîté; elle est à l'aise sur ce bateau délicatement meublé, aux panneaux ornés de fleurs de lys. Sa troupe fidèle l'entoure : le vieux Mesnard, l'ancien écuyer du duc de Berry, l'ami de toujours, le maréchal de Bourmont, Brissac, les Kergorlay, sans oublier la dévouée femme de chambre mademoiselle Lebeschu, tout ce monde camouflé de noms espagnols, car le *Carlo-Alberto* est censé se rendre à Barcelone. Le 28 au soir, après mille difficultés, une barque de pêche débarque la régente à la ferme de La Folie près de Carry-le-Rouet, à quelques lieues de Marseille. « A présent, monsieur le Maréchal, nos vaisseaux sont brûlés », dit-elle à Bourmont; et elle attend les nouvelles de l'insurrection qui doit éclater. Le 30, elle reçoit le billet suivant : « Le mouvement a manqué, il faut sortir de France. » A l'horizon la frégate de l'État le *Sphinx* donne la chasse au *Carlo-Alberto*.

Sortir de France! Cette idée lui fait horreur : va-t-elle renoncer parce que les Marseillais ne l'ont point suivie? « Messieurs, en Vendée! » Par Nîmes, Béziers, Toulouse, Bergerac, Blaye, elle arrive en Saintonge sans être inquiétée; une nuit seulement un gendarme s'est obstiné à suivre sa voiture, mais cet homme ayant des préoccupations qui ne sont point de politique n'a même pas songé à lui demander son passeport. « J'ai eu une fameuse venette! » dit-elle, mais cela ne fait que donner plus de piment à son aventure; elle joue la comédie et pour garder l'incognito change de nom, change de rôle, devient « la cousine de cinquante lieues » qui tombe inopinément chez des parents et stupéfie un curé par son extraordinaire ressemblance avec la duchesse de Berry. A Toulouse elle a appris par les journaux qu'elle était arrêtée. Quelle bonne farce jouée à l'oncle Louis-Philippe! C'est mademoiselle Lebeschu qui fait l'office de princesse. Ces incidents la ravissent et elle foule avec joie cette terre de France qui lui est interdite [1].

1. Cf. Dermoncourt, 159 sqq.; de Courson, *le Dernier effort de la Vendée*, 338.

Arrivée en Vendée, elle endosse un costume de paysan, une veste verte aux boutons de métal terni, un gilet jaune sale, un pantalon de coutil bleu, recouvre ses cheveux blonds d'une perruque châtain, noircit ses sourcils avec du cirage : c'est le *Petit Pierre* resté légendaire. Elle se sent soulevée d'espoir, car les vieux lui ont dit qu'ils n'ont jamais vu si belle chouannerie que celle qui se prépare; et puis, dormir dans une étable près d'un gros bœuf qui vous fait pouf! sur la figure, voir ce même bœuf passer sa langue sur le grand nez de M. de Mesnard, courtiser une paysanne au point d'inquiéter le mari, faire la soupe, dorloter le marmot de la fermière, raccommoder soi-même ses bas et ses chemises, chevaucher de nuit en croupe derrière un beau garçon, tomber dans une rivière et en être quitte pour la peur, quelle pittoresque randonnée! Mais tout près le drame commence, le sang coule : au premier blessé qu'elle voit, la duchesse blêmit; elle recule, puis panse la plaie, fait son apprentissage de guerre civile. Rien de plus lamentable que cette insurrection manquée : aucune liaison entre les chefs; des ordres, des contre-ordres; des imprudences enfantines, et combien de fidélité inutilement sacrifiée! Le cœur brisé, la duchesse assiste à cet émiettement; les chefs vaincus par « les culottes rouges » lui conseillent de renoncer, de fuir; ils ont échoué; persister serait absurde, il s'agit de faire de l'histoire et non point du roman. « On m'appelait; maintenant on me rejette », répond-elle rageusement. De Paris, l'avocat Berryer arrive à la rescousse, la supplie de « prendre sa retraite », de partir avec lui pour la Rochelle; il est le porte-parole du comité royaliste, de Chateaubriand. Chétive, maigriote, enveloppée dans un tartan écossais, elle l'écoute assise sur un mauvais lit de bois blanc; puis, quand l'orateur a terminé, elle lui rappelle avec amertume qu'il a été l'un des premiers à regretter ses retards, à presser sa venue. « Je resterai ici; je m'y ferai tuer! — Et si vous êtes prise, enfermée! — Enfermée! Enfermée! » Ce mot la glace : ne plus être libre de courir à la gloire, elle, la vagabonde! Elle prend peur et cède; mais une lettre arrive qui lui annonce que le Midi est en feu [1]. Alors elle triomphe : « Je ne partirai pas. »

1. Cette lettre était peut-être un faux. Cf. Gabory, 237.

Dans les premiers jours de juin 1832, elle se dirige vers Nantes, déguisée en paysanne, accompagnée de mademoiselle de Kersabiec, une des amazones du moment; sur la route elle aperçoit un homme qui la suit, se croit trahie; mademoiselle de Kersabiec la rassure; c'est un paysan qui efface pas à pas les traces que laissent sur le sable ses petits souliers à talons hauts. Bien que bonne marcheuse, elle ne peut aller longtemps ainsi; elle enlève ses souliers, ses bas, mais ses pieds sont trop blancs pour une campagnarde : elle va barboter dans le purin d'une ferme, et, son panier sous le bras, entre à Nantes en croquant une pomme.

On la loge d'abord dans une maison appartenant aux Kersabiec, qui communique avec la cathédrale; le curé s'effraie d'un pareil voisinage, la met en demeure de déguerpir; elle se réfugie alors chez les demoiselles Duguiny; de la cave on peut passer dans la maison à côté, mais le dévouement est exclusif : les demoiselles font murer la porte, voulant être seules à sauver la duchesse [1].

La police de Louis-Philippe est en défaut. Pendant une semaine, elle a cru tenir la duchesse quand elle ne tenait que sa femme de chambre; un aide de camp a découvert l'erreur au moment où l'on se disposait à faire prendre à mademoiselle Lebeschu le chemin d'Holy-Rood. Alors les bruits les plus fantaisistes circulent, alternant avec les nouvelles du choléra qui sévit à cette époque : la duchesse a débarqué à Barcelone, se dirige vers Aranjuez; ou bien elle a repassé le Var, on est sur ses traces en Italie. Le 2 juin seulement, le gouvernement commence à se douter qu'elle est en Vendée : le plan de l'insurrection a été découvert au château de la Chaslière dans des bouteilles que des grenadiers ont sorties d'une cave. Mais où est la régente? On sait qu'il existe à Paris une agence centrale qui correspond avec un bureau d'adresse à Nantes. Là se bornent les informations et le préfet de la Loire-Inférieure, homme avisé pourtant, que le ministre Guizot a placé là « pour tâter le pouls à la Vendée », avoue le 26 septembre que le séjour de la duchesse est un mystère redoutable [2].

1. Cf. de Courson, *le Dernier effort de la Vendée*, 278, 348.
2. « Nantes est le tombeau des opérations de police; rien n'y réussit, l'adresse

Depuis plus de trois mois elle habite rue Haute-du-Château. Sort-elle? Ne sort-elle pas? Charette, l'un des chefs de l'insurrection, assure qu'elle ne quitta jamais la maison Duguiny, qu'elle n'alla même pas voir la comtesse de La Rochejaquelein cachée dans la même rue. Mais il existe une tradition toute contraire : le soir, déguisée en domestique, une lanterne à la main, la duchesse accompagnait parfois ses prétendus maîtres dans leurs visites; elle se rendait à la messe le dimanche, et les filles du comte d'Erlon, maréchal de camp, la reconnurent un jour, agenouillée à côté d'elles. Recluse ou non, elle n'est point trahie; les précautions sont prises, les amis sûrs peuvent seuls entrer; l'ordinaire des repas n'a point été changé de façon à ne pas éveiller l'attention des fournisseurs, et de cette maison terne et bourgeoise la régente de France travaille à remuer l'Europe. Sa correspondance est immense; elle use de vingt-quatre chiffres différents; Bourmont, Rochechouart, Choulot courent les routes pour son service. Ils reçoivent surtout de bonnes paroles : « Au moindre succès de Madame, on la soutiendra », dit le tsar. Don Miguel de Portugal, près duquel est délégué Deutz, un homme de confiance, laisse espérer de l'argent, des munitions. En fait, les cours étrangères ne paient la duchesse que de littérature, et les rares hommes sages qui l'entourent lui conseillent de nouveau de quitter la France. « Lorsque la tempête a courbé tous les épis du vallon, lui dit l'un d'eux dans une forme qui n'est point sans agrément, le moissonneur prudent attend pour recueillir sa récolte qu'un ciel plus favorable ait redressé leurs tiges. » Charles X lui écrit que son inutile persévérance dans une entreprise manquée dès le principe est aussi dangereuse pour elle que funeste pour la cause commune, qu'elle n'a désormais d'autre parti à prendre que de se réunir à sa famille.

Retourner à Holy-Rood! Retrouver la servitude, ce Blacas qu'elle hait, que dans sa correspondance secrète elle désigne sous le nom de *Basso*! Cela, jamais. Et n'est-elle point la seule de la famille qui ose tenter quelque chose, qui veuille en tout

et la discrétion sont à l'ordre du jour; on n'obtient aucun résultat, tout semble frappé de fatalisme. » Rapport de Joly, A. N. F⁷ 12171. — Un nommé Duchâtel, auquel on aurait offert une forte somme, aurait refusé de livrer la duchesse. *Id.*

cas montrer aux Vendéens que les Bourbons ne sont pas coupables d'ingratitude? Elle n'abandonnera pas ceux qui se sont compromis pour elle; l'honneur lui en fait un devoir. Elle est à Nantes, ville fidèle qui l'a acclamée il y a quatre ans; elle y est aimée, la preuve en est qu'un officier qui l'a reconnue à son arrivée de Vendée ne l'a pas trahie. Et l'on voudrait qu'elle renonçât! Non, son fils régnera; comme don de joyeux avènement il obtiendra de la Hollande la cession de la Belgique à la royauté légitime; et dans cette mansarde qu'elle a tapissée de ses propres mains, la mère d'Henri V rédige une constitution réformant les impôts, décentralisant l'administration, restaurant les assemblées provinciales, bref refaisant une France d'ancien régime, comme si la Révolution n'était qu'un cauchemar disparu.

Ainsi l'esprit de la duchesse se joue dans un mirage de félicité qu'assombrit de temps à autre quelque précision inquiétante. Il y a bien des inconséquences, bien de l'enfantillage dans tout cela, mais la duchesse n'en est point seule responsable : le jeune avocat Guibourg qui s'est récemment échappé de prison sous un costume de prêtre, les Kersabiec entretiennent autour d'elle cette atmosphère d'illusions; ils font de la force sur le papier et ne réalisent que du bruit. Cela ne déplaît point à la princesse : cette vie cloîtrée, cette stagnation lui pèsent; de sa fenêtre elle voit, descendant de l'église, les convois des victimes du choléra, elle se croit même un jour atteinte par l'épidémie. Le présent n'est point gai; qu'au moins son imagination trotte vers l'avenir.

Louis-Philippe est fort empêché : il désirerait que sa nièce quittât la France de son propre mouvement, lui fait dire par ses amis du faubourg Saint-Germain qu'un bateau américain est tout prêt à l'emmener; les princes révoltés, il le sait, ne sont pas moins incommodes en prison qu'en liberté. Mais l'opinion publique ne l'entend pas ainsi : les uns raillent le roi et ses ministres incapables d'arrêter une femme; d'autres les accusent d'une inactivité calculée, voire de complicité. La guerre avec la Hollande pour la libération de la Belgique est proche : le premier coup de canon tiré à la frontière ne va-t-il pas déclancher à nouveau l'insurrection dans la Vendée, ranimer le feu mal éteint? Le 11 octobre, un nouveau minis-

tère est constitué, qui décide d'en finir, et promptement; les Chambres sont convoquées pour le 19 novembre; il faut qu'avant cette date la duchesse soit prisonnière.

Thiers, en sa qualité de ministre de l'Intérieur, est chargé de cette besogne. Méridional, jeune, ardent, point très délicat, il se sent excité par la difficulté : il envoie à Nantes un préfet qui sait pratiquer la manière forte, Maurice Duval, et rédige un plan de campagne militaire destiné à fouiller exactement la Bretagne et la Vendée, à acculer à la mer les éléments de désordre [1]. Vaste conception napoléonienne! Il n'en fallut pas tant. Un jour d'octobre, Thiers reçoit un billet l'avertissant que, s'il veut se trouver tel soir, à telle heure, aux Champs-Élysées, on lui confiera un secret important. Les policiers lui conseillent de se défier; il ne les écoute pas, arrive en voiture à l'endroit convenu. Là, il descend, aperçoit dans l'ombre un homme qui se dissimule d'arbre en arbre; les mains enfoncées dans les poches, chacune serrant un pistolet, il marche sur lui : « Inutile de vous sauver. Si vous ne montez pas dans ma voiture, je vous fais enlever par mes gens. » C'était faux : il était seul. « Restons ici, dit l'homme d'une voix angoissée. — Venez au Ministère et ne m'obligez pas à employer la violence. » L'homme cède... et quelques instants après, dans son cabinet, Thiers se trouve en présence d'un beau garçon d'environ trente ans, aux cheveux crépus, au teint basané, et si ému qu'il se tient à peine sur ses jambes [2].

Deutz, Juif de Cologne, converti et protégé par le Vatican, a vu deux fois la duchesse à Massa et revient d'une mission dont elle l'a chargé en Espagne et en Portugal : il offre de la livrer. La politique a ses exigences, Thiers conclut le marché. Sous le nom d'Hyacinthe Gonzague, le 23 octobre, Deutz est à Nantes, surveillé et protégé par le commissaire de police Joly, celui-là même qui était de service à l'Opéra le jour où le duc de Berry fut assassiné, et par douze agents anciens soldats dont la consigne est de ne se défendre qu'à l'arme blanche. Chaque jour il va à la préfecture où il entre par une petite porte donnant sur le quai Barbin, chaque soir les poli-

1. Archives Nationales BB^{30}, 964.

2. Cf. Les deux récits de Thiers : B. de Lacombe, *le Correspondant*, 25 septembre 1922; Halévy, *le Courrier de M. Thiers*, 1921, p. 34.

ciers le ramènent tremblant à l'hôtel de France, place Graslin; travaillé par la honte et la peur, le misérable hésite, offre de livrer Bourmont à la place de sa bienfaitrice; mais Thiers ne se soucie pas d'avoir à faire fusiller un maréchal de France. Enfin par l'intermédiaire de madame de la Ferronnays, Deutz obtient une audience de la duchesse. Le 30 octobre au soir, le frère des demoiselles Duguiny se rend à l'hôtel de France, présente à Deutz la moitié d'une carte découpée; Deutz a l'autre moitié : c'est le signe de reconnaissance. Suivis par Joly et ses hommes, le traître et le fidèle montent vers la rue Haute-du-Château. La nuit est noire, il pleut; près de la rue des États, des soldats marchant de front barrent le passage; les policiers perdent la piste...

Mesnard a conduit Deutz dans la mansarde du troisième étage; la duchesse paraît, les souliers poudreux comme si elle avait fait une longue marche. On ne pouvait, dit Guibourg, la voir de sang-froid; on tombait à ses genoux. Deutz fait mieux, se trouve mal. Vers dix heures, la duchesse met fin à l'entretien; il baise le bas de sa robe en pleurant, et les agents le retrouvent dans la rue, « un air satané » répandu sur le visage, parlant tout haut, gesticulant comme un fou. La duchesse habite-t-elle la maison? Il n'en est pas sûr; elle semblait venir de loin. Prétextant qu'il a oublié de donner un renseignement important, il sollicite une nouvelle audience qu'il obtient pour le 6 novembre. Une estafette porte la nouvelle à Paris; et Thiers, dînant un soir en petit comité, peut dire avec satisfaction : « Je tiens la duchesse de Berry; dans trois jours elle sera prise[1]. »

Le 6 novembre, à la fin de la journée, Deutz descendant l'escalier de la maison Duguiny aperçoit à travers la porte de la salle à manger la table prête, la nappe parsemée de fleurs de lys et sept couverts mis. A Joly qui le rejoint, il dit : « La duchesse dîne dans la maison. Ainsi tout dépend de vous. » Vers six heures, 1 200 soldats commandés par le général Dermoncourt cernent l'îlot de maisons compris entre la rue Haute-du-Château, la rue Basse-du-Château et la rue des Carmélites. En vingt minutes l'investissement est complet.

Il fait clair de lune, ce soir-là, et d'une croisée Guibourg

1. A. N. F⁷ 12171 (Rapport de Joly), BB³⁰, 964; Boigne, IV, 153.

voit luire les baïonnettes; il donne l'alarme et l'on se précipite vers la mansarde. La plaque de la cheminée est ouverte et chacun y pénètre par rang de taille, le grand Mesnard le premier; Stylite de Kersabiec veut céder le pas à la duchesse, mais celle-ci, qui porte dans ses bras une petite presse à imprimer, lui répond gaiement : « En bonne stratégie, lorsqu'on opère une retraite, le commandant doit marcher le dernier. » A ce moment, Joly sonne à la porte d'en bas; point de réponse. Un agent maladroit fait partir sans le vouloir un coup de pistolet. Joly, croyant qu'une résistance est organisée dans la maison, s'apprête à faire sauter la porte quand celle-ci s'ouvre, et la cuisinière des Duguiny demande ingénument ce qu'on désire. La maison est fouillée de fond en comble; on trouve une cachette vide à l'un des étages; de duchesse point. La femme de chambre Charlotte Moreau, la cuisinière Marie Bossi sont arrêtées, interrogées; on leur promet de l'argent, elles disent ne rien savoir. On entreprend alors de sonder les murs, les plafonds, les placards; et de la salle à manger où elles achèvent leur repas dans un calme apparent, les demoiselles Duguiny entendent les coups de pioche qui éventrent leur demeure.

La troupe a évacué la maison, mais dans chaque chambre deux gendarmes veillent. Les captifs, derrière la plaque de la cheminée, tournent sur eux-mêmes, essayant de ne point s'étouffer les uns les autres : ils sont quatre dans ce réduit triangulaire, large à la base de 1 mètre 30, 1 mètre et 0 m. 60, haut de 2 mètres. La duchesse a entendu un homme (c'était Joly) dire en entrant : « Voici la salle d'audience. » Deutz l'a donc trahie! Deutz qui lui devait tout! Le même homme a crié très haut : « Je ferai garder la maison militairement pendant quinze jours, s'il le faut. » Quinze jours! Cela ne lui enlève pas son courage; elle plaisante, rit des propos gaillards des gendarmes. Quand les coups de pioche font tomber des lambeaux de plâtre sur sa tête, elle dit avec un désespoir feint : « Ah! mes pauvres enfants, nous allons être mis en pièces. » Les heures passent, les démolisseurs se lassent. Les prisonniers commencent à souffrir de la faim, se soutiennent avec quelques morceaux de sucre; mais peu à peu le moral faiblit, la tête s'égare en réflexions sinistres. Guibourg,

jeune, se réjouit de souffrir avec et pour une princesse qu'il admire; mais Mesnard ne cache plus son découragement.

Entre les solives du toit ils voient le jour poindre; le froid est vif. Ce n'est point seulement leur avis, mais celui des gendarmes; l'un d'eux, dont le tour de veille est venu, allume quelques mottes de tourbe, puis, le feu ne prenant pas assez vite, jette dans la cheminée une poignée de numéros de *La Quotidienne* qui traînent sous une table. Un moment les captifs s'en félicitent, car ils sont transis; mais bientôt la fumée qui passe à travers les murs ébranlés les étouffe; la plaque devient brûlante. Entrée la dernière dans la cache, la duchesse souffre plus que ses compagnons; ceux-ci la supplient de changer de place, elle refuse. Trois fois le feu prend à sa robe, elle l'éteint avec son mouchoir imbibé d'urine, tâchant de plaisanter encore : « A la guerre comme à la guerre! » La chaleur, la fumée deviennent insupportables : pour respirer il faut soulever les ardoises du toit. Devant l'alternative d'être asphyxiée ou brûlée vive avec ses amis, la duchesse semble céder; mais de grosses larmes de colère coulent sur ses joues; alors, sans demander aucune permission, d'un coup de pied, Mesnard ouvre la plaque. « Qui est là? crient les gendarmes. — Nous nous rendons, nous sommes vos prisonniers, mais n'appelez pas la troupe », répond la duchesse. Les gendarmes écartent le feu; ébahis ils voient sortir à quatre pattes la princesse les yeux hagards, Guibourg, Mesnard presque défaillant, Stylite de Kersabiec. Il est 9 heures et demie du matin.

Le premier mouvement de la duchesse est d'échapper aux regards; elle se blottit dans un placard, mais, un instant après, Stylite frappe contre la porte : c'est le général Dermoncourt qui arrive. La duchesse se précipite vers lui avec tant de violence qu'elle tombe presque dans ses bras. « Général! je me rends à vous. » Pauvre petit être traqué! Elle est pâle, les cheveux hérissés sur le front comme ceux d'un homme, lamentable avec sa robe napolitaine brûlée en plusieurs endroits et ses pantoufles de lisière; mais ses yeux ont un éclat étrange et le policier Joly qui l'observe craint qu'elle n'ait un dérangement du cerveau. On lui apporte un verre d'eau; toujours accrochée au bras du général, elle dit d'une voix brève, saccadée : « J'ai rempli le devoir d'une mère pour

reconquérir l'héritage d'un fils. » Le préfet Maurice Duval survient, regarde fixement la prisonnière, puis, se souvenant de l'arrestation manquée du *Carlo-Alberto*, murmure : « Ah! c'est bien elle. »

C'est bien elle, en effet. Elle a dominé ses nerfs, sa lassitude, et tirant d'un portefeuille blanc une petite image peinte, dit presque gaîment à Dermoncourt : « Ceci est un saint Clément auquel j'ai une dévotion particulière; il est plus que jamais de circonstance. » La voyant un peu rassérénée, le général lui demande si elle se sent de force à quitter la maison. « Pour aller où? — Au château, Madame. » Mais Stylite de Kersabiec intervient : « Son Altesse Royale ne peut aller à pied; cela n'est pas convenable. » A quoi Dermoncourt répond que le trajet est très court, qu'une voiture ne serait qu'une gêne; ce qui manque, c'est un chapeau. On en apporte trois appartenant aux demoiselles Duguiny; la duchesse en choisit un noir, toujours pour la circonstance; puis, avant de partir, elle jette un regard sur la plaque de la cheminée qui est restée ouverte et ajoute : « Si vous ne m'aviez pas fait une guerre à la saint Laurent, général, vous ne me tiendriez pas sous le bras à l'heure qu'il est. » Quand elle passe, l'air résolu, cambrant sa petite taille, au milieu des grenadiers, ces hommes qui s'y connaissent en matière d'énergie disent : « Elle est comme l'Empereur. »

Cependant Deutz, gardé à vue dans un cabinet de la préfecture, a des convulsions de remords, se frappe la tête contre les murs, réclamant à grands cris un pistolet pour se tuer.

II

APRÈS L'ARRESTATION.

Le 8 novembre, à Paris, le Conseil des Ministres se réunit pour délibérer sur le cas de la duchesse de Berry bannie, rebelle et prisonnière. Après une longue discussion en présence du roi, il est décidé que le pouvoir législatif statuera sur le sort de la princesse, que jusque-là celle-ci restera détenue à Blaye et gardée avec la plus active surveillance. La séance terminée, Louis-Philippe ne peut se défendre d'une sorte de satisfaction :

il a mis un bâton dans les roues du char ministériel; sa nièce sera bien à Blaye, au bord de la Gironde; on pourra lui « tendre une planche » au moment propice et la faire voguer [1]. En somme tout s'est moins mal passé qu'il ne le craignait... et ce soir-là, la famille royale se montra à l'Opéra.

Thiers, de son côté, n'est point mécontent de cette prudente décision; elle lui donne le temps de liquider la situation en Vendée. Ayant usé de la manière forte il se sent pénétré d'un désir bénin d'entente et de négociation : peut-être aussi quelque inquiétude tardive sur l'élégance de son attitude en cette affaire lui est-elle venue. Un soir, il reçoit une visite attendue mais pénible : celle de Deutz qui, parti de Nantes en poste et sans connaître le dénouement du drame, arrive avec son cortège ordinaire de policiers. Il est impatient de savoir ce qu'il en est : la duchesse est-elle prise? Est-elle saine et sauve? Ce souci passionné étonne le ministre; il rassure l'homme et dit : « Vous allez avoir une grande fortune. » Deutz pâlit, s'appuie sur un meuble pour ne pas tomber, puis entame son apologie. S'il a agi comme il l'a fait, c'est pour le bien de la patrie. Il avait tout à gagner en restant fidèle à Madame : argent, honneurs, déjà il était baron. Mais il a vu mieux que tout autre le danger que couraient la France, Louis-Philippe : or « la France est son amour, Louis-Philippe son utopie ». On lui répétait souvent qu'il était né pour de grandes choses : une nuit de mai, au couvent des Jésuites de Saint-Isidore à Madrid, il a subi une terrible crise de conscience; la duchesse lui est apparue non comme une femme à vendre, mais comme une ennemie à arrêter; cette nuit-là il s'est décidé à braver les poignards de la légitimité, à sacrifier son intérêt d'homme à sa conviction de citoyen... [2]. Tout cela dit avec chaleur. Thiers l'observe : nature étrange, pense-t-il, où, à côté d'une somme énorme de mal, il semble y avoir quelques parties bonnes. C'est à croire qu'il agit par jalousie, poussé par quelque passion contrariée. En attendant, le traitre touche le prix convenu, et Thiers classe dans un dossier la pièce suivante :

1. A. N. BB^{30}, 964; Dermoncourt, 442-443 (Conversation avec le roi). Rœderer a laissé une note intéressante, au point de vue juridique, sur l'ordonnance concernant la duchesse. Il conclut à l'inutilité d'une loi. A. N. F^{7} 12173^{19}.

2. A. N. F^{7}. 12173^{19} (Notes de Deutz).

« *Je reconnais avoir reçu de monsieur le Ministre de l'Intérieur, A. Thiers, la somme de* 500000 *francs. — Deutz.* » Par patriotisme Deutz avait accepté le déshonneur, mais le déshonneur lucratif[1].

A Nantes, cependant, la duchesse est conduite de la maison Duguiny au château; la foule, maintenue par un double rang de gardes nationaux, ne se livre à aucune manifestation; à peine quelques rumeurs. Marie-Caroline ne trahit son émotion qu'en serrant le bras de Dermoncourt. Celui-ci, le regard haut, plastronne, fier de protéger une aussi auguste infortune. Le pont-levis franchi, les lourdes portes se referment et le cortège traverse l'esplanade au fond de laquelle se trouve le Petit Gouvernement, un bâtiment étroit et sans caractère qui semble repoussé dans un coin du rempart. C'est là qu'habite le colonel d'artillerie Raindre, gouverneur du château, là que sera logée la duchesse en attendant son départ.

Triste après-midi d'automne. Par la fenêtre de sa chambre, une petite salle sombre située au second étage, la duchesse aperçoit les arbres dépouillés, les murailles hostiles, les machicoulis des tours se profilant sur le ciel gris. Ah! si elle s'était résolue à partir quelques jours plus tôt, si elle avait cédé aux conseils des sages! La date de son embarquement était presque fixée, pourtant elle remettait du jour au lendemain, ne pouvant supporter l'idée de cette fuite sans gloire : elle avait eu son retour de l'île d'Elbe; peut-être échapperait-elle à Waterloo? Et maintenant, la prophétie de Berryer s'est réalisée : elle est enfermée, enfermée! Mais avec son courage et aussi son admirable don de feintise italienne qui déroute ces naïfs Français, elle ne laisse rien percer de son désespoir; sa liberté d'esprit semble entière. « Je mangerais volontiers quelque chose, dit-elle, car, comme j'allais me mettre à table, vous m'avez dérangée et il y a trente-six heures que je n'ai rien pris. » On s'empresse; un traiteur apporte des victuailles dignes d'une bouche royale et, servie par un agent de police, la duchesse déjeune d'un bel appétit, tandis que, debout près du buffet, Maurice Duval le préfet, qui lui aussi est à jeun, absorbe voracement ce dont n'a point voulu la prisonnière.

1. Deutz mourut en Angleterre. On a dit sans preuve qu'il avait été tué place de la Bourse le 4 décembre 1851 dans la lutte qui suivit le coup d'État. Cf. Thirria, 167.

Jusqu'alors la duchesse avait gardé sa robe napolitaine noircie et trouée par les brûlures. Toujours empressé Dermoncourt propose de faire chercher d'autres vêtements. « Le peu que j'ai est chez les demoiselles Duguiny, répond-elle, et puis pour la vie que j'ai menée pendant six mois, je ne m'occupais guère de ma garde-robe. » Alors Joly rentre en scène : la malle qu'on apporte est visitée scrupuleusement. Bizarre assemblage de robes bourgeoises et de défroques de comédien, où les classiques bonnets à rubans voisinent avec des grègues de paysan et d'autres objets hétéroclites : le bagage d'une troupe de roman comique, non celui d'une princesse royale. Cette perquisition au fond d'une malle étonne fort le policier; ennemi de la confusion des genres, il note froidement que Madame a dans sa garde-robe « des costumes d'amazone et des déguisements peu analogues à son rang ». Eh! le malheureux! savait-il ce qu'il en coûte de ramasser une couronne?

Le 9 novembre, à 3 heures du matin, Joly réveille la duchesse et Stylite; elles sont bientôt prêtes, mais la malle est si pleine qu'elles ne peuvent la fermer [1]. Joly est appelé; l'homme fort appuie sur le couvercle, la serrure claque et l'on part. Devant le pont-levis une voiture attend, encadrée d'un détachement de gendarmes à cheval; Marie-Caroline y monte avec Stylite et Mesnard. Un roulement de voiture, le pavé martelé par les sabots des chevaux, la nuit sonore. Sur le trajet la garde nationale et la ligne font la haie. En dix minutes on arrive au quai de la Fosse où est amarré le bateau à vapeur qui conduira les prisonniers en rade de Saint-Nazaire à bord de la *Capricieuse*, corvette de 250 tonneaux. Avant de s'embarquer, la duchesse demande si Guibourg est autorisé à la suivre. Maurice Duval lui répond que la chose est impossible; alors elle remet, non au préfet pour lequel elle a une antipathie marquée, mais au maire un billet ainsi conçu : « *J'ai réclamé mon ancien prisonnier... Dieu nous aidera et nous nous reverrons. Amitié à tous nos amis. Dieu les garde : courage, confiance en lui. Sainte Anne est notre patronne à nous autres Bretons.* » Marie-Caroline de Naples, duchesse de Berry et

1. L'existence de cette malle rend malheureusement inexacte la belle période de Louis Blanc (III, 361) qui débute ainsi : « Celle qui venue en France comme régente portait maintenant tous ses effets dans un mouchoir de poche... »

Bretonne! C'est un peu violenter ses origines, mais il est de ces circonstances où la froide raison n'a que faire...

Dans la brume le bateau avance avec lenteur. Le jour commence à poindre teintant d'un rose pâle le fleuve, les grandes prairies humides et les tourbières sur quoi traînent de lourdes vapeurs déchiquetées par le vent. Il est 9 heures lorsqu'on arrive en rade de Saint-Nazaire. Un canot transporte les prisonniers à bord de la *Capricieuse*, et la duchesse voit s'éloigner sans regret tout ce cortège qui accuse sa servitude; il ne reste comme gardiens que le colonel de gendarmerie Chousserie, le lieutenant Petitpierre et l'inévitable Joly. Les canons sont chargés et la *Capricieuse* lève l'ancre. A ce moment, une barque se détache d'un brick mouillé dans le voisinage et s'approche de la corvette. La duchesse est sur le pont, coiffée d'un béret de laine brune, un manteau de mérinos vert à fleurs noires jeté sur les épaules; elle regarde. A l'avant de la barque un homme est debout, découvert; il s'aide d'un porte-voix, et la prisonnière, petite ombre sur le ciel, les vêtements collés au corps par le vent du large, entend les paroles suivantes : « On m'a fait l'honneur, Madame, de me croire chargé de vous sauver. Dieu veuille qu'il en eût été ainsi; j'aimerais bien mieux vous voir à mon bord, tel danger qu'il puisse en résulter pour moi, que de vous voir où vous êtes. Du courage, c'est l'instant, Madame, tout n'est pas perdu! » Le dernier chevalier! Déjà elle se laissait aller à des espoirs absurdes quand une rude voix crie : « Au large! » C'est le capitaine Molier, commandant de la *Capricieuse*; en un clin d'œil les pierriers sont pointés sur la barque qui s'éloigne. « Je connais l'homme, dit Joly, je le surveille depuis longtemps : le capitaine Gilet du brick l'*Africain*[1]. » La duchesse reste songeuse. Non, elle n'a point été folle de tenter l'aventure; que de fidélités elle ignorait encore!

Le vent est si fort, la mer si mauvaise, que la *Capricieuse* doit revenir mouiller en grande rade. Un jour entier, le vaisseau reste là inutile et comme frappé d'interdit, le pavillon de quarantaine flottant à son mât pour écarter les embarcations; il semble que la duchesse ne puisse être arrachée à cette Bretagne, à cette Vendée en qui elle a mis toutes ses espérances, qu'un charme l'y retienne. Le 11 novembre, enfin, il y a une

1. A. N. F⁷ 12171.

éclaircie et le capitaine se décide à partir; un bateau à vapeur vient prendre la corvette, et, dépassant le phare du Pilier, la remorque en pleine mer. La *Capricieuse* déploie ses voiles; déjà elle a doublé la pointe de Pornic, la duchesse perd de vue la terre fidèle; — et ainsi se vérifient les paroles que Thiers adressait quelques jours avant à ses familiers : « J'ai prévu le danger d'un jugement. Il n'y a pas de justice en pleine mer, Molière l'a dit. »

La traversée est pénible. Le vent d'ouest poussant à la côte, il faut souvent virer de bord et cette manœuvre produit une secousse effroyable qui met les passagers à la torture. Ils gisent pêle-mêle : la duchesse dans la cabine du capitaine avec Stylite, et sur un matelas posé en travers, devant la porte, le malheureux Mesnard. Quatre jours se passent ainsi : Mesnard, Stylite ne comptent plus; Marie-Caroline, elle, reprend de l'aplomb. On lui affirme qu'il est bon de se forcer à manger, mais sa répugnance est trop vive, elle ne tolère que les pastilles de menthe du lieutenant Petitpierre. A la fin, pourtant, elle accepte un morceau de pain rôti qu'elle trempe dans du vinaigre et assaisonne avec une sardine. Quand la tempête semble s'apaiser, elle se hâte de monter sur le pont pour se libérer de cette agonie à fond de cale! Mais, imperturbable, Joly la suit. Ce fonctionnaire consciencieux trouve que les mesures de sûreté à l'égard de la prisonnière sont bien négligées à la faveur du mauvais temps; il a même fait part de ses craintes au colonel Chousserie qui l'a écouté avec humeur. Se sentir mieux, avoir envie de parler et ne rencontrer qu'un homme de police, c'est dur. Pourtant Marie-Caroline se décide : « Dites-moi, monsieur Joly, si nous allions être obligés de relâcher ou si nous étions jetés sur les côtes de Portugal, comment vous arrangeriez-vous avec don Miguel? » Joly, qui a des manières, s'incline et répond : « Madame, je m'adresserais à vous seule pour intercéder auprès de ce monarque en ma faveur et je pense que j'aurais tout à en espérer. » Ce jour-là la conversation ne se prolongea pas plus avant [1].

Le 14 novembre au matin on arrive à l'embouchure de la Gironde, mais la brume s'élève et l'on a bien de la peine à doubler la tour de Cordouan. Un pilote maladroit manque de

1. A. N. F⁷, 12171; Ménière, I, 78, 470, II, 87-89, 104; Petitpierre, 14 sqq.

jeter la *Capricieuse* sur des récifs, et le capitaine Molier donne l'ordre de mouiller. La nuit vient, le vent soufflant avec une extrême violence, le navire chasse sur sa première ancre; on en jette une seconde, et le capitaine envoie une chaloupe à Bordeaux pour chercher un bateau à vapeur. Celui-ci arrive le lendemain, mais la tempête rend le remorquage impossible; il faut descendre à bord du vapeur lui-même. Opération délicate, étant donné l'état des passagers. Par suite d'une fausse manœuvre, le vapeur au lieu de se rapprocher s'éloigne de la chaloupe qui transporte les prisonniers; les vagues sont fortes; l'officier qui commande l'embarcation s'énerve, se met à invectiver le capitaine du vapeur : il y a donc du danger! Stylite prend peur, pousse des cris; la duchesse reste imperturbable et, montrant la mer déchaînée, dit à Chousserie assis à côté d'elle : « Bah! de cette façon tout finirait là! » Lorsqu'il s'agit d'aborder, c'est elle qui montre le plus d'agilité; le lieutenant Petitpierre a empoigné un hauban d'une main, de l'autre il saisit la duchesse sous le bras; elle saute et la voici à la dernière étape.

En Gironde tout se passe bien. On a préparé un excellent déjeuner que Marie-Caroline ne dédaigne pas. A la nuit tombante, elle apercoit la masse noire de la citadelle de Blaye, les remparts qui viennent tomber à pic dans le fleuve; au delà le môle qui s'avance. Ce paysage ne lui est pas inconnu. Il y a sept mois, lors de sa randonnée de Marseille en Vendée, elle est passée ici même, joyeuse malgré l'échec subi en Provence. Alors cette citadelle n'avait rien de sinistre à ses yeux : elle courait à la gloire, imaginant de victorieuses prises d'armes et rédigeant dans sa tête, au cahotement de la voiture, des proclamations qui lui attacheraient ses ennemis eux-mêmes. Elle les a lancées, ces proclamations, à quelques kilomètres de là, sur la route de Saintes, chez les Dampierre, à Plassac. Et depuis... Le cri d'un matelot hélant un bateau interrompt sa rêverie, et peu après Chousserie vient l'avertir que le lieutenant-général Janin demande à être admis auprès d'elle. La duchesse tressaille, pâlit. Le général Janin! Un souvenir plus ancien que celui de Blaye, un souvenir de sa marche triomphale en 1828. C'était lui qui commandait la division de Bordeaux lorsqu'elle y fut reçue en souveraine; il s'était montré ardemment dévoué à Charles X, à la mère d'Henri V, et maintenant

il acceptait une solde de l'usurpateur. Lorsque le général s'avance et lui dit : « Je vous apporte, Madame, la protection due au malheur », elle répond, hautaine et sèche : « J'y compte, général, *après comme avant.* »

La nuit est close, il pleut à torrent. Avant de descendre dans le canot qui la conduira à terre, la prisonnière confie son sac à Joly : « Vous savez qu'il renferme le portrait de mon fils et plusieurs choses auxquelles j'attache le plus grand prix. Ayez-en bien soin. » Fier de cette marque d'estime, Joly se rengorge et ne perquisitionne pas. Sur le môle, une calèche attend; un bataillon du 48e de ligne est chargé du service d'ordre, mais rien ne bouge dans la petite ville. La police n'a pas eu de difficultés sérieuses : deux légitimistes qui s'obstinaient à faire une promenade sur l'eau au moment où l'on attendait la duchesse ont été conduits au poste; rien de plus : l'air de la Gironde n'est point celui de Bretagne ou de Vendée.

La calèche contourne les fossés de la citadelle et s'arrête à hauteur de la porte Dauphine. A pied, la duchesse gravit un talus, suit une allée resserrée entre deux murs, traverse un pont, une voûte, un pont encore... Que de précautions, Seigneur! et que de barrières pour vous isoler du reste du monde! Enfin voici la porte surmontée d'un clocheton pointu. Le guichet s'ouvre. Des bruits d'armes dans la nuit, quelques scintillements de baïonnettes, le clapotement de la pluie sur le pavé, — et le guichet se referme.

III

LA GEÔLE COURTOISE

Une nappe d'eau jaune, large de 4 kilomètres, coupée par endroits d'îlots aux feuillages gris; un bourg aux maisons basses, tassé au pied d'une forteresse et qui ne forme qu'une longue rue; un ruisseau fangeux où dorment quelques barques surchargées de tonneaux; un port en miniature et, comme promenade, un square planté d'arbres pauvres : voilà ce qu'offre Blaye au premier coup d'œil. Il n'y a rien là de bien réjouissant, mais montez sur le glacis. Le spectacle change : le bourg, le ruisseau, le square, les accessoires disparaissent,

et il ne reste en présence que le fleuve et la citadelle, deux forces qui ne sont pas sans grandeur.

A l'horizon, vers le sud-ouest, au delà de la Gironde, quelques ondulations qui dans l'air humide prennent une teinte d'un bleu sombre; plus près, des îles à fleur d'eau : l'une dont le nom rappelle sans doute quelque drame, l'Ile sans pain; l'autre, guerrière, où, du milieu des arbres, surgit un bastion rond et massif : Fort-Pâté. Sous le soleil le fleuve a des reflets de plomb fondu; le feuillage des vernes au bord de l'eau s'argente; c'est un bouquet de lumières qui éclate. Sur la rive droite, au pied de la forteresse, s'étend le royaume de la vigne : à l'ouest, au nord, à l'est, un immense damier aux pions régulièrement espacés, aux files immuablement droites qui semblent ne se rejoindre que très loin, là-bas, dans une brume où se confondent le ciel, la terre et l'eau. Cette richesse soignée, cette sorte de parade permanente et immobile, n'est point sans beauté; cependant, au bout de quelque temps, on se lasse de ce paysage géométrique; et les rares châteaux ou fermes, bâtis çà et là, autour desquels se sont réfugiés quelques arbres, apparaissent comme une utile diversion à tant de plantureuse monotonie.

Mais en novembre Blaye n'est que mélancolie : les pluies y sont fréquentes, l'air y est saturé d'humidité; parfois un vent violent s'élève assez fort pour briser les arbres. Le ruisseau fangeux prend des allures de rivière; le royaume de la vigne se dévêt totalement; on ne voit plus au ras du sol que des ceps noirs aux tiges bifurquées et recourbées semblables à des cornes de buffles; et la plaine rousse se déroule à l'infini comme une lourde étoffe, aux dessins uniformes, étalée sous le ciel gris. C'est dans ce paysage où vraiment rien de riant n'attache le regard, mais où l'imagination peut se déployer à l'aise, que la sollicitude du gouvernement de Louis-Philippe relègue l'aventureuse Napolitaine; c'est dans cette atmosphère mouillée et terne que Thiers pense étouffer ce brandon de guerre civile.

Le logis [1] n'est pas plus gai que le paysage : une maison

1. Il subsiste encore, démeublé, mais le plan n'a pas été modifié. Grâce à Ménière, à Petitpierre et aux documents d'archives, il est possible de le meubler à nouveau et d'y réinstaller la duchesse.

sans caractère, à un étage, au toit écrasé, blanchie à la chaux : dépendance de caserne. Devant, une rangée d'ormeaux; en face, diverses bâtisses réglementairement numérotées, un passage qui mène à la seconde porte de la citadelle, la porte Royale. La duchesse a le goût de l'armée; elle sait trop combien cette institution est essentielle à la conquête, au maintien, à la reconquête d'un trône; son fils, bien qu'élevé en Angleterre, est, elle aime à le dire, « fou du militaire »; mais Blaye est vraiment un endroit trop guerrier pour elle. Des baraques bordent les rues de la citadelle, basses et grises mais rehaussées de noms qui rappellent les gloires napoléoniennes; au delà, de hautes murailles, des voûtes qui s'enfoncent on ne sait où, des casemates, tout un appareil de préparation à la lutte : et l'ennemi c'est elle, ce sont les Bourbons déchus! Pourtant il va falloir vivre au milieu de tout cela, et sous la garde de qui? A cet égard, elle a de l'espoir. Le colonel Chousserie a reçu, à son entrée dans la citadelle, une dépêche du ministère qui le nomme gouverneur de Blaye. Depuis Nantes Marie-Caroline a appris à connaître ce brave officier qui compte quarante ans de service; il est déférant, confiant, ému par l'infortune, bonhomme avec cependant quelques répugnances invincibles : tout compte fait un geôlier fort supportable; et c'est avec sincérité qu'elle lui a dit : « Comment, Chousserie, vous êtes gouverneur? J'en suis bien aise. » Et d'un pas allègre elle est partie visiter sa nouvelle prison.

Rien n'est prêt pour la recevoir. En hâte on fait déguerpir l'occupant, le commandant de place Delord, en le priant de laisser ses meubles, sa vaisselle, voire sa batterie de cuisine; et voici pourquoi l'ex-régente de France entre tout de go dans la modeste demeure d'un soldat de Louis-Philippe et chausse toutes chaudes ses pantoufles. Femme d'intérieur, elle veut visiter sur-le-champ l'appartement tout entier. Le rez-de-chaussée ne lui étant pas réservé, — et pour cause, elle s'en doute, — elle monte l'escalier; une antichambre, une porte qui donne sur un long couloir vitré; au milieu une porte à deux battants ouvrant sur une grande pièce : ce sera le salon; à droite une chambre spacieuse, éclairée par deux fenêtres : ce sera sa chambre à coucher; vue sans intérêt sur les bâtisses d'en face, mais il y a les ormeaux; à gauche une

autre chambre pour Stylite. Tout cela n'est pas luxueux, ni même confortable, mais on pourra y faire son nid. Du couloir, en face du salon, elle aperçoit une cour entre deux ailes de bâtiments : là, lui dit-on, sont les communs; là sera la salle de bains; au delà de la cour, un jardin; plus loin les remparts, la Gironde à perte de vue.

Dermoncourt avait écrit à la reine Marie-Amélie que sa nièce avait par son attitude lors de son arrestation mérité l'estime de tous. Il l'avertissait en même temps qu'elle manquait du nécessaire. En effet la duchesse n'avait pas un sou vaillant : on avait saisi dans la maison Duguiny une somme de 24 000 francs qui avait été consignée à la recette de Nantes. Alors la reine intervient, demande qu'on donne à la prisonnière tous les allégements compatibles avec sa situation. Ce fut exécuté à la lettre; la parcimonie proverbiale de Louis-Philippe fléchit en cette occasion; et lorsqu'on feuillette aux Archives les factures des achats faits pour le compte de la duchesse, factures soigneusement classées par le commissaire civil Dufresne [1], on est presque tenté de taxer la famille d'Orléans de prodigalité [2].

Tout ce qui constituait alors l'intérieur d'une bourgeoise aisée se retrouve là; le mobilier de la chambre est en acajou comme cela se doit : le lit à flèche d'où retombent des rideaux de percaline blanche, la commode, le secrétaire, l'écran de foyer, la table dont le pourtour est incrusté de cuivre; sur la cheminée une pendule qui représente une femme en bronze doré contemplant avec amour un portrait, et, afin que nul n'en ignore, cette inscription sur le socle : *Portrait chéri.* Le salon est plus riche : devant la fenêtre dont les rideaux sont de calicot jaune et blanc, une table-bureau, une table à ouvrage; au milieu de la pièce, une troisième table ronde; à l'entour cinq ou six fauteuils et un canapé de cerisier verni, recouverts de velours d'Utrecht jaune avec un galon bleu de ciel, un fauteuil plus confortable garni de gros coussins de duvet;

1. A. N. F⁷ 12174. — Lettre de Dermoncourt, F⁷ 12173¹⁹.

2. Louis-Philippe « a voulu que l'établissement royal fût une cause d'amélioration dans l'établissement de sa famille. Il lui a plu d'avoir à planter, à maçonner plus en grand, à administrer en propriétaire la dotation royale ». Cournot, *Souvenirs*, p. 145.

par terre un tapis de haute laine à fleurs. A droite de la porte, la cheminée à trumeau où s'alignent une pendule à colonnettes de marbre, deux vases de fleurs artificielles sous globe, et deux quinquets de cuivre jaune; devant, un écran d'acajou tendu de satin vert; en face, une grande glace. Le long des murs, des métiers à broder surmontés d'une tablette portant un dévidoir, une table à jeu, une bibliothèque à treillage de laiton et à rideaux verts.

A son arrivée à Blaye, la duchesse n'avait qu'une garde-robe fort mince, celle qu'avait recensée Joly au château de Nantes. Ses admiratrices, ne pouvant supporter l'idée qu'elle fût habillée par les usurpateurs, constituèrent un comité de dames patronnesses, ouvrirent une souscription; et Marie-Caroline eut de quoi prendre une allure, sinon royale — elle ne l'avait point de nature — du moins quasi aristocratique [1]. La voici, telle qu'elle se montre, le jour où elle reçoit, dans son salon, Chousserie et les officiers de la citadelle : un bonnet garni de broderies et de rubans verts, une robe de soie gris perle, un petit tablier en foulard vert brodé de cachemire, des bas de coton blanc, des souliers noir de prunelle et des gants jaune cocon. Mais ce qui est plus étonnant que ces gants jaune cocon, c'est la profusion de breloques, d'amulettes dont elle orne sa petite personne. Une montre-bassinoire guillochée, une cassolette en argent, des cachets représentant un chien ou une croix et une ancre enlacés, une médaille d'or évidée au milieu avec, d'un côté, cette invocation : « Dieu de bonté, délivrez-nous du choléra », et, de l'autre : « Saint Roch, priez pour nous »; une autre médaille d'argent portant deux cœurs enflammés et couronnés avec cet exergue : « A la gloire des cœurs de Jésus et de Marie »; tout cela suspendu à son cou par une grosse chaîne d'or; aux doigts elle a toujours deux chevalières, l'une d'or jaune, l'autre d'or rouge, recouvertes d'inscriptions ou d'invocations comme le reste. Ainsi parée, étincelante mais non hiératique, elle rappelle ces vierges populaires surchargées de clinquant et

1. Mesnard, moins heureux, fut habillé aux frais de Louis-Philippe : pour 365 francs on lui confectionne un complet de drap avec un gilet de casimir. Stylite ne reçut qu'un corset de basin.

de dorures qui, dans les rues ensoleillées de Naples, s'offrent à la dévotion des passants.

Et, peu à peu, elle prend sur ses gardiens une sorte d'empire. Ce n'est point qu'elle ait de la beauté : des yeux bleus éraillés dont l'un regarde à l'orient et l'autre à l'occident; une bouche toujours ouverte dont la lèvre supérieure se relève en bourrelet — ce qu'elle appelle « une cerise » —; un teint presque basané; petite, se tenant mal, marchant les pieds en dedans, et le plus souvent sautillant, son lorgnon à la main, car elle est terriblement myope. Mais sa chevelure, d'un blond ardent, est magnifique, réunie en tresses plates sur le front, relevée derrière les oreilles qu'elle a irréprochables, roulée en torsade vers le sommet de la tête et maintenue par un peigne d'or; ses mains, ses pieds sont délicieux de finesse. « Rien n'est joli, disait d'elle Louis XVIII, tout est charmant. » Par son animation, sa désinvolture, par je ne sais quel air de sensualité et d'abandon, elle fait mieux que plaire, elle attache et bientôt elle domine.

Depuis la nouvelle de sa détention, les *carlistes*, c'est-à-dire les partisans de Charles X, de la branche aînée des Bourbons, se sont précipités vers ce petit coin de Gironde, qui par dévouement, qui par intérêt, qui par vanité. A l'Hôtel de l'Union, où l'on ne voyait guère passer autrefois que des négociants venant prendre le bateau pour Bordeaux, c'est maintenant un défilé de personnes titrées. La première en date est madame de Vathaire, une ancienne dame d'atours de la duchesse, celle qui était de service le 29 septembre 1820 lors de la naissance du duc de Bordeaux. Cette excellente femme étonne les Blayais par son extravagance; elle proclame très haut que « son cœur lui a prescrit de se tenir le plus près possible de la princesse afin de se trouver sous sa main si les choses viennent à changer », que d'ailleurs elle se soumettra à toutes les investigations de la police. En attendant d'être admise à l'intérieur de la citadelle, elle se fait l'entrepositaire de tous les cadeaux envoyés à la duchesse, s'habille de noir, symbolisant ainsi le deuil de la monarchie, et va se poster sur le glacis espérant apercevoir la captive au cours de ses promenades; si le hasard la favorise, elle se dépense en salutations, s'accroupit presque en faisant la révérence.

La duchesse regarde-t-elle de son côté? Derechef une révérence; mais Marie-Caroline est myope ou la dédaigne, et « cette vieille folle légitimiste », comme l'appelle l'irrespectueux Petitpierre, rentre navrée à l'hôtel.

A madame de Vathaire viennent se joindre des dames d'une plus haute aristocratie : Madame de Castéja, mesdames de Damas, de Gourgues [1], de Toulouse-Lautrec, de la Tour-du-Pin; des légitimistes bordelais qui sympathisent avec les purs carlistes de Blaye ou des environs : les Dampierre, de Luc, Beaupoil de Sainte-Aulaire. L'exemple est contagieux, descend à la bourgeoisie, au peuple; à Bordeaux se constitue une ligue légitimiste sous le nom de Légion Marie-Caroline; des jeunes gens s'apprêtent à partir pour Blaye en pèlerinage; des prêtres, d'anciens soldats se mettent en route et les dames de la Halle sollicitent la faveur de servir alternativement la duchesse. C'est une ruée de dévots qui vient battre les portes de la citadelle : voir la prisonnière, lui parler, la défendre, au moins soulager son infortune! Un noble, pour entrer plus sûrement, se propose comme valet de pied. Romanesque situation que celle de cette femme apparemment réduite à l'impuissance et qui exerce cependant sur cette foule une espèce de fascination. En cette fin de l'année 1832, on se croirait ramené aux temps héroïques où les seigneurs s'armaient pour délivrer la princesse captive. Jaufré Rudel, le poète troubadour qui partit pour le lointain Orient afin de contempler la dame de ses pensées, Jaufré Rudel est, dit-on, né à Blaye; selon une légende, c'est là aussi que fut enseveli Roland après le désastre de Roncevaux : est-ce à eux qu'est dû ce renouveau d'amour et de chevalerie?

Jour par jour la duchesse est mise au courant des événements par le sieur Gabaud, son chef de cuisine, qui se trouve être le propriétaire de l'Hôtel de l'Union. Si Gabaud ne suffit pas à la renseigner, elle a l'art de faire parler les ouvriers qui travaillent chez elle, les tapissiers, les menuisiers. « Elle a de l'Italien dans le caractère, sait tirer les vers du nez », a dit d'elle le baron de Damas. Elle ne se cache point, d'ail-

1. « La petite fille de Malesherbes s'est vue réduite à porter un stérile hommage au pied de la citadelle dont l'entrée ne lui a pas été permise. » *La Guyenne* du 11 décembre 1832.

leurs, se vante d'avoir une bonne police. « Voulez-vous que je vous explique pourquoi la bateau de Bordeaux est en retard aujourd'hui? dit-elle à Petitpierre. Parce qu'il amène une nouvelle compagnie du 48e. C'est que je sais tout, moi! » Être au fait de ce qui se passe, ce n'est point assez; il faut pouvoir s'entendre avec ses partisans; or la correspondance qui arrive par la poste est scrupuleusement ouverte, soumise aux réactifs; on a fait faire un travail sur ce sujet par un homme du métier. Cela la met en fureur et elle écrit aux ministres : « J'ai un bon lit et un bon dîner, mais cela ne me suffit pas. Il me faut un peu plus de liberté et le moyen de correspondre avec mes amis. » De toute autre que Marie-Caroline ceci pourrait paraître une naïveté, mais avec elle la naïveté n'a que faire : elle ne cherche qu'à donner le change. C'est pour la galerie qu'elle vocifère que Louis-Philippe confisque ses lettres, ce qui au reste n'a rien d'étonnant : « Ils sont si vilains dans cette famille! » *In petto* elle est beaucoup plus calme. Correspondre avec ses amis en évitant la censure? Elle en a déjà trouvé les moyens.

Les marges des livres qu'on lui envoie de Paris sont couvertes d'écriture à l'encre sympathique : elle est ainsi en relations avec le Comité carliste et le faubourg Saint-Germain; mais le procédé peut manquer, il faudrait des relations plus directes. Un jour, comme par hasard, le domestique de madame Chousserie, qui est venue retrouver son mari à Blaye, demande son congé; à peine est-il parti qu'un remplaçant se présente, porteur d'excellents certificats, d'attestations de la famille de Charnacé qui le disent un phénix. Madame Chousserie est plus méfiante que le colonel; elle écrit au maire de Château-Gontier, pays du domestique, et apprend que cet individu n'a jamais servi chez les Charnacé, qu'il sort de la garde royale et est entièrement dévoué aux carlistes. Ce petit complot éventé, la duchesse essaie une autre voie : n'ayant point de femme de chambre, elle demande qu'on lui envoie madame Hansler qui l'a servie autrefois; cette personne est à Paris et pourra lui apporter des nouvelles toutes fraîches, lui dire les projets de ses amis. Mais Thiers, si désireux qu'il soit d'apaisement, n'est point taillé sur le même patron que Chousserie; il consent au départ pour Blaye, mais à la condition que

madame Hansler, prévenue inopinément, partira sur-le-champ sans parler à personne, l'isolant ainsi « des conseils de la coterie qui l'expédie ». Arrivée à Blaye, la servante s'effondre en larmes aux pieds de sa maîtresse; mais elle ne lui apporte que son dévouement, point de projet d'évasion.

Enfin la duchesse trouve un auxiliaire précieux et qui ne lui manqua jamais dans la personne du curé de Blaye. Elle n'avait pas l'esprit religieux, était plus superstitieuse que croyante, pratiquait par habitude et sans élan du cœur, entendait la messe « assez gaîment » : c'était toujours la petite communiante d'autrefois, agitant son cierge à la procession et laissant couler la cire sur sa jupe. Pourtant son premier soin en arrivant à Blaye est de demander un prêtre. L'archevêque de Bordeaux, consulté, recommande le curé de Blaye, l'abbé Descrambes : « Il offre plus de garantie que tout autre par ses précédents et le caractère de modération qu'on lui reconnaît généralement; en outre il est dans des principes conformes à ceux du gouvernement et n'est point aimé du parti bigot. » L'abbé est agréé. Par l'intermédiaire de l'archevêque, on achète une pierre sacrée, des ornements d'église, les objets nécessaires à la célébration de la messe; celle-ci sera dite dans la salle à manger qui se trouve à l'extrémité du couloir; un autel sera dressé sur des tréteaux qu'on démontera après l'office. Et la correspondance de la duchesse avec ses amis s'organise de la façon la plus simple : les lettres venues du dehors sont enfermées dans un sachet en forme de scapulaire qui est placé sur une table près de l'autel; le domestique qui joue le rôle de sacristain et apporte les burettes prend le sachet et met à sa place un autre sachet tout semblable qui contient les lettres écrites par la prisonnière. Cela est d'une ingéniosité tout italienne, et Marie-Caroline n'oublie pas de tempêter comme devant contre les vexations qu'on lui fait subir, contre l'odieux du cabinet noir[1].

Bientôt une nouvelle occasion se présente d'introduire dans la place des carlistes déterminés. Stylite et Mesnard, contre lesquels il y a mandat d'arrestation pour leur participation aux troubles de Vendée, sont réclamés par la justice.

1. A. N. F⁷ 12171⁸; Thirria, 192; Dejean, 199.

A ce moment, les ministres sont saisis d'une lettre de la comtesse de Hautefort, née Maillé, ancienne dame d'honneur, qui sollicite d'être admise à Blaye; elle s'engage à ne conserver aucune correspondance avec le dehors, à ne recevoir aucune visite : une personne accommodante. Elle est acceptée, arrive à Blaye. L'entrevue est cordiale en apparence, les femmes s'embrassent, mais malgré tout cela manque de feu. Marie-Caroline se sent peu de penchant pour cette personne de quarante ans, parfois spirituelle, mais hautaine, nerveuse et manquant d'enjouement. L'état-major de la duchesse n'est pas séduit non plus; madame de Hautefort observe assez mal ses engagements, et la visite de ses malles donne lieu à de pénibles incidents : des lettres dissimulées, l'une jetée au feu par la coupable même; cela n'incite pas à la confiance.

Cette arrivée d'une compagne non désirée est le premier échec sérieux de la prisonnière. Elle n'a pas plus de chance avec le remplaçant de Mesnard. Le départ de son vieil écuyer l'affecte visiblement. Elle est si habituée à lui depuis quinze ans; il a été de toutes ses équipées, sait tout d'elle, ses manies, ses répugnances; il a l'art de la distraire, joue aux cartes, fait la lecture; et elle sent bien qu'il est le régulateur, l'ami de bon conseil. En vérité, lui parti, ce sera un grand vide; et s'il faut voyager encore — ce qu'à Dieu plaise! — comment fera-t-elle? De son côté, le gouvernement n'a point pour Mesnard de sentiments hostiles; il est âgé de soixante-trois ans, peu dangereux, et sa fidélité proverbiale le rend estimable. Il faudrait pour occuper sa place un serviteur de même caractère; non un homme d'action, mais un dévot tranquille, un homme de courtoisie. M. de Brissac remplit ces conditions : haut, maigre, raide, taciturne, très pieux; c'est lui qui a accompagné la duchesse sur le *Carlo-Alberto*; mais, depuis l'échec, il semble avoir perdu le goût des aventures, et sa voix sépulcrale éveille l'idée d'un don Quichotte assagi. Il s'exécute sans enthousiasme et la prisonnière le reçoit de même. L'un des premiers soins du voyageur à son arrivée dans le salon est de raconter combien Thiers en a usé aimablement avec lui : « Il ne pouvait être autrement, ajoute-t-il, car en somme je quittais ma femme, mes enfants, et

me sacrifiais pour être utile à Madame. » Marie-Caroline fait la grimace. Non, Mesnard n'aurait jamais osé exprimer une pensée pareille! Le soir où celui-ci s'en va, elle déclare qu'elle se couchera tôt, uniquement pour éloigner la comtesse de Hautefort et Brissac, et rester en tête à tête avec son vieil ami. Que se dirent-ils? Parlèrent-ils de leurs souvenirs communs, de leurs désillusions ou de leurs espoirs? Le certain est que Marie-Caroline a un réel chagrin en voyant s'éloigner, du côté de la porte Dauphine, la voiture de son Mentor escortée de six gendarmes.

Pourtant la vie serait supportable et l'on pourrait envisager un avenir moins sombre, une évasion bien romantique, s'il n'y avait dans la citadelle un espion qui rôde partout, a l'œil à tout et note impitoyablement les moindres infractions à la consigne. Joly a résisté au charme; c'est, comme il le dit de lui-même, « un observateur froid qui ne se laisse pas entraîner dans des voies de convenances voisines d'un laisser-aller dangereux ». Et puis il a la confiance de Thiers, veut la justifier. Tandis que Chousserie s'efforce bonnement d'éluder ses instructions, Joly prétend appliquer les siennes à la lettre. Le heurt était immanquable entre le colonel et le commissaire; Marie-Caroline en profite habilement; il lui faut le départ du « loup de police », elle l'obtiendra. Les arguments ne lui manquent pas. Joly a présidé à l'assassinat de son mari et on le fait loger sous le même toit qu'elle! Joly peut entrer dans sa cuisine, surveiller ses aliments : ne voit-on pas le danger? Le voisinage de cet homme lui est odieux; elle a horreur de tout ce qui sent la police. En effet, elle était payée pour cela; mais Chousserie qui n'a pas les mêmes raisons partage absolument ses sentiments : il refuse de recevoir Joly et finit par demander qu'on le rappelle. L'autre, stupéfait, essaie en vain de présenter sa défense : « Qu'ai-je donc fait à cet homme, écrit-il à Thiers, pour qu'il m'interdise ainsi les moyens de voir et de savoir? Que l'on ne dise pas que ma présence indispose la prisonnière : au moment même où je termine ma lettre, j'entends cette duchesse irascible et ne rêvant que poison, qui chante et danse sur ma tête avec son chien. » La duchesse a sujet d'être joyeuse : elle a travaillé en conscience. Joly est rappelé. Le

30 novembre, quand il quitte Blaye, elle ne se tient pas de joie et répète comme une enfant qui a réussi un bon tour : « Ce coquin de Joly s'en va! Ce coquin de Joly s'en va! »

Mais à Paris le coquin trouve qui l'écoute. Le tableau qu'il fait de Blaye n'est pas rassurant; Thiers lui donne l'ordre d'y retourner, mais, « comme il ne veut pas être servi par des mécontents », il fait à Chousserie une concession : Joly sera commissaire de la ville de Blaye, non de la citadelle[1]. Peine perdue; le colonel reste inébranlable, ne reconnaît point les pouvoirs du policier et l'écrit tout net au ministre. Un honnête homme, ce Chousserie, propre à tout autre chose qu'à être le gardien d'une détenue politique, surtout de la qualité de la duchesse, et dont le défaut principal est, comme le dit Joly scandalisé, de haïr la police bien que gendarme.

La prisonnière triomphe. L'ennemi n'est plus dans la place, elle aura les mains libres avec « son bon colonel ». Mais du dehors Joly continue à dénoncer les intrigues de « la coterie de la citadelle » qui s'efforce d'annuler les rouages de sa police, les petites soirées récréatives chez la duchesse où sont invités le sous-préfet et la famille Chousserie; il signale surtout les agissements du curé Descrambes qui est allé à Bordeaux prendre le mot d'ordre des Carlistes. Ce travail souterrain porte ses fruits. Le sous-préfet et le colonel mis en demeure de donner leur avis sur l'aumônier de la duchesse répondent que c'est un homme probe, incapable de bassesse, avec sans doute un fonds de vanité provinciale et un goût un peu trop vif pour l'argent, mais qui n'a pas dévié de la ligne de conduite qu'il devait suivre. L'évincer comme le voudrait « cette classe d'hommes pour qui tout est matière à calomnies et à suspicion »? Impossible. La duchesse n'acceptera pas un autre prêtre, dût-elle n'entendre jamais la messe et même mourir sans sacrement. Que dire après cela? Thiers n'ose insister : l'abbé reste.

Pourtant Joly ne se tient pas pour battu. Un jour, tout

1. Et Joly de se lamenter : au lieu de lui donner « une qualité ronflante qui convienne à sa mission » comme celle de *Commissaire extraordinaire*, on le diminue. Quelle autorité veut-on qu'il exerce, lui qui touche 12 000 francs tout juste à côté de ce colonel qui est mieux logé que la duchesse et empoche 24 000 francs outre son traitement? A. N. F⁷ 12171.

le personnel de service est renvoyé comme suspect. La duchesse feint de ne pas s'en apercevoir, mais elle veut faire payer à ses gardiens leur obéissance aux ordres ministériels. Ce jour-là elle a de curieuses exigences; après son potage, de la limonade au citron; après le déjeuner, du chocolat en même temps que son café. On la satisfait tant bien que mal. Il lui prend alors fantaisie d'entendre la messe quoique ce ne soit pas un dimanche; l'ancien valet de chambre remplissait le rôle de sacristain[1], le nouveau n'est pas au courant et c'est Petitpierre, protestant rassis, qui allume les cierges. Mais l'état-major n'est pas au bout de ses peines. La duchesse s'avise tout à coup qu'elle a un besoin extrême de prendre un bain; Petitpierre se dévoue encore : « Après tout, préparer le bain d'une jeune femme, ce n'est pas déshonorant! » Tandis qu'il tourne les robinets, Marie-Caroline arrive. « Ce pauvre monsieur Petitpierre, dit-elle avec commisération, il suffit à tout! » Et, comme il veut se retirer, elle le retient, bavarde intarissablement auprès de la baignoire fumante, en camisole et jupon court.

J. LUCAS-DUBRETON

(A suivre.)

1. On eut recours, pour assurer la correspondance secrète, à un jeune séminariste que l'abbé amenait avec lui.

LE NOUVEAU CORSAIRE[1]

VII

A quatre jours de ce rapt, accoudé à la vitre d'un compartiment et causant avec Lucienne dans le rapide qui traversait le plateau désolé de l'Estramadure mais sous un ciel qui n'est qu'à l'Espagne, je laissais aller ma pensée, parmi les paroles, dans le courant dont elle ne s'échappait pas; c'était un grand souci.

Je prononçais des noms de gares, je vérifiais l'horaire, je crois que j'ai cité l'université de Salamanque dans les mêmes termes qui font l'amusement des collégiens du monde entier; mais aucune détente ne se marquait jamais dans cette physionomie frappée, et l'effort n'amenait sur ces lèvres qu'un de ces sourires qui sont plus tristes que la tristesse, et c'était ainsi depuis quatre jours.

Après la longue course en automobile, c'est dans le pavillon de chasse où je vais en automne, au cœur d'une forêt du Hainaut, que Lucienne s'était éveillée. Plus surprise qu'apeurée, elle était revenue vite à la conscience de soi, mais à une conscience sommaire, et qui manquait particulièrement de rapports avec le passé. Elle restait perplexe devant la plus grande partie de ce qui nous avait été commun et que, sur son désir, j'aurais oublié volontiers moi aussi, si l'équilibre d'un cerveau pouvait coexister avec l'abolition du souve-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 septembre.

nir; je n'abordais d'ailleurs cet inévitable entretien qu'avec toutes les précautions d'une attitude désormais fraternelle.

Mais où mon étonnement devint sans mesure, c'est lorsque je dus constater que sa libération n'apportait pas à ma compagne l'allégement que j'en attendais et la laissait plutôt en proie à l'abattement le plus grand. Elle resta, le lendemain de son arrivée, prostrée et les nerfs en boule dans la gorge; je l'entendis sangloter dans son lit. Je me vis un moment à ce point déconcerté que j'allai lui demander si elle ne regrettait pas d'être venue, l'assurant que rien n'est irréparable; elle hocha la tête d'une telle manière que je sus d'une façon éclatante l'erreur de mon interprétation. Je me rejetai alors sur l'idée d'une intoxication magnétique considérable. C'était l'idée la plus plausible. Intoxication dont aussi bien les effets pouvaient tarder à se dissiper, car, résolu de mon côté à ne pas soumettre cette victime à un traitement dont elle avait tant pâti, j'avais envisagé uniquement de laisser à la paix ambiante, à l'air de la forêt, au temps, le soin de parfaire la guérison.

C'était mon intention et je crus la réaliser mieux encore lorsque, l'esprit à la recherche et soupçonnant que la peur de retomber sous l'empire du maître et dans son sort d'esclave pouvait bien être aussi la cause de cette humeur, je modifiai non le principe mais une condition, je résolus de transporter Lucienne dans un lieu où l'on ne risque guère de rencontrer un Français ou un Oriental. C'est dans cette idée qu'abandonnant à Médina la route de Madrid nous roulions maintenant vers l'Estrella portugais; cependant que les yeux fiévreux, plus vite que cette terre sur qui le soir allait venir, s'emplissaient de crépuscule.

Du temps passa. Je songeais que cette malheureuse était assise sur la même banquette, dans le même coin, depuis trente heures, immobile et ne mangeant qu'à peine, refusant de venir au restaurant, refusant de faire dans le couloir les quelques pas qui délassent.

Nous descendîmes à Pampilhosa où je louai une automobile qui nous emmena sur-le-champ à Bussaco; j'avais retenu nos appartements par dépêche; nous arrivâmes à la nuit.

VIII

Bussaco, retraite dans la forêt, dans la permanence et l'intégrité de la paix végétale, autre nouvel Eden qu'aurait pu chanter, à l'égal de Cintra, fleur du monde, Childe Harold :

Ho! Cintra's glorious Eden intervenes...

sentiers moussus sous les eucalyptus odoriférants, les arbousiers, les mimosas en or, sources secrètes sous les taillis, ermitages secrets parmi les chênes-lièges, somptueux hôtel isolé au flanc de la Serra, sous trois lignes de hauteurs, la dernière dans le ciel et toutes dans le silence, fraîcheur de l'été sous les cèdres...

De longue date je connaissais cette terre, à l'occident de l'Europe parmi les plus belles, et ce n'est point au hasard que j'avais choisi d'y venir; elle me paraissait réunir ce double avantage que non seulement Lucienne se trouverait ici libérée de l'obsession de Gadaï, mais encore qu'elle y subirait, atmosphère de ces lieux mêmes, une continuelle suggestion sereine. C'était l'époque des bains de mer; nous ne trouvâmes à l'hôtel que quelques Anglais; isolement parfait et propice.

Je dus user d'une certaine insistance pour que Lucienne consentît à sortir. Elle ne témoignait d'aucun goût pour nulle chose et fût plus volontiers restée dans sa chambre, à s'y morfondre.

Je l'entraînai et nous parcourûmes les pentes boisées. Nous rencontrions des lavandières en jupon rouge, un fichu sur les cheveux, leurs bruns pieds nus. Je faisais à peu près seul les frais de la conversation qu'il m'était ainsi bien difficile d'animer. Un jour, Lucienne me demanda, avec une anxiété visible, si je n'avais reçu aucune communication la concernant. (Pétrus s'était chargé de faire suivre mes lettres.) Je n'avais rien reçu, je l'en assurai.

Je songeai à ce moment-là, l'occasion s'en étant présentée, à dire un mot de l'événement de Saïda; je ne sais pourquoi il me venait à la pensée que cette tragédie pouvait n'être pas sans corrélation avec le trouble de Lucienne. Je n'avais pas prononcé le nom de la ville que la pauvre enfant pous-

sait un cri de peur; je la vis aussitôt sans couleur et toute tremblante.

Je m'efforçai de la rassurer, et je ne savais trop de quoi. Elle resta longtemps animée de ce mouvement nerveux. Je me souviens qu'on entendit vers le soir un chant lointain de guitare; il rêvait sous les premières étoiles. Nous étions assis dans la galerie extérieure, et nous nous taisions. Je regrettais mon initiative et j'étais en même temps tourmenté.

Un autre jour, nous vînmes à mi-route de Luso, dans un vallon où naît un ruisselet. Nous nous assîmes sous les hauts cèdres que le lierre enlace; la proximité d'une villa recouverte d'azulejos et dont la grille n'était qu'un mur compact de roses mêlait l'ardeur à l'odeur amère; je la laissais rêver et lentement revenir, cette engloutie, à la surface d'elle-même. Cette récupération se faisait sans suite, par blocs; la plus mince indication, même incidente, reconstituait une période. Étrange travail qui se poursuit sur des plans que nul ne sait. Un barrage cède, le souvenir s'étale. Il ne se propage pas dans sa ligne; avec ceux qui suivront, il sera sans lien visible et tous ils auront l'apparence de surgir au hasard; mais à mesure que leur nombre s'accroît, des points de contact se retrouvent, et ces lacs et ces lagunes commencent de se réunir, et la terre obscure entre eux diminue.

Le lit du ruisselet, marneux et taché de rouge, comme de sang, me remettant en mémoire la Fontaine des Amours, je citai Camoëns puis je contai à cette enfant, pour la distraire, la passion de don Pédro pour Inès, la très belle; mais quand j'en fus à la scène du meurtre, à peine avais-je prononcé ce mot qu'un cri bref, puis une voix affreusement altérée supplia :

— Non! Henri! non! Taisez-vous! Taisez-vous!

Ma perplexité fut grande; mais elle devint extrême lorsque je dus renoncer à obtenir la moindre explication; seulement je voyais les doigts de Lucienne se crisper contre ses paumes et se détendre avec fièvre. Elle se leva. Nous rentrâmes en silence et elle se retira dans sa chambre. Elle ne parut pas au dîner et je ne pus la voir.

Après une nuit qui ne me laissa aucun repos, elle me fit prier chez elle. Je la trouvai au lit, le teint fatigué, comme

de quelqu'un qui n'a pas dormi. Elle me tendit des feuillets pliés et me pria d'en aller prendre chez moi connaissance. Voici ce que j'y lus, d'une écriture heurtée quoique sans rature, d'une main chassée, eût-on dit, par un cerveau traqué.

Henri, je n'y vois plus, je suis rentrée et je me suis tenue longtemps auprès de ce lit; et des yeux qui me faisaient mal et qui ne pleuraient pas; mais quelle épouvante! J'étais comme quelqu'un qui attend et en vérité j'attendais quelque chose qui n'est pas encore venu, mais qui viendra. A un certain moment, un pas m'a tirée de cette stupeur, j'ai couru à la porte, j'ai poussé le verrou, et je le maintenais dans son déplacement, pour qu'il ne claque ni ne grince... Je n'ai plus entendu le pas. Mais je sais qu'il en viendra d'autres, et puis un autre... Et quand ce sera celui-ci... Ah, il vaut mieux que vous appreniez cela par moi; voilà ce que me dit un dernier reste de raison, il vaut mieux que ce soit moi qui vous l'apprenne tout de suite, avant que ce pas ne se soit arrêté devant ma porte...

Je suis venue à cette table. Écoutez, je vais écrire très vite, comme quand on fuit sans se retourner, par peur de voir. Écrire très vite et tout. Et puis je vous demande pitié d'avance. Ne m'abandonnez pas. Décidez de ce qu'il faut que je fasse. Que ce soit votre cœur qui en décide. Je suis faible, et j'ai peur. Arrêtez-vous à la pitié, n'oubliez pas que vous m'avez aimée. J'ai honte de faire un tel appel. Mais je suis aux abois. Je me mets sous votre protection. Je n'ai plus ni ma mère ni mon père, et qui me défendra si ce n'est vous et s'il est possible qu'on me défende? J'ai peur. On dit qu'on se tue. Mais à l'heure de s'y résoudre... Je n'ai pas pu et je sais que je ne pourrai pas. Je crie vers vous. Considérez l'étendue de mon attente à la rapidité avec laquelle je me livre. Qu'est-ce que vous ferez de moi? Mais par pitié ne me livrez pas. Si l'on pouvait s'endormir et mourir pendant son sommeil... Le peut-on, dites? Mais je retarde l'aveu. Ah, je n'ai pas tant de courage. Le voici :

J'ai tué.

Je vous donnerai les feuilles. Si vous pensez devoir les envoyer au juge, ne le faites pas sans me prévenir. Je ne fuirai pas. Où irais-je? Peut-être après tout aurai-je ce sursaut qui donne

la force de l'évasion dernière. Maintenant je crois que je l'aurai : d'avoir écrit cela, je me sens plus calme.

Voyez-vous, il me livrera, lui, s'il ne l'a fait. Le même aveu je l'ai écrit déjà, il est dans ses mains. Vous, si vous pensez que je sois compromettante... Mais qu'est-ce que je vais devenir si vous m'abandonnez?

A l'époque où je vins à Aïn-Kerma, près de Saïda — et je ne comprends pas encore pourquoi je l'y ai accompagné, je n'ai pas souvenir d'une émotion de cœur — il s'était associé avec celui à qui vous avez fait allusion, et qui n'est plus, pour une affaire d'alfa. C'était, celui-ci, un homme de bonne compagnie; il s'éprit un peu de moi. Il entrait fréquemment à la maison, mais n'y restait pas s'il m'y trouvait seule. Je n'éprouvais pour lui aucun sentiment particulier; je ne faisais qu'aspirer à rentrer en France... Il y a bien des choses qui me sont demeurées inexplicables. Pourquoi ai-je pris l'habitude de sortir avec cet homme? Je ne le sais pas. Nous allions nous promener ensemble quand la grosse chaleur était tombée, l'autre n'y trouvant rien à redire, m'y engageant plutôt, très occupé lui-même par la récolte. Il n'avait apporté qu'un capital restreint dans l'association et tâchait d'y suppléer par le labeur. C'est une justice à lui rendre : il travaille comme quatre. Des marchés se firent, puis, je crois bien, des ventes d'armes aux nomades, à la suite desquels rentrèrent, le même jour, des sommes importantes dont nous eûmes en totalité le dépôt. Au soir de ce jour, Gadaï s'en alla tardivement du côté de Mirabeau, accompagné d'un domestique indigène qui trottinait du matin au soir derrière lui. Ce n'était plus pour moi l'heure de sortir et cependant j'en fis moi-même la proposition à notre hôte. Il l'accepta avec une émotion visible. La nuit était claire. Je lui pris le bras et jamais je ne l'avais fait. Je me souviens que j'étais fébrile et que je parlais, parlais, comme un peu ivre. Il n'y avait en moi aucune pensée de séduction. Je ne sais pas quel était le sens de mes actes. Ils poussaient spontanément en moi; sur-le-champ ils étaient accomplis; et ils m'étonnaient moi-même. Nous allâmes, sur le désir que j'en témoignai, jusqu'à la rive de l'oued où je n'étais pas encore venue. Je me mis à trembler à tel point que mon compagnon s'arrêta, m'interrogeant avec inquiétude. Je balbutiai : « C'est

le ravin... le vertige... » Il fit demi-tour et déjà m'entraînait. « Non, — dis-je, sans voix, — je voudrais regarder... » Il sourit et il me prit la main. Nous vînmes jusqu'au bord, et dans la profondeur abrupte j'entendais le clapotis de l'eau à peine visible. Je me suis dégagée. Un flot de sueur et de chaleur a roulé sur mon corps quand il s'est penché. Il a dit en souriant : « Et cette épouvante?... » C'est alors que ma main est partie en avant, l'atteignant dans le dos avec violence. Il est tombé avec un petit cri d'effroi. Vingt mètres, trente mètres peut-être... A pic sur les rochers. C'est tout.

Henri, ne me demandez pas pourquoi j'ai fait cela, je ne le sais pas, mais je l'ai fait. Je n'éprouvais aucune animosité contre cet homme, il m'était sympathique, et je l'ai fait. Pourquoi? Ce doit être une minute de démence. Mais peu à peu on en meurt.

Je me suis interrogée : n'ai-je pas été le jouet de l'autre, l'arme dont il s'est servi? Je sais que je ne l'ai pas été.

Je revois les lieux, l'étroite brèche rocheuse, une haie de cactus, ma robe lacérée par les épines, et dont je n'avais jamais pu me défaire, rappel permanent du crime que cette main a accompli. Voici le reste : notre pavillon se trouvait à la lisière du village; personne ne m'a vue ni sortir ni rentrer. Et qui donc m'aurait accusée? Gadaï était de retour avant moi. Il a surpris mon effroi, je n'ai pu lui rien cacher. Le juge d'instruction n'a pas suspecté ma voix tremblante. Ne m'en demandez pas davantage. C'est un grand effort que j'ai fait.

Au cours de ma lecture, avant même de songer à reprendre et à examiner avec une attention critique le détail de ces aveux, j'avais vu mon sentiment créer en moi sa conviction. Une fois de plus cette pauvre nerveuse n'avait été que l'instrument d'une volonté réellement forte et tragique. Ni sa main ni sa tête, je n'avais admis qu'elles portassent la responsabilité du malheur. Puis, à mesure que je déchiffrais les lignes qui dans leur écriture même trahissaient le désordre et la dépossession mentale la plus complète, je croyais aussi surprendre l'un au moins des mobiles de Gadaï. « Il est heureux, pensais-je, que l'action hypnotique ne présente pas un caractère de pérennité, heureux que le

cerveau modelé par un pouce trop brutal retrouve au bout de quelque période, et ne fût-ce parfois que dans une apparence de rêve, les formes d'une réalité qui fut voilée plutôt qu'abolie. » Un fait revenu sur l'eau trouble de cette conscience me frappait en effet vivement. C'était le dépôt d'argent et, plus exactement, c'était la coïncidence dans le temps de ce dépôt avec le crime. Aussitôt que j'eus achevé de lire, un mouvement naturel me poussa vers la chambre de celle que je plaignais et que je ne jugeais pas; je n'allai toutefois que jusqu'à la porte.

Revenu dans ma propre chambre, je m'assis à ma table et commençai de réfléchir sans me trouver en fin de compte incliné vers une autre hypothèse, mais plutôt renforcé dans mon sentiment par la vue plus générale que je prenais des présomptions; cependant, quant à discerner un signe sensible de la culpabilité que je tenais pour probable (et non que je craignisse une dénonciation policière, mais cette preuve m'apporterait évidemment la libération de Lucienne), je devais bien reconnaître qu'il n'en apparaissait aucun, que la masse de ces faits ne présentait pas la moindre fissure. Je me disais : « Ou bien Lucienne a accompli le crime en automate, à l'instigation du Levantin, ou bien il lui en a suggéré les péripéties, les ayant lui-même parfaites. Son alibi d'éloignement ne signifie rien; il est de taille à endormir un chamelier. » Il fallait aller plus avant.

Je repris les feuillets et je les recopiai. Ce ne fut pas dans le dessein d'en garder trace, on le pense bien, mais afin de me les assimiler avec plus d'efficacité. Ce m'est d'un grand secours dans le maniement des idées que de les fixer par la forme écrite; j'en détermine mieux ainsi la configuration, les frontières, les nuances, les réserves; je les explore d'un pas affermi. Assister à la naissance des mots, c'est assister à une formation d'idées. Bref, ce travail que je fis sans hâte et qu'il m'arriva de couper par de longues pauses ne fut pas sans fruit. Je crus découvrir, dans deux ou trois notations, peut-être un indice, en tout cas le premier point d'appui de mes recherches. Je résolus de m'en éclaircir un peu mieux sur-le-champ.

Mais comme je me levais, mon courrier me fut remis.

Enveloppes à en-têtes commerciaux et bancaires que je parcourus vite, puis une enveloppe jaune ordinaire à la suscription épaisse, appuyée, la seule manuscrite, venue de France; or il se fit une contraction dans les muscles de ma gorge pendant que j'y introduisais la pointe du coupe-papier.

Quelques lignes. La signature très lisible : *Samuel Gadaï.*

Le douanier vous transmettra mon souvenir parmi vos lettres, en attendant que je vous rejoigne. Je n'en ai pas le loisir ces jours-ci, mais je prépare le loisir. J'existe, ne l'oubliez pas.

Comprenez bien ceci : un coup dans le genre de celui que vous avez réussi ne témoigne que de l'audace de son monteur; c'est insuffisant pour assurer le lendemain. L'audace ne détruit pas grand'chose et n'édifie rien. Par ailleurs ce coup ne témoigne ni pour ni contre elle, et il ne modifie pas sa nature, vous vous en apercevrez. *Sachez-le : je vous retrouverai aussi facilement qu'une noisette dans du tabac. Au plus tard à la Noël. Pour aujourd'hui, et si vous êtes tellement sûr de vous, racontez-donc à Lucienne qu'à la date que je dis elle sera revenue là où elle sait. C'est un défi que je vous porte et que vous ne releverez pas.* En attendant, proposez-lui un tour dans une des villes ou des bourgades du Nord de l'Afrique où elle a vécu; et agi.

Rien d'autre. Mais quelle netteté dans l'allusion maintenant si claire pour moi : « *Vécu; et agi.* »

Et puis?

Rien.

Rien, car il me suffit de prendre dans ces vingt lignes la confirmation du fait contre quoi je vais m'efforcer. Ce n'est pas, maintenant cela est sûr, contre une imagination que je m'efforcerai. Le mot insidieux me livre la menace; il est bon que la confession ait précédé le chantage. C'est bien. J'ai barre sur lui que je devance. Et quant au reste... Pour le moment, des mots... Et que je commence le déblaiement d'un passé dans lequel on ligote un homme, fût-il de sa trempe. Allons frapper à la porte de Lucienne.

Je la trouve debout, adossée au chambranle de la fenêtre ouverte. Image hâve. Bête traquée. Tout son corps recule sur le balcon. Une seconde j'ai la respiration coupée : exactement derrière elle, dans la cour, exactement à la hauteur de ses épaules s'ouvrent les bras de la croix noire et vide d'un calvaire.

Je me remets en marche jusqu'à la cheminée. J'enflamme une allumette : elle a tôt fait de réduire l'aveu écrit et sa copie en cendres que j'écrase et disperse du bout de ma bottine. Je me retourne et je dis :

— Mon pauvre petit...

Elle ne bouge pas. Je la regarde — et une telle pitié m'entre dans le cœur — le buste à demi penché, les yeux comme les flaques d'eau au fond des puits, hagards.

— Viens, mon petit...

D'instinct j'ai repris le tutoiement qui compatit et rapproche, qui éveille la sourde espérance. Je fais vers elle les pas qui nous séparent, je la prends par cette main qui tremble et brûle, je l'entraîne. Pendant que je referme la croisée, elle est là, les bras tombés, tassée sur elle-même, et elle regarde de côté. Que voit-elle? Je l'entoure d'un bras aux épaules, comme une sœur.

— Viens t'asseoir... Là... Sur le divan, près de moi...

Elle est sans vie. Elle n'a pas plus que ses vingt-six ans, mais qui seraient parvenus à la résignation de mourir. Exsangues, les joues; exsangues, les lèvres. A de rares intervalles les paupières battent.

— Il ne faut pas avoir une telle peine... Si je te supposais coupable, je ne penserais pas à te rassurer...

Elle fixe sur moi des prunelles inoubliables. Je vois s'entr'ouvrir la bouche. Elle se détourne sans rien dire. Voici ses yeux de nouveau dirigés dans le sens de toutes les douleurs, vers la terre.

Je reprends ses doigts dans mes doigts; et dans ma voix une douceur que je ne connaissais plus.

— Tu le sais que je ne permets pas à mes paroles de dépasser la petite moyenne de mes prévisions... J'établirai que tu fus, ou que tu restes, sous le coup du pouvoir diabolique auquel tu seras soustraite, irresponsable d'un acte

qui te fut imposé, si même il fut réellement accompli par toi, ce qui n'est pas sûr du tout.

Par le souffle du sein et par la rigidité de l'attitude, par ce doigt qui griffait le velours et ne le griffe plus, elle était suspendue à ma voix; elle retombe. Elle hoche la tête : c'est une dénégation navrante. Je le vois tout à coup, elle ne peut pas en douter : c'est sa main, sa propre main qui a tué. Cette certitude est dans son cerveau comme l'eau dans l'éponge. Dans le doute que j'émets, tant elle le découvre excessif, elle n'aperçoit que le désir de consoler, la sympathie qui s'évertue, une charité, si décevante.

Mais moi je me récrie.

Et puis tout aussitôt je songe : à quoi bon?... Ce n'est pas d'une hypothèse plausible, ce n'est pas d'une investigation mentale, ce n'est pas d'un raisonnement, ce n'est pas d'une base de preuve que cette enfant a besoin aujourd'hui. Aujourd'hui c'est d'affection qu'elle a besoin, et cela, qui est du cœur, cela ne se donne qu'avec les paroles du cœur, si ce n'est, quelquefois, avec le silence. Pauvre petite! J'ai soulevé la tête qui était tombée dans le coude et j'ai vu les larmes lentes. J'ai attiré la tête sur mon épaule et j'ai entendu les sanglots; mais je sais qu'ils étaient, les sanglots, ce qui pesait sur le cœur, et qu'il vaut mieux qu'ils débordent par les paupières, pour que le cœur soit moins pesant. J'ai murmuré je ne sais plus quels mots, les mots simples de la tendresse, ceux que l'on ne se croirait pas capable de prononcer, ceux que d'ordinaire on trouverait un peu ridicules, parce qu'on est de ces hommes dont le bréviaire n'est que d'énergie et qui n'attendent rien que d'eux-mêmes; j'ai caressé les beaux cheveux ramenés à la hâte en torsade et à peine noués, les joues aussi où j'essuyais les larmes; il s'est fait que les larmes sont devenues plus rares, qu'il y a eu deux ou trois hoquets et qu'il n'y a plus eu de larmes. Quand, pour la seconde fois, j'ai soulevé la tête, les yeux avaient perdu leur fixité hagarde; humides et comme épuisés, j'ai vu qu'ils attendaient tout de moi; et j'ai compris que c'était le moment de parler. Je n'ai pas délié celui de mes bras qui avait soutenu le corps gémissant et sur qui ce corps chaud de fièvre s'abandonnait chastement encore. Ce que

j'ai dit c'est que l'acte n'avait pas été voulu par elle, que je le savais, que je le prouverais, qu'elle pouvait avoir cette confiance; ce que j'ai dit surtout c'est que je ne l'abandonnerais pas, que je serais à côté d'elle, qu'elle m'était chère et beaucoup plus chère d'avoir beaucoup souffert; j'ai dit encore que le Levantin se garderait bien d'évoquer cette affaire, que je le savais; et d'autres choses qui n'étaient que des affirmations, mais qui allaient au cœur qui maintenant les attendait comme la terre brûlée attend la pluie. Je voyais cette enfant renaître à l'espérance. Peut-être le bonheur que je recevais de cette renaissance m'entraînait-il dans les promesses et les certitudes un peu plus loin que je n'aurais dû; il arriva un moment où ce visage eut les yeux de la confiance, où ce cœur se reposa sur moi; et je vis le premier frisson d'un sourire.

Alors Lucienne se souleva elle-même tout entière et à son tour me prit la tête dans ses mains et d'abord elle n'arrivait pas à s'exprimer, une haleine trop rapide dans la bouche et la gorge encore serrée mais d'une émotion qui n'était plus pareille et dépassait, celle-ci, la délivrance; elle prononçait des paroles que j'entendais mal et finit par dire seulement à plusieurs reprises :

— Henri... Henri...

Ses yeux étaient un admirable cri d'amour; la caresse de ses mains descendait sur mon cou, sur ma nuque, et comme ses paumes étaient fiévreuses, j'en éprouvais une chaleur étrange.

— Lucienne... Lucienne... — disais-je à mon tour.

— Te souviens-tu...

Et voici qu'elle commença d'évoquer une heure éteinte depuis deux ans et morte dans mon souvenir, mais qui ressuscitait tout à coup avec une nouvelle grâce.

— Te souviens-tu...

Je n'entendais plus que cette voix chargée d'ardeur qui éveillait des échos assoupis; ni les bruits de l'hôtel, ni les sources autour des cloîtres, ni la brise marine dans les cèdres de la Serra, rien ne m'atteignait plus, tout s'était tu autour de nous; nous étions seuls sur terre.

— Te souviens-tu...

Elle s'était rapprochée; le contact de sa hanche m'était une brûlure; je l'écoutais ainsi ravie, ainsi sauvée; mais je sais trop quel trouble commençait de brouiller ses paroles dans mes oreilles. J'avais posé une main sur l'autre hanche, et je la regardais comme une femme qu'on retrouve après des années d'absence, avec un tremblement des nerfs.

Elle avait dû se vêtir rapidement. La robe échancrée en amande avait glissé, découvrant le fruit charnu d'une épaule où naguère mes dents avaient mordu. Je vis ma main monter à cette épaule...

Et voici que ce visage était si proche tout à coup que je ne voyais plus que le sang des lèvres, il me troublait, je me sentais attiré, je m'en allais à la rencontre de ce sang. Soudain Lucienne se tut. Et le silence se creusa comme la mer avant la vague...

Je vis la bouche sans souffle lentement s'entr'ouvrir.

Et alors, comme je regardais les yeux, égaré moi-même, je vis les yeux foncer comme l'eau d'orage. Et je criai, et j'appelai tout bas :

— Lucienne!

Elle ne répondit pas et tout sombra dans ce vaste vertige qui jette un être à l'autre, qui emprunte les gestes de l'amour et qui n'est pas l'amour.

IX

Ton erreur, ton faux pas, ta chute au-dessous de toi-même, l'à-coup bête dans ta route, soit! Mais si tu te contentais ensuite de t'en ronger les ongles, je te mépriserais! Honore le sanguin d'esprit, dont le tempérament a la trempe de l'acier dur. L'heure qui n'est pas née, ce maître de soi, il est toujours en pouvoir de lui commander.

Nous nous retrouvions face à face, avec l'un et l'autre un sourire qui n'allait pas à l'autre, ce sourire qui ne s'achève pas, presque gêné, presque timide. J'étais sur mes genoux; je caressais, l'esprit comme en dérive, le visage à l'expression la plus incertaine. Je fus ainsi durant quelque temps. Puis des lueurs. Et peu à peu je devenais comme suffoqué.

Moi...

Les soubresauts de la bête, allons, ils en ont vite fini avec l'ordonnance volontaire! On saute en l'air comme le pantin. Curel, meilleur ingénieur, tu vois juste. Voici donc la camaraderie transportée sur son ancien plan amoureux.

Ce ridicule, moi...

Tant pis. Les conséquences par rapport à la seule qui compte de mes préoccupations, voilà ce qu'il faut examiner sans délai.

Je m'ébroue.

Mais la présence de Lucienne constitue un pôle de dérivation et...

Je la regarde sans guère la voir et je suis bien surpris quand je la vois. Son sourire s'est figé, si grande doit être son attente; ses yeux ne se détachent pas des miens.

Les femmes sont plus sensibles aux caresses qu'aux paroles : mes doigts commencent de jouer sur les cheveux, frôlent les tempes. Lucienne pousse un faible soupir, ses paupières se ferment.

Je me vois tout interloqué et ne le suis qu'un instant : ayant compris que la double violence coup sur coup répétée, à l'âme, aux sens, a épuisé cette nerveuse et la laisse dans un état d'atonie tel qu'elle s'est d'elle-même fascinée sur la surface brillante de mes yeux.

Mais la circonstance est propice et je l'aurais pu déterminer si elle ne s'était produite; je m'assure donc de ce sommeil, je l'approfondis par une pression sur les globes oculaires. Ce seul mouvement me rend très complètement à moi-même.

J'attache trop peu d'importance aux liaisons pour les redouter; ce sont des échanges charmants; ils n'ont rien à faire avec ma vie qui, Dieu merci, a d'autres buts et dont c'est la singularité sans doute que de se dérouler sous le commandement de la tête et non du cœur; je le sais ici, pour me souvenir que, s'il m'a plu naguère que Lucienne m'accompagnât au camp de l'oued Sefrou, mes tracés sur le terrain n'ont pas souffert de sa présence dans le pavillon.

Ma conduite, cependant, n'en fut pas moins une maladresse; il faut compter avec les circonstances qui nécessitent des rudesses utiles : je me les suis rendues malaisées vis-à-vis de cette amoureuse. L'idée me vient bien d'utiliser le sommeil par lequel elle est à ma merci et de lui faire oublier ma

faiblesse. Un coup de gomme sur un trait faux et rien ne paraît. J'hésite. L'inconnu, c'est la durée. Et parfois ces dangereuses réminiscences du subconscient, celles mêmes qui ont fait trébucher le Levantin. Que je réfléchisse.

Et d'abord la société pour le compte de laquelle j'ai échelonné de grands générateurs sur la côte du détroit ne va pas me tenir quitte de pareils travaux coûteux avec une lettre d'excuses. Il me reste tout au plus vingt jours de répit. C'est proprement l'interdiction de la moindre perte de temps, à supputer au plus juste les délais d'une enquête vers laquelle ma pensée, par un cheminement souterrain, a commencé de s'orienter. Nous sommes un mardi; pour la fin de la semaine nous aurons quitté le Portugal.

Rapidement : je ne modifierai pas ma position au regard de Lucienne; c'est une politique que de se placer, auprès des femmes, sous la raison de l'amour; or il faudra que j'obtienne du consentement de celle-ci une épreuve — je viens d'y faire allusion — que je prévois devoir lui coûter; avec une nuance qui modère toute fougue, je resterai donc l'amant inopiné que je suis redevenu. Cette intimité m'aidera au surplus à munir la faible enfant de la plus grande résistance envers un Gadaï reparu par surprise. De ce côté-ci je renonce à l'usage du procédé hypnotique ou du magnétique : c'est maintenir Lucienne dans un état qui élimine la volonté, c'est préparer une proie. Mieux vaut à coup sûr en appeler à sa confiance en soi, renforcer sa défense directe. A ce moment prend corps l'idée d'un traitement psychanalytique : il parvient à désarticuler ce qui n'est qu'obsession. Je note que, dans le cas de mon propre échec, il pourrait être utile de passer par Genève.

Ma route ainsi jalonnée, je me retourne vers Gadaï auprès de qui je garde une antenne. Pétrus me préviendra par télégramme de son départ, s'il a lieu. Mais il aura lieu : on observe autour de la ferme des Moëres des allées et venues inaccoutumées, des têtes nouvelles, le gratin probablement de la haute fraude internationale. Liquidation ou cession, on ne sait; en tout cas un indice. Attendons. Je me rapproche de la dormeuse.

Le visage a perdu la coloration du plaisir; la peau est uniformément pâle, un peu terne; mais quelle paix! Mais quelle

opaque apparence! quel hiératisme de mort que ne dément pas cette coulée chaude de cheveux sous l'épaule! Les lèvres sont de cire. A peine de temps en temps entre les deux sourcils une petite crispation rapide. Par contre on arracherait les paupières bombées plutôt que de les soulever.

Et quelle paix encore dans la longueur de ce corps! Il fait penser à une statue tombale qui serait sans rigidité. Est-ce la vie, cette région où il aborda de lui-même et dont il ne s'évadera plus que par mon souffle?

Un sein bat lentement sous la robe. Est-ce la vie? C'est en tout cas l'absence de la souffrance... Dors, Lucienne, c'est l'absence de la souffrance... Je songe...

Voici le moment où cette enfant est heureuse. Elle est heureuse parce qu'elle n'est pas. La vie, pour elle... Je songe que lorsqu'elle s'éveillera tout à l'heure, l'épouvante sera de nouveau à sa droite. L'amour n'aura pas effacé ce qu'elle croit être son crime, mais il la désespérera un peu plus parce qu'elle a désormais un peu plus à perdre... Si je la sauve, c'est bien; et encore... C'est bien si je la garde. C'est bien si quelqu'un la protège. Sinon... Si faible... Qu'est-ce que les faibles viennent faire sur terre? Pourquoi y restent-ils? Mais ils sont faibles...

Je la regarde et j'ai pitié. Et je sais bien quelle serait, envers ce butin du malheur, la bonté :

mes deux paumes magnétiques de chaque côté du thorax, à gauche, à la façon de deux électrodes qui polariseraient le cœur...

Je ne suis pas si fort.

Puissance du souffle humain qui, prenant naissance au centre de la mystérieuse génération de vie, se charge de pareils effluves! Les objurgations, les appels, le bruit du canon même ne l'eussent point éveillée; mon souffle effleure les paupières, les yeux éclosent.

Elle ramène ses mains à son visage, elle touche ses sourcils, elle les lisse. Elle a les jolis mouvements lents des femmes encore à demi liées au sommeil. Elle sourit. Elle se soulève.

— J'ai dormi?

— A peine.

Elle regarde çà et là, la chambre, la fenêtre. Elle reprend

contact avec les choses et peu à peu avec ce qui s'était séparé d'elle. Elle s'assied tout en se recoiffant, déjà pensive. Tout à coup, dans la respiration une seule saccade; et elle a cessé de respirer. Les yeux sont largement ouverts, ces yeux de bête prise. Ses mains qui enroulaient les cheveux retombent; celle que je vois tremble.

Elle s'est souvenue.

Mais de toutes les hontes qui lui donnent l'assaut pêle-mêle et lui jettent son sang au visage, aucune ne se déploiera avant que je ne l'aie atteinte. Ma voix parlera longtemps, tendre et sûre; les alarmes fondront, elles fondent, ces pleurs sont de joie.

X

Une heure plus tard, comme je venais la prendre pour le déjeuner, l'ayant laissée à sa toilette, je devais éprouver une émotion bien pure et bien jolie.

Lucienne m'attendait, je pense, derrière la porte, prête à descendre; à peine avais-je frappé qu'elle ouvrit; mais elle restait sur place. Seulement il s'était fait dans ce corps nerveux un soulèvement.

Le jour tombait par une des grandes baies romanes en plein sur elle : elle n'était plus à reconnaître.

Elle n'était plus la femme enveloppée de vêtements sombres et d'une secrète épouvante, le teint blêmi par ce chancre. Voici qu'elle avait retrouvé les artifices féminins, les ondulations, un fard léger, qu'elle était habillée de la plus claire des quelques robes dont nous avions sommairement composé sa garde-robe pendant notre traversée de Paris, et que telle elle était là, toute une lumière, devant moi ravi par cette apparition et ne faisant que lui sourire; mais durant le silence qui nous laissait ainsi rivés l'un à l'autre par les yeux, ce ravissement visuel, qui ne cessait pas, voici qu'il s'augmentait d'une autre raison; c'est que je comprenais que ce n'était pas là le jeu d'une coquetterie superficielle, ici inconsciente; ces artifices, je le savais, peu à peu la chère certitude m'envahissait, c'était le cœur qui les avait voulus, pour m'en faire le don; et c'est pourquoi mon propre cœur se mit à battre d'une émotion nouvelle que je devais me rappeler bien des fois par la

suite; et c'est aussi pourquoi, je le voyais maintenant, l'éclat des yeux, parmi ce doux charme vivant, restait dans une attente, dans une anxiété aussi proche des larmes que du bonheur.

Mes mains montèrent vers l'offrande précieuse.

Il se fit un grand mouvement de curiosité quand nous entrâmes dans la salle à manger. Ceux qui nous faisaient face suspendirent net leur geste et leur discours, et ils ne reprenaient la parole, à voix basse, que pour signaler à ceux que nous voyions de dos et qui se retournaient, cette jeune femme qu'ils ne connaissaient qu'effacée; et selon le sexe et l'âge il y avait sur les visages un sourire ou une grimace. Ces quelques femmes venues d'un pays extérieurement puritain, pour la plupart avaient passé le temps d'aimer et tenaient à injure le clair visage qui réunit sur soi les regards, écrit dans les yeux des maris un hommage infidèle, et dans leur cœur appelle, ce qui est bien pire, une comparaison.

Nous allâmes à notre table, qui était dans un angle de la salle, à travers cet amusant scandale dont je fis, sitôt assis, compliment à Lucienne; le maître d'hôtel interposant entre les ladies et la choquante Parisienne un de ces embonpoints qui ne témoignent pas d'une origine portugaise, les premières revinrent à une conception plus utile des instants dont la vie est composée : on réentendit les fourchettes. Mais Lucienne ne souriait pas.

Je n'avais pas besoin de l'interroger, c'était si tristement criant. L'événement le plus ténu, dès qu'elle en est le sujet, son âme craintive aussitôt le rapporte à son angoisse : pourquoi l'a-t-on de toutes parts regardée? Soudain sa frayeur se déclare: Gadaï l'a dénoncée; elle tremble.

Tout le temps du repas je ne fis que m'ingénier à la distraire et je n'y réussis pas à moitié. Je lui montrais des jeux de soleil dans un globe de verre, à l'orée d'un bosquet de grenadiers; je feignais d'ignorer le nom des fleurs afin qu'elle les prononçât; je vantais ces pentes immortelles dans la mémoire, et l'Alta-Cruz encore où je projetais de l'emmener tout à l'heure, vingt choses futiles au total dont c'est la façon de les dire qui force l'attention; à la fin, et parce que je voulais détendre ce visage, je parlai de l'oued Sefrou, c'est-à-dire d'amour.

Nous nous levâmes de la table embaumée par les roses : ces admirables roses blanches dans le cornet de cristal, celles que je la sais aimer entre toutes, les « Reines des Neiges » aux pétales charnus, épais comme le papier du Japon; qu'elle n'avait pas vues.

Mais comme elle devint pâle encore quand ce long hidalgo étriqué dans une jaquette grise qui lui battait les mollets vint s'incliner devant nous. Il bousculait les chaises, alerte comme un sous-lieutenant, telle était sa hâte. Il se nomma, plié en deux :

— Joaquin César de Verceira Vascoreia e Nuza de Albuderque e Barto.

Je m'inclinai en proportion de l'étendue des titres; ils ne m'apprenaient rien. J'eus toutefois le soupçon que cette tête olivâtre à favoris de jais avait pu passer naguère dans le champ de mes yeux. C'était à Oran : il me renseigna tout de suite, avec une grande prolixité de compliments, s'enquit de ma santé et sollicita l'insigne honneur d'être présenté à ma femme. Je m'y employai le mieux possible, non sans laisser en chemin quelques baronies. Il s'inclina derechef, plus bas s'il se pouvait, se retira, aussi droit qu'ankylosé sur ses guêtres au blanc d'Espagne, s'étant taillé son succès : tous les regards étaient pour lui. Je fis envoyer une automobile qui devait nous attendre à proximité de l'Alta-Cruz, puis nous gagnâmes la forêt.

Sous les feuillages ivres d'oiseaux et d'azur, j'entraînai donc Lucienne, cette mélancolie. Elle s'efforçait de me sourire, mais quel mensonge! Bientôt je vis ses larmes.

— Ah — fit-elle — ce n'est pas une vie! Aussitôt qu'on me regarde c'est toujours la même appréhension. Comme si l'on pouvait lire sous mon front... Et puis, c'est juste : je l'ai fait. Un jour ou l'autre... Quand même je lui échapperais, on ne s'échappe pas, à soi... Mais tu n'as pas horreur, toi, voyons? Comment as-tu pu, toi...

Je fermai avec les doigts cette bouche amère. Je recommençai de dire avec force ma certitude d'une machination dont j'entrevoyais les défauts. Certitude mieux que morale. La preuve serait faite. Mais j'attendais qu'elle, la victime aussi, me prêtât un concours aveugle de foi, qu'elle ne m'opposât pas les raisons de ses nerfs; je l'exigerais au besoin.

L'allure catégorique d'une affirmation agit sur les têtes faibles. Elle se reprit à respirer.

Il faisait un temps d'orage, l'espace, du sol à cette verdure compacte comme le sol, chauffé comme un four. Nous prîmes du repos au pied d'un buisson.

Lucienne s'allongea dans la mousse, sa robe vite sillonnée par mille menus coléoptères, affairement d'émail, qui cousaient au sol ce corps mince et long comme un jeune hêtre; et sur mes genoux le visage, le fruit velouté, chaud de sang, la tentation de chair. Mais le rétablissement s'est fait, la surprise ne se répète pas; et voici plutôt l'occasion de réclamer, dans une douceur qui ne fléchira pas, les confrontations de mon doute avec les matériaux qui sont loin d'ici, qui sont à Aïn-Kerma. Je me penche. Lucienne s'est endormie.

Elle s'est éveillée comme j'aérais ses tempes en sueur sous les boucles lourdes. « Je ne fais donc que ça, dormir! » Elle a sauté sur ses pieds. « Cette température! » a battu sa robe piquée de fines aiguilles. « C'est encore loin, Henri? » Clair visage de nouveau. Le sommeil l'a reposée dans son cœur aussi. Je parlerai tout à l'heure.

Nous avons gagné le sommet dans une atmosphère torpide, épaisse comme de la pâte. Voici l'Alta-Cruz, vigie sur l'océan végétal. A l'ouest, à perte de vue, le moutonnement d'émail vert incendié, le massif des pins comme une immense élytre ponctuée de prairies jusqu'à l'océan marin, la bandelette flamboyante nouée de part et d'autre à la Vouga et au cap Mondégo où elle se dissout dans un poudroiement immobile; à perte de vue, à l'est, la carapace vert sombre, le bouclier rond des mamelons, le revêtement ensellé des dépressions, l'interminable forêt sans fissure jusqu'aux trois lignes de hauteurs, la première écrasée et humble, et la dernière pareille à la chauve-souris dans le nuage.

Nous allions d'une lisière à l'autre, inassouvis de ce spectacle. Mais l'orage était au-dessus de nous et déjà courait au long des nerfs de mon amie; elle pâlissait.

Il éclata avec une violence inexprimable. Le ciel marin en un clin d'œil en fut comme embrasé. Nous eûmes tout juste le temps de courir jusqu'à l'automobile qui fila vers l'hôtel sous une pluie de déluge; mais les éclairs étaient plus rapides et

nous nous vîmes entourés sur-le-champ d'une seconde averse, celle-ci de feu. Elle zébrait les frondaisons, enfonçait ses lances pâles dans les masses. Un chêne se déchira. Des cailloux volèrent dans la carrosserie. Le chauffeur ne cessait pas de se signer. Répercutés par les mouvements du terrain, grossis dans les combes, les coups de tonnerre n'étaient plus qu'une déchirante canonnade ininterrompue sur la basse de ce roulement.

Lucienne serrée contre moi, je la sentais parcourue, des jambes à l'épaule, par la vibration continuelle de chaque muscle, sous le magnétisme de l'orage. Tendue à rompre et crispée à la fois, les mâchoires serrées comme les paupières. Chaque claquement, chacune de ces nappes livides autour de nous la faisaient tressauter. Je la rassurais mal, inquiet moi-même. Je me souviens qu'à une embardée que fit la voiture, elle gémit. Je la pris dans mes bras et lui tins les yeux cachés contre mon épaule.

Nous approchions rapidement. J'apercevais dans une éclaircie la sphère armillaire qui est à la pointe du donjon. J'avançais ma main vers la poignée quand Lucienne, déplacée par mon mouvement, poussa un cri terrifié, une de ces plaintes de bête à la mort, qui s'élèvent, s'élèvent, qui ne finissent pas. Elle avait sauté en l'air; elle retomba. Nous stoppions au bas du perron. Je la soutins jusqu'à sa chambre.

Elle fut longtemps à maîtriser le grincement de ses dents. Enfin elle articula quelques sons : elle avait aperçu, après un trait de feu, la tête de Gadaï dans la vitre de l'automobile, à un mètre.

Hallucination, évidemment. Outre de trop absolues impossibilités je lui représentai celle-ci, flagrante : les rideaux étaient tirés.

Elle hocha la tête et elle continua de grelotter. Je la fis se mettre au lit. Elle refusa de se lever à l'heure du dîner, paralysée de frayeur. Je commandai de servir dans sa chambre notre repas auquel elle ne toucha pas. La nuit vint. Elle demeurait dans ce tremblement. Vers 11 heures je me glissai auprès d'elle et, par des passes au long de l'échine, je tâchai de la calmer. Je songeais que j'avais résolu, le matin, de passer les nuits dans ma propre chambre; on manque de force contre la ditié.

Elle n'arrivait néanmoins pas à s'endormir et elle subissait encore, par intermittences, de ces soubresauts qui sont comparables au déclenchement automatique d'accumulateurs trop chargés. Elle s'en excusait comme si j'eusse pu accuser cette fragilité, me priait de ne pas m'arrêter à sa sottise, et plus bas, de consentir au sommeil, mais redoutait certainement que je le fisse, ne se sentant à peu près défendue, mais bouche close là-dessus, qu'autant que nous serions ensemble cette sentinelle double dans la nuit qui ne sait rien de l'ennemi hors la possibilité de son approche. J'avais précédemment verrouillé la porte, manœuvré avec bruit l'espagnolette, ramassé une pièce d'argent sous le lit. Les cent bougies de la lampe évidaient la plus fine cannelure. Ainsi retranchés, je pus me moquer de moi-même et je crois bien que cette allure d'un esprit fort tranquille est plus contagieuse que n'est opérante la logique; une ou deux fois le visage attentif surtout à ce qui n'était pas mes paroles s'éclaira pour une parole amusée; mais le loisir me manqua de voir cette promesse se parfaire en un vrai sourire. C'est qu'il était bien 2 heures et que mes paupières se mettaient à peser beaucoup; je ne les maintenais plus soulevées que par un effort d'écarquillement bientôt considérable. Lorsque je dis : « Tâche de dormir, Lucienne », puis « éveille-moi si je m'endors », ma conversation allait se perdant déjà, comme un cours d'eau parmi les sables, dans des espaces de plus en plus vastes de somnolence. Je me sentais m'enliser sans espoir.

Sa tête pesant sur mon épaule, je trouvai Lucienne toute pelotonnée et comme adhérente à moi lorsque je m'éveillai. Elle s'était endormie à la fin, elle aussi, quand sa peur n'avait plus eu raison de sa fatigue, mais jusque dans les mouvements instinctifs du sommeil elle prenait soin de se placer sous ma garde. L'une de ses mains tenait ferme mon poignet et c'était tout ensemble une position fort incommode, dont je me gardai de déranger la moindre ligne, soucieux qu'elle reposât pour le mieux.

La lampe continuait de brûler, mais maintenant c'était le jour qui éclairait la chambre. Ainsi immobilisé je ne voyais, à deux doigts de ma joue, que les cheveux ramenés à la nuque par une suite d'ondulations chatoyantes et dont le parfum

m'agaçait les narines; mais dans les moments qui suivirent, j'appris combien la réflexion peut devenir désordonnée et difficile. Le cerveau ne gouverne pas un antique instinct et l'on se trouve aisément porté çà et là par le contact d'une forme charmante et toute enveloppée de la chaleur de sa vie. Force me fut de renoncer à établir l'itinéraire de Bussaco à Aïn-Kerma. Il vint un moment où je souhaitai que les cris de deux garçons qui malmenaient leur ballon sous nos fenêtres éveillassent l'objet d'un trouble trop humain; bientôt j'allai trouvant que Lucienne dormait fort longtemps; en m'étirant j'aidai à son réveil.

Nous ne savons rien de la seconde vie apparemment limbaire qu'est le rêve; peut-être contient-il la première réalité, celle qui est seulement de nous-mêmes et non pas mêlée, comme l'or à la terre, aux cent mille réceptions extérieures quotidiennes. Le rêve de Lucienne ne l'avait pas maintenue dans le filet que l'orage avait jeté sur elle; il avait dû l'en dégager, il l'avait prise par la main, il l'avait promenée, je le lus dans ses yeux, parmi des jardins charmants au sortir desquels elle se retrouvait ravie de me découvrir à sa droite. Comme, dans le mouvement de sa tête, ses lèvres s'étaient rapprochées, je me hâtai de faire l'autre moitié du chemin. Puis ce fut à mes bras de l'emprisonner.

Un peu de temps après, tout en m'habillant, je me disais pour la seconde fois depuis quelques heures, mais dans un sens plus indulgent, que les constructions de la volonté doivent bien, elles aussi, s'accommoder des quelques erreurs courantes de l'architecte; il y a régulièrement une pièce ratée dans la maison qui n'en tient pas moins debout. Je m'accommoderais de ce qui était ici l'erreur sensuelle.

Une bonne humeur (le contentement physique opérant un renversement mental) dans laquelle je me trouvais me facilita d'ailleurs — ce fut son seul intérêt — d'aborder la question embarrassante. Le point de départ m'en fut donné par le seigneur au chapelet de noms; nous le croisâmes dans le bas du somptueux escalier Nobre; il voulut prendre de nos nouvelles. Le malaise de mon épouse, comme il disait, n'avait pas passé inaperçu, je le sentis; mais j'en tirai ce bénéfice que cela me mit d'une façon naturelle vis-à-vis de Lucienne sur le chemin

de l'hallucination et, par la suite, des hauts plateaux oranais. Je m'y engageai tout à fait sitôt que nous fûmes isolés, après le petit déjeuner, dans cette salle de lecture aux quatre colonnes de marbre, monumentale avec son porche d'église romane et tous ses caissons composites surchargés d'attributs manuélins.

— Mais au fait, chère Lucienne — et je lui retirais des mains un bloc de cartes postales — (pardon : car le sujet...) au fait êtes-vous revenue de votre méprise? Avez-vous cessé d'ajouter foi à la réalité de cette vision singulière d'hier au soir? Comme nos sens peuvent nous induire en une belle erreur! Sur le marchepied! A cette allure et dans cette tempête! Et visible derrière le rideau! Ne tenait-il pas aussi un poignard dans les dents, comme le bolchevik de l'affiche? Et vert et rouge comme celui-là? Arrêtez! Arrêtez!... Je ne me moque que pour votre bien, ma chérie. Mais admettez, j'y tiens, que si vous êtes capable de créer à vous seule, et de rien, un spectacle aussi éminemment imaginaire, il ne doit pas être difficile à qui possède la clé de cette tête de l'ouvrir, tout comme une armoire, et d'y fourrer pas mal des inventions de son choix. Pauvre gosse, va.

Elle avait ouvert la bouche, ses cils avaient battu vite, le sang refluait du visage, y laissant, comme la mer retirée du sable, la pâleur; elle avait, au-devant de l'ironie, interposé une main qui était maintenant captive de mes mains.

— Mais moi j'ai résolu, au cours de la nuit passée, c'est-à-dire après l'expérience d'hier, de débarrasser l'enfant de l'émotion excessive que le Levantin lui a logée dans la cervelle, voilà. Elle s'y développe comme un cancer. Mais vous ne serez capable, ma chérie, de m'aimer comme je mérite de l'être, qu'au jour où je l'aurai extirpée. Bon, comme dit Pétrus. Eh bien, je vais m'y mettre. Et c'est pour vous en prévenir que nous voici tous les deux assis dans le désert de cet ancien palais, ainsi qu'on s'exprimait au grand siècle, du moins je le suppose, à parler bas comme des conspirateurs.

L'allure, le petit rien d'emphase qui se moque de l'emphase, surtout ce qu'il y a de tendresse dans un certain jeu et qui ne lui échappait pas, voici que ses cils battaient et s'arrêtaient et recommençaient de battre; un vrai graphique de son attention. Le discours pouvait monter d'un ton vers le sérieux.

— Lucienne, vous avez été bien inspirée de m'écrire cette lettre qui relate... disons votre forfait. Je l'ai brûlée, mais je la tiens dans ma mémoire. Mot pour mot. C'est que cela a son importance, que je la possède ainsi. Cette confession me propose et va me livrer, je le prévois (et je ne prévois pas d'une façon métaphysique) les éléments de ma preuve. Ah, c'est une grosse affaire. Je crois pouvoir espérer la mener à bien. J'espère être assuré bientôt qu'entre votre version... elle était tout à fait sincère, n'est-ce pas ?

Le rouge lui monte au visage.

— Oui.

— Bien entendu... Qu'entre votre version écrite et l'événement il y aurait quelques désaccords; qu'entre ce que Gadaï a incorporé à la matière grise qui est là, et ce qui s'est passé dans la réalité, il y aurait du jeu. Les roues n'engrènent pas bien. On doit trouver là-dedans des pièces interchangées qui n'étaient pas interchangeables. Vous me suivez? C'est bien technique. Pourtant si je vous démontre que l'événement ne s'est pas passé de la façon dont vous avez la certitude de l'avoir accompli...

Elle se dresse toute; et ces yeux! ces yeux qui, aussi, écoutent.

— Si je vous démontre cela... alors... Un silence, comme on dit au théâtre. Eh bien, patience. Mais n'ignorez pas que les messieurs les plus autoritaires ne pétrissent tout de même pas absolument à leur gré la pâte. A plus forte raison, un Oriental. Patience.

Elle retombe. Le mouvement de la tête nie et désespère. Elle qui sait, elle sait que mon entreprise est sans issue pour elle. C'est une station ajoutée aux douze stations. La coupe n'est pas bue. Elle ferme les yeux. Ses doigts écrasent l'angle interne des paupières. Je poursuis :

— Et maintenant voici ce que j'ai résolu : je pars pour Aïn-Kerma où je confronterai divers indices. Vous savez que je suis un homme expéditif. Je pars pour Aïn-Kerma ce soir même.

Elle crie :

— Mais moi?

Elle est debout, blanche de peur.

— Vous êtes ici en sécurité, ma chérie. C'est le bout du monde. Vous en doutez?... Mon Dieu, vous pourriez tout aussi bien descendre à Luso tout à l'heure. C'est plein de baigneurs, ce simili-Évian. Le temps passera plus vite. Et qui est-ce qui irait vous dénicher dans cette foule?

Je vois ses doigts sur sa robe à la hauteur des hanches agités de ce mouvement mécanique de rame qu'ont les doigts des mourants.

— Je ne ferai qu'aller et venir. J'ai calculé que je peux être à Carthagène...

Elle tourne autour de moi, elle marche, elle court, elle fuit. Elle traverse le hall où sont les tableaux de batailles, je la rejoins dans le hall où sont les blasons, elle pénètre dans sa chambre, et se jette en travers du lit, la bouche enfoncée dans l'angle du coude; j'entends le grincement des dents. C'est en vain que je la tire à moi; elle s'accroche où elle trouve prise, elle se débat.

— Mais qu'est-ce que c'est?... Mais voyons... Il faut bien...

Non. Elle n'entend rien, elle ne veut rien entendre. Ce corps flexible va et vient, se gonfle et se creuse comme la liane sous l'orage et plutôt comme la vague qui n'est que la périphérie du déchaînement interne. Une main tient à plein poing les cheveux. Les premiers sanglots saccadés halètent.

— Mais enfin...

Ils éclatent si drus qu'elle en suffoque, étouffe; elle se renverse sur le dos; sa tête vire, bat l'air; elle ne sait plus.

— Mais, Lucienne...

Et parmi ce tumulte, ces yeux brouillés d'eau, ces cils mouillés et recollés, la joue qui se salit, des mots informes, les entrecoupements de la peur, ce que je n'avais pas été jusqu'à prévoir :

— Tu sais qu'*il* est là... Tu m'abandonnes... parce que tu sais... qu'*il* est là...

L'hallucination. Ah, que nous sommes timides à supputer les réactions des êtres; mais voici qui comble mon espérance. Tout de suite :

— Si c'est là ta crainte — et elle ne me flatte pas — il ne te reste plus qu'à m'accompagner.

Du globe des yeux déformé par les larmes s'en vient vers moi quelle supplication!

— Mais si. Je ne voulais pas t'en prier, je craignais ta répugnance. Mais je ne demande pas mieux que de t'emmener.

J'ajoute :

— Naturellement, j'entrerai seul dans Aïn-Kerma. Tu m'attendras à Saïda.

Alors ses mains montent à mes joues et m'attirent.

— Eh bien, c'est entendu.

Or je n'avais pas d'autre but; c'est une méthode qui vaut de l'or que la suggestion indirecte.

RENÉ JOUGLET

(*A suivre.*)

LES EMBARRAS

DE LA

DICTATURE MILITAIRE EN ESPAGNE

Il y a un an que la Dictature militaire s'est installée révolutionnairement en Espagne. Car c'est bien une révolution qui a eu lieu le 13 septembre 1923. Ce ne fut ni la révolution par en bas (il s'agissait au contraire de prévenir cette révolution) ni la révolution par en haut, préconisée naguère par M. Maura, mais une révolution très « juste milieu », puisque les militaires qui en furent les agents et les bénéficiaires, et, plus encore, l'opinion moyenne qui leur permit d'agir, n'étaient ni en bas ni en haut.

C'est pourquoi, sans doute, la révolution n'a été ni grandiose ni sanglante. Mais ce dernier mérite est tout négatif. Et, au bout d'un an, l'Espagne n'est pas encore sortie du régime d'illégalité où le coup d'État militaire l'a placée. Cette situation est fâcheuse, d'autant plus fâcheuse que la période des services incontestables rendus par le Directoire est close depuis de longs mois, et que l'adhésion de l'opinion publique, qui pouvait justifier le gouvernement de fait jusqu'au moment où celui-ci rétablirait le règne de la loi, manque de plus en plus à des dirigeants, qui persistent à occuper une place où ils multiplient les preuves de leur incompétence. L'illégalité de son origine est la grande et croissante faiblesse du gouvernement qui s'est intronisé lui-même en violant la Constitution et en faisant violence au roi, fort

mal traité dans le manifeste révolutionnaire : « Le réseau serré de la politique des convoitises, dit ce document, a pris dans ses mailles, et a capté jusqu'à la volonté royale. » Et la prérogative, jusque-là si largement exercée, qu'a le roi de choisir les ministres, a été brutalement supprimée.

Singulière révolution : conservatrice dans ses intentions, conservatrice dans ses premiers effets, elle ébranle tous les fondements de l'État, et, au bout d'une année, elle ne réussit ni à restaurer le régime normal, ni, comme font si souvent les révolutions, à se consolider elle-même de manière à s'acheminer vers la légalisation.

Il a fallu, pour que ce paradoxe fût possible, un point de départ bien paradoxal lui aussi : une inertie complète de tous les ressorts du pouvoir; une anémie mortelle de tout ce qui représentait l'autorité. La machine gouvernementale était de rendement nul, et toutes les forces vives du pays étaient plus ou moins paralysées. Mais les représentants du système qui épuisait ainsi la nation pouvaient gagner du temps en évitant soigneusement (la situation internationale le permettait à l'Espagne) toute aventure extérieure. C'est là la véritable raison de la neutralité de ce pays pendant la grande guerre, où il était plus intéressé que plusieurs des belligérants.

Par un nouveau paradoxe, désastreux pour elle, l'Espagne, ou plutôt ses gouvernements ont fini par inventer, par créer de toutes pièces l'aventure extérieure dont ils se gardaient par ailleurs si soigneusement.

Les hommes politiques espagnols se sont efforcés à qui mieux mieux de propager en Espagne cette monumentale naïveté que l'occupation de la côte nord du Maroc est la garantie de l'indépendance et de la sécurité de la patrie. Ce n'est pas que beaucoup aient pu le croire sérieusement; mais combien d'hommes politiques et d'hommes d'affaires furent heureux de se rallier aux illusions de M. Maura, dont l'honnêteté indiscutée allait ainsi couvrir toutes les audaces de la politique des convoitises; l'excellente affaire des Mines du Rif mettait cette dernière en effervescence; on entrevoyait partout des mines, et particulièrement dans cette région de Alhucemas, qui donna à M. Garcia Prieto le titre

de son marquisat et dont l'occupation, tentée bien plus tard mais tout de même hâtivement, allait provoquer le désastre de l'année 1921. Par une cruelle ironie du sort, l'Espagne allait trouver dans le nord du Maroc, au lieu de la garantie de son indépendance et de sa sécurité, la garantie de son asservissement et de sa ruine : de son asservissement, parce que l'Espagne, installée sur les deux rives du détroit de Gibraltar, ne peut être tolérée et protégée par l'Angleterre qu'à titre de puissance irrémédiablement faible, et vassale; de sa ruine, parce que les tentatives inopportunes faites pour occuper le pays supposé minier au delà de la côte déséquilibraient les finances et menaient la nation à l'anarchie. Ce territoire du Nord du Maroc, si petit pour la grandeur passée et pour les légitimes ambitions de l'Espagne, a failli être un bien grand tombeau : celui non seulement de la monarchie, mais encore de la patrie elle-même. D'où une nouvelle singularité : l'absurdité de cette entreprise militaire, faite d'un cœur léger par des civils, fut dénoncée par le bon sens militaire; un soldat, qui n'était pas suspect parce qu'il avait conquis au Maroc ses meilleurs titres, osa faire remarquer, avec insistance, au grand scandale des politiciens, que l'occupation de la côte nord du Maroc était militairement un affaiblissement pour une puissance qui n'est pas maîtresse de la mer. Cette affirmation fut faite par le général Primo de Rivera dans la plénitude de ses convictions de patriote et de ses droits de sénateur; et elle lui valut d'être destitué d'un poste élevé qu'il occupait alors. Le gouvernement qui lui avait confié ce poste connaissait d'ailleurs parfaitement l'opinion, déjà loyalement exprimée, du général Primo de Rivera. Mais telle est la folie de ceux que Jupiter veut perdre : de la même façon, plus tard, un gouvernement différent, mais qui était encore un gouvernement de politiciens, maintint au poste de capitaine général de Catalogne un militaire qui ne faisait guère mystère de désapprouver la politique de ce gouvernement, jusqu'au jour où ce militaire chassa le gouvernement : car c'était encore, cette fois-là, le général Miguel Primo de Rivera.

Il ne faut pas s'étonner trop du rôle politique des militaires en Espagne; nous venons de voir que les politiciens

interprétaient à leur façon les privilèges des militaires qui sont sénateurs. Les grandes nations modernes tiennent, autant qu'elles le peuvent, l'armée en dehors de la politique, et c'est ailleurs un grand signe de décadence du patriotisme que l'armée se mêle de la politique. Mais en Espagne, nouveau paradoxe, il n'en est pas ainsi. L'Espagne est la seule des grandes nations du monde que ne menace aucun ennemi et qui puisse développer toutes ses énergies sans menacer personne. Il y a là un phénomène historique qu'il ne rentre pas dans notre dessein d'étudier, mais qu'il importe de constater. L'Espagne a une armée, non pas en raison de ses besoins actuels ou futurs, mais en vertu d'une glorieuse tradition. On a bien souvent remarqué que cette armée, surtout quant au nombre des officiers, était trop important pour son rôle; on pourrait la réduire encore beaucoup sans qu'elle cessât d'être un luxe. Les politiciens l'ont augmentée non pour fortifier le pays mais pour augmenter leur propre clientèle et aussi pour avoir une gendarmerie proportionnée à l'importance des troubles sociaux que la politique des convoitises ne peut manquer de provoquer. Mais les politiciens ne savent ni ne peuvent manier les forces traditionnelles. L'armée, peu flattée des rôles qu'ils lui réservaient, s'est détachée d'eux autant que le peuple lui-même. Depuis longtemps, elle n'est plus au service d'un parti politique, ce qui entraînait le risque pour elle de se partager entre des partis politiques divers : mais c'est uniquement parce que personne en Espagne ne prend plus au sérieux ce que l'on appelait du temps de nos pères la politique. Quant à sa mission sociale, l'armée veut bien encore y voir la cause nationale de l'ordre, mais elle acceptait de moins en moins dans ces dernières années d'être mise au service des grands brasseurs d'affaires, qui, en industrialisant à outrance un pays qui n'était pas prêt pour cela, ont été les grands propagateurs de l'anarchie consciente et organisée. Le bon peuple espagnol est naturellement anarchique, mais il n'est pas anarchiste. Les mauvais gouvernements ont réussi à l'organiser pour l'anarchie.

L'Espagne est le pays qui peut avoir encore une belle armée, avec des uniformes resplendissants, et ignorant l'usage des gaz et la guerre chimique. Or, les politiciens

étaient en train de faire de cette armée le complément de la police secrète.

Et c'est ce que l'on ne doit pas oublier, si l'on veut comprendre l'attitude du nouveau gouvernement espagnol vis-à-vis des grands patrons. Par ce côté le mouvement espagnol ressemble au mouvement fasciste; on avait cru aussi du fascisme que, favorisé des subventions des grands patrons pour s'organiser et pour vaincre, il s'empresserait, au pouvoir, de faire les affaires des grands patrons. Et ceux-ci en Italie comme en Espagne n'étaient que trop heureux de répandre ce bruit et de confondre la cause de l'ordre avec la cause de leurs convoitises. Mais le Fascio et le Somaten n'ont pas eu de peine à comprendre que la politique des convoitises et de l'immoralité est dans un pays, de quelque livrée qu'elle se déguise, le pire des facteurs de désordre; et, venus pour rétablir la discipline au sens complet et non pas seulement au sens policier de mot, le fascisme a poursuivi les fournisseurs de guerre, les profiteurs de la marine marchande, etc. « Un M. X..., au nom facile à traduire en espagnol, outre ses appointements de fonctionnaire recevait 60 000 lires par an et un pourcentage spécial du Lloyd de Trieste qu'il était chargé de surveiller » (Correspondance d'Italie dans *La Libre Belgique* du 18 mars 1923.) En Espagne aussi il y a des fournisseurs de guerre, qui se sont exercés dans les fournitures (et dans la location du fret) aux Alliés pendant la grande guerre, et qui, ensuite, dans la désolation de la paix, n'ont pas été fâchés que leur patrie eût sa petite guerre, et l'entretînt. Au surplus cette affaire du Maroc est antérieure à la grande guerre, et c'est à l'année 1909 qu'il faut faire remonter l'ère des dangers qu'elle a fait courir à l'Espagne; mais la grande guerre a eu l'étrange conséquence de donner une nouvelle impulsion à l'entreprise.

C'est que, en effet, à la politique des convoitises s'est accouplée une certaine politique de magnificence, qui a sans doute eu plus d'un secret avatar, mais qui de rétrécissement en rétrécissement est restée obsédée du Maroc.

La politique personnelle qui avait son objectif au Maroc a pu fausser toute la politique espagnole grâce à la disparition des partis et à l'émiettement des forces politiques.

Au moment où, sous la présidence de M. Maura, l'Espagne venait d'être engagée sur la pente fatale des désastres marocains, le même homme d'État faisait faire un progrès décisif à la décomposition des partis.

C'est en effet la hautaine humeur de M. Maura, et non pas une intrigue de M. Dato, qui a déterminé et entretenu la division du parti conservateur. La division du parti qui était par définition le plus discipliné a hâté la décomposition des autres partis. A l'ancienne politique de principes ou tout au moins de programmes s'est substituée alors la politique des intérêts et bientôt la politique des convoitises.

Les mesures les plus importantes du nouveau gouvernement espagnol pendant les premiers mois de son existence sont celles qui ont été prises contre cette politique. Et pendant ces premiers mois, l'opinion est restée favorable au Directoire.

Mais, tandis que, comme nous l'avons déjà observé, aucun ennemi n'osait se dresser contre le Directoire militaire, des essaims d'amis compromettants se sont mis dès l'origine à bourdonner autour de lui. Jusqu'ici le gouvernement a déjoué ces manœuvres. Certains patrons catalans affectaient de confondre la cause de l'ordre et les principes de l'économie politique libérale; une note officieuse du Directoire a remis les choses au point et affirmé la valeur d'une bonne législation sociale pour régulariser les rapports entre patrons et ouvriers. D'autres patrons catalans voyaient déjà les traités de commerce dénoncés; ils s'offraient comme conseillers économiques aux militaires ignorants. Le Directoire a fait remarquer que les traités de commerce récemment conclus n'étaient pas désavantageux pour l'Espagne. De même un journal du matin qui a toujours fait un grand étalage de principes et s'est affirmé en particulier comme un champion du libéralisme et des droits du pouvoir civil, fut pendant quelques mois le principal thuriféraire de la Dictature militaire; seulement ce journal finit par laisser voir que les entreprises au service desquelles il est ont besoin pour prospérer de voir relever un article du tarif douanier. Et, pour plaire à ce journal, il fallait léser tous les autres. L'enthousiasme impayable de ce journal s'est refroidi.

Mais on ne saurait encore dire que la révolution espagnole soit débarrassée de tous les amis qui seraient heureux de l'exploiter.

D'une façon générale on peut dire que le nouveau gouvernement a été, au début, soutenu plus sincèrement par l'opinion publique que par les journaux; il est évident en effet que la plupart des journaux avaient des attaches avec les hommes politiques qui venaient d'être écartés du pouvoir; les journaux, dans une certaine mesure, se trouvaient avoir à choisir entre l'opinion de leurs patrons politiques, qui était tout au moins la défiance vis-à-vis du Directoire, et l'opinion de leurs lecteurs qui pour une fois n'était modelée ni par leurs patrons ni par eux.

Mais il y avait un journal dont la substance passe dans les autres journaux et qui faisait une heureuse propagande pour le gouvernement : c'était le journal officiel, la *Gaceta*, où ont paru déjà quantité de décrets importants, dont les considérants sont exposés avec une vivacité et une verve que l'on rencontre rarement dans l'*Officiel*. Et voilà encore une originalité.

Nous laisserons de côté l'étude de cette originalité, comme nous avons laissé de côté la narration des multiples incidents comiques auxquels a donné lieu la révolution espagnole (comme l'ahurissement des employés de ministère obligés d'occuper les postes dont ils étaient titulaires depuis des années). Les Français se sont donné beaucoup de torts devant l'opinion espagnole en prenant les choses d'Espagne par les petits côtés; gardons-nous de donner prise une fois de plus à ce reproche, et essayons de définir l'œuvre commencée par des décrets parus dans la *Gaceta*.

On peut dire d'un mot que cette œuvre était, primitivement tout au moins, dans la période du désintéressement fervent et des illusions, l'extirpation du caciquisme. Mais il faut maintenant faire comprendre ce terme qui désigne la perversion d'une des qualités naturelles des Espagnols. L'Espagnol voit toutes choses sous les espèces de l'individualisme. Il est beaucoup moins administratif que le Français; il n'aime pas obéir, mais il ne commande aussi qu'avec une extrême discrétion; il ne conçoit naturellement la loi

que sous la forme particulière du privilège, et la faveur est à ses yeux un devoir de l'amitié bien supérieur à tous les droits abstraits des tiers. Quand ces conceptions règnent dans la vie populaire, de bonne foi, elles ne sont pas malfaisantes. Si peu que l'on participe à la vie espagnole, on conquiert ses petits privilèges et l'on rencontre des amis dont les faveurs neutralisent à l'occasion les faveurs dont vos ennemis pourraient se prévaloir. On retourne ainsi au régime de l'égalité des droits. On y arrive par un chemin moins austère que celui auquel nous sommes accoutumés en France : la compensation des faveurs revient à peu près à l'égalité des droits. Et ce régime plein de politesses, de prévenances, d'amitiés, est charmant.

Mais il ne faut pas que personne triche à ce jeu : dès que certaines gens s'organisent pour exploiter l'inorganisation des autres, une tyrannie de plus en plus pesante remplace le régime idyllique des amitiés.

Le cacique, tyranneau de village, est le descendant perverti de ceux qui, par leur autorité naturelle, leur intelligence, leur habileté, étaient les principaux dispensateurs des faveurs dans un petit cercle donné, où tout le monde se connaissait. Le cacique n'est pas le tyranneau jacobin ou bolchevik; il est le chef dont l'autorité s'impose par relations personnelles et non en vertu d'une loi organique; son domaine est limité comme celui des relations personnelles, et dans ce domaine ainsi réduit il ne peut pas être complètement malfaisant; il y a même, il y a eu, surtout, de bons caciques; et l'autorité du cacique représente un minimum d'organisation dont l'anarchisme naturel des Espagnols a bien besoin. Sans doute le caciquisme n'admet pas la concurrence qui serait une garantie contre l'arbitraire, mais il admet, du moins à l'origine, l'alternance; les abus du caciquisme sont limités par le fort individualisme de ceux sur qui règne le cacique et par la perspective des changements périodiques de cacique.

Mais, par la faute des dirigeants politiques de l'Espagne, le caciquisme est sorti du cadre modeste où ses inconvénients sont réduits au minimum et ses avantages portés au maximum. Les gouvernants, caciques à la seconde ou à la troisième

puissance, ont mis à la disposition des caciques de village la force des instruments de gouvernement dont ils disposaient eux-mêmes. Ces instruments de gouvernement, police, armée, administration, qui auraient dû servir à remplacer le caciquisme ont servi au contraire à le renforcer. Il est peut-être naturel qu'un cacique use de son autorité personnelle pour les élections; il est odieux qu'il puisse user de la force de la Garde civile.

Ainsi les gouvernements, au lieu de gouverner, ont exploité l'anarchisme naturel et bon du peuple espagnol pour se perpétuer au pouvoir et ils se sont perpétués au pouvoir, non pour réaliser un programme, non pour servir un idéal, mais pour satisfaire des intérêts privés. La plaisanterie fameuse appliquée autrefois à un ministre français, « ministre des affaires qui lui sont étrangères », n'aurait pu être appliquée sans restriction même à ceux des politiciens de l'ancien régime espagnol qui ne paraissaient pas très compétents.

On comprend maintenant pourquoi la tâche principale du nouveau gouvernement était d'extirper le caciquisme. Et cette tâche était si difficile qu'une première tentative ne donna pas les résultats attendus. Dès son arrivée au pouvoir, le Directoire avait destitué les anciennes municipalités; mais comme il fallait bien les remplacer par quelque chose, il les avait remplacées par un organisme jusque-là inutilisé : des commissions composées des plus forts contribuables; or, sous un régime où prédominent les intérêts matériels, il y a beaucoup de chances pour que la majorité des plus forts contribuables soit composée des caciques et de leurs amis. Le décret sur les municipalités ne supprimait pas l'ancien caciquisme et peut-être même le renforçait-il; s'il écartait parfois les pantins, c'était pour mettre à leur place ceux qui avaient tiré les ficelles de ces mêmes pantins. En outre l'affaiblissement des croyances religieuses dans les classes riches comme dans les autres avait entraîné la méconnaissance des devoirs de la richesse et l'influence donnée aux plus imposés risquait fort d'être une influence réactionnaire au plus mauvais sens du mot.

Deux mesures ont essayé de corriger cette première erreur. D'abord le Directoire a institué un contrôle sévère des comptes

des municipalités; et depuis lors on a emprisonné beaucoup d'anciens caciques. Ensuite un décret que le général Primo de Rivera avait lui-même annoncé comme sensationnel a institué dans chaque circonscription judiciaire un contrôle, exercé sur toutes les municipalités de cette circonscription par un capitaine ou par un officier supérieur, chargé de stimuler les initiatives heureuses et les organisations civiques. Dans ce cas encore, nous voyons l'armée en quelque sorte obligée, en la carence du pouvoir civil, d'assumer une charge qui n'est pas la sienne. Mais on peut se demander si ce n'est pas un nouveau caciquisme qui a remplacé l'ancien.

Ces mesures prises contre le caciquisme de village, support premier de tout l'édifice caciquiste, ont été complétées par le décret qui atteint les grands caciques du pouvoir central et de la politique des convoitises, et qui oblige les ministres et ex-ministres à abandonner les Conseils d'administration et les charges d'avocats des grandes sociétés qui ont à traiter avec l'État. Cette mesure a provoqué quelques réclamations et encore plus de rancunes. Elle est discutable en thèse générale; il est certain qu'elle frappa parmi beaucoup de coupables un certain nombre d'hommes intègres, mais la proportion entre ceux-ci et ceux-là est telle que ce décret put alors être présenté comme indispensable à la régénération politique de l'Espagne.

Assurément des mesures aussi sévères augmentent le nombre des contre-révolutionnaires. Et la question qui se pose inévitablement après qu'on a défini le caractère essentiel et l'œuvre principale de la révolution espagnole est celle des chances qu'a cette révolution de s'accomplir jusqu'au bout.

La révolution espagnole a eu pour elle pendant trois ou quatre mois l'ensemble du pays, mais cet ensemble était passif ou du moins peu accoutumé à agir pour le service de la chose publique. Jusqu'ici, il y a au premier plan un homme qui agit, c'est le général Primo de Rivera, et le sort de la révolution paraît étroitement lié au sort personnel du général. La personnalité des autres généraux qui composent le Directoire est assez effacée.

Le général Primo de Rivera est encore dans la force de l'âge;

il a même, à cinquante-trois ans, conservé beaucoup des goûts de la jeunesse. Robuste, de haute taille, il s'est révélé capable d'une activité soutenue. Avant le coup d'État, il était connu comme un soldat très brave, ayant multiplié les preuves de sa valeur au Maroc, à plusieurs reprises, aux Philippines, à Cuba, partout enfin où il y a eu de la gloire à gagner pour un militaire espagnol de la génération actuelle. Andalou et comme tel de caractère ouvert et sympathique, connu pour son franc parler dont nous avons eu à rapporter des témoignages et que l'on retrouve aujourd'hui en plus d'une page de la *Gaceta*, il a été un bon entraîneur d'hommes. Aura-t-il la volonté tenace et la santé nécessaires pour mener à bien l'œuvre commencée? Il a montré jusqu'ici beaucoup de droiture et de désintéressement, et souvent un solide bon sens.

Mais il est le premier à reconnaître que sur bien des questions la compétence lui manque. Et il y a là un risque terrible, perpétuel, contre lequel le simple bon sens n'est pas une garantie suffisante. Il n'est guère possible aujourd'hui de croire que ce risque ne se transformera pas, ne s'est pas transformé même, en un danger effectif. Et cela pour cette raison très simple, que le nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir, croyait-il lui-même, pour quelques mois, a été conduit à assumer une tâche qui l'engage à rester en place un nombre indéfini d'années. Pour la tâche toute négative, et brève, des premiers mois de la Dictature militaire, le bon sens et la droiture pouvaient suffire; les adversaires déconcertés ne pouvaient ni n'osaient agir; l'opinion publique, soulevée par une grande espérance de rénovation nationale, facilitait l'œuvre d'assainissement. Mais, pour la longue tâche positive que la dictature militaire a assumée, une grande compétence est indispensable; la multiplicité et la complexité des affaires qui se présenteront offrent des occasions de fautes, dont quelques-unes peuvent être irréparables.

Le succès de la révolution militaire ne pourra être reconnu que le jour où ses chefs, selon leur primitive intention, remettront le pouvoir à un gouvernement civil régulier. Ce jour apparaissait, le 13 septembre 1923, comme assez prochain; il paraît aujourd'hui très lointain; et, pour mieux

dire, on ne l'entrevoit même pas, si ce n'est théoriquement. La situation périlleuse qui en résulte pour l'Espagne est elle-même la conséquence d'erreurs et de fautes dont il nous faut ici donner un aperçu.

La facilité avec laquelle les actuels détenteurs du pouvoir se sont installés, puis maintenus au gouvernement, les a grandement trompés : ils ont été jusqu'à s'imaginer qu'ils avaient la force et la sagesse. Et tout cela, parce qu'ils n'ont rencontré aucune résistance. Mais leur force est principalement faite de l'extrême faiblesse des adversaires qu'ils ont bousculés à l'aide d'un simple manifeste. L'Espagne est aujourd'hui, pour son malheur, un pays que l'on peut provisoirement gouverner en s'appuyant uniquement sur la police. La police régulière, une vaste police, secrète de nom, mais qui ne s'étale que trop, enfin et surtout les 25 000 hommes d'excellentes troupes qui composent la Garde civile, voilà l'armature qui contient près de 22 millions d'Espagnols; cela ne fait pas beaucoup plus d'une « autorité » pour 1 000 personnes (surtout si l'on tient compte de ce que, parmi ces « autorités », il y en a tout de même qui ont une opinion, qui se rappellent qu'il y a eu d'autres gouvernements hier, et qui savent qu'il y en aura d'autres demain.) « L'armée », répétons-le, ce sont aujourd'hui les officiers généraux et les officiers supérieurs du clan militaire qui a pris le pouvoir; la force de cette « armée » est donc tout imaginaire, puisque la force principale des armées ce sont des soldats disciplinés, et que les soldats espagnols, représentant la masse de la nation, n'ont aucune raison d'obéir à des chefs qui voudraient employer une force effective pour la guerre civile : ils auraient même, en pareil cas, beaucoup de raisons de désobéir.

Mais aussi longtemps que les détenteurs du pouvoir n'usent de leur arbitraire qu'aux dépens de l'État et qu'ils ne commettent que des injustices individuelles, contre des isolés faibles ou momentanément affaiblis, l'appui de la police leur suffit, et tout se passe comme s'ils avaient la force réelle. Cela revient à dire qu'ils peuvent sans obstacle commettre les fautes dont les résultats ne se traduisent pas instantanément par des dommages matériels pour des personnes ou pour des classes puissantes.

Comme la censure fonctionne avec le zèle le plus minutieux, le gouvernement n'entend que des louanges et il se confirme chaque jour dans l'illusion de sa propre sagesse. Des gouvernants perspicaces et riches d'expérience ne résisteraient pas longtemps aux tentations et aux risques d'un tel régime...

Dès le principe, et parmi les incontestables services qu'ils avaient rendus au prix de l'illégalité, les militaires parvenus au pouvoir mirent à leur passif une énorme faute. Ils éloignèrent d'eux en bloc tous les hommes politiques, parmi lesquels il y en avait d'utilisables, et même de très honnêtes et de très capables.

La conséquence de cette faute, c'est que tout l'état-major politique du pays, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, est hostile au Directoire et que celui-ci, en dépit des bons propos qu'il semble avoir eus à ses débuts, ne trouve personne à qui restituer le pouvoir, seul moyen cependant de restaurer la légalité dans la vie de la nation espagnole. Le Directoire a dû entreprendre de former des masses et des chefs pour faire la politique qu'il rêve : mais comme il a dû s'adresser, exclusivement, à ceux qui n'ont jamais fait de politique, il lui faut de longues années pour arriver à son but. Et tous les problèmes qui continueront de se poser pendant ces longues années, toutes les questions nouvelles qui surgiront exciteront dangereusement (pour l'Espagne) son universelle incompétence.

Si l'on trouvait « universelle » trop dur, nous rappellerions que ces militaires n'ont même pas su résoudre la question militaire du Maroc, pour laquelle ils avaient promis, le 13 septembre dernier, une solution honorable et *rapide*. Or, la situation, en cet été 1924, est plus troublée qu'elle ne l'a jamais été après le désastre de 1921.

Les idées, très justes, semble-t-il, que le général Primo de Rivera a sur la question du Maroc, ne paraissent avoir servi jusqu'ici qu'à entretenir un nouveau sujet de discorde dans l'armée. Car il faut bien répéter que le gouvernement militaire n'a pas su faire l'union dans l'armée, et il est condamné à affirmer périodiquement dans des notes officieuses que jamais l'armée n'a été plus unie, et la marine aussi.

Il serait étonnant que les militaires fussent plus experts dans les questions économiques que dans les questions militaires. Lorsqu'ils ont entrepris de défendre la peseta, ils ont pris des mesures qu'il leur a fallu rapporter presque aussitôt. Mais la plus dangereuse aventure économique où ils pussent lancer l'Espagne, c'est le récent *convenio* commercial hispano-allemand.

Pour procurer aux vins et aux fruits de l'Espagne un débouché allemand, le gouvernement espagnol ouvre toutes grandes les portes à l'invasion économique allemande en Espagne. En tout état de cause, l'opération serait bien aventureuse. Si les Allemands qui voyagent font étalage d'un luxe scandaleux, il n'est pas sûr que le consommateur demeuré en Allemagne absorbe beaucoup de vins et de fruits espagnols. Mais ce qui est sûr, c'est que l'industrie espagnole ne pourra pas résister à la concurrence de l'industrie allemande, contre laquelle il avait fallu dresser une barrière spéciale : la surtaxe douanière pour compensation de la dépréciation de la monnaie. Non seulement cette surtaxe est supprimée, mais encore une importante série d'abaissements de tarifs est accordée, ou étendue, à la production allemande. Ceux qui auront la curiosité de rechercher les raisons d'une aussi exorbitante faveur, trouveront seulement, aux antécédents de la négociation, une immense escroquerie (évaluée à 3 milliards de pesetas) des Allemands aux dépens des Espagnols : c'est l'escroquerie de la dévalorisation du mark.

L'énergie du gouvernement militaire, sollicitée pourtant par les clameurs des Espagnols cyniquement volés, est restée inerte. Mais les capitaux volés, eux, ne sont pas restés inertes. Ils n'ont pas pris le chemin de l'Allemagne, où ils auraient couru le risque de servir à de justes réparations, solution incompatible avec le point d'honneur allemand. Ils sont restés en Espagne, où les entreprises allemandes ont pu s'enraciner et se multiplier, pour travailler le pays de l'intérieur à tout le moins, puisque le gouvernement devant permettre de le travailler de l'extérieur paraissait, il y a à peine un an, un gouvernement introuvable.

Cette affaire n'intéresse pas seulement l'Espagne et l'Alle-

magne. La surtaxe douanière dont nous venons de parler avait été instituée non pas seulement pour protéger l'industrie espagnole encore jeune, mais aussi pour permettre la négociation de traités de commerce avec de grandes nations industrielles, comme la France et l'Angleterre qui, à la différence de l'Allemagne, tiennent leurs engagements, défendent leur monnaie, et se soumettent aux lois internationales du travail. Si, comme il est très probable, l'invasion économique allemande en Espagne porte un grave préjudice aux échanges entre ce pays d'une part et la France et l'Angleterre de l'autre, il est à craindre que les vins et les fruits espagnols ne trouvent pas en Allemagne l'équivalent des débouchés qu'ils perdront en France et en Angleterre. Mais ce n'est là qu'un aspect secondaire de la question qui nous occupe. Ce qui est grave, c'est qu'il se soit trouvé un gouvernement qui pousse l'oubli de l'escroquerie et de l'injure jusqu'à accepter une vassalité économique.

On conçoit que le risque perpétuel de pareilles aventures éloigne définitivement du gouvernement actuel tous ceux qui joignent un peu d'expérience politique au souci de l'avenir de l'Espagne. Et c'est pourquoi le Directoire a contre lui — adversaires passifs pour le moment, mais attentifs — non seulement tous les hommes qui avaient une influence dans la politique de l'ancien régime, mais encore ceux qui étaient, comme M. Maura, pour ainsi dire en marge de la politique, et, par surcroît, ceux qui, comme M. Ossorio Gallardo, étaient les critiques impitoyables et clairvoyants de cet ancien régime. Depuis longtemps M. Ossorio Gallardo a manifesté son aversion pour un régime qui lui paraissait apporter avec lui, par son origine même, plus de maux qu'il n'en pouvait guérir. Et M. Maura, dans une lettre du 20 juin, que le gouvernement lui-même, croyant pouvoir en répéter quelque chose, a rendue publique le 8 août, condamne de la façon la plus énergique la dictature militaire.

Dépourvue de tout appui solide (en dehors de la police, comme nous l'avons expliqué), celle-ci se donne l'illusion de la popularité en organisant dans les provinces des tournées de fêtes et de banquets. Mais son prestige diminue constamment, et, à la même allure, celui des hommes politiques

de l' « ancien régime » renaît de ses propres cendres. Le Directoire lui-même ne manque pas à l'occasion de montrer combien il redoute ce prestige renaissant. Non seulement il interdit les réunions politiques les plus innocentes, destinées à l'exposé des programmes qui pourraient se comparer aux programmes mirifiques de l'Union patriotique, mais il ne laisse même pas imprimer les noms des gens qui vont saluer à la gare un ancien ministre.

C'est ce que l'on appelle une situation fausse. Mais comment sortir de cette situation? Le premier devoir d'un gouvernement légal et constitutionnel serait de poursuivre les auteurs du coup d'État du 13 septembre 1923 et de faire droit aux réclamations que ne manqueraient pas de présenter les victimes des mesures arbitraires prises par les représentants de ce gouvernement, qui a été illégal en gros et en détail.

Le Directoire est donc condamné à chercher à se maintenir en place indéfiniment, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'évolution déjà si nette le mettra dans la situation où était il y a un an le gouvernement civil : celle où un manifeste, un acte d'énergie, suffisent à renverser les détenteurs du « pouvoir ». Dès maintenant, évidemment, un geste, une parole du roi, qui fut si brutalement traité par le Directoire à son avènement, et qui ne peut pas ne pas s'inquiéter des conséquences qu'aurait pour l'Espagne la prolongation du régime actuel, détermineraient l'effondrement immédiat de la dictature militaire.

Et c'est peut-être l'unique chance de salut qui reste à la dynastie, que cette occasion de représenter parfaitement, et de servir l'intérêt et la volonté de la nation.

GABRIEL BERNIER

TABLEAUX DE PARIS

Banlieue. — Fin d'après-midi de septembre, trains envahis. Le long du quai, si long, les abeilles qui ont bras et jambes viennent se ranger dans les compartiments où, bientôt, plus une alvéole ne reste vide. La ruche s'ébranle à coups de sifflet. Les longs chapelets d'abeilles glissent, entraînés par la vapeur, sur les rails qui couvrent le sol d'une sorte de luisant filet d'acier.

Et la ville lépreuse s'étale, se prolonge, se ramifie, mêlée de plus en plus à la terre qui reparaît, libérée de la gehenne des pavés, de la croûte de l'asphalte, des pesants trottoirs... Et des arbustes timides se montrent et, tout à coup, quelque grand arbre oublié, qui jadis avait frères, famille, vivait dans une rumeur de feuilles agitées, de concerts d'oiseaux et n'abrite plus, parmi les détritus et l'herbe rare, que des conciliabules d'enfants couleur taupe.

Dans les compartiments, les voyageurs se reconnaissent. Ils ne semblent pas écœurés de se retrouver tous les soirs, après s'être aperçus ou déjà rencontrés le matin. Ils lisent un journal de l'après-midi ou font semblant de lire. Certains ont l'apparence animale, lasse. Ils digèrent leur fatigue. Ils ont des maladies peut-être encore ignorées d'eux, qu'ils pressentent sans doute, mais dont ils ne conviendront qu'à la dernière extrémité.

Un malaise dans ces longs compartiments qui ne sont plus séparés, mais communiquent librement à plusieurs et où le regard peut choisir un plus grand nombre de *sujets*.

Ces citadins se sont proposé de vivre à la campagne, pour y

goûter quelque douceur, crépuscule venant, oublier les ennuis quotidiens, la haine des collaborateurs, le mauvais vouloir acharné de ceux qui sembleraient destinés à rester les auxiliaires les plus compréhensifs... Ils vont retrouver d'autres ennuis, ils changent d'atmosphère, mais celle qui les attend ne leur paraîtra peut-être pas moins empoisonnée. En admettant qu'ils aient laissé sur le quai de la gare leurs préoccupations.

C'est le grand désir de l'homme de vouloir dépouiller à son gré la vie qu'il s'est faite et c'est son éternelle souffrance de ne pouvoir y parvenir.

L'atmosphère de ces compartiments communiquants, sans un vide, et dont les voyageurs ne vont point vers l'inconnu ou le nouveau, comme dans un train qui va rouler pendant douze heures ou davantage, l'atmosphère de ce train déjà crépusculaire est mélancolique avec le chaos gris et brun du ciel derrière les vitres, les superpositions de nuées dont les plus basses ont l'air de traîner sur les collines aux anciennes demeures de pierre blanche, petits châteaux isolés encore dans la verdure qui se raréfie autour d'eux...

L'usine dresse partout ses hautes cheminées, ses toits bas, serrés, rouges ou gris, près d'une gare ou sur les confins d'un parc qui s'en trouve enténébré... La voie ferrée elle-même s'est étendue, elle est sortie de l'étroit et vert couloir où notre enfance la connût. Ses artères d'acier, ses veines grises se ramifient, rongeant la végétation autour d'elles.

Plaines d'Issy, qu'êtes-vous devenues et vous, verts ballons de Corbeil, ondulantes sinuosités du fleuve entre Villeneuve, Saint-Georges et Bercy? Le train file, dépasse Juvisy... La banlieue devient populeuse, faubourienne, industrielle, elle est un prolongement de l'activité où son point de départ...

Sur la banquette, en face de moi, un de ces « banlieusards » tout prêts à entrer dans une description de roman-feuilleton ou une œuvre dramatique, un de ces types marqués avec lesquels l'imagination n'a plus rien à faire et qui demeurent pour cette raison entre le vaudevilliste et le dramaturge d'Ambigu. Aspect brun et sec, veste d'alpaga, col dur, cravate étroite et sombre, chapeau de paille ayant fait deux ou trois saisons déjà, pantalon noir rayé de gris, souliers bien cirés, l'air net d'un grillage

de banque neuve et le regard dur, froid, de l'homme qui sait que pas une minute de sa journée ne devait être et ne fut perdue, qu'on ne trouverait pas une erreur dans un nombre que ses yeux aient considéré et qui, se sachant indemne de toute critique, presse dans le filtre serré de sa mémoire le souvenir de ses subordonnés, pour y découvrir le symptôme d'une faiblesse...

***

Ris-Orangis... Champrosay. Le souvenir d'Alphonse Daudet emplit ineffaçablement ma mémoire d'adolescent à la case : *Champrosay*. Le printemps dernier, lorsque Madame Daudet et son fils Lucien, réunirent, puis publièrent ces douze ou quinze années de critique dramatique d'Alphonse Daudet, parue à l'*Officiel* et ailleurs, de 1872, je crois, à 1885, car je n'ai malheureusement pas emporté le livre avec moi, le souvenir de Champrosay s'évoquait à tout moment. Les noms de madame Favart, de madame Pasca dont il ne reste que le magistral et massif portrait de Bonnat, ceux de Dumas, de Pailleron, d'Augier reviennent sans cesse, mêlés à d'autres, que le temps a emportés avec la rapidité qu'il met à consumer, sur le sein de la terre, les feuilles et les fleurs d'une saison. La clairvoyance délicate de cet écrivain a conservé tout leur intérêt à ces pages. Pas une manifestation de la vie qui ne l'attirât et il répète souvent à Edmond de Goncourt, lequel le note précieusement dans son *Journal*, qu'il n'avait aucune ambition littéraire et ne désirait que vivre *avec le plus d'intensité possible*...

Quel charme, quel rayonnement donnent à certains paysages le souvenir de ceux qui les ont traversés ou s'y établirent! Sur ce seul coin, qui va de la Seine aux premiers chênes de ce qui fut la *forêt de Sénart*, que de noms, que de fantômes! Les petites maisons jumelles où Marie Laurencin vient de s'installer et continue de peindre ces frais visages, ces souples filles vêtues d'un ruban rose, qui semblent en quête d'un corps moins fragile, d'un crâne où loger l'âme qui brûle sous la cire pâle de leur enveloppe, les petites maisons sont, ce soir, comme environnées de fantômes. Voici derrière le pommier de celle que ses amis n'appellent que *Marie*, le verger d'Eugène Delacroix et, là, derrière quelques toits, le petit atelier où il pei-

gnait, avec cette soif de solitude des âmes trop ardentes, qui ne pétrissent que dans le silence la pâte brûlante avec laquelle ils fixent pour l'avenir les images qu'ils ont enfantées.

— Ah! s'écrie Edmond de Goncourt, à l'âge de soixante ans, que ma solitude me pèse, maintenant que je n'écris plus de romans et que je n'ai plus pour me tenir compagnie la société des êtres que créait mon imagination!

Lui aussi, le blanc « Maréchal des Lettres », M. de Goncourt, se promène par ici, le col entouré d'un foulard de soie crème, des mitaines de laine rouge aux poignets, tel que je le vis, un soir de son dernier hiver, à dîner, rue de Bellechasse. Je possède une aquarelle que Léonide Leblanc fit peindre pour son album, par Gilbert; Goncourt l'a noté, c'est en 1885, avant la reprise d'*Henriette Maréchal*, à l'Odéon. Il est représenté de profil, l'œil vif dans la chair pâle d'un homme qui n'a fréquenté que les villes et ne se soucie du soleil que parce qu'il précipite plus hâtivement vers l'effacement total le tain d'une aquarelle, la nuance déjà fanée d'une estampe d'Hokusaï ou d'Hieroshigé... Je crois l'entendre parler, d'une voix aiguë. Il vient de noter sur son *Journal* : « Nous causons avec Daudet de la *survie par le livre*, qui a été notre préoccupation à mon frère et à moi... On va ce soir, en troupe, visiter le cottage que Drumont vient de louer à Soisy, au milieu du jardin ruineux créé par Hardy, l'ancien jardinier de Versailles,... une sorte de chartreuse aux allées mangées par les mauvaises herbes,... une sorte de chartreuse faite pour une description d'un Edgar Poë... »

Edouard Drumont!... Autre ombre de Champrosay. Il ne regardait son jardin que pour savoir si deux hommes ayant à se mesurer l'épée à la main pourraient s'y battre proprement, et qui, pendant un temps, fiancé, ne se préoccupait que de savoir si sa femme serait d'un caractère susceptible de voir entrer tout à coup deux messieurs venant comme témoins...

Le clair de lune éclaire, dans un ciel devenu brusquement serein, les façades des habitations de la route de Corbeil que Daudet a si minutieusement décrites dans la *Petite Paroisse*. Un homme vêtu de velours bleu passe, une besace de toile à l'épaule et Marie Laurencin, à sa fenêtre, avec une sorte de joie digne d'un propriétaire qui a décidément chez lui tous les

agréments, s'écrie, en battant des mains, avec un émerveillement d'enfant et de l'envie, au fond de la gorge, pour tout ce qui arrive ou part vers l'inconnu, tout ce qui est environné pour nous de mystère, — elle qui installe cette maison pour y venir « tout le temps » : — « Un chemineau!... Un chemineau! »

***

Cow boys! — Un mot comme *chemineau*, comme *roulotte*, *steamer*, comme *les trains*, *les ports*, qui évoque des êtres libérés... *Cow boys*! Notre enfance fut ensoleillée par les rayons qui se dégageaient du nom de *Buffalo Bill*. Son passage marqua peut-être le départ du mouvement qui allait entraîner la jeunesse vers la vie au grand air, les exercices et l'endurcissement que donne à tout l'organisme la brûlure du soleil. A cette visite de la troupe qui caracolait autour du fameux *Captain Cody*, les beautés contemporaines doivent sans doute de se parer aujourd'hui d'un teint que leurs mères jugeaient affreux. Que n'eussent pensé celles-ci d'un rang de perles sur la peau rissolée d'une gorge et d'un cou, préalablement enduits d'une couche d'huile de paraffine avant de l'exposer aux brûlures du soleil, afin que les marques en soient plus durables!

Les taxis bondés se suivent à la file sur la route qui mène au Vélodrome Buffalo, dépassés par des torpédos que conduisent leurs propriétaires, à une vitesse qui donne l'avant-goût des prouesses auxquelles nous allons assister. La nuit de septembre est froide, son ciel noir... Les spectateurs que l'œil peut observer n'en paraissent pas trop souffrir, autour de l'immense rectangle sur lequel les figurants semblent à la vérité bien réduits. Leurs galops conservent une allure échevelée, l'intrépidité des cavaliers, hommes ou femmes, demeure vertigineuse, — mais, lorsque l'un tombe et qu'il demeure immobile, nous ne serions guère moins émus quand on vient le ramasser et l'emporter, s'il ne s'agissait que d'un mannequin.

La piste, une prairie dont l'herbe est lactée par les clartés des globes électriques, paraît constamment vide. Vus à grande distance, les exercices du lasso ne semblent plus étourdissants.

Des veaux poursuivis et que le cheval a d'abord peine à rattraper, nous intéressent médiocrement. Sans doute, si nous pouvions suivre nous-même le cavalier qui rassemble sa corde, puis, la faisant tournoyer, la lance devant soi, si nous suivions sur la bête traquée les frémissements de la chair, si nous participions au danger, comme à l'allégresse de cette course effrénée, nous y éprouverions plus d'enthousiasme.

Cependant, par fragments ou détails, à tout instant, dans l'action, le cheval ou le cavalier nous ravissent par une vigueur, une sveltesse, cette absence de mollesse, de renoncement que décèle, dans le visage et le corps de l'homme de sport, le muscle deviné sous l'épiderme, le dessin de l'os que n'empâte point la graisse. De vingt-cinq à cinquante ans, ces hommes n'ont point d'âge; on les confond aisément par l'agilité, la souplesse, l'aspect délié de leurs membres.

Le sport a-t-il en réalité d'autre but que d'assainir et de prolonger la jeunesse?

L'un des numéros les plus remarquablement exécutés du programme est appelé *jeux romains*. Les cavaliers montent debout, une paire de chevaux non sellés, qui n'ont que la bride au cou. Chemise rose, chemise rayée d'un large trait bleu... Parfois, dans la course, l'homme est si étroit à la ceinture, qu'il donne l'impression de la guêpe. Aux tournants, deux attelages semblent prêts à s'abîmer dans une mêlée effroyable. Et puis, après s'être côtoyés en se frôlant, obliquent, dessinent deux courbes contraires et continuent d'avancer comme les héros d'une description homérique, sur cette prairie, à laquelle l'éclairage électrique donne des tons d'aube de Corot, entre ces remparts de gradins à l'américaine, sur lesquels les spectateurs forment une muraille obscure, compacte, infinie...

Les Français ne sont pas encore mûrs pour ces représentations qui rassemblent la population d'une importante sous-préfecture. De ce côté de l'Océan, il semble que nous souffrions d'une certaine myopie qui donne le goût des distractions dont l'objet est suffisamment rapproché pour laisser l'impression de l'atteindre aisément. Les Américains sont presbytes. Ils voient de loin — et n'éprouvent sans doute pas ce besoin de détailler, qui nous a si longtemps conduits en art aux per-

fections de ce « fini » que nous sommes incapables de retrouver aujourd'hui. Car nous-mêmes nous acclimatons aux spectacles de distance, mais c'est en nous efforçant.

Cependant, un goût bien marqué et que nous affirmons sans cesse, à tout âge et à tous les rangs, c'est celui du péril, de l'aventure. Dès qu'un homme exécute avec difficulté quelque chose que très peu de gens pourraient exécuter, — la foule est avec lui. Le succès des romans où nous voyons aux prises avec de belles difficultés bien insurmontables un héros décidé, le prouve. Les jeux au grand air, le cinéma, ne font que développer ces tendances...

Nous devinons autant de monde autour de la troupe de M. Tommy Kirnan qu'il y en avait aux rencontres de Carpentier avec ses adversaires. Mais, pour la boxe, il existe, autour de l'estrade, des places de premier rang... Tandis que ce soir, aux lueurs des lampes disséminées, à leur clarté diffuse, sur l'immense piste gazonnée, les cow boys, les chevaux sauvages, les taureaux sont trop éloignés du public, qui n'attend point le dernier numéro équestre pour gagner les issues. Les autos sont alignées loin dans les rues avoisinantes, sur des terrains vagues, le long d'avenues mal connues. Les spectateurs qui veulent rentrer dans Paris se ruent vers les sorties avec autant de violence et d'agilité que M. Gordon Jones ou M. Rube Roberts s'imposant aux petits chevaux sauvages, qui font des écarts, donnent des ruades, se cabrent et secouent l'homme qui les étreint du genou,... jusqu'à ce qu'il ait lâché prise et aille piquer une tête dans l'herbe où il demeurera un petit instant étendu, comme mort!

***

L'Exposition Internationale de 1925. — Dix heures du soir, au milieu des constructions qui s'élèvent autour de l'Esplanade des Invalides, avec la régularité, l'unanimité d'une forêt enchantée dont les troncs se pétrifieraient, au fur et à mesure qu'ils grandissent... Un curieux spécimen d'ensemble; le plus marquant qu'il nous ait été donné de voir dans le bouleversement de l'art architectural nouveau. Ces *palais* seront ce qu'ils seront, il est impossible d'en rien dire avant

leur achèvement. Mais, comme il faut nous habituer bien vite à des conceptions différentes de celles qui régissaient jusqu'alors la construction! Ne présageons point trop tôt leur mauvais aspect, ni qu'ils soient trop *nouveaux*. Ils le doivent être puisqu'ils s'édifient dans des conditions si différentes du passé. Le principal est qu'ils innovent utilement, noblement et s'approprient aux matériaux qui les composent et à leurs fugitives destinées.

Nous verrons là *le Cloître des Métiers*, dont la désignation est évocatrice, et un théâtre doté des derniers perfectionnements. MM. Perret, qui exécutèrent, avenue Montaigne, le seul théâtre véritablement contemporain que nous possédions, paraissent avoir des idées de simplification qui réjouiront les amateurs de théâtre.

C'est une sorte d'anachronisme qu'on ne pouvait sans doute pas éviter, de situer ces immenses maquettes devant le dôme de Mansart et de leur imposer un si dangereux voisinage. Si les fortifications avaient été plus promptement démolies, peut-être eût-on donné comme fond à ces édifices la verdure du Bois de Boulogne, préférable pour mettre leurs lignes générales en valeur.

Dans la nuit légèrement brumeuse, mais éclairée au delà des nuées par la lune, ces pylones réguliers, ces épis de fer, ces alignements de madriers, donnent à l'ensemble des bâtiments une grande régularité, peut-être trop homogène, mais impressionnante, comme une cité nouvelle dans une autre cité. Une ville bâtie par des explorateurs, des colons. Des colons, en effet, qui viennent imposer des formes et des modes nouveaux, implanter ce qu'on n'ose pas toujours appeler *le progrès* et qui l'est, cependant, d'une manière ou d'une autre, sinon par ce fini luxueux, ce goût dans l'enjolivement qui, ne pouvant être poussés plus loin qu'ils le furent au XVIIIe siècle, se sont arrêtés de progresser, de se développer, se sont abâtardis, alourdis, fanés, décomposés, — mais peuvent se transposer dans un genre différent, renouveler la mesure des parures, la disposition des plans, l'ordonnance des lignes.

Au seuil du monde ancien, ce sont des *lignes* que le constructeur offrit à l'homme. Au seuil d'un temps — le nôtre — qui dans toutes ses formules s'éloigne chaque jour davantage

du passé, ce sont des lignes encore, des proportions seules qui peuvent nous sauver de la barbarie. Que le ciment ait remplacé la pierre, ne le discutons plus, le temps est passé... Qui donc aujourd'hui pourrait venir regretter les carrosses, même dorés, en montant dans un sleeping, ou la « vinaigrette » en prenant un taxi!

Si cette *Exposition Internationale des Arts décoratifs*, de 1925, pouvait donner, enfin, naissance à ce style, cet art, que le vieux monde enfante péniblement depuis plus de vingt-cinq ans et qu'il n'a pas encore pu mettre au monde — comme il faudrait se réjouir de voir monter vers le ciel, dans le silence de la nuit humide et lunaire, cette suite ininterrompue de façades encore ajourées et que déjà pétrifient le fluide ciment coulé dans les veines métalliques de leurs armatures...

***

Paris « Plage ». — Neuf heures du soir, il semble que le casino soit proche, les salles de jeu tout à côté... Il flotte dans l'air ces relents de galanterie, de bonne chère, de tabac, d'alcool, et les oreilles rassemblent les éléments épars d'une symphonie de bruits, une rumeur composée d'appels, de rires féminins, de heurts de vaisselle et de chocs de verrerie, qui sont les mêmes dans tous les lieux de plaisir où l'homme vient chercher l'illusion de l'oubli. A cette époque de l'année, les jeunes gens et même quelques-uns qui devraient mûrir, arrivent là, rue Royale, dans leurs voitures découvertes, encore grises de la poussière des routes. Ils portent sur le visage ce hâle et dans les yeux cette expression hagarde que donne le *cent-vingt à l'heure* sur les grands chemins. Les femmes ont leurs robes de l'été, leurs petits chapeaux enfoncés jusqu'aux sourcils, qui défient toutes les secousses du vent, les jambes moulées dans des bas couleur de sable et de nuée et toute leur fortune au col ou à un doigt, un rang de perles, un gros diamant bête, qui peut se monnayer promptement, en cas de besoin, sans qu'il soit nécessaire de changer la monture ou de gratter des initiales... Elles ont les bras nus, le col à l'air, parce que ces robes sont pareillement de l'après-midi, du matin et du soir et qu'une femme, — disons une femme

libre, — qui sort de chez elle avant le déjeuner, peut parfaitement n'y rentrer que longtemps après minuit, sans avoir paru, à aucun moment, n'être pas assez « habillée » ou l'être trop! Et, de même que les heures du jour ne sont plus marquées par la robe d'une femme, on chercherait vainement sur elles la saison. Le manteau seul diffère; encore, avec l'auto, est-il garni de fourrures toute l'année. Que l'on dise que les mœurs n'ont pas évolué et ne se sont pas heureusement simplifiées!...

La petite dame de chez Maxim's... Le chasseur de chez Maxim's... Que de scènes, que d'études de mœurs auxquelles ce Maxim's aura servi de cadre, depuis les pièces du fin et mélancolique Feydeau jusqu'à celles de l'amer et brillant Mirande.

A quelques tables, deux ou trois dîneuses sans convives. Elles sont vêtues de noir... Curieux symptôme que l'*ornement* de ces *cabarets*, pour employer le langage d'autrefois, ait pris la tenue du deuil... Des gants aux souliers, ces jeunes demoiselles, car elles sont jeunes, paraissent arriver d'un service funèbre ou porter le deuil d'une mère... L'ensemble, et ceci est d'ailleurs intéressant à observer, car les étrangers sont en grand nombre, n'offre guère l'animation joyeuse à laquelle on pourrait s'attendre. Est-ce que le chiffre, aujourd'hui toujours et partout pharamineux, des additions imminentes, ne donne pas à l'atmosphère cette sorte de froideur, cette sèche préoccupation, que l'orchestre dissipe à peine en se mettant à jouer?

Mais en d'autres restaurants le type des figurants diffère. Ici, il existe entre hommes et femmes comme un air de corporation. Le veston a la même coupe, les cheveux sont identiquement peignés et lustrés, la bouche presque identiquement dégagée...

Pourtant, à la table voisine, un personnage auquel la chaleur de l'air et de l'alcool ajoute le relief que la peinture donne au dessin, tranche sur les convives environnants. Il atteint, s'il n'a dépassé, la soixantaine; il est massif, large d'épaules, pesant et mou à la fois, le crâne grisonnant, rasé de près, l'œil noir et brillant, un type cosmopolite et sémite, sans noblesse comme sans vulgarité, mais qui inquiète. Il est au métal pur ce que le chèque est au louis d'or, un remplacement,

une équivalence. Il n'a pas de poitrine, mais un estomac. Il mange comme l'ogre et l'on dirait qu'il entend, non des accords ou des réminiscences, mais des nombres. Il a des mains épaisses, il a vidé toute une bouteille de champagne plongée dans un seau en sueur et mange du fromage après du gibier. Il fait un signe à un maître d'hôtel, qui vient s'incliner sur la table. Conciliabule. Geste de la main, regard vers un groupe de petites dîneuses en noir, hirondelles picorant autour d'une assiette de grains. Mon voisin est comme un hibou qui verrait aux lumières. Le maître d'hôtel ira chuchoter quelques mots à l'hirondelle.

C'est l'instant où je dois partir... L'orchestre joue *Madame Butterfly* arrangée en *fox-trott*... On me tend mon pardessus... Pourtant, l'hirondelle a quitté son assiette. Elle s'est levée, mais continue à parler à ses compagnes, tandis que de loin, les poings sur sa nappe, le hibou qui vient de demander une bouteille de Château-Margaux, guette, courroucé.

« *Sur la mer calmée...* » râclent les violons... Je traîne encor, j'atermoie... Est-ce bien mon chapeau?... L'hirondelle s'est enfin détachée de ses compagnes. Elle s'est retournée. Elle remet son manteau, lentement, les yeux fixés dans la direction du hibou... Puis elle approche. Elle s'est mis un sourire sur le visage, comme un masque et le garde en approchant. Elle est blonde, cendrée; elle n'a pas beaucoup plus de vingt ans, le visage un peu fané, déjà... Le hibou demeure immobile, la dévisageant de la tête au pied — ce qu'il en peut apercevoir entre les tables et les dîneurs... Et elle avance, elle avance, en se dandinant, comme un échassier qui serait fasciné par le canon d'un fusil...

***

Musics-halls. — Une tour de Babel où la minutie d'un primitif, la grâce laborieuse d'un Mantegna seraient remplacées par l'arabesque de Lautrec et, déjà, quelque chose de plus — et de moins. Le trait n'en est plus aussi cassé, aussi névrosé, il est moins de Paris, moins racé.., moins... situable. Ces grandes salles nous transportent à New-York ou à Londres et l'uni-

forme du *placeur* est anglais. Un café-chantant de Paris, un cirque londonien, une maison de danses de Grenade, une taverne de San-Francisco, n'offraient certainement, jadis, aucune similitude. Aujourd'hui, n'importe quel music-hall est de partout. Et ce sont les mêmes *étoiles* qui voyagent de l'un à l'autre, à travers le monde entier.

Un équilibriste, un trapéziste, un illusionniste, exécutaient leurs tours tout uniment. Ils ne parlaient point et, hors ce qui constituait strictement le numéro pour lequel ils figuraient sur le programme, l'usage n'était point de leur rien demander. Ceux qu'à présent on nous offre paraissent avec un violon ou une clarinette à la main, ils entrent en dansant, et musique ou danse sont exécutées avec autant de brio que si nous avions affaire à des danseurs ou à des musiciens. Puis, lorsqu'ils se sont taillé un succès mérité avec leur agilité à manier l'archet ou improviser des pas, brusquement, ils font la pyramide humaine, mettent leur habit bas, gonflent leurs pectoraux, leurs biceps, leurs triceps, leur muscle grand couturier et se livrent, sans aucun accessoire, à des exercices de force surprenants..., tout en parlant plusieurs langues à la fois, de manière que les spectateurs bigarrés qui emplissent la salle, puissent en prendre comme on dit, pour leur argent.

Les recettes varient de huit mille à vingt-sept mille francs, les frais sont considérables, ces artistes cosmopolites exigent des cachets que ne connurent ni la Patti, ni Sarah Bernhardt. De nos jours, elles s'en iraient chanter et jouer sur ces planches, que traversent pareillement de pesants cortèges d'éléphants, des familles de phoques, des collèges de chevaux savants et qui ont leurs Dranem et leurs Raquel Meller entre les assourdissants accompagnements d'un cycliste qui tourne sur une piste mise en mouvement par un moteur et les cris désordonnés d'une troupe de nègres...

Le travail de chacun de ces artistes errants, surprend par sa perfection. Il étonne par les exigences de son entraînement, la continuité des efforts nécessaires. Comme aussi la force de caractère qui permet de recommencer indéfiniment un numéro établi jusqu'à ce que la décrépitude seule en vienne interrompre les représentations, comme ces apparitions de tel ou tel artiste, qui durent quarante minutes,

sans que l'attention du public se fatigue un instant, et ne se perfectionnent que d'un mot ou d'un geste ajoutés, d'un soupir plus ou moins prolongé, depuis quinze ans ou davantage.

C'est ainsi que ce soir, entre un prodigieux danseur de corde, qui a la légèreté d'un flocon de neige et une violence endiablée, et des musiciens falots, nous voyons apparaître madame Simone, dans le dernier acte et la mort d'*Adrienne Lecouvreur*. Spectacle surprenant, dans un décor où l'on s'attendrait à voir opérer les frères Isola, au milieu de sièges disparates d'un *rocaille* invraisemblable, récoltés au fond de garde-meubles du quartier des Ternes... Le mot *Saisies-warrants*, je ne sais pourquoi, me revient sans cesse à l'esprit, devant ce bouquet de fauteuils pour salon de dompteur tunisien.

Et pourtant, pourtant, autre magie de la volonté et du talent, tandis qu'au fond de nos oreilles subsistent des accords discordants de la Louisiane et des *boums* de grosse caisse, la voix énergique et martelée qui récite la prose inoffensive du bon Scribe, parvient à créer une ambiance réelle, troublée, à *faire le drame* dans notre esprit, comme un rideau tiré fait soudain, selon l'heure, l'obscurité ou la grande lumière dans une chambre.

Mais de telles épreuves ne peuvent être qu'un exercice de virtuosité et ces tranches de pièces, brusquement coupées, ne pourront guère être servies au public des music-halls. Je pense que ce qui le ravirait davantage, ce serait de voir une artiste de la valeur de madame Simone s'approcher de l'avant-scène et détailler, elle aussi, — pourquoi pas? — un petit couplet!

ALBERT FLAMENT

L'AVENIR DE LA PAIX

ET

LA POLITIQUE FRANCO-BRITANNIQUE

Il y a quinze jours nous pouvions écrire que la partie qui se jouait à Genève était surtout un épisode du conflit entre la politique britannique et la politique française. Les événements qui se sont déroulés toute la fin de septembre ne nous ont pas invités à modifier cette opinion. Bien au contraire, il semble que tout le travail à Genève ait consisté à ne pas mettre l'œuvre de la société des Nations à la merci d'un désaccord franco-anglais et à trouver les formules de compromis qui sans rien brusquer réservent l'avenir. Il a fallu beaucoup de travail, de bonne volonté et d'ingéniosité aux commissions compétentes et à l'auteur du rapport, M. Benès, pour arriver à ce résultat. On peut dire que dans une certaine mesure il a été atteint : mais on doit dire aussi, sans se faire la moindre illusion, que l'opposition entre la thèse britannique et la thèse française demeure tout entière.

Que veut M. Mac Donald? Nous avons exposé ici quelles étaient les révélations faites assez brutalement à Genève par le premier ministre anglais. La suite de la discussion et les commentaires faits en Angleterre ne laissent guère de doute. M. Ramsay Mac Donald a un grand dessein, très périlleux pour l'Europe entière et pour la Grande-Bretagne elle-même; il n'y a guère que l'Allemagne qui y trouve un avantage évident. M. Mac Donald veut entraîner l'Europe dans une conférence de désarmement, qui dans la pensée de certains, dans la pensée même de quelques Anglais, doit être le prélude à la révision des traités. Une aventure aussi extra-

ordinaire et aussi grosse de dangers aurait fait en d'autres temps bondir le public anglais. Si nos Alliés cependant ne paraissent pas très émus, c'est qu'il est bien entendu dans leur esprit qu'aucune conférence, aucun projet, aucun protocole ne peut avoir pour effet de changer quoi que ce soit à la force navale de la Grande-Bretagne, à l'indépendance de la Grande-Bretagne, à l'appréciation souveraine de ses intérêts nationaux par la Grande-Bretagne. Dans ces conditions, le public britannique n'est pas troublé, et il a raison. Mais ceux que menace le programme de M. Mac Donald, les petits et les moyens États, nos Alliés naturels, la France, tous ont le droit de se demander où on les mène et ce que l'on attend d'eux : or ce n'est pas clair dans tous les cas où il s'agit de leur donner des garanties, et ce n'est que trop clair dans tous les cas où il s'agit de diminuer leurs moyens de défense.

On se rappelle qu'après la brillante ouverture des travaux de Genève et les discours retentissants de M. Mac Donald et de M. Herriot, il avait été convenu que les commissions étudieraient avec calme les méthodes d'arbitrage. M. Herriot avait dit qu'il ne pouvait séparer les termes de sécurité, garanties, et désarmement. M. Mac Donald après son départ et celui de son collègue a paru céder, ou du moins n'a pas fait d'objection : mais il a eu soin de faire placer en première ligne le désarmement par la délégation britannique, si bien que tout le protocole de Genève est en réalité subordonné à la Conférence du désarmement qui doit se tenir plus tard. La conclusion la plus claire est donc aujourd'hui celle-ci : la France obtient une satisfaction de forme, en ce sens que tout un système d'obligations et de sanctions devra entrer en vigueur, si la Conférence de désarmement aboutit à un résultat. Mais l'Angleterre obtient une satisfaction substantielle, en ce sens que la Conférence du désarmement sera la clé de tout le système, que si elle n'aboutit pas, rien ne se fera pour la sécurité. En d'autres termes, tout ce que nous avons obtenu pour la sécurité est fonction du succès de la Conférence de désarmement, laquelle naturellement ne réussira que si l'on cède aux conceptions de M. Ramsay Mac Donald.

C'est la première Commission qui a eu le soin d'élaborer un code sommaire d'arbitrage international et une procé-

dure d'arbitrage. La troisième Commission déléguait l'étude de la sécurité et des sanctions à un Comité de douze membres, où étaient représentées la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon; la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie; le Chili, la Norvège, la Suède, la Bulgarie. Il n'est pas indifférent de noter que la place du délégué bulgare a été prise par un second délégué britannique, — le Ministre de l'Intérieur du Cabinet Mac Donald et organisateur du Labour Party, M. Arthur Henderson, qui, en février dernier, à l'élection partielle de Burnley, préconisait la revision des Traités de Paix en des termes tels que son chef fût contraint de le désavouer. C'est le délégué tchéco-slovaque et Ministre des Affaires Étrangères de Tchéco-Slovaquie, le Dr Bénès, qui présidait le Comité et était chargé d'établir le rapport. A la Conférence de Gênes, au printemps de 1922, sur cette même question de la sécurité, le Dr Bénès s'était heurté à M. Lloyd George. Cette fois encore, il se trouvait pris entre les thèses opposées de la France et de la Grande-Bretagne. Ce n'est qu'après avoir soumis ses idées à l'examen du petit comité franco-britannique, qui leur fit subir bien des modifications, qu'il s'aventura à les soumettre aux délégués des douze puissances. Dans cette discussion plus générale, de nouveaux remaniements, qui étaient possibles, n'ont pas été jugés nécessaires. Il faut encore que la troisième commission approuve l'œuvre de son sous-comité; que la première Commission en fasse autant de son côté; que les deux commissions se mettent d'accord; qu'elles obtiennent la ratification de l'assemblée, puis celle des différents gouvernements, puis celle de leurs Parlements.

Supposons cependant tous ces passages franchis et essayons de nous représenter la procédure nouvelle dont les termes ont été fixés à Genève. Le Comité des Douze a convenu que le protocole de Genève devra être signé, ratifié, enregistré par un certain nombre de Puissances, dont le chiffre minimum sera fixé vraisemblablement à quinze (sur cinquante-quatre), parmi lesquelles trois ou quatre de celles qui siègent en permanence au Conseil (Empire britannique, France, Italie, Japon). La date limite pour le dépôt de ces ratifications sera sans doute le 1er mai 1925. Le protocle décide qu'en cas

de litige le Conseil de la S. D. N. intervient comme conciliateur. Si la tentative de conciliation échoue, l'une des parties peut demander et l'autre ne peut refuser l'arbitrage. A la majorité, et non plus à l'unanimité, le Conseil désigne les arbitres. La sentence arbitrale, rendue également à la majorité, aura force de loi, force exécutoire, aux termes de l'article 13 du Pacte, entraînant l'entrée en jeu des sanctions. Si aucune des deux parties ne demande l'arbitrage, le Conseil devient juge et prend une décision : décision qui devient immédiatement exécutoire, en cas d'unanimité. A défaut d'unanimité, le Conseil désigne les arbitres qui jugeront en dernier ressort.

Toutes ces dispositions vont-elles entrer en vigueur? C'est ici qu'intervient la Conférence du désarmement. Six semaines après le dépôt de la dernière ratification, et au plus tard le 15 juin 1925, se réunira obligatoirement la Conférence du Désarmement dont le Conseil de la S. D. N. aura préparé le programme général. Une fois que cette conférence aura adopté un plan de réduction des armements, les clauses relatives à la sécurité joueront automatiquement : le protocole n'aura force de loi qu'à ce moment. Cependant, si, dans l'intervalle, un conflit venait à se produire, les dispositions prévues par le protocole seraient entièrement applicables en ce qui concerne les droits et obligations des Hautes Parties Contractantes : autrement dit, la sécurité serait garantie en attendant le désarmement. Mais si, dans un délai à déterminer après l'entrée en vigueur du protocole, la Conférence n'a pas été réunie, ou si le plan de réduction des armements établi par elle n'a pas été adopté et exécuté, le Conseil de la S. N. D. pourra le constater, et chaque partie contractante reprendra alors sa pleine liberté d'action. Un article additionnel dispose que « les conditions en vertu desquelles le conseil pourra constater que le plan établi par la Conférence internationale pour la réduction des armements n'a pas été exécuté et que, par conséquent, le protocole est devenu caduc, seront définies par la conférence elle-même ». C'est donc la Conférence du Désarmement qui reste, en dernier ressort, juge et souveraine.

On devine assez bien quelles raisons ont pu pousser le gouvernement français à accepter une telle méthode. Engagé dans les voies du sentiment, du pacifisme international, de

la confiance enthousiaste et des concessions, il n'a pas cru pouvoir s'arrêter. Il n'a pas voulu faire échec à une tentative historique et qui aurait de si grandes conséquences si elle aboutissait à un résultat. Puisqu'il s'est voué à cette tâche qui consiste à faire disparaître la légende la France impérialiste, il ne néglige rien; il étend même ses risques. Mais il commettrait une grosse faute s'il annonçait prématurément une ère nouvelle et si pour les besoins de sa propagande électorale, il versait dans les âmes candides des espérances qui sont encore très loin de la réalité. Nous imaginons que le gouvernement de M. Herriot ne se fait pas d'illusion sur les difficultés qui l'attendent : elles sont multiples et elles sont considérables.

Et d'abord l'opinion britannique tout entière nous laisse les plus grands doutes sur l'accueil que fera le Parlement anglais aux articles concernant la sécurité. Elle récuse ses propres délégués. Elle ne veut pas entendre parler de mettre sa flotte à la disposition d'une autorité, autre que l'autorité nationale, ni de l'engager dans des opérations de blocus ou de guerre de chasse qui risqueraient de gâter les rapports anglo-américains. Les Dominions, qui ont de plus en plus voix au chapitre, se prêteraient encore moins à une telle combinaison. Le Parlement impérial ne la ratifiera jamais. Tout est objet à protestation pour la presse anglaise. Elle remarque que le blocus économique prévu par l'article 16 du Covenant tomberait à la charge principale ou exclusive de la marine anglaise. En d'autres termes, dans tout conflit, l'Angleterre aurait à jouer le rôle de policier des mers, son devoir consistant à « empêcher toutes relations financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de la Puissance qui aurait violé le pacte et ceux de tout autre État, membre ou non de la S. D. N. ». Et les journaux de toutes opinions insistent sur les conséquences. Pareil devoir n'entraînerait pas seulement des conséquences financières onéreuses : l'article 16 a beau parler dans ces cas-là d'assistance mutuelle, économique et financière, en pratique la plupart des États ne pourraient ou ne voudraient rien faire. Les conséquences militaires ne seraient pas moins dangereuses. Quelle attitude pense-t-on que prendraient les États-Unis, lesquels ne sont pas membres

de la S. D. N., le jour où des navires de guerre anglais arrêteraient leurs bâtiments de commerce et troubleraient leurs affaires? L'Angleterre risquerait fort de se trouver engagée dans de sérieuses complications internationales pour une cause qui ne la toucherait que de très loin ou même ne la toucherait pas du tout. Déjà l'opinion américaine ne commente-t-elle pas sur un ton acerbe les prétentions qu'elle attribue à la Grande-Bretagne (en réalité, la proposition a été faite par la France), et qui tendraient à confier la police des mers à la flotte britannique? Sir Cecil Hurst, conseiller juridique du Foreign Office, n'a-t-il pas dû intervenir à Genève pour qu'on ne touchât pas au Tribunal britannique des prises? En réalité, le Cabinet de Londres a accepté de discuter les garanties de sécurité reposant sur les sanctions, parce que la France en faisait la condition de la Conférence du désarmement, et il livre à l'appréciation de l'opinion britannique ces garanties qui ne lui plaisent pas. Pour lui, il songe à son dessein principal qui est le désarmement.

Quand viendra l'heure de cette Conférence, quelle situation sera celle de la France? Elle doit y trouver toutes les nations, c'est-à-dire non seulement celles qui étaient à Genève, mais aussi la Russie et l'Allemagne. Or les dispositions de l'Allemagne nous sont assez connues. La manière dont elle considère son entrée dans la S. D. N. est significative. Le Reich ne voit dans la S. D. N. qu'un moyen commode de faire remanier les traités. Le député socialiste Breitscheid parle de revision des frontières, à commencer par celles de la Pologne. Il est possible que l'Allemagne songe également à protester contre l'article du traité de Versailles qui la proclame responsable des origines de la guerre. Un certain flottement se manifeste à cet égard dans les cercles dirigeants. Il semble bien que là ait été l'une des satisfactions promises aux nationalistes pour les décider à voter les lois nécessaires à l'exécution du plan Dawes. Mais les banquiers américains auraient parlé d'une réduction du taux d'intérêt, si l'on renonçait à cette manifestation. Et M. Stresemann, qui change aisément d'avis, manifeste moins de hâte. Ce qui rend les desseins de l'Allemagne graves, c'est qu'ils trouvent des complicités chez quelques personnages anglais. Il suffit pour s'en convaincre

de lire les déclarations faites à ce sujet dans l'*Observer* par M. J. L. Garvin qui ne représente certes pas toute l'Angleterre, mais qui prétend avoir sa part dans la direction de l'opinion. Pour M. Garvin, il faut une Europe où vainqueurs et vaincus soient réconciliés, où les intérêts de tous soient combinés de telle façon qu'ils ne se heurtent pas, qu'ils forment un vaste système de coopération. Mais cette « Grande Paix » comme il l'appelle, est impossible dans l'état actuel de l'Europe, telle que l'ont laissée les traités de paix. C'est d'eux que vient tout le malheur. « Ils ont apporté remède à de nombreuses injustices criantes, à de nombreuses anomalies injustifiables du passé. Mais ils ont créé de nouvelles injustices aussi graves et de nouvelles anomalies aussi grotesques. » Ils ont fait passer la force d'oppression d'un camp dans l'autre. Et M. J. L. Garvin se plaît à énumérer les « vices des traités », la mutilation des empires centraux avant tout, mutilation « contraire à l'histoire et à la politique, contraire à la géographie et à l'économie politique, contraire à la nature en général et à la nature humaine ». Il n'y eut jamais en Europe de causes de conflit plus virulentes et plus nombreuses que les raisons nouvelles et nullement nécessaires nées des traités de Versailles, de Trianon, de Saint-Germain et de Neuilly. Ces traités portent en eux la guerre. Vouloir établir la paix sur leurs données, c'est vouloir « stéréotyper de façon permanente un *statu quo* artificiel », c'est une illusion. On devine la conclusion : il n'y aura de paix qu'après la revision des traités, revision faite d'un commun accord entre les vainqueurs et les vaincus. Solution vraiment admirable qui consiste à tout céder pour ne pas entretenir l'esprit de revanche. Et pour la compléter, M. Garvin ne craint pas d'ajouter qu'au besoin on pourrait reviser les traités tous les trois ans!

Autour de la Conférence de Genève, qui a fait ce qu'elle a pu pour aboutir à un travail précis, pratique et sérieux, flottent d'étranges et mystérieux projets. Au premier abord, il y a surtout là une sentimentalité confuse, une espèce de foi qui a perdu tout rapport avec la réalité et avec la raison. Et cet état d'esprit fait un singulier contraste avec les événements qui se déroulent en Chine, où la guerre civile a éclaté, et en Géorgie où s'accomplissent des abominations dont nos

démocrates internationaux et pacifistes ne paraissent pas très émus. Mais derrière ces apparences et ces manifestations qu'y a-t-il? Déjà l'on voit, en Angleterre même, des protestations où se reconnaît le bon sens anglo-saxon. Le *Times* disait récemment que l'état actuel du monde, la grande crainte des peuples, c'est qu'un peuple moins scrupuleux, abusant de leur bonne foi, profite des circonstances pour tomber sur eux à l'improviste. Contre ce danger, l'arbitrage ne les prémunit point. C'est pourquoi, jusqu'à plus ample preuve d'une humanité régénérée, ils veulent, soit chez eux, soit chez leurs voisins, être sûrs de trouver des forces de même ordre matériel qui les protègent pour de bon. C'est là ce qu'un pacte devra leur donner. En ces jours troublés, nombreux sont ceux qui commencent, partout, à regarder avec anxiété la question non pas d'une sécurité dans l'abstrait, non pas de la défense de frontières étrangères proches ou lointaines, mais de la sécurité de cette patrie que les peuples ont édifiée et défendue par de si longs et patients efforts. Si M. Herriot est encore au pouvoir quand la conférence du désarmement aura lieu, il devra s'y présenter comme un homme qui n'a plus une concession à faire. Il a déjà consenti toutes celles qu'on attendait; il a même consenti davantage. Nous ne savons si depuis Chequers il a consciemment appliqué le programme anglais et s'il n'a révélé ses intentions que progressivement à l'opinion française déconcertée — ou si depuis Chequers il a été manœuvré par une diplomatie travailliste et britannique bien réglée. Ce que nous savons, c'est que si la conférence échoue, soit parce que l'Angleterre refuse son concours aux sanctions, soit que l'Allemagne refuse les conditions d'un grand accord de paix, il restera à M. Herriot une ressource : il reviendra à la politique française traditionnelle; il se tournera vers les nations moyennes et petites qui ont besoin de sécurité et qui sont nos alliées naturelles; il travaillera à organiser l'instrument de notre sécurité, qui est notre armée : projet moins grandiose que celui dont on enflamme son imagination, mais projet plus sûr et plus propre à servir présentement notre pays.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 *bis, Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Les romans d'aventures les plus mouvementés, les plus fertiles en extravagantes péripéties semblent bien ternes et bien plats à côté de l'extraordinaire récit que M. **Ossendowski** nous a donné de ses véridiques tribulations dans **Hommes, Bêtes et dieux.** M. Ossendowski, ingénieur et chimiste, est un écrivain et un savant bien connu en Russie et en Pologne par ses recherches, ses études techniques, ses grands ouvrages consacrés à des questions d'intérêt général. Durant la guerre russo-japonaise il a été commissaire aux vivres des armées russes; par la suite il fut conseiller technique du comte Witte; durant la Grande Guerre on lui confia d'importantes missions en Mongolie. Après la Révolution, Koltchak l'appela auprès de lui en Sibérie; cette faveur faillit coûter cher à M. Ossendowski, car les bolcheviks décidèrent de l'arrêter, lorsque Koltchak fut tombé. Mais notre chimiste réussit à s'enfuir et à gagner la grande forêt de l'Iénisséi. Là, pendant plusieurs mois d'hiver, il vécut dans la plus complète solitude une vie digne de Robinson Crusoé, se nourrissant du produit de ses chasses. Au printemps, il décida de poursuivre sa route : il avait résolu de tâcher de gagner le Pacifique en traversant l'Urianhai et la Mongolie. Les raisons de fuir l'enfer bolcheviste ne manquaient pas. Chaque jour l'ingénieur trouvait des cadavres affreusement mutilés d'officiers russes victimes de la vengeance des rouges. L'Iénisséi, le long duquel il marcha longtemps, charriait par centaines des cadavres de contre-révolutionnaires; au milieu des glaçons qu'entraînait le fleuve apparaissaient des grappes de morts que des écroulements de glace plaquaient parfois le long des berges. Le hasard des rencontres finit par grouper autour d'Ossendowski une trentaine d'officiers, qui cherchaient comme lui à gagner la Mongolie. La marche de la petite colonne ne fut pas aisée; des détachements rouges circulaient de tous côtés, pillant et massacrant au hasard; les fugitifs durent livrer de véritables combats pour se frayer un chemin; combats au cours desquels plusieurs d'entre eux trouvèrent la mort : les traversées de fleuves, les marches dans les hautes montagnes ajoutaient au péril de l'entreprise. Enfin la ligne rouge fut franchie; mais le petit groupe, par suite de la situation générale, renonça à gagner le Pacifique et résolut d'atteindre l'Inde par le Thibet. Irréalisable tentative, les événements le prouvèrent. On se tira bien de nouveaux engagements avec les rouges et de tempêtes de neige, mais ce fut pour tomber dans un embuscade de Thibétains qui tuèrent la moitié des compagnons d'Ossendowski, lequel fut lui-même sérieusement blessé. Il fallut retourner en Mongolie où la situation était aussi embrouillée qu'inquiétante. Chinois, Mongols, Russes blancs et rouges n'arrêtaient pas de s'envoyer des grenades et des coups de fusils. L'assassinat était à l'ordre du jour. Très modernisés les lamas promenaient sous leurs tuniques de soie des Colts et du cyanure de potassium. Dans Ourga, la capitale, était installé le fameux baron Ungern, le chef des Russes blancs, implacable adversaire des bolcheviks. Cet étrange condottiere avait aidé les Mongols à secouer le joug chinois et achevé de se gagner la bienveillance des indigènes en rendant la liberté au chef religieux des bouddhistes, le gardien de l'inconnu, Bogdo Ghegen, le Bouddha vivant. Tout d'abord Ossendowski faillit être abattu à coups de revolver par Ungern, qui le prenait pour un espion, puis il devint son ami intime, et à ce titre l'accompagna à plusieurs reprises dans ses visites au Bouddha vivant. Ce grand personnage partage son temps entre l'alcool et la conversation avec les dieux; autour de lui retentissent alternativement les voix de l'au delà et les sons du gramophone... Ces curiosités ne décidèrent pas notre ingénieur à s'établir définitivement à Ourga; après avoir accompli quelques périlleuses missions pour le compte des Russes antibolchevistes, il parvint enfin à gagner le Pacifique, terminant ainsi heureusement le cycle de ses aventures asiatiques. Ce qui donne à son récit une couleur inoubliable, c'est que les siècles semblent à la lettre s'y mêler et s'y confondre. Après avoir rencontré des hordes mongoles, évoquant l'époque de Gengis Khan, nous sommes invités à gagner un poste téléphonique. De la magie médiévale nous passons à la science moderne. Auprès du Bouddha vivant, chacun prédit l'avenir avec infaillibilité; dans un monastère bouddhiste, Ossendowski, grâce à l'obligeance d'un lama, voit surgir — figures immatérielles — sa femme et ses enfants; des troupes entières sont soumises à des influences hypnotiques. Est-ce un conte de fées? Il a des allures très xxe siècle en tout cas, car tout le monde manie la grenade et le Mauser; le cheval et le chameau, bien que fort employés, ne sont point les seuls moyens de transport : le baron Ungern roule dans sa Fiat pour se rendre à son poste de T. S. F., sans trop s'inquiéter d'avoir appris d'un lama qu'il n'a plus que cent trente jours à vivre, prédiction qui se réalisa en effet. Bien certainement l'ouvrage de M. Ossendowski laissera une impression profonde à ses lecteurs. A l'intérêt passionné que l'on prend à ce cauchemar sanglant se joint le sentiment que nos pays d'Occident ne sauraient longtemps échapper aux contre-coups des luttes que le bolchevisme a provoquées en Asie.

Ce n'est pas le livre de M. **Richard Eaton, Pionniers ou Déments,** qui nous amènera à considérer le bolchévisme avec beaucoup plus de sympathie. Et l'on ne peut se tenir de déplorer les nécessités supérieures du commerce et de l'industrie, qui nous obligeront demain, paraît-il, à traiter avec des hommes qui n'ont donné jusqu'ici que des preuves de mauvaise foi et de cruauté. M. Richard Eaton, correspondant du *Times*, a entrepris, au cours de 1923, un petit voyage en Russie soviétique. Tout d'abord, on l'a accablé de prévenances, on l'a installé dans ce beau Palace qui est réservé aux étrangers curieux de connaître la Russie nouvelle, puis on lui a montré ce qu'il fallait qu'il vît, quelques files de boutiques bien éclairées et des promeneurs engraissés spécialement pour la figuration. M. Eaton a eu la curiosité de pousser plus loin ses recherches et il est tombé immédiatement sur une effroyable misère. Mais on ne lui a pas laissé le loisir de méditer longtemps sur ces antithèses; car, sans aucune raison, on l'a arrêté et envoyé en prison. Les prisons bolchevistes ne sont point, on le sait, des établissements où l'on mène des jours paisibles dans l'oisiveté. Manque d'air, manque de nourriture, manque de lumière : telles sont leurs caractéristiques. Les jugements sont aussi fantaisistes que les arrestations sont arbitraires. Et ne pas l'oublier : nous sommes en 1923... Nous ne saurions retracer ici ni les aventures de M. Eaton, ni celles de ses co-détenus; la conclusion seule importe : on continue de vivre en Russie sous le régime de la terreur... D'ailleurs les étrangers qui sont venus s'installer dans l'ex-empire des tsars pour y faire « des affaires » n'ont généralement pas eu lieu de s'en féliciter. M. Eaton cite plusieurs maisons anglaises qui ont dû fermer leurs portes, le personnel étant l'objet d'odieuses vexations. Les Soviets admettent bien à la rigueur que vous gagniez de l'argent, mais ils entendent vous le confisquer le lendemain, s'estimant assez généreux encore s'ils vous laissent la liberté ou la vie. Le malheur pour nous est que ces pacifistes ne rêvent que de conquêtes. M. Eaton montre la grandeur de l'effort militaire qu'ils accomplissent. Dussent-ils en crever, tous les hommes doivent bâter du système; les bolchevistes comptent sur la force pour faire régner partout ce régime d'odieuse tyrannie qui est censé être celui de la complète liberté.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix*. . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix*. . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.